

L'INSTRUCTION PROFESSIONNELLE DE L'OUVRIER

INTRODUCTION

S'il est dans le domaine de l'économie sociale, où les propositions les plus évidentes soulèvent tant de controverses, où les thèses les plus judicieusement étayées sont sans cesse démenties par les faits, un axiome à peu près incontesté depuis cinquante ans, c'est bien celui qu'en 1872, M. Octave Gréard, alors directeur de l'enseignement primaire de la Seine, formulait en ces termes : « L'apprentissage s'en va, bientôt il n'existera plus » (1). A cette époque, sauf quelques tentatives plus ou moins heureuses de l'initiative privée, il n'existait aucun autre mode d'éducation professionnelle de l'ouvrier que l'apprentissage, c'est-à-dire l'enseignement pratique et complet donné à l'enfant dans l'atelier même et dans les conditions courantes de la production industrielle, par le patron ou ses préposés, moyennant une rémunération en argent ou une

(1) Mémoire adressé au Préfet de la Seine sur la création d'écoles d'apprentis (*Monographies municipales. — L'enseignement professionnel à Paris*, par Lucien Lambeau, p. 44).

prestation en travail. Le mémoire de M. Gréard avait, en effet, pour but d'obtenir la création à Paris de la première école professionnelle municipale et M. Beudant, demandant à l'Assemblée communale l'approbation des conclusions de ce mémoire pouvait déclarer : « Les écoles industrielles du premier degré, où se formeraient les soldats (de l'armée industrielle) font encore défaut » (1). C'étaient, suivant la saisissante expression de M. Collet, le rapporteur de la loi du 22 février 1851, les ateliers qui constituaient les écoles pratiques de l'industrie (2). Aussi l'éminent universitaire pouvait-il sans exagération montrer l'industrie mortellement atteinte par l'abaissement imminent du savoir professionnel des ouvriers et certaines branches de la production parisienne obligées « de passer à l'étranger ou de périr » (3).

Ce n'était pas d'ailleurs le premier cri d'alarme qu'eut provoqué en France la décadence de l'apprentissage.

Bien avant 1872, le mal que dénonçait M. Gréard, minait sourdement notre industrie. Les origines remontent, en effet, à cette loi du 2 mars 1791, par laquelle l'Assemblée constituante, en instituant la liberté du travail et en abolissant définitivement les corporations, jurandes et maîtrises, brisait du même coup les cadres traditionnels où depuis des siècles s'élaborait l'habileté professionnelle de l'ouvrier français. Quant à la cause déterminante, essentielle de ce mal, nous la trouverons dans le développement du machinisme, dont l'introduction en France ne date

(1) Rapport au Conseil municipal de Paris, *loc. cit.*, p. 124.

(2) Rapport sur le projet de loi relatif au contrat d'apprentissage (*Moniteur Universel*, 5 janvier 1851).

(3) Mémoire cité, p. 44 et 45.

guère que de 1830-1840, et dans les transformations économiques et sociales qu'il a provoquées.

Mais le mal resta longtemps à l'état latent et l'infériorité dans laquelle il mettait notre industrie ne se révéla nettement que lorsque les expositions universelles vinrent opposer les uns aux autres dans une même enceinte les produits industriels des différents peuples, matérialiser l'idée de concurrence internationale et permettre de larges comparaisons auxquelles l'abaissement de barrières, que le protectionnisme avait élevées entre les peuples, donnait enfin un sens pratique.

C'est en 1863, au lendemain de l'exposition de Londres (1862), que le Ministre de l'Agriculture et du Commerce, M. Rouher, inquiet des progrès réalisés à l'étranger et dont le rapport de Mérimée venait de lui signaler le danger pour notre industrie, appelait l'attention de l'empereur sur la question de l'apprentissage et de l'enseignement professionnel : « Votre Majesté, disait Rouher dans son rapport, « a dû porter son attention sur les moyens de maintenir « l'industrie française au niveau où elle est parvenue ? « Elle a dû se demander aussi, si l'enseignement professionnel, tel qu'il est appliqué en France, répondait bien « dans son état actuel aux nécessités de l'industrie ». Les délégués ouvriers à l'exposition de Vienne (1873), reprenant les conclusions de leurs prédécesseurs à l'exposition de Londres, constatèrent, de leur côté, que l'examen des produits exposés révélait « la défectuosité, pour ne pas dire la nullité des apprentissages », et exprimèrent la crainte de voir notre industrie] périliter [s'il n'était pas mis fin à cette décadence de l'instruction professionnelle. Enfin, au lendemain de l'exposition de 1878, dont les rapporteurs avaient dû reconnaître que sur bien des points notre

industrie était distancée par la concurrence étrangère, le gouvernement était amené à faire une déclaration plus nette encore que n'avait été celle du ministre de l'Empire.

« L'exposition de 1878, disait la déclaration solennelle-
« ment lue au Sénat par M. Dufaure et à la Chambre des
« députés par M. de Marcère, en représentant le tableau
« des efforts qui se sont faits à l'étranger pour donner aux
« populations ouvrières les aptitudes si précieuses du goût,
« de la dextérité, des conceptions de l'ensemble, correctif
« de l'extrême division du travail, a rendu plus frappante
« la nécessité de développer en France, sur une large
« échelle, l'enseignement professionnel ». (Séances du
16 janvier 1879).

Depuis lors, c'est presque devenu un lieu commun que de parler de la crise de l'apprentissage, d'aucuns disent de sa faillite : congrès, commissions, hommes d'État, administrateurs, économistes, industriels se sont ingéniés à étudier les causes du mal et à rechercher les remèdes susceptibles d'en enrayer le redoutable développement.

Son étendue, sans cesse grandissante, a été révélée par deux grandes enquêtes officielles de 1863 et 1902. La première, au cours de laquelle furent recueillis les avis de nombreux industriels et associations, fut faite par une Commission spéciale créée à la suite de l'exposition de Londres et sous l'influence des enseignements qui se dégagèrent de cette grande manifestation internationale. Elle fonctionna sous la présidence du Ministre de l'Agriculture et du Commerce de décembre 1863 à juin 1865.

L'enquête de 1902 porta plus spécialement sur les condi-

tions de l'apprentissage en France ; elle fut faite auprès des Chambres de Commerce, des Chambres consultatives des arts et manufactures, des Conseils de Prud'hommes, des Syndicats patronaux, ouvriers et mixtes, des Conseils du Travail de Paris et des associations ouvrières de production, par la Commission permanente du Conseil supérieur du Travail au ministère du Commerce et de l'Industrie. Les conclusions qui se dégageaient de ces deux enquêtes furent à peu près identiques ; les résultats de la dernière étant, toutefois, et par le cours naturel des choses, plus alarmants que ceux de la première. Ces conclusions peuvent se résumer dans les quatre propositions suivantes :

1°. Disparition de l'apprentissage dans un certain nombre de professions et de régions.

2°. Décadence dans les autres.

3°. Insuffisance des moyens mis en œuvre pour remédier à la crise.

4°. Diminution générale de l'instruction professionnelle.

Après cinquante ans d'enquête, de discussions, de tentatives variées ou incomplètes, la question n'a encore rien perdu de son intérêt vital pour la cause du progrès général, et pour l'avenir de notre industrie ; elle est encore de celles qui s'imposent, au premier plan de l'actualité, à l'attention des gouvernements et des parlements de tous les pays. Car si la crise a pris une particulière intensité et a eu, par suite de circonstances spéciales, un effet plus marqué dans notre pays, les autres nations industrielles ne sont pas restées indemnes et toutes ont dû, à des titres et à des degrés divers, payer leur tribut et se préoccuper de l'abaissement de la culture professionnelle de leurs ouvriers. Si nous en croyons M. Albert Métin, le mal a même gagné l'Asie, et le Japon, dès son avènement à la

grande industrie, déplore la décadence de l'apprentissage (1).

Examinons donc les conditions dans lesquelles s'est produite cette crise, ses symptômes, ses causes, son intensité, ses conséquences, les circonstances légales ou de fait qui en ont favorisé le développement. Ce sont là, d'ailleurs, des questions qui ont été trop longuement et trop minutieusement étudiées pour que nous nous y attardions longtemps. Nous nous bornerons à passer rapidement en revue les points qui nous semblent acquis dans le débat, nous réservant d'insister seulement sur ceux qui, à raison de leur importance économique et sociale nous paraissent dominer notre sujet et commander impérieusement la solution du problème.

(1) Albert Métin, « Le Japon industriel ». *Revue économique internationale*, mai 1906.

CHAPITRE I

La crise de l'apprentissage

Origine et évolution jusqu'à la loi du 22 février 1851

a) *Avant la Révolution de 1789.* — Sous l'ancien régime, en raison de l'état de l'industrie, que la machine n'avait pas encore transformée, et de l'étroite réglementation des corporations, l'ouvrier, le compagnon débutait nécessairement par l'apprentissage. Nul ne pouvait ouvrir atelier ou boutique sans avoir été compagnon, ni devenir compagnon sans avoir fait, comme apprenti, un stage dont la durée parfois très longue (douze ans pour certaines professions) était fixée par ordonnance royale (1).

Le nombre des apprentis pour chaque maître, le mode d'enseignement à donner, la surveillance de l'apprentissage par les syndics, l'examen professionnel à l'expiration du stage et jusqu'aux peines disciplinaires, tout était étroitement réglé par les statuts des corporations. Sans doute cette réglementation avait surtout pour but de sauvegarder les privilèges des maîtres et de défendre leurs bénéfices contre les dangers de la concurrence, sans doute l'apprentissage dans beaucoup de professions, finit par être

(1) Le fils qui était demeuré dans la maison de son père ou de sa mère, faisant profession de la même marchandise jusqu'à 17 ans accomplis, était cependant réputé avoir fait apprentissage (Ordonnance de 1675, titre 1^{er}, art. 1^{er}).

réserve aux enfants des maîtres, rendant ainsi le privilège plus arbitraire et plus odieux. Mais il n'en faut pas moins reconnaître que, loin de rabaisser l'esprit de corps à un égoïsme étroitement personnel, la réglementation de l'ancien régime avait, au moins, le mérite de conserver les traditions des arts et métiers et de maintenir le niveau professionnel, qu'elle s'inspirait souvent des intérêts permanents de la corporation et qu'elle permit à nos artisans d'acquérir une extrême habileté.

b) La Révolution Française. — Telle était la situation à la fin du XVIII^e siècle, à la veille de la Révolution. Celle-ci comprit mal la portée des cahiers du Tiers État qui, tout en réclamant la suppression des privilèges de la maîtrise, demandaient expressément qu'on rédigeât, d'après les usages en vigueur dans les corporations, une loi générale de l'apprentissage ; elle supprima purement et simplement l'institution au lieu de se borner à mettre fin aux abus qui la discréditaient : le décret-loi du 2-17 mars 1791, abolit définitivement les corporations, maîtrises et jurandes et avec elles toutes les dispositions relatives à l'apprentissage et qui visaient à protéger l'apprenti et à lui assurer la connaissance complète du métier du maître. L'industrie française, habituée depuis des siècles à se mouvoir dans le cadre traditionnel des corporations, ne profita guère de cette liberté illimitée qui succédait ainsi sans transaction à la réglementation la plus étroite et notre activité industrielle marqua à cette époque, un recul. Cependant on ne se pressa guère de réédifier. Cela tient à ce qu'en fait, l'apprentissage avait survécu aux corporations et comme la concurrence internationale n'avait pas à cette époque toute l'acuité qu'elle devait

revêtir plus tard, on ne ressentait pas encore trop clairement les premières atteintes de la crise aujourd'hui si aiguë. Aussi la loi du 22 germinal an XI (12 avril 1803), laissant les parties régler librement les clauses du contrat d'apprentissage se borna-t-elle dans ses articles 9, 10 et 11 à énumérer les cas d'énunciation et à édicter quelques dispositions secondaires en faveur de l'apprenti ou du patron.

c) *Depuis la Révolution jusqu'à la loi de 1851.* — Nous arrivons ainsi à la loi du 22 mars 1841 qui fixait le minimum d'âge d'admission dans les ateliers à huit ans et le maximum de travail journalier à 8 heures pour les enfants de 8 à 12 ans, et à 12 heures pour ceux de 12 à 16 ans. Elle imposait, en outre, au maître l'obligation d'enseigner à l'apprenti « progressivement et complètement l'état, le « métier ou la profession spéciale qui fait l'objet du contrat. » Malheureusement cette loi n'eut pas de portée pratique car elle ne s'appliquait qu'aux manufactures à moteur mécanique ou à feu continu et à celles qui occupaient plus de 20 ouvriers réunis, or, un grand nombre de départements à cette époque, ne possédaient pas de manufactures (1) et à Paris même l'enquête faite en 1860, vingt ans après, par la Chambre de Commerce constatait que sur 101.171 fabricants réunis, 7.492 seulement occupaient plus de 10 ouvriers (2). L'industrie lyonnaise presque toute entière, se trouvait également en dehors du

(1) Il y avait encore en 1867 huit départements qui ne possédaient pas de manufactures (Discours de M. Ch. Robert, conseiller d'État, secrétaire général du ministre de l'Instruction publique (*Bulletin de la Société de protection des apprentis*, 1817, page 194).

(2) *Statistique de l'industrie à Paris, 1860. Enquête de la Chambre de commerce*, Introduction, p. xx.

champ d'application de la loi en raison de la dissémination de ses ateliers et il en était de même du tissage de la soie dans nombre de villes (1).

D'autre part, le législateur de 1841, avait bien, pour garantir l'exécution de la loi, inscrit parmi ses dispositions le principe d'une inspection, mais sans créer un corps spécial d'inspecteurs, en sorte qu'elle pût être successivement confiée à des Commissions locales non rétribuées, aux inspecteurs de l'enseignement primaire, aux vérificateurs des poids et mesures et aux ingénieurs des mines. Doit-on s'étonner que dans ces conditions, on ait pu déclarer en 1867 que la loi de 1841 ne s'exécutait que dans 25 départements, que dans 19 elle n'était observée que partiellement et que dans 17 elle était considérée comme complètement inexistante (2).

d) *Proposition de loi Peupin, du 9 août 1848.* — Il fallait remédier à cet état de choses. Le 9 août 1848, le citoyen Peupin, représentant du peuple, déposait sur le bureau de l'Assemblée Nationale Constituante une proposition en grande partie modelée sur un avant-projet de loi relatif à l'apprentissage préparé en 1845 par le Gouvernement. Cette proposition avait pour but de combler les lacunes de la législation sur l'apprentissage et de mettre fin aux abus auxquels une liberté insuffisamment contrôlée avait donné naissance (3).

(1) Exposé des motifs du projet de loi relatif au travail des enfants dans toutes les manufactures, fabriques, usines, chantiers et ateliers (*Moniteur Universel*, addition à la séance de la Chambre des Pairs du 15 février 1847).

(2) Discours de M. Charles Robert. *Bulletin de la Société de Protection des apprentis*, 1867, p. 194.

(3) Assemblée Nationale Constituante (1848-1849). *Impressions*, t. III, document n° 310.

Un certain nombre des dispositions de cette proposition visaient à assurer l'instruction professionnelle des apprentis. L'article 10 rappelait formellement que le contrat d'apprentissage est « un contrat d'éducation industrielle » et en déduisait l'obligation pour le maître d' « enseigner « à l'apprenti progressivement et dans son entier, l'art ou « la profession qu'il exerce ». Pour qu'il en fut ainsi, il était interdit d'employer l'apprenti aux travaux du ménage et de lui faire faire « d'autres courses que celles « indispensables pour acquérir la connaissance pratique « et complète de sa profession », défense aussi était faite de lui faire « accomplir le travail d'atelier réservé aux « hommes de peines » (art. 11). Le maître travaillant seul ou occupant moins de neuf ouvriers ne pouvait avoir plus de deux apprentis ; à partir de neuf ouvriers, la proportion ne pouvait dépasser un apprenti pour trois ouvriers (1) (art. 5). Des dommages-intérêts étaient expressément mis à la charge du patron dans le cas où, son apprentissage terminé, l'apprenti aurait été « incapable d'être reçu comme ouvrier dans les ateliers de sa profession » (art. 12) et dans celui où « ayant apporté l'intelligence et la soumission nécessaires » il n'aurait reçu que des notions incomplètes du métier, soit par ignorance, mauvaise volonté du patron, soit par une « trop grande division du

(1) Cette disposition avait « pour but de rendre possible au maître de donner réellement à ses apprentis les notions de son état » (Procès-verbal de la séance du Comité du travail du 4 oct. 1848. *Conseil Sup. du Travail*, apprentissage, enquêtes et documents, p. 11) et non pas de provoquer une hausse ou d'arrêter une baisse de salaires, comme se le proposent presque tous ceux qui réclament aujourd'hui la limitation du nombre des apprentis. C'est à peine si Parieu dans son rapport sur la proposition Peupin, fait observer très subsidiairement que « les apprentis, quand leur nombre excède certaines limites, sont d'ailleurs exploités trop souvent par les maîtres auxquels ils fournissent un travail sans salaire » (*Moniteur Universel*, 20 février 1849).

travail » (art. 13). On prévoyait aussi pour l'apprenti, non seulement des cours complémentaires d'enseignement primaire, mais aussi des « cours d'études industrielles » que le maître était tenu de lui laisser fréquenter (art. 9) et dont la durée devait être prise sur les heures du travail (1).

Le défaut d'instruction professionnelle ne donnait pas seulement lieu à des réparations civiles, les contraventions aux articles 4 et suivants (et cette formule englobait nécessairement les art. 3, 9, 10, 11, etc...), étaient passibles d'une amende de 5 à 15 francs et d'un emprisonnement d'un à cinq jours. Peupin ne s'en tenait pas là. Instruit par l'expérience de la loi de 1841, il proposait d'organiser pour la surveillance permanente de l'apprentissage un corps d'inspecteurs spéciaux chargés, outre la constatation des contraventions, « d'adresser des rapports mensuels » tant aux conseils de prud'hommes qu'aux autorités municipales (art. 26). Enfin pour éviter que l'apprenti ne pût, avant d'avoir reçu une instruction professionnelle complète, quitter le patron et pour donner aussi à celui-ci une garantie contre les ruptures prématurées de contrat, « sauvegarder la dette de travail de l'apprenti à l'égard du maître », Peupin stipulait que le maître qui occuperait un apprenti en rupture de contrat serait tenu

(1) « M. Peupin annonçait dans son art. 9, l'obligation formelle par le « maître de laisser fréquenter les écoles primaires et les cours d'études industrielles par l'apprenti. Entendait-il, par là, constituer au profit de l'apprenti « un droit formel et illimité qui dérogeât à sa dette quotidienne de travail ? « Voulait-il au contraire, n'accorder qu'une faculté subordonnée à l'accomplissement complet de cette dernière question. Le texte de sa proposition ne « laissait guère place qu'à la première interprétation » (Rapport Parieu, *loc. cit.*).

solidairement avec celui-ci de l'indemnité due au patron lésé (1) (art. 15).

La proposition Peupin constituait en somme une véritable charte de l'apprentissage. Son auteur avait eu la perception très nette de la plupart des causes qui empêchaient de conclure des contrats d'apprentissage ou qui rendaient ceux-ci peu profitables pour l'apprenti et si sur certaines clauses de cette proposition l'expérience nous commande les plus extrêmes réserves, il en est d'autres en revanche qui eussent peut-être pu atténuer dans une certaine mesure la crise dont souffre notre industrie. Les articles 12, 13 et 26 notamment, contenaient déjà en germe l'examen d'apprentissage.

**Projet de loi du gouvernement du 4 mars 1851
et loi du 22 février 1851**

C'est la proposition Peupin et le projet de loi sur l'apprentissage déposé le 4 mars 1851 par le gouvernement qui ont donné naissance à la loi du 22 janvier 1851, qui, aujourd'hui encore, est le seul texte législatif qui régit, en France, le contrat d'apprentissage. Mais toutes les dispositions du projet Peupin ne sont pas passées dans la loi du 22 février 1851 et celles qui y ont été insérées ne l'ont été que considérablement atténuées et amoindries et parfois même dépouillées de toute espèce de portée pratique. Peupin, en effet, préoccupé avant tout, d'assurer à l'apprenti

(1) C'était la confirmation du principe déjà posé par la loi du 22 germinal an XI dans son article 11 : « Nul individu employant des ouvriers, ne pourra recevoir un apprenti sans congé d'acquit, sous peine de dommages-intérêts envers son maître. »

une bonne éducation industrielle, avait voulu établir une réglementation minutieuse, prévoyant tous les abus, comportant une surveillance permanente et pour assurer l'application de la loi il n'avait reculé devant aucune rigueur.

Tout autre fut la pensée du législateur de 1851. Celui-ci fut au cours des travaux préparatoires, constamment dominé par cette idée que l'apprentissage, étant généralement fait dans l'atelier du petit artisan plutôt que dans la grande usine, a un caractère essentiellement familial qui impose au législateur de n'intervenir qu'avec une extrême prudence. « Les relations du maître et de l'apprenti », disait le rapporteur de la Commission de l'Assistance, « ont « quelque chose d'intime que le législateur doit respecter... l'atelier touche de près au foyer domestique et « l'État n'a pas le droit d'y pénétrer sans une absolue « nécessité » (1). Aussi le législateur s'est-il montré extrêmement timide et est-il resté en deçà des propositions de Peupin à l'Assemblée Nationale Constituante.

Il s'est borné à édicter un certain nombre de dispositions destinées à « protéger le faible, le mineur « contre les abus de la force » (2) et parmi ces abus il a eu surtout en vue ceux qui se produisent lorsque l'apprenti, logé chez le maître, se trouve privé des conseils et de la protection de la famille et livré, sans défense, à l'arbitraire du patron. Or, cette forme familiale de l'apprentissage très fréquente à cette époque, puisque la statistique de la Chambre du commerce de Paris constate qu'en 1860 sur 18.088 enfants parisiens non placés dans la maison paternelle ou patronnés par des associations, 10.012 avaient rompu tout lien

(1) Rapport de M. Auguste Collet. *Moniteur Universel* (5 janvier 1851).

(2) M. Benoit (du Rhône). Séance de l'Assemblée Nationale Législative du 22 févr. 1851 (*Moniteur Universel* du 23 février 1851).

avec leur famille (1), a aujourd'hui presque complètement disparu, ce qui restreint singulièrement la portée de la loi. C'était pourtant à cette idée de protection de l'apprenti qu'obéissait surtout le législateur de 1851. « Oui, déclarait « M. de Riencey au nom de la Commission de l'Assistance « le 22 février 1851, nous avons trouvé des enfants d'ouvriers, des enfants du peuple et nous avons vu que les « mœurs n'étaient plus assez fortes pour pouvoir imposer « en faveur de ces enfants les différentes stipulations qui « devaient sauvegarder leur moralité, leur santé, leur « instruction, leur foi et nous nous sommes dit : Là « où la main de la loi sera nécessaire pour les protéger « nous l'étendrons, mais nous n'irons pas plus loin. Quand « il s'agira de la liberté, des conventions, des rapports « entre un maître et un apprenti ; quand il s'agira du travail et de la durée du travail, de la liberté des contrats « et des conventions, alors nous nous arrêterons, car autrement, nous violerions la liberté de la manière la plus « odieuse et la plus périlleuse pour la société elle-même (2) ». On peut donc bien résumer ainsi la pensée du législateur de 1851 : protection de l'apprenti contre les abus, liberté des contractants en ce qui concerne les conditions du travail de l'apprenti.

C'est ce caractère tutélaire de la loi qui explique que le soin de présenter le rapport sur la question de l'apprentissage ait été confié à la Commission de l'Assistance alors que le rapport sur la proposition Peupin avait été

(1) Introduction, p. xxxvi : Parieu déclare dans son rapport sur la proposition Peupin que l'apprentissage « entraîne ordinairement avec lui le déplacement d'habitation de l'enfant » (*Moniteur Universel*, 20 février 1849).

(2) *Moniteur Universel*, 23 février 1851.

présenté par le comité du travail (1). Ainsi donc, cette loi de 1851 est une loi de police et parfois de réglementation timide, mais non la loi d'organisation définitive qu'avait rêvée Peupin.

En ce qui concerne l'instruction professionnelle elle s'en tient à l'énoncé d'un vague principe et laisse de côté toutes les mesures susceptibles d'en assurer efficacement l'application. Sans doute elle dispose que « le maître doit enseigner à l'apprenti le métier ou la profession qui fait l'objet du contrat » (art. 12). Mais ce principe, une fois posé, nous ne retrouvons aucune des dispositions combinées par Peupin pour assurer à l'apprenti une bonne instruction professionnelle. L'Assemblée rejette même un amendement tendant à donner aux Conseils de Prud'hommes le droit de réglementer dans le détail tout ce qui concerne les conditions de l'apprentissage, droits réciproques des apprentis et des maîtres, nourriture, enseignement, âge minimum d'entrée en apprentissage (2). La prohibition des travaux étrangers à la profession, au lieu d'être absolue, devient conditionnelle et encore n'est-elle pas maintenue, même sous cette forme réduite, sans quelques hésitations : il peut être stipulé, dans le contrat d'apprentissage que l'apprenti sera employé à des travaux ou services se rattachant à l'exercice de la profession (art. 8) et la jurisprudence des Conseils de Prud'hommes, se fondant sur l'usage, a singulièrement élargi cette faculté. La limitation du nombre des apprentis est pure-

(1) Le fait n'alla pas d'ailleurs sans soulever les protestations de la gauche de l'Assemblée législative. Déclaration de Madier-Montjau à la séance du 22 février 1851.

(2) Amendement Benoit, B. Raspail, etc., à l'art. 1^{er} (*Moniteur Universel*, 23 février 1851).

ment et simplement écartée comme attentatoire à la liberté individuelle. Les dispositions relatives aux dommages-intérêts dus par le patron qui ne donne pas à l'apprenti une instruction professionnelle suffisante disparaissent sans d'ailleurs qu'on puisse en conclure qu'il ne peut être réclamé de dommages-intérêts dans le cas qui rentre dans les manquements aux stipulations du contrat ou dans les infractions graves aux prescriptions de la loi.

L'article 10 prescrit bien de laisser prendre à l'apprenti sur sa journée de travail deux heures, au maximum, pour son instruction, s'il est âgé de moins de 16 ans et s'il ne sait pas lire, écrire ou compter ou n'a pas terminé sa première instruction religieuse, mais le législateur ne se préoccupe pas d'assurer la fréquentation des « cours d'études industrielles. Plus de sanction pénale entre le maître qui manque à ses devoirs concernant l'instruction de ses apprentis. Il n'est plus question non plus de la création d'un corps spécial d'inspection ni même d'une surveillance permanente quelconque, indépendante de toute instance judiciaire. Le Comité du travail de l'Assemblée nationale avait écarté pour des raisons budgétaires, la création de ce corps spécial d'inspection, mais avait exprimé l'espoir que le règlement d'administration publique à intervenir pourrait « organiser par la tutelle des Conseils municipaux et des « Prud'hommes, les moyens de surveillance indispensables « pour la bonne exécution de la loi. » (12 février 1899) (1). L'article 23 du projet de la Commission de l'Assistance plaçait dans chaque commune, sous la surveillance du maire, les ateliers où des enfants sont reçus en apprentis-

(1) Rapport Parieu. *Moniteur Universel*, 20 février 1849.

sage (1) (26 décembre 1850). Cette disposition pourtant si anodine, disparut du projet avant la deuxième délibération. Quant à la disposition du projet Peupin rendant débiteur solidaire de l'indemnité due au maître lésé, le patron qui occuperait un apprenti en rupture de contrat (art. 15), elle devenait l'article 13 de la loi ainsi conçu : « Tout fabricant, chef d'atelier ou ouvrier convaincu « d'avoir *détourné* un apprenti de chez son maître pour « l'employer en qualité d'apprenti ou d'ouvrier, pourra « être passible de tout ou partie de l'indemnité à pronon- « cer au profit du maître abandonné. »

On voit l'abîme qui sépare les deux formules : les termes de l'article 13 ne sont rien moins qu'impératifs, la condamnation peut n'être que partielle, enfin, pour qu'elle puisse être prononcée il faut établir que l'apprenti a été *détourné* ? C'est là une preuve qu'il sera presque toujours impossible d'administrer. Sur ce point donc, la disposition nouvelle se trouvait être moins favorable à l'apprentissage que la législation antérieure (loi du 22 germinal an XI, art. 11, voir plus haut).

Le projet du gouvernement prévoyait le contrat écrit et le rendait obligatoire (art. 11). Il se montrait sur ce point plus rigoureux que le projet Peupin qui dans son article 1^{er} admettait la convention verbale, mais la Commission d'assistance, après avoir fait sien le principe de l'obligation inséré dans le projet, revenait sur sa décision en cours de délibérations en sorte que l'article 2 de la loi de 1851 laisse les parties libres de passer le contrat par acte public, sous seing privé, ou par simple convention verbale, au choix. Par contre, la disposition du projet de gouverne-

(1) Rapport Callet. *Moniteur*, 5 janvier 1851.

ment établissant au début de l'apprentissage un temps d'essai pendant lequel le contrat peut être annulé sans indemnité (1), par la seule volonté de l'une des parties, est passée dans la loi dont elle forme l'article 14. Cette disposition à la fois protectrice de l'apprenti et du maître, permet au premier de ne pas s'engager les yeux fermés pour une longue durée alors que, peut-être, il n'a ni aptitudes, ni vocation pour la profession qu'il embrasse, elle donne au second la faculté de se débarrasser d'un apprenti incapable sans encourir de responsabilités civiles et elle assure par là même plus de stabilité à l'apprentissage (2). L'article 14 fixe à deux mois ce temps d'essai.

En définitive, et en ce qui concerne l'instruction professionnelle de l'ouvrier futur, la loi de 1851 pose le principe et laisse aux parties le soin d'en poursuivre l'application sans aucune intervention spontanée de la puissance publique, par voie de demandes en exécution ou résolution du contrat, ou de dommages-intérêts, ces demandes

(1) Les parties peuvent cependant stipuler qu'une indemnité sera due même dans ce cas.

(2) Le nombre des jeunes apprentis qui sont renvoyés ou qui abandonnent la profession est considérable. En 1899, sur 112 enfants présentés en vue de l'apprentissage à la Société de Protection des apprentis, 15 ont été renvoyés après quelques jours d'essai, 10 sont partis sans cause comme pendant la période d'essai, 3 bien que présentant de bonnes dispositions ont été retirés par les parents pendant la même période, 14 qui avaient été placés à l'essai n'ont pas continué, soit 42 enfants qui n'ont pas achevé l'essai tandis que 43 seulement terminaient leur période d'essai et étaient placés avec ou sans contrat. Ajoutons que 12 enfants dont les parents avaient accepté le métier proposé, les conditions offertes par les patrons et la lettre de présentation, ne se sont pas même présentés à l'atelier (Rapport du Comité de placement sur l'exercice 1899, *Bulletin de la Société*, 1900, p. 165).

En 1906, la proportion des enfants placés définitivement par rapport au nombre des enfants entrés à l'essai a été de 50 0/0, 48 0/0 des enfants auxquels une lettre de présentation avait été remise ne se sont pas présentés à l'essai — (Rapport sur les années 1905-1906 ; *Bulletin*, 1907, p. 49).

devant être formées devant le Conseil des Prud'hommes ou, à défaut, devant le juge de Paix (art. 18 et 19).

Évolution de la Crise depuis la Loi de 1851.

Sous l'empire de la législation de 1851, l'apprentissage ne tarda pas à tomber en décadence. Cette décadence s'est manifestée surtout par deux faits :

1^o Le nombre des apprentis, c'est-à-dire des enfants placés chez un patron, non en vertu d'un simple contrat de louage d'ouvrages, mais en vertu d'un contrat d'apprentissage, diminue de plus en plus.

2^o L'apprenti, dans le cas où il y a encore apprentissage, ne reçoit généralement qu'une instruction professionnelle incomplète.

1^{er} SYMPTÔME. — Diminution du nombre des apprentis.

Il n'existe pas, malheureusement, de statistique générale qui permette d'établir par des chiffres et avec une certitude absolue l'existence de ces deux faits (1), mais les statistiques partielles et les enquêtes auxquelles il a été procédé ne laissent aucun doute à ce sujet :

En 1860, d'après l'enquête de la Chambre du Commerce, les 101.171 établissements industriels de Paris occupaient 25.540 enfants au-dessous de 16 ans que l'on divisait en trois catégories :

1^{re} Catégorie. Les enfants engagés en vertu d'un con

(1) Un homme éminent qui a passé sa vie à diriger les grands travaux de chemins de fer, M. Flachet, « a cru cependant pouvoir, il y a 35 ans, chiffrer à 3,2 0/0 le nombre des ouvriers qui ont reçu un apprentissage véritable » (mentionné par M. Beudant, *Rapport au Conseil municipal de Paris sur le mémoire de M. Gréard*, 1872, p. 128.)

trat régulier, c'est-à-dire les apprentis proprement dits. Ils étaient au nombre de 4.523, soit 17,71 0/0.

2^e catégorie. — Les enfants également placés en apprentissage, mais sans engagement de durée, par une simple convention, au nombre de 15.219.

3^e catégorie. — Les enfants employés à titres d'auxiliaires salariés, au nombre de 5.798.

Bien qu'on ne puisse établir une comparaison exacte entre les chiffres de 1860 et ceux de 1848 puisque Paris s'est, en 1859, notablement agrandi par l'annexion d'un certain nombre de communes suburbaines qui ont formé les arrondissements de la périphérie, l'examen de la statistique de 1847-48 montre cependant qu'il y avait eu déjà à cette époque un recul marqué ; le nombre des enfants de moins de 16 ans employés dans l'industrie en 1847-48 était en effet de 24.714, soit donc en onze ans un accroissement de 826 unités seulement, tandis que le nombre des ouvriers passait de 342.580 à 416.811 en augmentation de 74.281, soit environ de un cinquième.

Quant au nombre des engagements par contrat il a diminué de 1.500 entre 1848 et 1860 et celui des engagements sans contrat ne s'est accru que de 1000 unités seulement. En revanche, le nombre des jeunes auxiliaires salariés augmentait de 1300 unités, c'est-à-dire de plus du quart (1).

En 1875, sur 27.029 enfants employés dans l'industrie à Paris, on n'en comptait plus que 4.500, soit 16,64 0/0, qui

(1) *Statistique de l'Industrie de Paris. Enquête de la Chambre de Commerce de Paris 1847-1848*, chapitre VII.

fussent placés en apprentissage en vertu d'un contrat régulier (1). Depuis cette époque, la décroissance est plus forte encore, l'enquête de 1902 a révélé que dans 17 professions où l'on formait autrefois des apprentis, il n'en est plus formé (2) bien que la plupart des groupements consultés signalent l'utilité de l'apprentissage pour ces professions. En outre, pour 92 autres professions l'apprentissage en sens traditionnel du mot a disparu soit dans toute la France, soit dans une ou plusieurs régions, mais ici les avis recueillis sur le maintien de l'apprentissage sont différents (3). Comment expliquer ces divergences? Elles nous paraissent résulter soit de ce fait que pour la même profession on forme encore des apprentis dans une région, tandis qu'on n'en forme plus dans la région voisine, soit, et il en est ainsi dans les cas où les avis contradictoires émanent de groupements appartenant à la même région, d'une conception différente de ce qu'il faut entendre par le mot « apprentissage ». Pour les uns, et c'est dans ce sens que nous l'entendrons, il ne peut donner le nom d'apprentissage qu'à l'enseignement « *complet* » d'une profession « *complète* » capable de permettre à l'apprenti devenu ouvrier de comprendre et d'exécuter tous les travaux qu'elle comporte, de passer après une mise au courant rapide et dans la même profession, d'une spécialité à

(1) Fouqué, *La crise de l'apprentissage*, p. 32.

(2) Pâtes alimentaires, tripiers, dévideuses, mouleurs de métiers, ourdisseurs, laveurs de laines, fabricants de feutre, peigneurs de laine, tendeurs de draps, fendeurs de bois, fabricants d'étrilles, fabricants de toile métallique, clicheurs, puisatiers, carreleurs, enfourneurs de poteries, transports maritimes (*Conseil supérieur du Travail*, apprentissage, p. 199.)

(3) Carriers, mineurs, minotiers, boulangers, pâtisseries-glaciers, biscuitiers, confiseurs, charcutiers, releurs, imprimeurs, typographes, graveurs, cordiers, fleurs, tisseurs, teinturiers, brodeurs, fleuristes, tapissiers, chapeliers modistes, tanneurs, mégissiers, charpentiers, serruriers, etc. etc... (*Ibid.*)

l'autre. Pour d'autres, au contraire, est apprentissage tout entraînement préparatoire à un travail manuel, ce travail consistât-il dans l'exécution répétée d'opérations informes et n'exigeât-il aucune connaissance technique. C'est ainsi que sur 1.283 réponses à l'enquête, 23 considèrent comme apprentissage une préparation variant de 8 jours à 6 mois, que les Conseils de Prud'hommes de Fourmies et de Sedan, signalent que dans la filature l'apprentissage ne dure que quelques semaines et que pour cette même profession certains groupements assignent à l'apprentissage une durée de moins de deux mois, parfois même de 8 jours.

Pour le tissage, par exemple, la plupart des réponses admettent un enseignement rapide de la conduite des métiers ne demandant parfois qu'un mois. Pour un conseil de prud'hommes, dans la bonneterie, l'apprentissage dure de huit jours à un mois « suivant l'intelligence de l'apprenti » (1). Dans le même ordre d'idées, la troisième section du quatrième Conseil du Travail de Paris (alimentation) paraît avoir considéré comme apprentis les jeunes commis des marchands de vins rétribués dès le début et qui peuvent quitter leur patron quand il leur plaît, alors que ce ne sont, en réalité, que de jeunes ouvriers liés au patron par un contrat de louage d'ouvrages (2).

Toutes ces situations ne constituent pas des apprentis-

(1) *Conseil supérieur du Travail*, apprentissage, pages 215, 216 et 217.

(2) *Conseil supérieur du Travail*, apprentissage, pages 443 et 444. — Des esprits éclairés et qui connaissent la valeur des mots n'ont pas eux-mêmes toujours échappé à cette confusion entre l'apprenti, *stricto sensu*, et le jeune ouvrier : « la petite main ». C'est ainsi que M. Gréard dans un passage de son rapport au préfet de la Seine en 1872, comprend parmi les apprentis les 5.798 auxiliaires salariés âgés de moins de 16 ans et qui sont uniquement liés par un contrat de louage d'ouvrages (*loc. cit.*, page 44.)

sages au sens propre du mot : ce qui fait ici l'objet essentiel du contrat pour l'enfant ou ses représentants ce n'est pas tant l'enseignement de la profession que le salaire. On est donc en droit de conclure que pour les 92 professions dont nous avons parlé et pour lesquelles ont été émis des avis contradictoires, « l'apprentissage » a à peu près complètement disparu. La même observation s'applique d'ailleurs à un certain nombre des 110 rubriques où, si l'on en croyait les avis exprimés, on formerait encore des apprentis.

En outre, il faut tenir compte également de ce fait que dans presque toutes les professions où l'apprentissage se maintient, le nombre des apprentis diminue chaque jour. Il en est ainsi notamment, dans les professions se rattachant à l'alimentation (1) ; d'après la Chambre de Commerce de Chalon-sur-Saône, l'apprentissage ne forme plus, en effet, que 30 0/0 des ouvriers (2). Mais c'est surtout dans les grandes villes que cette diminution se fait sentir : à Paris on ne forme plus d'apprentis dans la sellerie, le harnachement, la confiserie, etc..... et presque plus dans la chaussure, la maroquinerie (3).

D'autres constatations d'une moindre étendue viennent corroborer ces faits : En 1847-48, lors de l'enquête de la Chambre de Commerce de Paris, 87 0/0 des enfants employés dans les industries parisiennes de l'ameublement étaient liés à leur patron par contrat d'apprentissage écrit ou verbal ; en 1903, la proportion tombait à 82 0/0 chiffre d'ailleurs exceptionnellement élevé (4).

(1) 4^e Conseil du Travail de Paris ; 3^e section, (*Conseil supérieur*, p. 444.)

(2) *Ibid.*, p. 254.

(3) *Conseil supérieur*, p. 420 et seq., 439.

(4) Office du Travail : *Rapport sur l'apprentissage dans les industries de*

La statistique des enfants placés en apprentissage depuis 1877 par la Société de protection des apprentis manifeste une décroissance continue du nombre des placements effectués et de celui des contrats. Seul se maintient et tend à s'accroître celui des placements sans contrats.

Voici cette statistique telle qu'elle ressort des publications de la société :

Enfants placés en apprentissage (1)

Années	Au total	Sans contrat	Avec contrat
1877	60	14	46
1878	104	28	76
1879	88	10	78
1880	98	19	79
1881	62	15	47
1882	64	12	52
1883	71	5	66
1884	52	2	50
1885	63	14	49
1886	54	11	43
1887	83	21	62
1888	79	20	59
1889	61	8	53
1890	72	11	61
1891	70	12	58

l'aneublement, p. 251 et 634. — L'apprentissage s'est relativement très bien maintenu dans les industries.

(1) D'après les rapports du « Comité de Placement ». Voir notamment rapport sur les exercices 1905 et 1906, tableaux 1 et 1 *bis* (*Bulletin*, 1907, p. 52.) Pour 1907, le chiffre indiqué pour les placements avec contrats est de 62, alors que le nombre total des placements est de 41 .. Il y a là une erreur matérielle évidente.

Années	Au total	Sans contrat	Avec contrat
1892	93	24	69
1893	75	19	56
1894	72	20	52
1895	56	21	35
1896	65	34	31
1897	44	19	25
1898	58	22	36
1899	43	16	27
1900	35	13	22
1901	22	10	12
1902	48	11	37
1903	41	»	»
1904	73	54	19
1905	45	29	16
1906	36	23	13

Il ressort, d'autre part, des tableaux annexés aux rapports du Comité de placement que, pour la plupart des professions la Société de protection ne reçoit qu'un très petit nombre de demandes de places alors que les offres faites par les industriels sont relativement fort nombreuses : Ainsi, en 1906, pour la bijouterie, 23 patrons ont demandé des apprentis et il ne s'en est présenté que deux (1). Ce n'est guère que pour la mécanique que la proportion se renverse : en 1904, 130 demandes de places, 5 places offertes seulement ; en 1906, 51 demandes pour 13 offres (2).

Cette décadence de l'apprentissage n'est pas spéciale à la France. Le rapport adressé en 1892 à la Commission

(1) *Bulletin*, 1907, p. 60 ; *id.*, 1900, p. 165.

(2) Georges Alfassa, *La crise de l'apprentissage* (*Bulletin*, 1906, p. 259, et *Bulletin*, 1907, p. 60.

spéciale de l'Enseignement technique du Conseil de Comité de Londres par M. Llewelyn Smith, à la suite d'une enquête sur la situation technique à Londres, constate la décroissance du nombre des apprentis dans cette ville. Les ouvriers de moins de 20 ans, dans les professions qui exigent un apprentissage, sont en nombre notablement moins élevé à Londres que dans le reste de l'Angleterre, ainsi que le constate le tableau suivant :

Tableau du nombre de jeunes ouvriers pour 100 ouvriers

	LONDRES.	ANGLETERRE et pays de Galles.	En moins à LONDRES.
Briquettiers.	9	12	3
Charpentiers	11	16	5
Maçons	10	13	3
Plombiers	23	26	3
Peintres.	8	13	5
Mécaniciens	13	17	4

Dans le bâtiment et la métallurgie comme dans les industries qui disparaissent (tissage de la soie) ou émigrent (constructions navales), il devient de plus en plus difficile aux jeunes Londonniens de faire un apprentissage sérieux. Le rapport déclare que si les apprentis nécessaires pour le recrutement du personnel des industries du bâtiment, se formaient à Londres, il y aurait dans cette ville :

2.000	apprentis charpentiers,
1.400	— peintres,
1.200	— métallurgistes,
800	— briquetiers, etc., etc.

de plus que n'en accuse le recensement. Les représentants des Trade-Unions ont déclaré de leur côté qu'exception faite pour un très petit nombre d'industries, l'apprentissage par contrat écrit n'existait pour ainsi dire plus à Londres. Dans la charpente, l'ébénisterie, etc... le jeune ouvrier débute comme garçon de courses et apprend son métier comme il le peut (1). On signale d'autre part qu'à Sheffield, la coutellerie fine tend à disparaître parce que les ouvriers artistes ne forment plus d'apprentis (2).

Il serait cependant imprudent de généraliser à l'extrême d'après ces faits particuliers. Le rapport de M. Llewelyn-Smith se borne à comparer la situation à Londres et dans le reste du Royaume-Uni et il semble bien, qu'à ses yeux, l'état de choses existant en Angleterre et dans le pays de Galles soit satisfaisant.

En fait, l'Angleterre a généralement gardé les traditions de l'apprentissage, qui est très prolongé puisqu'il atteint parfois 7 ans (3). En Allemagne, également, l'apprentissage même avec contrat a assez bien résisté à la crise. Aux États-Unis, au contraire, l'apprentissage ne dure jamais plus de trois ou quatre ans, souvent moins et il est extrêmement rare : la plupart des ouvriers arrivent aux salaires élevés sans avoir subi un stage aussi prolongé et aussi sévère que

(1) *Conseil supérieur du Travail*, p. 302 et 303.

(2) Alfred Picard, *Exposition Universelle de 1900. — Le Bilan d'un siècle*, tome V, p. 154.

(3) *Seventeenth annual Report of the Commissioner of Labor* (Washington.)

celui que comporterait l'apprentissage proprement dit :
« *it is not doubted that many attain to journey men's full wages without ever undergoing any such exacting service* » (1). »

Dans cette diminution progressive du nombre des contrats d'apprentissage c'est le contrat écrit qui est particulièrement atteint. Grâce à lui, en effet, les stipulations prennent toute la précision et toute la certitude nécessaires et il est souvent difficile de trouver des prétextes pour les éluder sans s'exposer à des dommages-intérêts. On conçoit donc sans peine qu'à une époque où l'apprentissage est en défaveur parmi les patrons et les familles, on préfère soit passer un contrat verbal, beaucoup moins strict, soit ne point passer de contrat du tout. Aussi, lorsque jadis le contrat écrit était très fréquent, l'enquête de 1902 a-t-elle amené à constater que dans les 9/10 des professions, le contrat verbal était devenu la règle, le contrat écrit n'étant en usage que dans une quinzaine de métiers (2). C'est ainsi que le contrat verbal est seul usité dans la charpente et la menuiserie à Paris et qu'il est presque toujours employé dans la serrurerie, la carrosserie, la bijouterie, etc... (3). Dans les industries parisiennes du meuble en 1847, 23,1 0/0 des apprentis étaient engagés par contrat écrit ; la propor

(1) *ibid.*

(2) *Conseil supérieur du Travail*, rapport de M. Briat, p. 7. — Encore pour quelques-unes de ces professions la prédominance du contrat écrit est-elle contestable : pour le bronze d'art, le contrat écrit serait en usage (*ibid.*, p. 267), alors que cependant la 1^{re} section du deuxième Conseil du Travail de Paris (fonderie et moulage des métaux) constate et déclare expressément que dans cette profession « l'apprentissage est le plus souvent réglé par un engagement verbal ou par un simple échange de lettres entre les parents du futur élève et le patron d'apprentissage » (*ibid.*, p. 369).

(3) *Ibid.*, p. 217, 343, 361, 374, 393, 396, 402, 458.

tion des contrats écrits est tombée aujourd'hui à 5,7 0/0, tandis que celle des contrats verbaux est passée de 76,9 0/0 à 94,3 0/0 (1).

L'opinion générale des institutions ou groupements consultés est que cette défaveur a pour cause essentielle la facilité plus grande avec laquelle on peut rompre le simple contrat verbal. D'après deux syndicats d'ouvriers tisseurs, le contrat serait toujours rompu quand il est verbal. Les syndicats d'ouvriers métallurgistes de Rive-de-Giers et de Saint-Diziers pour repousser le contrat écrit « obligatoire », ne trouvent pas d'autres raisons à invoquer que « la nécessité par les parents de faire rompre le contrat par l'apprenti qui trouve à gagner ailleurs un salaire plus élevé. » A Paris, dans la charpente et la menuiserie où le contrat écrit a disparu, 70 0/0 des contrats sont rompus avant le terme ; dans la serrurerie, la proportion atteint 90 0/0 (2) ; quant à la 2^e section du 2^e Conseil du Travail de Paris (grosse industrie mécanique et chaudronnerie) elle fait à ce sujet la déclaration suivante qu'il importe de retenir : « On a beaucoup plus de respect des contrats écrits que des « contrats verbaux. Beaucoup de parents d'apprentis s'imaginent même qu'ils ne sont pas liés par un engagement « verbal » (3). Nous retrouverons le même aveu chez la 4^e section du 2^e Conseil (articles de chauffage, etc...) (4) et la 2^e section du 3^e Conseil (imprimerie, lithographie, etc.) : « Beaucoup de personnes ignorent qu'un contrat verbal « peut les engager » (lit-on dans les procès-verbaux)

(1) Office du travail, *Rapport sur l'apprentissage dans les industries de lameublement*, p. xvii, 251 et 634.

(2) *Conseil supérieur du Travail*, p. 217, 252, 384, 361.

(3) *Ibid.*, p. 374.

(4) *Ibid.*, p. 384.

« actuellement de façon générale, il n'y a pas de conditions arrêtées dans le contrat verbal.... 6 fois sur 10, les parents ne se rendent pas compte des conditions dans lesquelles ils placent leurs enfants » (1).

S'il en est ainsi dans les hypothèses où, bien qu'aucun acte écrit ne soit venu consacrer l'accord intervenu, il n'y a pas moins eu des engagements plus ou moins précis pris de part et d'autre, on voit facilement quel peut être le sort de ces conventions en vertu desquelles (ce sont les termes mêmes employés dans les statistiques de la Chambre de commerce de Paris) l'enfant est placé en apprentissage « sans engagement et en dehors de toute stipulation légale ».

En Allemagne, au contraire, le contrat écrit s'est relativement bien maintenu. Sur 3.086 établissements employant des apprentis du sexe masculin et ayant répondu à l'enquête de 1892, 1373, c'est-à-dire plus de 45 0/0, pratiquaient encore le contrat écrit. Pour les apprenties la proposition était plus faible, puisque sur 1.216 établissements, 215 seulement employaient le contrat écrit (2).

M. Durassier, secrétaire général de la société de Protection des apprentis et enfants employés dans les manufactures, a contesté, dans son rapport sur l'apprentissage, à l'Exposition de 1900 que la diminution du nombre des contrats fut un signe de décadence de l'apprentissage. D'une part, tout en reconnaissant que de 1860 à 1875, la proportion des enfants placés avec contrat à Paris est tombée de 17,71 0/0 à 16, 64 0/0 il déclare que cette dimi-

(1) *Ibid.*, p. 458.

(2) *Conseil supérieur*, p. 299.

nution est insuffisante pour permettre de tirer une conclusion péremptoire. D'autre part, il s'efforce de démontrer en se basant sur les statistiques de la société de protection des apprentis, que la proportion des apprentissages terminés complètement n'est pas en fonction de celle des contrats passés sur le nombre des enfants placés et il croit pouvoir en conclure que le contrat d'apprentissage ne constitue nullement une garantie d'apprentissage complet (1).

Cette argumentation ne nous a pas convaincu. Ce que M. Durassier compare, en effet, c'est dans une même année, la proportion des contrats passés et celle des apprentissages terminés régulièrement ; or, les apprentissages arrivés à terme en 1898, par exemple, sont ceux pour lesquels il a été passé des contrats, non en 1898, mais en 1894, 1895 ou 1896 suivant la durée stipulée. Ce que M. Durassier eut dû comparer, c'est donc, en faisant les ventilations nécessaires, le nombre des apprentissages terminés en 1898 et celui des contrats arrivés à expiration dans cette même année. En deuxième lieu, il eût été à désirer que parmi les apprentissages terminés régulièrement, M. Durassier fit la distinction entre ceux qui tirent leur origine d'un contrat régulier et ceux qui sont issus d'une simple convention sans engagement. Il nous importe peu, en effet, de savoir qu'alors qu'en 1884, la proposition des contrats passés a été de 96,15 0/0, celle des apprentissages terminés complètement a été de 48,7 0/0 sur le nombre des enfants placés et de 50 0/0 sur celui des contrats. Ce qu'il serait intéressant de savoir c'est d'une part, sur

(1) Exposition Universelle de 1900. — *Rapports du Jury International*, groupe XVI, classe 101, p. 26 et 27.

100 contrats combien sont exécutés régulièrement, sur 100 conventions combien reçoivent une exécution assez prolongée pour qu'on puisse considérer l'apprentissage de l'enfant comme terminé. La comparaison de ces deux chiffres permettrait de voir si réellement le contrat favorise l'accomplissement complet de l'apprentissage ou s'il est sans influence sur lui. C'est là, malheureusement, une comparaison dont les Statistiques de la Société de protection des apprentis ne fournissent pas les éléments. Mais les dépositions de syndicats et celles du conseil du Travail de Paris que nous avons signalées plus haut et qui sont postérieures à la rédaction du rapport de M. Durassier, ne peuvent d'ailleurs laisser aucun doute à ce sujet.

2^e SYMPTÔME. — Abaissement du niveau de l'instruction professionnelle de l'apprenti, dans le cas où il y a encore apprentissage.

Outre la diminution du nombre des apprentis, la décadence de l'apprentissage se manifeste, avons-nous dit, par un second symptôme ; l'abaissement du niveau de l'instruction professionnelle, dans le cas où il y a encore apprentissage. Cet abaissement est dû à deux causes :

1^o Fréquemment la profession est insuffisamment enseignée à l'apprenti.

2^o Souvent aussi, l'apprenti quitte l'atelier du patron avant le terme du contrat.

Cela tient à ce que les conditions dans lesquelles se fait l'apprentissage se sont profondément modifiées au cours du XIX^e siècle. Sous l'ancien régime, grâce à la redevance et aux nombreux droits que l'apprenti devait payer au maître, l'apprentissage était pour celui-ci une source notable de bénéfices. Aussi le maître prenait-il un soin particulier de

ses élèves qui étaient alors logés et nourris chez lui. Ce usage ne se perdit que peu à peu et en 1860 à Paris, sur 17.942 apprentis, 8.076 seulement rentraient le soir au foyer paternel tandis que 10.012 (7 932 garçons et 2.380 filles) étaient logés et nourris chez le patron (1). Aujourd'hui sauf dans l'alimentation (2) et très exceptionnellement dans quelques autres professions, l'apprenti logé et nourri a presque complètement disparu. C'est ainsi que dans l'industrie du meuble en 1903, 3 0/0 seulement des apprentis étaient logés et nourris, alors qu'en 1848, la proportion était de 66,6 0/0 (3).

L'apprenti payant a eu, lui aussi, le même sort. Dès 1847-48, sur les 6.000 enfants placés en apprentissage avec contrat à Paris, il n'y avait guère que 15 0/0 pour lesquels le maître reçut des parents une rémunération et il est à présumer que, parmi les enfants, beaucoup plus nombreux, placés sans contrat, s'il s'en trouvait quelques-uns au début de l'apprentissage pour ne pas demander de salaire, ils ne tardaient guère dès qu'ils avaient un peu de dextérité à réclamer une rétribution. Actuellement ce n'est qu'exceptionnellement qu'on rencontre des apprentis qui ne reçoivent pas de salaires et combien rares sont ceux qui paient encore leur maître. Dans le meuble, de

(1) En outre 846 enfants étaient fils ou filles de patrons et ne quittaient pas la maison paternelle et 814 étaient placés sous le patronage d'associations laïques ou religieuses (*Statistique de la Chambre de Commerce de Paris*, 1860. Introduction, p. xxxviii.) L'apprentissage familial dans la maison du père a presque complètement disparu. — L'enquête de 1902 ne le signale comme maintenu que chez les ouvriers en confection, les rubaniers de Saint-Etienne, les couteliers de Thiers, les taillandiers, les ouvriers en limes de Chambon-Feugerolles (*Conseil supérieur du Travail*, p. 243, 226, 263, 254.)

(2) Charcuterie, pâtisserie, etc... (*Cons. sup. du Travail*, p. 436 et 438).

(3) *Rapport sur l'ameublement*, déjà cité, p. 252, et 634. Enquête de la Chambre de Commerce de Paris en 1847-1848.

1848 à 1903, le nombre des apprentis non rétribués est monté de 25,4 0/0 à 89,6 0/0 ; en 1848, 1,1 0/0 des apprentis étaient payants, en 1903, l'enquête de l'Office du travail n'a rencontré que deux cas d'apprentissage payants sur 806 (1). L'enquête de 1902 ne signale guère comme ayant conservé l'apprentissage payant que :

a) *Les graveurs de Saint-Étienne*, 100 francs au commencement de chaque année) ;

b) *Les selliers, bourreliers et armuriers de Saint-Étienne* (ces derniers 100 francs pour deux ans).

c) *Les cuisiniers de Carcassonne*, chez lesquels le père verse une somme de 400 francs et donne au patron en toute propriété, une certaine quantité de fournitures.

d) *Les liquoristes d'Auxerre* pour lesquels la Chambre de Commerce de cette ville a communiqué une formule d'engagement comportant sans nourriture ni logement, le paiement par l'apprenti d'une somme de 600 francs pour une année.

Le Conseil des Prud'hommes de Fourmies a également communiqué un modèle de contrat comportant paiement d'un prix d'apprentissage (2).

Les apprentis charcutiers de Paris ne reçoivent aucun salaire mais sont logés, nourris et blanchis (ce qui représente une valeur de 90 francs par mois) : une formule de contrat en usage à Elbeuf par les relieurs papetiers, ne renferme aucune stipulation de salaire ou de prix d'apprentissage (3). Un contrat passé par un serrurier de Saint-Geniez et communiqué par la Chambre consultative des arts et manufactures de cette ville renferme une combinai-

(1) *Ibid.*

(2) *Conseil Supérieur du Travail*, p. 158, 160, 161, 162, 167.

(3) *Ibid.*, p. 159, 167, 436, 171.

son spéciale : l'apprenti reçoit à titre de gratification, chaque dimanche, 0 fr. 50 les six premiers mois et 1 franc pendant la période restant à courir sur les vingt mois de l'apprentissage, soit pour la durée totale de celui-ci environ 75 francs, mais en revanche le père doit payer au maître à l'expiration du contrat une somme de 100 fr. (1).

Mais, dans la plupart des cas, même quand il suit encore et concurremment les cours d'une école professionnelle publique (2) ou que l'établissement industriel où il travaille lui donne une véritable instruction d'école professionnelle comportant des cours théoriques (3) l'apprenti reçoit, actuellement une rémunération de modalité et d'importance très variables, soit au bout d'un mois (4), de deux mois (5), de trois mois (6), de six mois (7), de huit mois (8), d'un an (9) et très exceptionnellement de deux ans (10), soit dès les premiers jours de l'apprentis-

(1) *Ibid.*, p. 167.

(2) C'est le cas des apprentis mouleurs en bronze de l'Ecole professionnelle. Boule. Pendant la 3^e et la 4^e année ils partagent leur temps entre les travaux théoriques et pratiques de l'Ecole et les ateliers de fabricants de bronze qui les payent 0 fr. 15 l'heure la 3^e année, 0 fr. 30 la 4^e. (*Conseil Sup.*, p. 155).

(3) Ecole industrielle d'apprentis électriciens de la maison Mildé à Paris.

(4) Compagnie générale Electrique de Nancy. (*Cons. Sup.*, p. 165.)

(5) Règlement de l'Union syndicale des maîtres imprimeurs de France et de la Fédération Française des travailleurs du Livre, art. 8 (*Cons. Sup. du Travail* p. 148.)

(6) Etablissements Simon, à Cherbourg (*Ibid.*, p. 169).

(7) Contrat communiqué par la Chambre de commerce de Belfort : après six mois le salaire est pendant deux ans et demi successivement de 0.10, 0.15 et 0. 20 l'heure. (*Ibid.*, p. 148).

(8) Fédération culinaire de France : Après 8 mois, « indemnité mensuelle » de 10 et 20 francs dont moitié est retenue pour création d'Ecoles professionnelles. (*Ibid.*, p. 172).

(9) Apprentis typographes, lithographes et papetiers de St-Etienne : Pas de rémunération la première année, 0 fr. 50 la deuxième année, 1 franc la troisième. (*Ibid.*, p. 158 et 170).

(10) Fonderie Déan à Saint-Nazaire (*Ibid.*, p. 169).

sage (1). Cette rémunération qui reçoit tantôt le nom de salaire, tantôt celui de gratification est parfois variable et peut être refusée (2), mais le plus souvent elle est fixée *ne varietur*, par contrat, et dans ce cas elle devient un véritable salaire (3).

Notons que, souvent, et pour obliger l'apprenti à achever intégralement son apprentissage le patron retient provisoirement tout (4) ou partie (5) du salaire ou de la gratification ; ces sommes ainsi retenues ne sont remises à l'apprenti ou à ses représentants qu'après l'achèvement de l'apprentissage ; si l'apprenti rompt prématurément son contrat ou s'il est renvoyé pour mauvaise conduite, indiscipline ou mauvaise volonté, elles font de plein droit

(1) Papetiers de Paris. (*Ibid.*, p. 153). Fabricants de bronzes d'art de Paris. (*Ibid.*, p. 154 et 369).

(2) Règlement d'apprentissage adopté par l'Union Syndicale des maîtres imprimeurs de France et la Fédération française des travailleurs du Livre (art. 8). « Passé le délai de deux mois, (délai d'essai) et jusqu'à la fin de la « troisième année les apprentis seront récompensés au fur et à mesure des « services rendus ; cette gratification accordée à titre de récompense, n'im- « pliquera aucun droit de quotité pour l'apprenti. Cette gratification est « laissée à l'appréciation du patron qui restera seul juge pour en fixer le « taux ». (*Ibid.*, p. 148.)

Un contrat communiqué par le Conseil des prud'hommes de Bar-le-Duc stipule que le patron « se réserve » de donner pendant la première année à titre d'encouragement une gratification à l'apprenti « quand par son aptitude, il l'aura méritée ». (*Ibid.*, p. 163).

(3) Règlement d'apprentissage de la manufacture de jouets, Henri Villard et Weill à Lunéville.

Art. 5. — La gratification est « fixée » à 5 francs par quinzaine la première année, 10 francs la deuxième, 15 francs la troisième et une somme de 180 francs est remise à la fin de l'apprentissage. (*Ibid.*, p. 164).

(4) Maison Dean à Saint-Nazaire : Toutes les gratifications sont versées à la Caisse d'Épargne et n'appartiennent à l'apprenti que s'il achève son apprentissage (*Ibid.*, p. 169).

(5) Maison de construction mécanique Chaudel-Pages à Belfort : Elle retient 25 0/0 du salaire jusqu'à concurrence de 200 francs. Cette somme est versée à l'apprenti avec intérêts à l'expiration du contrat. (*Ibid.*, p. 168).

Verrerie de Folsensbray, Aisne. (*Ibid.*, p. 162.)

retour au patron ou appartiennent à des institutions professionnelles désignées à l'avance (1). Au salaire proprement dit, il faut ajouter les outils qui, dans nombre de maisons sont fournis par le patron et deviennent à la fin de l'apprentissage la propriété de l'apprenti (2).

La pratique du salaire est encore plus généralisée en Amérique (3) tandis qu'au contraire elle est moins usitée en Allemagne (4).

Ces exigences de salaires des apprentis se justifient d'ailleurs par ce fait que la transformation de l'outillage industriel rend la besogne plus facile et permet de tirer plus rapidement profit du travail de l'apprenti. Quoiqu'il en soit par le seul fait de ces exigences de salaire, l'apprenti qui autrefois était surtout un élève, a tendu de plus en plus à devenir un jeune ouvrier, une « petite main » ; l'apprentissage qui jadis, avait pour but essentiel la connaissance du métier, n'a plus aujourd'hui pour objet que le salaire (5). Suivant l'heureuse expression de

(1) D'après le contrat de la Chambre syndicale du papier, ces sommes sont dans ce cas acquises à l'Ecole Professionnelle de la Chambre syndicale. (*Ibid.*, p. 154).

A la maison « Chaudel-Pages », de Belfort (déjà citée), elles sont versées à la Caisse de secours des ouvriers. (*Ibid.*, p. 169).

(2) Ateliers de menuiserie Rouze, à Lille (*Ibid.*, p. 163). Il est même quelques maisons où cet outillage est le seul salaire de l'apprenti, par exemple : dans les ateliers de construction Simon de Strasbourg, la gratification est retenue intégralement et employée à fournir à l'apprenti un outillage qui ne devient sa propriété que s'il achève son apprentissage. (*Ibid.*, p. 169).

(3) *Bulletin of Labor-Washington*, mai 1904.

(4) *Conseil supérieur du Travail*, p. 229.

(5) Autrefois n'était considéré comme apprenti que l'enfant qui payait le maître ou du moins n'en recevait pas de rétribution, à dater de la rétribution l'enfant devenait un jeune ouvrier. Telle était encore la conception du Conseil des Prud'hommes de Nîmes, lorsqu'il révisait ainsi l'article 2 du règlement de ses concours d'apprentis : « Est apprenti, l'enfant ou l'individu, fille ou garçon, qui reçoit « l'instruction d'un maître, ouvrier ou patron, homme ou femme dans un

M. Charlier « au contrat d'apprentissage tend de plus en plus à se substituer un simple contrat de louage d'ouvrage » (1).

Aussi, le patron, obligé de donner à l'apprenti un véritable salaire s'il ne veut se voir exposé à de fréquentes ruptures de contrat, se trouve-t-il amené à exiger de l'apprenti un travail rémunérateur au détriment de l'enseignement complet du métier, d'autant plus que cet enseignement est pour lui déjà fort onéreux non seulement par la perte de temps qu'il occasionne soit à lui-même, soit à ses ouvriers, mais aussi par l'usure de l'outillage, les matières premières gâchées et dont il ne peut être indemnisé qu'en cas de dol, la jurisprudence estimant que ces « menus dommages », ont du entrer en ligne de compte lors de la conclusion du contrat. Or, comme l'apprenti appelé ainsi à collaborer à l'œuvre de production n'a souvent ni les forces physiques, ni la puissance d'attention, ni les connaissances techniques nécessaires pour qu'on puisse lui confier un travail où son intelligence et son initiative soient utilisées et où il puisse acquérir la notion complète du métier, il ne pourra être employé qu'à faire des courses ou des nettoyages ou à remplir une besogne

« métier quelconque, à certaines conditions, soit en payant une rétribution, « soit tout au moins sans recevoir salaire. N'est pas considéré comme salaire, « la gratification « facultative » dite prêt, généralement donnée par le patron « au bout d'un certain temps d'apprentissage et uniquement déterminé par sa « bienveillance et l'usage. L'individu qui reçoit avant le terme de son appren- « tissage un salaire régulier par le fait d'un accord entre sa famille et lui- « même et le maître est considéré comme ouvrier et n'est pas admis à con- « courir ».

(Exposition de 1900. Groupe XVI. Classe 101. (*Rapport du Jury International*, p. 43).

(1) G. Charlier. *La question de l'apprentissage*, p. 116.

d'ordre industriel, sans doute, mais mécanique, spécialisée à l'extrême et toujours la même.

Ces deux modes d'emploi rémunérateurs de l'apprenti ont donné lieu dans notre industrie moderne à de nombreux abus, qui ont largement contribué à accélérer la décadence de l'apprentissage.

Déjà en 1848, Parieu, rapporteur de la proposition Peupin à l'Assemblée Nationale, reprochait aux maîtres de « tourner les travaux de l'apprenti vers ces ouvrages pénibles qui le fatiguent ou l'abrutissent sans profit » et il déclarait qu'il y avait là une « déviation du contrat trop commune » (1).

Vingt-trois ans après, M. Gréard écrivait : « L'enfant est jeune, inexpérimenté, chétif, sous le prétexte qu'il ne peut faire autre chose on l'emploie aux courses, aux transports, aux rangements, au menu ménage de l'atelier et la seule chose qu'il apprenne d'abord, c'est à disperser, à dissiper sa journée » (2). Depuis cette époque, le mal ne fait qu'empirer.

Sans doute la loi de 1851 renferme dans son article 8 un paragraphe ainsi conçu : « Il (le maître) n'emploiera l'apprenti, sauf conventions contraires, qu'aux travaux et services qui se rattachent à l'exercice de sa profession ». Mais ce texte qui autorise les conventions contraires, donne par cela même au maître une certaine latitude si nous songeons qu'en matière d'apprentissage le contrat verbal tend à dominer, et en outre, l'expression « travaux et services qui se rattachent à l'exercice de la profession » est par trop élastique, pour que l'article 8 de

(1) *Moniteur Universel*, 20 février 1849,

(2) Rapport cité, p. 34,

la loi puisse garder, en fait, quelque efficacité ; elle englobe en effet, non seulement les menues corvées d'atelier, telles que dans la fonderie, le serrage des moules, le nettoyage de la fonte, la réception des briques et creusets, toutes occupations ayant un caractère proprement industriel, mais aussi le nettoyage de l'atelier, son rangement que l'article 9 reconnaît expressément, les courses et même le portage qui, a-t-on déclaré, à la 3^e section du 4^e Conseil du Travail de Paris (alimentation), « forme l'apprenti, l'initie à une des fonctions essentielles de la profession en le mettant en contact avec la clientèle » (1).

Pour toutes ces différentes besognes, la loi de 1851 ne prévoit aucune limitation de durée. Pourvu qu'il lui reste assez de temps pour enseigner la profession qui fait l'objet du contrat le patron demeure libre d'obliger l'apprenti à consacrer à ces menues corvées tout le temps qui lui convient. Les Conseils de Prud'hommes ont, dans beaucoup de villes, essayé de suppléer à cette lacune de la loi par la jurisprudence : c'est ainsi que le Conseil des Prud'hommes de la Seine admet que l'apprenti soit astreint à faire chaque jour des courses pendant deux heures, (il voit là une distraction favorable à l'enfant), si les courses se prolongent davantage, il déclare qu'il y a abus (2). Mais, en dépit de cette jurisprudence le nombre et la gravité des abus commis par les patrons et souvent aussi par les contremaitres et même les ouvriers est considérable (3). Un exemple suffira pour en donner la mesure : Au cours d'une séance récente de la Chambre syndicale patronale des lithographes, dessinateurs, gra-

(1) *Conseil supérieur du Travail*, p. 447.

(2) *Conseil supérieur du Travail*, p. 395.

(3) *Conseil supérieur du Travail*, p. 395.

veurs, etc... un patron, membre de cette Chambre, a été amené à déclarer que dans les ateliers comprenant plus de cinq ouvriers, « un seul apprenti ne pouvait suffire, « qu'il est souvent dérangé non seulement par les petites « corvées qui incombent à l'apprenti, mais aussi par les « courses de complaisance qui lui sont demandées par « les ouvriers... et que dans ces conditions, il reste des « journées entières sans toucher à sa pierre (1) ». Ce n'est pas d'ailleurs un cas isolé et dans beaucoup de maisons de Paris on ne respecte point la limitation de deux heures fixée par le Conseil des Prud'hommes pour les corvées et les courses. C'est ainsi qu'au cours de l'enquête de 1902 la troisième section du premier Conseil du Travail de Paris (menuiserie et charpente) a confirmé la règle généralement usitée dans ces professions, à savoir que l'apprenti « doit » travailler 6 à 7 heures et consacrer le reste du temps, soit 3 à 4 heures aux courses et aux rangements de l'atelier (3). Souvent même la proportion est renversée et l'apprenti est astreint à faire 5 à 6 heures de courses, aussi M. du Maroussem a-t-il pu dire fort justement : « l'apprenti apprend bien moins le métier lui-même que « l'art de servir de commissionnaire ou de domes-
« tique (4). »

(1) *Ibid.*, p. 394. Les ouvriers se servent souvent de l'apprenti pour leurs courses personnelles. Chez les cuisiniers, c'est généralement le chef qui abuse de l'apprenti. (*Ibid.*, p. 449).

(2) *Bulletin de la Société de protection des apprentis*, 1906, p. 310.

(3) *Conseil supérieur du Travail*, p. 343 et 344. Voir aussi sur l'emploi des apprentis et des besognes étrangères à la profession les décisions judiciaires suivantes : Trib. commerce Seine, 24 avril 1874. (*Journ. l. des Prud'hommes*, 1876, p. 85) ; Conseil Prud'hommes Seine (tissus), 28 septembre 1878 (*ibid.* 1879, p. 54) ; Tribunal Lyon, 24 avril 1866 (D. V° ouvrier n° 32) ; Tribunal de Paix Aubusson, 23 novembre 1865 (*ibid.* n° 34) ; Conseil Prud'hommes Seine, 25 janvier 1879 (*rev. dr. comm.* 1879, p. 219).

(4) Du Maroussem, *La question ouvrière*, t. I, Charpentiers de Paris, p. 123.

En dehors des corvées et des courses il existe pour le patron, avons-nous dit, un second mode d'emploi rémunérateur de l'apprenti, c'est celui qui consiste à employer ce dernier à des besognes simples, spécialisées à l'extrême, mécaniques et indéfiniment répétées. Ce deuxième mode d'emploi a donné lieu à des abus très graves qu'a singulièrement favorisé la transformation de l'outillage matériel au cours du siècle dernier. Il existe en effet actuellement dans l'industrie moderne de très nombreuses machines susceptibles d'être conduites facilement et sans fatigue par de « jeunes » enfants. En outre et par suite de la nécessité de produire à très bas prix pour soutenir la concurrence étrangère, les professions, même dans la petite industrie, parmi les petits façonniers se sont subdivisées à l'infini et les ateliers se sont spécialisés à l'extrême. Aussi, nombreux sont les patrons qui, au bout de quelques jours ou de quelques semaines, affectent l'apprenti à des besognes parcellaires et infimes, dont le moindre inconvénient est de ne pas mettre celui-ci en mesure de gagner sa vie à la fin de l'apprentissage. Beaucoup de petits patrons sont d'ailleurs contraints à le faire et ne peuvent apprendre intégralement leur profession à leurs apprentis parce qu'ils n'exercent eux-mêmes qu'une infime spécialité et souvent ignorent le reste. M. Cacheux, dans son étude sur « l'Etat actuel en France du patronage et de l'enseignement des apprentis », a cité l'exemple de jeunes filles dont l'une pendant dix-huit mois ne fit d'autre travail que de tourner des boutons qu'une autre apprentie recouvrait de leur capuche (1). M. Alfassa cite aussi le cas d'un enfant embauché par un mécanicien comme apprenti et non

(1) *Mémoires et documents scolaires*, publiés par le Musée pédagogique, p. 70.

comme jeune ouvrier et qui était toujours, après un an et demi, employé à percer le même trou au bout de la même tige. Le patron payait l'apprenti deux francs par semaine et refusait de continuer à lui payer s'il devait lui enseigner le métier complet (1).

Ces pratiques sont pécuniairement fort profitables pour les patrons qui en usent. Sous couleur d'apprentissage on embauche des enfants avec un salaire infime et on leur fait accomplir la besogne d'hommes de peine, de manœuvres auxquels il faudrait donner un salaire régulier et plus élevé. L'Economie est appréciable, aussi s'est-il trouvé certaines maisons, surtout dans la petite industrie où l'apprentissage tend à se maintenir, pour généraliser et systématiser l'abus en embauchant un nombre d'apprentis manifestement trop élevé pour qu'il soit matériellement possible de leur inculquer les notions les plus élémentaires du métier. L'exploitation de l'apprenti dans ces maisons devient alors une véritable industrie aussi fructueuse qu'immorale. Le chef de l'une d'elles, d'après le témoignage du 2^e Conseil du Travail de Paris, 6^e section (et ce témoignage n'a pas été contesté) s'étant aperçu que chacun de ses 30 apprentis lui rapportait 1.000 francs par an, porta quelques semaines après à 100 le nombre de ses apprentis (2). On rencontre fréquemment dans les quartiers de la périphérie ou dans la banlieue de Paris, de petits façonniers qui ont 9 ou 10 apprentis pour un ouvrier et si l'on en croit le syndicat ouvrier de Paris, de nombreuses maisons de « fleurs, plumes et feuillages n'oc-

(1) M. Georges Alfassa. « La Crise de l'apprentissage. » *Bulletin de la société de protection des apprentis*, 1906, p. 259).

2) *Conseil supérieur du Travail*, p. 394.

cupent que des apprentis » (1). Malheureusement les exemples sont trop nombreux pour qu'il nous soit permis ici de les citer tous (2). Notons en passant que ce sont les maisons où l'on exploite ainsi les apprentis qui ont pour eux les pires exigences ou qui les traitent le plus mal ; un membre patron du 2^e Conseil du Travail de Paris (bijouterie, etc...) a pu citer le cas d'un enfant qui couchait dans « une soupente à 50 centimètres des lampes à souder. C'était un taudis infect où il y avait toujours 40 à 50 degrés de chaleur. » (3),

Le résultat de semblables pratiques c'est qu'après plusieurs années d'apprentissage, le jeune homme est sans doute apte à exécuter avec dextérité et rapidité de menues opérations parcellaires, mais il ignore tout de la technique de sa profession, bien plus, mis en présence, dans une autre maison, d'un travail relevant du même métier mais dépassant les limites étroites de sa spécialité, il n'est plus qu'un manœuvre incapable d'initiative et de production finie. « Si l'apprenti apprend son état » a dit Jules Simon, « c'est par hasard et en regardant par dessus l'épaule de ses compagnons » (4). Aussi ne faut-il pas s'étonner si l'enfant qui a achevé son apprentissage du moins quant à la durée, n'est pas un « ouvrier

(1) *Ibid.*, p. 423.

(2) Dans la pâtisserie le nombre des apprentis est moyenne de 1 pour 2 ouvriers (suivant les membres patrons du 2^e conseil du Travail 6^e section) ou de 5 pour un ouvrier (suivant les membres ouvriers de ce même conseil).

Dans la confiserie la moyenne est de 2 apprentis par ouvrier et on assure même que certaines maisons n'hésitent pas à battre monnaie avec les pourboires donnés à leurs trop nombreux apprentis et exigent d'eux un versement de 0 fr. 05 par course. (*Ibid.*, p. 438 et 441).

(3) *Conseil supérieur du Travail*, p. 394.

(4) Jules Simon, *L'Ouvrier de 8 ans*, p. 249.

fini » ; c'est à peine un « ouvrier ébauché » auquel il faut encore plusieurs années de pratique. Leur inexpérience du métier les « fait bientôt congédier » des maisons où ils trouvent à s'employer, et ce n'est qu'en changeant bien des fois d'atelier qu'ils finissent enfin par acquérir une habileté suffisante (1). Cette ignorance du métier à l'issue de l'apprentissage est telle que le secrétaire de la Fédération des Travailleurs du Livre a pu faire à M. Alfassa la déclaration suivante (2). « La plupart des enfants sortant d'apprentissage qui s'adressent à cette section pour être placés, ignorent les notions les plus élémentaires du métier et ne se doutent même pas que sa pratique exige ces notions ; on leur fait subir un examen à l'Ecole professionnelle de la Fédération et plus des 2/3 se révèlent d'une incapacité presque complète.

C'est cette ignorance qui explique qu'un très grand nombre d'apprentis, à l'issue de leur apprentissage abandonnent le métier qu'ils ont été censés apprendre (3) et qui est cause de l'incontestable discrédit dans lequel est tombé le certificat d'apprentissage ou congé d'acquit que l'article 12 de la loi du 22 mars 1851 prescrit de délivrer à l'apprenti au terme de son contrat. En effet, le maître qui n'a pas enseigné à l'apprenti la profession qui fait l'objet du contrat ne peut avouer sa faute en refusant le congé d'acquit ; il s'exposerait à une demande en dommages-intérêts. Il délivre donc le certificat demandé et le patron

(1) *Conseil supérieur du Travail*, p. 189.

(2) G. Alfassa, *loc. cit.*, p. 260.

(3) Dans la pâtisserie, c'est à peine si 1/4 des apprentis restent dans la profession (Office du Travail, *La petite industrie*, t. I. — L'alimentation à Paris, page 132.

qui embauche un jeune ouvrier sortant d'apprentissage au lieu de s'en remettre pour apprécier sa valeur professionnelle à un certificat qu'il sait illusoire, place purement et simplement le nouveau venu en présence de la tâche à exécuter : « à l'œuvre, on connaît l'ouvrier ». Aussi s'explique-t-on que sur 1.226 avis exprimés sur la question du congé d'acquit au cours de l'enquête de 1902, 192 aient déclaré qu'il était tombé en désuétude ou qu'il n'était pas d'usage de le demander, 743 aient signalé son insuffisance notoire, tandis que 228 seulement, moins d'un tiers lui reconnaissaient quelque valeur (1).

On comprend dès lors qu'il arrive parfois, comme nous l'avons signalé, qu'un apprenti auquel le maître apprend indifféremment la pratique de la profession, mette celui-ci en demeure de le salarier comme le serait le jeune manœuvre qu'il remplace en fait, ou rompe le contrat où il joue un rôle de dupe. La rupture du contrat, dans ces conditions, ne peut qu'être favorable à l'instruction professionnelle de la classe ouvrière ; elle constitue une menace efficace à l'encontre des patrons qui se soustraient aux obligations nées de la loi et du contrat.

Mais l'insuffisance de l'instruction donnée par le patron n'est ni le seul cas de rupture des contrats, ni même, tant s'en faut, le plus fréquent. Ces cas sont extrêmement nombreux et divers et le plus souvent l'initiative de la rupture est prise par l'apprenti. En effet, quelque nombreux et variés que soient les motifs invoqués pour faire rompre le contrat, on peut affirmer que la principale cause de rupture vient du désir de l'apprenti d'obtenir un salaire ou, s'il en a déjà un, d'en obtenir un plus élevé :

(1) *Conseil supérieur du Travail*, p. 196.

dans la coiffure, par exemple ; sur dix ruptures soumises au conseil des Prud'hommes de la Seine, huit n'ont pas d'autres motifs (1). Beaucoup de syndicats ouvriers reconnaissent d'ailleurs que la rupture provient le plus souvent des exigences de salaire de l'apprenti (2). Certains, pour l'avouer, ont trouvé un euphémisme qui satisfait leur haine du patronat : le contrat, disent-ils, est « rompu par le patron qui refuse de payer l'apprenti » (3). Au bout de quelques mois d'apprentissage, dès qu'il a acquis un certain tour de main dans une profession, l'apprenti cherche à s'employer comme ouvrier, dans une maison où il aura seulement à exercer ce tour de main (4). Et malheureusement les apprentis qui rompent ainsi sont généralement les plus intelligents, les plus habiles, ceux qui réussissent à s'approprier très vite les tours de main qui constituent la pratique de la profession (5). D'ailleurs, quand ce n'est pas le jeune apprenti qui songe à tirer prématurément profit de sa demi-culture professionnelle, ce sont les parents qui l'y incitent. Ceux-ci, en effet, se préoccupent souvent davantage du gain que représente l'enfant que son intérêt propre. « Les parents qui mettent leurs enfants en apprentissage », a déclaré à la Commission départementale du Travail de la Seine, M. Edouard Désombes, délégué de la Bourse du Travail de Paris, ... veulent les exploiter plus encore que les « patrons et les « faire gagner de suite... On peut dire, sans exagération,

(1) *Conseil supérieur du Travail*, p. 426.

(2) *Ibid.*, p. 241, 252, 254, etc.

(3) Syndicat ouvrier des repasseuses d'Arcueil, (*Ibid.*, p. 231, etc...)

(4) *Conseil supérieur du Travail*, p. 391.

(5) *Ibid.*, p. 370.

« que l'enfant est vendu par ses parents » (1). Les stipulations du contrat ne les arrêtent point. D'ailleurs, dans les 9/10 des cas, ils n'ont rien signé du tout, et ne se croient nullement tenus d'observer un simple engagement verbal. Aussi, dans l'enquête de 1902, nombreux sont les syndicats consultés qui attribuent aux parents l'initiative de la rupture du contrat pour cause d'insuffisance de salaire (2). Les syndicats d'ouvriers métallurgistes de Rive-de-Gier et de Saint-Dizier déclarent que c'est là une « nécessité » pour les parents (3).

Ainsi donc la cause essentielle de rupture du contrat est le désir de l'apprenti, poussé ou non par ses parents, d'être rétribué avant de posséder complètement la technique de sa profession. Ces ruptures prématurées du contrat sont malheureusement trop nombreuses (4) et d'autant plus graves que la durée de l'apprentissage a notablement diminué. Les apprentissages de 6, 8, 10 et même 12 ans, si nombreux dans l'ancien régime ont complètement disparu. En 1849, la durée moyenne des apprentissages était en France de 4 ans et de 7 ans en Angleterre (5). Sur 1283 réponses reçues en 1902 par le conseil supérieur du Travail, 23 déclaraient que la durée de l'apprentissage variait dans les professions de 10 jours à 6 mois ; pour 103 la durée était de 1 à 2 ans ; pour 504, de 2 à 3 ; pour 558,

(1) *Conseil supérieur du Travail*, p. 326 et 327.

(2) *Ibid.*, p. 254, 376, etc...

(3) *Ibid.*, p. 252.

(4) Fouque, *La crise de l'apprentissage*, p. 40. — Il croit pouvoir évaluer dans l'ensemble à 40 0/0 le nombre des contrats annulés dans la première année. à 30 0/0 le nombre de ceux annulés dans la deuxième année et de 15 à 20 0/0 au maximum le nombre des contrats qui sont scrupuleusement exécutés jusqu'à la fin.

(5) Rapport Parieu, sur la proposition Peupin, *loc. cit.*

de 3 à 4, et pour 67 seulement, elle atteignait ou dépassait 4 ans. Aucune n'indiquait une durée supérieure à 5 ans.

Causes de la décadence de l'apprentissage

Quelles sont les causes de cette décadence de l'apprentissage dont nous venons d'étudier les symptômes et les manifestations essentielles ? Elles sont nombreuses et diverses, mais peuvent à notre avis se ramener à huit.

A. — La brusque suppression par la loi du 2 mars 1791 des corporations

Nous avons déjà étudié l'action de cette cause de décadence en retraçant l'évolution de l'apprentissage et nous ne reviendrons pas sur les indications que nous avons fournies à ce sujet.

B. — L'évolution industrielle qui s'est produite au cours du XIX^e siècle et qui peut se résumer en 3 propositions :

- a) développement du machinisme.*
- b) division du travail.*
- c) disparition progressive de la petite industrie dans nombres de branches de la production.*

C'est là la cause essentielle, celle sans laquelle toutes les autres n'auraient eu qu'une action à peine sensible.

C'est au cours du XIX^e siècle que le machinisme qui n'avait eu jusque-là qu'une action restreinte s'est défini-

tivement imposé à l'industrie moderne, dans la première partie du siècle en Angleterre, plus tardivement en France et dans le reste de l'Europe. Il a poursuivi depuis cette époque une évolution ininterrompue dont on ne peut encore prévoir le terme. Les travaux qui avaient exigé jusque-là, à la fois une dépense considérable et une extrême habileté professionnelle, ont été désormais exécutés plus rapidement, et parfois même avec plus de fini par des machines sans cesse perfectionnées qui n'exigeaient plus que de simples manœuvres pour lesquels la dextérité même et la vigueur n'étaient plus indispensables. D'où une double conséquence : la culture professionnelle complète paraît moins nécessaire à l'ouvrier et d'autre part le fabricant, pour réduire ses frais de main-d'œuvre et son prix de revient, put, dans nombre de cas, remplacer l'ouvrier adulte par des femmes ou des enfants.

Cette extension des machines eut pour corollaires nécessaires la division du travail et le développement de la grande industrie au détriment de la petite. La machine-outil, en effet, si elle bénéficie d'une puissance de production, d'une précision dans le travail incomparables, ne peut avoir la souplesse de l'outil humain qui peut successivement être employé à des besognes d'un tour de main différent ; chacune d'elles est vouée à la répétition indéfinie d'un travail extrêmement simple, elle est donc nécessairement spécialisée et sa propre spécialisation entraîne celle de l'ouvrier, auquel le langage courant attribue sa direction, mais qui, dans la réalité n'est que son serviteur. La nécessité de produire vite et beaucoup pour soutenir la concurrence a amené l'industrie moderne à pousser à l'extrême cette division du travail en sorte que, aujourd'hui, l'ouvrier est le plus souvent incapable

de fabriquer intégralement l'objet à la confection duquel il collabore pour une fraction infime. Maints exemples saisissants ont été cités : dans certaines usines, 61 machines-outils sont appelées à concourir à la fabrication d'une bottine, à la Elgin Nationale Watch Company, la confection d'une montre exige la mise en œuvre de 351 machines (1).

La seconde conséquence de la généralisation du machinisme a été la substitution graduelle, dans une foule de branches de la production, de la grande industrie à la petite. Il est évident, en effet, qu'un petit patron ne peut posséder un outillage de la nature de ceux que nous venons d'indiquer : Il manque des capitaux nécessaires et son personnel est trop restreint pour qu'il puisse le spécialiser à un tel point. Il est, d'autre part, non moins certain que dans toutes les industries suffisantes pour alimenter le machinisme, le petit atelier ne peut songer à soutenir longtemps la concurrence. Or, c'est surtout la petite industrie qui forme des apprentis, tandis que la grande dédaigne ce rôle d'éducatrice qui la détournerait de son unique préoccupation, la production intensive. La petite industrie d'ailleurs, n'a pas été sans ressentir elle-même le contre-coup de la transformation des conditions du travail manufacturier, chaque petit atelier a dû, pour soutenir la concurrence des grands établissements, se cantonner dans une étroite spécialité : ici, ce n'est plus seulement l'ouvrier qui est spécialisé, c'est le patron et l'établissement. A Paris, 75 0/0 des petits établissements industriels ont renoncé à faire le métier dans son ensemble parce que les spécialités sont plus profitables (2).

(1) Fouque, *La crise de l'apprentissage*, p. 9.

(2) *Conseil supérieur du Travail*, p. 325.

Mais c'est, surtout, l'industrie familiale, si répandue autrefois dans nos campagnes, que le machinisme a atteint de façon meurtrière. Sans doute il est des industries et des régions où elle a réussi à subsister (rubannerie à Saint-Etienne; coutellerie à Thiers, etc.), mais combien de régions d'où elle a dû disparaître. Il y a 30 ou 40 ans, en Normandie beaucoup de villages travaillaient à façon au tissage de la laine pour les fabricants d'Elbeuf et de Louviers; aujourd'hui que le métier mécanique a remplacé le métier à bras, le travail s'est concentré dans les grandes manufactures: telle commune, comme Harcourt (Eure) où le tissage occupait de nombreux bras, ne compte plus un seul tisserand de laine. Les moyennes fabriques n'ont pas tardé, aussi, à être remplacées par les grandes manufactures: Elbeuf qui avait en 1882, 157 fabricants n'en comptait plus que 43 en 1902.

Le machinisme s'est généralisé avec une étonnante rapidité. En 1839, l'industrie française n'employait que 2.450 machines à vapeur d'une puissance de 33 000 chevaux, en 1854, elle dépassait le chiffre de 100.000 H. P. et en 1862 le chiffre de 200.000 chevaux vapeurs était dépassé. Puis la progression croît :

En 1879 :	39.556 machines et	516.000 chevaux vapeurs.	
— 1893 :	62.226	— 1.024.000	—
— 1905 :	79.203	— 2.232.263	— (1)

le nombre des chevaux vapeurs était passé de 11,1 pour 1000 habitants pendant la période 1873 à 1877, à 30,4 en 1893-1897; 45,2 en 1898-1902 et 55,5 en 1903-1905 (2).

(1) Non compris les locomotives et les bateaux.

(2) Statistique générale de la France. — *Annuaire statistique de 1906*, R. p. 6, 41 et 42.

Ce qui attire immédiatement l'attention dans l'examen de ces statistiques, c'est l'accroissement énorme du machinisme au cours des dernières années ; de 1895 à 1905 le nombre des chevaux vapeurs a presque doublé (1). Cette progression d'ailleurs, s'accentuera encore d'une façon très rapide par suite des nouvelles découvertes. Il n'est pas de jour, en effet, où l'on n'ait à enregistrer l'envahissement du machinisme dans les branches de la production où il ne régnait pas encore en maître incontesté comme dans celles où il n'avait pas encore pénétré ; et cet envahissement a été singulièrement facilité par la concurrence étrangère et la raréfaction de la main-d'œuvre qualifiée résultant de la décadence de l'apprentissage et surtout par le nombre et l'acuité sans cesse croissants de différends entre employeurs et ouvriers, les premiers cherchant à échapper aux exigences de leur personnel et à la tyrannie syndicale en restreignant la main-d'œuvre au strict minimum. L'Office du travail signale que nos usines métallurgiques des Ardennes se munissent de moutons pour forger les pièces auparavant faites à la main (2), et que notre industrie textile du Nord emploie de plus en plus des métiers automatiques dont l'introduction provoque des grèves (3).

Chacun de ces perfectionnements non seulement réduit la main-d'œuvre, mais rend la production plus aisée et plus accessible aux manœuvres, aux femmes et aux enfants. Chaque machine nouvelle, en effet, est d'un maniement plus simple, plus facile que celle qui l'a précédée : le « self acting » dont nos filateurs de coton et de laine fai-

(1) 1.163.000 en 1895 et 2.232.263 en 1905 (*ibid.*)

(2) *Bulletin de l'Office du Travail*, juillet 1906, p. 744.

(3) *Ibid.*, septembre 1906.

saient usage il y a 40 ans, exigeaient des ouvriers habiles, tandis que le métier continu qui lui a succédé et dont l'importation d'Amérique date d'ailleurs de 1867, peut être conduit par des femmes.

Les industries d'art, celles dont les produits portent au plus haut degré la marque personnelle de leur auteur, l'orfèvrerie, bijouterie, etc., n'ont pas échappé non plus à l'envahissement du machinisme et à son corollaire habituel, l'extrême division du travail. Certes la production n'a ni la souplesse, ni le fini, ni le cachet que savait lui imprimer l'habileté des artisans-artistes d'hier, mais telle quelle, elle fait illusion à la grosse masse de la clientèle et par son bas prix de revient et sa rapidité d'exécution elle est en train de conquérir tous les marchés. Dans l'orfèvrerie par exemple, on est arrivé, suivant une expression pittoresque, à fabriquer les cuillers et les fourchettes « comme on édite un journal », par l'emploi de machines spéciales pour la frappe du couvert (1). Dès lors, il n'y a plus d'autre travail personnel que l'invention du modèle et le rôle de l'ouvrier se réduit à ajuster et à souder les pièces. L'instruction professionnelle devient par suite de moins en moins indispensable pour exercer la plupart des professions. Tout progrès du machinisme, de la division du travail, de la grande industrie, s'accompagne donc en fait d'une nouvelle étape dans la décadence de l'apprentissage.

C. — Le travail aux pièces

Le progrès du travail aux pièces constitue à nos yeux une des causes actives de la décadence de l'apprentissage.

(1) Georges Alfassa, *La crise de l'apprentissage*, loc. cit., p. 260.

Ce progrès, malgré les résistances des organisations ouvrières particulièrement vives dans ces dernières années, a été très sensible dans beaucoup de professions. M. Lavallée constatait déjà, dans son rapport sur la rémunération du travail à la section de l'Économie sociale à l'exposition de 1889 que le travail à la tâche tendait à se substituer au travail à la journée et depuis lors, l'Office du travail a évalué à 34 0/0 le nombre des ouvriers payés aux pièces. Or, quand l'ouvrier travaille aux pièces, le temps qu'il consacre à enseigner à l'apprenti la profession est du salaire perdu ; aussi refuse-t-il presque toujours dans ce cas, d'accepter un apprenti et quand il l'accepte, il est naturellement porté à l'utiliser avec plus d'âpreté que le petit patron à des besognes subalternes ou parcellaires.. M. Georges Alfassa en sa qualité de membre du Comité de placement de la société de Protection des apprentis a fait sur ce point une constatation douloureuse : un mécanicien de précision ayant pris comme apprenti le fils d'un ouvrier habile qu'il occupait depuis longtemps, avait pensé que l'apprenti ne pourrait être mieux instruit que par son père et l'avait placé à l'établi de celui-ci. Au bout d'un an, il constata que le père pressé d'augmenter sa production n'avait rien appris à son fils, et il dut lui retirer l'enfant pour le placer chez un confrère (1).

D. — Causes morales et sociales

A côté des causes historiques ou économiques que nous venons d'étudier, la décadence de l'apprentissage a aussi des causes morales et sociales. Nous avons déjà vu leur

(1) G. Alfassa, *La crise de l'apprentissage*, loc. cit., p. 260.

action en étudiant l'évolution de la crise, nous nous bornerons à les rappeler brièvement.

a) C'est d'abord « *l'imprévoyance des industriels* » qui, poussés par une concurrence intensive à l'intérieur comme à l'extérieur, s'efforcent par tous les moyens et sans trop songer à l'avenir, d'abaisser leur prix de revient et dans ce but, comme l'évolution industrielle le leur permettait, ils ont utilisé les enfants. C'est dans ce sens que l'on peut dire avec un certain nombre de groupements consultés en 1902, que la concurrence intérieure a été l'un des facteurs de la crise de l'apprentissage (1).

b) C'est en second lieu *l'imprévoyance des parents* qui, pressés par le besoin, se préoccupent plus souvent du bénéfice qu'ils peuvent tirer de l'enfant plutôt que de son propre avenir.

c) Enfin, à côté de ces causes qui s'affirment nettement, il en est d'autres moins apparentes, plus complexes aussi, qui n'ont pas été sans exercer quelque action et que nous nous bornerons à signaler en passant ; nous voulons parler de cette instabilité, de cette indiscipline sociales qui sont le grand mal des démocraties modernes. La Chambre de Commerce de Bar-le-Duc a indiqué comme cause de la disparition de l'apprentissage « le désir chez les patrons et les ouvriers de conserver leur liberté » et d'autres institutions ont confirmé cette indication. L'observation mérite d'être retenue : dans la cité contemporaine, on repousse trop facilement toute contrainte, toute discipline, on a, dans les différentes classes, une perception moins nette des

(1) *Conseil sup. du Travail*, p. 188, 255, etc.

intérêts permanents de la collectivité, un égoïsme plus brutal, un désir plus vif de jouir du présent, fût-ce au détriment de l'avenir. Aussi s'est-il trouvé, dans l'enquête de 1902, des chefs de grands établissements industriels pour venir déclarer que s'ils avaient renoncé à faire des apprentis, c'est parce qu'ils n'avaient pu obtenir de ceux qu'ils avaient embauché l'observation des règles les plus évidemment établies dans leur propre intérêt (1).

E. Hostilité fréquente des ouvriers pour l'apprentissage

Cette hostilité se manifeste par un mouvement très vif en faveur de la limitation du nombre des apprentis. Dans l'enquête de 1902 la moitié des syndicats ouvriers se sont prononcés pour cette limitation (2). Cette limitation pourrait se défendre en tant que mesure destinée à assurer une bonne instruction professionnelle aux apprentis et à éviter dans l'avenir un encombrement de la profession aussi préjudiciable aux apprentis et au public qu'aux ouvriers eux-mêmes. Il reste à savoir si une semblable mesure est équitable ou opportune, c'est ce que nous étudierons au chapitre suivant. Mais ce n'est pas toujours à ce point de vue que se placent les syndicats ouvriers. Ils ne sont généralement guidés que par leur intérêt propre ; leurs déclarations dans l'enquête ne laissent place à aucun doute ; ils n'envisagent que le présent et ne se proposent d'autre but que d'éviter des chômages, de se défendre contre une baisse des salaires imminente ou d'obtenir une hausse

(1) M. Aucoc, président de la 6^e section du Conseil du Travail de Paris (bijouterie, etc.) déclare que ses apprentis logés ne rentraient plus le soir à 10 heures. Il fallait les attendre. Aussi ne veut-il plus en prendre dans ces conditions. (*Conseil sup. du Travail*, p. 394.)

(2) *Cons. sup. du Travail*, p. 196.

artificielle. Et dans cette voie de la limitation, ils arrivent souvent à la prohibition ou presque : le syndicat des coloristes enlumineurs n'accepte qu'un apprenti par 25 ouvriers, pour le syndicat mixte des métaux de Laval, un apprenti par atelier suffit, quel que soit le nombre d'ouvriers, le syndicat du tissage de Roubaix émet l'avis qu'il conviendrait d'arrêter l'apprentissage pour les liseurs et piqueurs « la corporation étant déjà compromise » (1). Quant au syndicat des ouvriers gantiers, ils entendent faire de l'apprentissage un privilège de caste et édictent que « nul ne pourra apprendre le métier s'il n'est fils d'ouvrier gantier » (2).

D'une façon générale les ouvriers redoutent dans les apprentis les concurrents de demain, mieux armés pour la lutte et l'opinion qui tend à prévaloir dans certains milieux est celle qu'un membre de la Fédération nationale des cuirs et peaux, formulait en septembre 1907 au Congrès de Limoges, dans les temps suivants : « De l'éducation supérieure des ouvriers, le régime bourgeois est le seul à bénéficier » (3).

A de semblables déclarations, il n'est pas inutile d'opposer l'attitude des Unions ouvrières, aux États-Unis. Sans doute ces organisations se préoccupent d'éviter un encombrement des professions, sans doute beaucoup limitent le nombre des apprentis d'après le nombre des ouvriers et quelques-unes mêmes subordonnent leur admission au consentement de groupements locaux (4), mais il n'y a là

(1) *Conseil supérieur du Travail*, p. 210, 217, 218, 242, 272.

(2) Exposition de 1900. — Rapports du jury international. — Introduction générale. — *Rapport de M. Gide, sur l'économie sociale*, p. 83.

(3) *Mouvement socialiste*, 15 avril 1908, p. 250.

(4) Mécaniciens d'élevateurs à charbons, tisseurs de pièces élastiques.

aucune pensée d'hostilité pour l'apprentissage, au contraire les Unions américaines, sentant que sur ce terrain les intérêts des ouvriers et des patrons sont solidaires, font tout pour encourager l'apprentissage. Très souvent (chapeliers) l'Union en régleme les conditions, et se refuse à reconnaître l'ouvrier qui n'a pas fait son apprentissage dans les ateliers de la corporation.

L'hostilité fréquente de l'ouvrier pour l'apprenti, a d'autant plus d'importance que c'est entre les mains des ouvriers et contremaîtres que l'évolution industrielle a remis le soin d'enseigner le métier qui dans l'atelier de l'artisan de jadis incombait au maître. Dans la grande usine d'aujourd'hui le patron ne peut plus, en effet, donner à l'apprenti les enseignements nécessaires, souvent d'ailleurs il ignore la partie manuelle de la profession, parfois même la technique et il se cantonne dans des fonctions d'administration et de direction commerciales en sorte que l'apprenti se trouve abandonné au contremaître et à l'ouvrier. Aussi le contrat d'apprentissage est-il passé souvent, non plus entre le patron et l'apprenti ou ses représentants, mais entre l'ouvrier et l'apprenti ainsi que le prévoit l'article 1^{er} de la loi du 22 février 1851. Il en est ainsi notamment chez les gantiers de Paris et les colleurs de papiers peints de Bordeaux; pour ces derniers, la Chambre de Commerce de Bordeaux déclare que les apprentis sont payés par l'ouvrier lui-même et que les patrons ne s'en occupent pas (1).

(1) *Conseil supérieur du Travail*, p. 172, 236, 255, 282.

F. Hostilité des artisans, des petits patrons.

Cette cause de décadence a été signalée par M. Gide (1) ; d'après lui les artisans redouteraient, en formant des apprentis de se créer eux-mêmes des concurrents, car les apprentis « sitôt formés » iraient élever boutique contre boutique. Aussi les artisans préfèrent-ils « utiliser » l'apprenti plutôt que de le former. Nous n'avons trouvé dans les dispositions recueillies par le Conseil supérieur du Travail qu'une seule déclaration dans ce sens : elle émanait d'un syndicat ouvrier à Paris, mais il ne semble pas que cette déclaration doive être retenue. Nous avons vu en effet que les artisans, les petits faïonniers auxquels fait allusion l'éminent rapporteur de l'Économie sociale n'ont en général qu'un nombre très faible d'ouvriers et un nombre beaucoup plus élevé d'apprentis. Or, si dans les ateliers qui comptent un seul apprenti pour 5 ou 10 ouvriers on peut occuper l'apprenti à des corvées qui n'ont rien à voir le plus souvent avec l'exercice de la profession, ce genre d'abus devient impossible dans les ateliers constitués comme ceux des petits faïonniers. Force est bien à ceux-ci puisqu'ils n'emploient guère que de la main-d'œuvre enfantine d'apprendre à leurs apprentis sinon l'intégralité du métier, du moins la spécialité qu'ils fabriquent. Au surplus, la soi-disante crainte de ces artisans apparaît comme bien puérile. A-t-on vu souvent, en effet, des apprentis sortir d'apprentissage à 16, 17 ou 18 ans, élever à cet âge boutique contre boutique ? Ce que pourraient redouter les artisans c'est bien plutôt l'ouvrier que l'apprenti.

(1) M. Gide, *Rapport sur l'économie sociale à l'Exposition de 1900*, p. 182.

G. a) Insuffisance des dispositions édictées par la loi du 22 février 1851 pour la protection de l'apprentissage ; b) rigueur parfois maladroite de nos lois de réglementation de travail.

Les causes de décadence que nous venons de passer en revue, sont, à des degrés d'intensité différents communes à tous les grands pays modernes. Mais la France a trouvé dans sa législation des éléments particuliers qui ont sinon provoqué, du moins accéléré la décadence de l'apprentissage. Nous voulons parler d'une part de l'insuffisance des dispositions de la loi de 1851 pour la protection de l'apprentissage, d'autre part, la rigueur maladroite parfois de nos lois de réglementation du travail.

Sur le premier point, nous nous sommes déjà expliqués en partie lorsque nous avons examiné l'économie de la loi de 1851. Nous avons montré combien fragiles et inefficaces étaient celles des dispositions relatives à l'instruction professionnelle de l'apprenti. Nous pouvons ajouter ici que cette loi de 1851 n'a en réalité donné aux patrons que des garanties illusoires : si l'apprenti abandonne son atelier, le patron ne peut, en effet, intenter contre lui ou sa famille, généralement insolvable, qu'une action en dommages-intérêts. Contre les écarts ou les fautes de l'apprenti, le patron n'est pas mieux armé : aucune pénalité à sa disposition, il n'a ni le droit de correction, ni celui d'imposer des heures supplémentaires, ni celui de retenir l'apprenti à l'atelier le dimanche. Il ne peut que faire appel à l'autorité des parents (art. 8)(1). En

(1) L'article 4 du décret du 3 août 1810 concernant la juridiction des Prud'hommes, dispose à la vérité : « Tout délit tendant à troubler l'ordre et la discipline de l'atelier, tout manquement grave des apprentis contre leurs maîtres pourront être punis par les Prud'hommes d'un emprisonnement qui

Angleterre, au contraire, une repression correctionnelle modérée est permise (1). La loi suédoise du 20 décembre 1846 rend l'enfant justiciable des tribunaux répressifs pour « désobéissance, irrévérence, destruction d'outils ou de la matière première; etc... » En Allemagne la loi du 17 juillet 1878 a autorisé le maître, porteur d'un contrat écrit, à faire ramener, *manu militari*, l'apprenti déserteur.

En second lieu, les lois de protection légale du travail promulguées depuis 15 ans, sont l'une des causes les plus fréquemment mentionnées tant par les syndicats ouvriers que par les institutions patronales qui appellent surtout l'attention sur l'action des lois des 2 novembre 1892, 9 avril 1898 et 30 mars 1900.

A. — Loi du 2 novembre 1892

Le système de la loi de 1892 qui graduait la durée du travail (2) suivant les forces présumées de diverses catégories de travailleurs, créa de grandes difficultés pour

n'excédera pas 3 jours.. » Mais nous ne sachons pas qu'il ait été jamais fait application de ce texte à un apprenti.

(1) *Master and servant act 30 and 31 Victoria*, cap. 141. — *On act to amend the statute law as between master and servant*, 20 th. August, 1867.

(2) Cette loi du 2 novembre 1892 décidait que dans l'industrie les enfants :

a) Agés de moins de 16 ans ne pourront être employés à un travail de plus de 10 heures ;

b) De 16 à 18 ans ne pourront être employés à un travail de plus de 11 heures, et 60 heures par semaine ;

c) Les femmes à un travail de plus de 11 heures par jour (art. 3); tandis que la journée des hommes adultes restait fixée par la loi du 9 septembre 1848 à 12 heures.

Précédemment la durée maxima de la journée de travail des enfants était en vertu de la loi du 19 mai 1874, de 12 heures par jour pour les enfants de 12 à 15 ans, porteurs d'un certificat spécial d'études et de 12 heures sans restriction à partir de 15 ans.

les établissements industriels où travaillaient ensemble hommes, femmes et enfants et où ces deux dernières catégories étaient les auxiliaires de la première.

Cette loi en effet, désorganisait en quelque sorte les ateliers mixtes et nombreuses et vives furent à cette époque les protestations des associations des industriels qui furent parfois obligés de renvoyer les jeunes ouvriers et ouvrières de moins de 16 ans. Dès novembre 1893, les rapports des inspecteurs divisionnaires du travail signalent ces renvois (1). Heureusement, ils ne se généralisent point et l'on n'eut pas à redouter les déplorables effets de cette loi pour l'apprentissage. Cela tient surtout à ce qu'elle ne fut pas sérieusement appliquée. En effet, à peine promulguée, cette loi apparut aux yeux des moins prévenus comme très imparfaite et le Parlement et le Gouvernement se préparèrent à l'améliorer. Dès le 8 mai 1893, le Sénat discutait une proposition autorisant le Ministre à suspendre l'application de la loi de 1892 et la Chambre haute ne repoussa cette proposition que sur la promesse du Ministre de présenter un projet de modification de la loi. Aussi de très larges tolérances, de nombreux sursis fréquemment renouvelés furent-ils accordés. On ne déféra pas toutes les infractions constatées à la justice, on n'exerça même jamais de poursuites quand la journée ne dépassait pas 11 heures, ce qui était le cas le plus fréquent (2). C'est ainsi qu'en 1899, dernière année d'application de l'article 3 de la loi des instructions plus rigoureuses ayant été données, le nombre des contraventions passa à 2.119, alors

(1) *Bulletin de l'Office du Travail*, 1894, p. 119.

(2) Rapport de la Commission supérieure pour 1894 (*Bulletin*, 1895, p. 470.)

qu'il n'était que de 1.002 en 1892 (1). Cette rigueur dans la repression ne se maintint pas longtemps, le 21 octobre 1899 le Ministre décidait de nouveau de surseoir à l'application de l'article 3, ce sursis fut renouvelé le 5 novembre et le 22 décembre (2), en sorte que de sursis en sursis, de tolérance en tolérance, l'article 3 de la loi resta à peu près lettre morte jusqu'à la mise en vigueur de la loi du 30 mars 1900 qui vint l'abroger et lui substituer des dispositions nouvelles.

B — Loi du 9 avril 1898

Dans l'enquête de 1902, le syndicat des ouvriers métallurgistes de Paris a indiqué parmi les causes de la disparition de l'apprentissage la loi de 1898 sur les accidents du travail. La même affirmation est donnée par la corporation des maçons (3) et se retrouve dans la brochure de M. Lemarchand sur « l'apprentissage et les écoles professionnelles ». « Personnellement, déclare M. Lemarchand, j'ai eu l'occasion de voir dans quelques contrées de la Marne, les charrons, menuisiers, tonneliers, etc... se refuser à faire des apprentis, ne voulant pas les assurer comme le prévoit la loi de 1898 contre les accidents ». C'est qu'en effet les compagnies d'assurances soit en raison de l'inexpérience de l'apprenti, soit en raison peut-être de son insouciance naturelle du danger prélèvent des primes assez élevées pour l'assurance des apprentis.

(1) *Ibid.*, pour 1899 (*Journal Officiel*, 1^{er} sept. 1900).

(2) Circulaires ou dépêches ministérielles des 21 oct., 6 nov. et 23 déc. 1899. *Journal Officiel*, 22 oct., 6 nov. et 23 déc. 1899.

(3) *Conseil supérieur du Travail*, p. 251 et 279.

C. Loi du 30 mars 1900

La loi du 30 mars 1900, dans le but d'éviter que les différentes catégories de travailleurs occupés dans un même atelier soient soumis à des horaires différents, a fixé la durée maxima du travail des femmes, des enfants de moins de 18 ans et des adultes hommes employés dans les mêmes locaux que les femmes et les enfants à 11 heures jusqu'au 31 mars 1902; à 10 heures 1/2 à partir du 1^{er} avril 1902 et à 10 heures à partir du 1^{er} avril 1904 (1). Cette loi a eu sur la crise de l'apprentissage, une influence des plus funestes. Cependant ses inconvénients ne se manifestèrent pas de suite. Pendant deux ans, en effet, elle autorisait le relèvement de la durée du travail des enfants et à ce titre ne pouvait qu'être favorable à l'apprentissage et en fait, jusqu'en 1902 les renvois d'enfants sont-ils restés exceptionnels. Aussi M. Gide jugeait-il peu probable la généralisation des renvois et il en donnait comme raison qu'il serait toujours très onéreux pour les industriels de n'employer que des hommes et de payer ainsi le plein salaire, même pour les travaux les plus simples. Malheureusement les faits se sont vite chargés de démentir ces prévisions optimistes et chaque année de 1902 à 1906 les rapports de la Commission supérieure du Travail signalèrent soit le

(1) Le premier projet voté par le Sénat (séances des 21 juin et 1^{er} juillet 1894) ne prévoyait pas les paliers successifs de 10 h. 1/2 et 10 heures, il fixait à 11 heures la durée du travail de tous les adultes hommes, sans distinguer les ateliers mixtes de ceux où étaient employés des ouvriers seuls. Ce n'est qu'au cours de l'examen prolongé que la proposition de loi votée par le Sénat eut à subir devant la Chambre des Députés que cette distinction fut introduite, et nul ne se douta que cette disposition allait porter un coup mortel à l'apprentissage.

renvoi d'apprentis des ateliers, soit le refus des patrons d'embaucher de nouveaux enfants. Ce mouvement de renvoi se généralise au point que l'Etat lui-même n'y échappe point et qu'il lui arrive de donner le mauvais exemple soit directement, soit par l'intermédiaire de ses fournisseurs. A Rouen, l'inspecteur signalant le licenciement temporaire de tout le personnel de moins de 18 ans dans une usine métallurgique déclarait que « l'Etat « avait sa part de responsabilités, car c'est le Ministre des « Colonies qui exigeait la livraison de la commande à date « fixe et très rapprochée » (1). A Saint-Nazaire, c'est l'atelier d'entretien du service des Ponts et Chaussées, lui-même, qui congédie ses apprentis (2). Il en est de même dans tous les grands établissements qui travaillent à la construction du matériel naval, ou du matériel de guerre : maison Niclause et Belleville, société Hotchkiss, etc .. : les commandes doivent être livrées d'urgence, force est bien de faire des journées de 12 heures et par suite pour respecter la loi, de supprimer les apprentis. Les chantiers de constructions navales de la circonscription de Rouen ont dû, en 1904, renvoyer leurs apprentis « en vue, dit l'inspecteur, de pouvoir, par l'accomplissement d'heures supplémentaires, exécuter les commandes excessivement urgentes de torpilleurs destinés à une marine étrangère » (3). Ce licenciement du petit personnel ne rencontre d'ailleurs, aucune opposition de la part des ouvriers ; bien plus, très fréquemment, c'est à la demande des ouvriers qui veulent pouvoir faire des

(1) Rapport de la Commission pour 1907 (*Journ. off.* du 20 octobre 1905.)

(2) *Id.* pour 1907 (*Journ. Officiel* du 26 août 1908.)

(3) Rapport de la Commission supérieure du Travail pour 1904 (*Journ. Off.* 2 octobre 1905.)

journées de 11 et 12 heures qu'on renvoie les enfants (1) et en cas de refus ils se mettent en grève et contraignent le patron à prononcer le renvoi (2).

Souvent ce renvoi n'est que provisoire et pour la période seulement durant laquelle on veut avoir recours aux heures supplémentaires, mais ces renvois temporaires sont plus préjudiciables peut-être à l'instruction professionnelle des enfants que ne le serait une mesure générale et définitive. Comment espérer en effet, que ces enfants, jetés ainsi périodiquement (parfois pour un mois ou deux) à la rue et à ses dangers, reviennent tous à l'atelier, et surtout qu'ils puissent prendre goût à leur métier ! Il semble cependant qu'en 1906, la progression du mal s'est trouvée enrayée du moins dans certaines régions. En effet il paraît résulter des rapports des inspecteurs du travail en 1907 que le nombre des renvois définitifs est en décroissance dans certaines régions, mais ils constatent que les industriels, surtout les petits patrons, se refusent encore à embaucher des enfants. D'ailleurs la statistique des diverses catégories du personnel ouvrier dans les établissements soumis à l'inspection du travail suffit pour établir que les réembauchages sont restés isolés. Le tableau suivant qui indique la proportion relative de chacune de ces catégories montre en effet que celle des enfants de moins de 18 ans, continue à décroître d'une façon régulière et continue.

(1) *Id.* pour 1902 (*Bulletin de l'Office du Travail*, 1904, p. 795.)

(2) Rapport de la Commission supérieure du Travail pour 1907 (*Journal Officiel*, 26 août 1908.)

Production 0/0 des	1901	1902	1903	1904	1905	1906	1907
Enfants au-dessous de 18 ans :							
Garçons.....	8,6	8,2	8,4	8,2	8,0	7,8	7,8
Filles.....	8,2	8,1	7,2	7,3	7,1	7,0	6,9
Filles de plus de 18 ans et femmes.	23,3	23,2	22,0	21,9	21,5	21,4	21,2
Hommes de plus de 18 ans.....	59,9	60,5	62,4	62,6	63,4	63,8	64,1

Au surplus, il ne semble pas que les quelques réembauchages constatés dans certaines régions soient de ceux dont il y ait lieu de se féliciter pour le développement de l'instruction professionnelle. Ils sont dus, en effet, ou au ralentissement marqué ou à la reprise des affaires d'une industrie. Dans le premier cas, on n'embauche le petit personnel qu'en se réservant de le congédier dès que la marche de l'industrie obligera à faire des journées de plus de 10 heures (c'est ce qui s'est produit à Paris en 1907 pour les industries de luxe). Dans le deuxième cas, les embauchages ne se produisent que dans les industries où la main-d'œuvre fait défaut et où l'on doit, coûte que coûte, s'en procurer (1). Mais alors l'industriel n'a en vue qu'une production intensive et ne songe pas à apprendre le métier aux enfants qu'il embauche. Il importe d'ailleurs de remarquer que les renvois qui ont suivi l'application de la loi de 1900 ont porté presque

(1) Signalé par l'inspecteur divisionnaire de Lille. Rapport de la Commission pour 1906, *loc. cit.*, p. 903.)

toujours sur les apprentis qui sont plus onéreux pour le patron et que le contrat passé avec les parents ne permettait pas de renvoyer temporairement au cas de commandes urgentes (1). En définitive, seuls gardent des enfants, les industriels qui en emploient un grand nombre et pour qui ces enfants sont plutôt des ouvriers que des apprentis, car alors ils tirent de cette main-d'œuvre enfantine un bénéfice suffisant pour contrebalancer les ennuis qui résultent de son emploi et encore s'arrangent-ils pour mettre à profit certaines dispositions de la loi pour éluder les autres : ils parquent les adultes et les enfants dans des locaux différents et de la sorte les premiers peuvent librement faire 12 heures de travail (2). Mais alors le moindre inconvénient de cette pratique d'ailleurs parfaitement légale, est que les enfants privés des conseils permanents de l'ouvrier et de l'enseignement de l'exemple n'apprennent rien du métier en dehors de leur besogne étroite et spécialisée.

Telles ont été, d'après les aveux officiels, les conséquences néfastes de la loi de 1900. La leçon ne paraît pas avoir porté ses fruits puisque notre industrie est encore aujourd'hui sous le coup de nouvelles menaces législatives dont l'adoption n'aurait d'autre résultat que de rendre la crise plus aiguë. Nous voulons parler du projet de loi sur l'enseignement technique déposé le 13 juillet 1905 par le gouvernement. Ce projet institue des cours professionnels ou de perfectionnement obligatoires pour les jeunes gens et jeunes filles de moins de 16 ans employés dans le commerce et l'industrie ; ces cours auraient lieu pendant la

(1) Voir les déclarations de l'inspecteur divisionnaire de Limoges. Rapport de la Commission supérieure pour 1903, *loc. cit.*

(2) Rapport pour 1907, *loc. cit.*

durée légale du travail. Le projet de loi comprend en outre un certain nombre de pénalités contre les chefs d'établissement qui manqueraient à ses dispositions. Nous examinerons en détail le projet et les répercussions dont il menace l'industrie française dans notre chapitre IV spécialement consacré à la question des cours professionnels.

Conséquences de la décadence de l'apprentissage

Il nous reste maintenant, pour en avoir fini avec la question de la décadence de l'apprentissage, à rechercher quelles ont été ses conséquences.

La première qui se présente à l'esprit est la diminution de l'instruction professionnelle des ouvriers : il est évident en effet, qu'ayant son horizon borné à l'opération parcelaire qu'il accomplit sans fin, l'ouvrier moderne ne connaît pas son métier. « Le forgeron est incapable de se servir d'une lime, les trois quarts prétendus mécaniciens ajusteurs d'aujourd'hui ne savent pas faire un foret » (1). Ce ne sont en somme que des mouleurs. Sans vouloir prétendre restaurer l'apprentissage, tel qu'il était conçu traditionnellement et qui serait à cette époque de l'évolution industrielle une œuvre à la fois puérile et vaine, il serait pourtant désirable de voir donner à l'ouvrier d'aujourd'hui une plus haute culture générale, de lui enseigner les premières notions des arts et des sciences appliqués à l'industrie, en un mot de réparer ce défaut d'instruction professionnelle si commun de nos jours depuis la dispari-

(1) Première séance de la Chambre des Députés du 2 juillet 1908 (*Journal Officiel*, p. 1495.)

tion ou la décadence de l'apprentissage. Tel ne paraît pas être l'avis de M. Durassier, secrétaire général de la société de protection des apprentis. Pour lui, l'apprentissage n'a point disparu et l'instruction professionnelle n'est point en décadence. L'apprentissage a seulement subi une transformation rendue nécessaire par l'évolution industrielle ; il est rétribué, spécialisé et plus court, mais il existe toujours. « Pour notre part, écrit-il, lorsque nous admirons les merveilles qui sortent des mains de nos ouvriers, nous ne croyons pas du tout à la décadence de l'apprentissage » (1). On cite souvent aussi, dans le même sens, non d'ailleurs sans quelques infidélités de traduction, l'avis émis par M. Carroll D. Wright, commissaire du Travail des États-Unis dans son ouvrage sur l'« Evolution Industrielle des États-Unis » (2) « Grâce à la perfection des machines, dit-il, un ouvrier ignorant peut faire très bien ce qu'un ouvrier intelligent faisait jadis très mal » et considérant la disparition de l'apprentissage comme un fait accompli, il juge l'ouvrier d'aujourd'hui supérieur à l'ouvrier de jadis, grâce à la collaboration des machines. Mais ce n'est pas à dire que M. Carroll D. Wright, pense que le progrès de l'industrie même dans les conditions simplifiées de la production mécanique puisse s'accommoder de l'ouvrier parcellaire ignorant de tout ce qui n'est pas son étroite besogne journalière. Cet ouvrier là n'est pas l'ouvrier type d'une industrie prospère et en pleine voie de développement, celui-ci doit posséder la connaissance générale de la technique de sa profession. Et M. Carroll D. Wright partage cet avis, seulement il ne croit pas que dans un pays où le machinisme règne en maître, cette connais-

(1) *Rapport du Jury International*, p. 27.

(2) *Traduct-Lepelletier*, n. 373 et 377.

sance puisse être acquise sous la forme ancienne de l'apprentissage ; il est partisan de la formation des ouvriers dans les écoles professionnelles. Nous pouvons donc conclure que M. Carroll D. Wright ne considère plus l'ouvrier de type si courant dans la grande industrie, qui n'a pas fait d'apprentissage, au sens vrai du mot et qui n'est pas passé par une école professionnelle comme ayant une instruction technique suffisante, comme formant le type définitif du travailleur moderne.

Quant à l'objection faite par M. Durassier, nous nous contenterons de lui opposer les affirmations contraires émises dans l'enquête de 1902 par les groupements consultés qui peuvent apprécier par leur expérience de tous les jours la valeur professionnelle de la grande majorité de nos ouvriers. Près des deux tiers des avis exprimés estiment qu'il y a décroissance dans l'instruction professionnelle des ouvriers (1). Le syndicat des ouvriers tourneurs en poterie de Roanne signale que, par suite de la suppression de l'apprentissage, l'habileté de l'ouvrier potier ou céramiste a diminué et qu'on a plus de malfaçons. Parmi les peintres et décorateurs sur verre, la suppression de l'apprentissage entraîne une diminution du bon goût des ouvriers et du fini de la fabrication. « Nous n'avons plus de bons ouvriers, déclare la 8^e section du 2^e Conseil du Travail de Paris (instruments de précision, etc...) nous n'avons que de bons spécialistes » (2), et nous ajouterons : quand nous en avons.

Le recrutement des ouvriers dans les professions où a disparu l'apprentissage ne se fait guère en effet qu'au

(1) *Conseil supérieur du Travail*, p. 192.

(2) *Conseil supérieur du Travail*, pages 286, 288, 402.

hasard et reste dans la plupart des cas fort médiocre. Dans les professions que le machinisme n'a pas envahies et qui ne peuvent être exercées sans apprentissage, les ouvriers des grandes villes se recrutent dans les petites villes et les campagnes, d'où l'apprentissage n'a pas encore tout à fait disparu (1). Dans la grande industrie on embauche des manœuvres, sans profession définie ; ils servent d'abord d'aide aux ouvriers et finissent, s'ils sont intelligents, par faire des ouvriers passables ; sinon ils restent pendant toute leur vie « les domestiques des compagnons » (2). Il en est ainsi même dans les professions généralement considérées comme « savantes » et exigeant une certaine culture professionnelle, par exemple parmi les ouvriers en instruments de précision ou les monteurs-électriciens. Souvent même les ouvriers qu'on embauche n'ont jamais fait besogne industrielle — ce sont des cultivateurs de la région : il en est ainsi à Fougères, dans les fabriques de chaussures, à Fontenay parmi les chapeliers ; le Conseil des Prud'hommes de Saint-Nazaire signale même que pour le service des navires à vapeur on emploie des ouvriers des campagnes, sans aucune connaissance de la mer (3). Aussi, avec un pareil recrutement, lorsqu'un atelier a, par hasard, à exécuter un travail qui exige des connaissances professionnelles, se trouve-t-on fort embarrassé. A Saint-Nazaire, lorsqu'on a besoin d'ouvriers calfats, on doit rechercher sur les chantiers les vieux ouvriers ; à Reims, le travail à la main parmi

(1) *Ibid.*, p. 224 (tapissiers), 240 (menuisiers), 243 (carrosserie, etc...) 256 (serruriers, etc...)

(2) *Ibid.*, p. 232 et 381.

(3) *Ibid.*, p. 229, 274 et 289.

les laveurs de laine est exclusivement confié à de vieux ouvriers dont le nombre diminue tous les jours (1).

Le *Bulletin de l'Office du travail* donne chaque mois des renseignements sur la situation de l'industrie dans les divers départements. On y relève presque à chaque page les doléances des Chambres du commerce ou des syndicats patronaux sur les entraves apportées à l'activité industrielle par le manque presque général de main-d'œuvre qualifiée. Dans les usines de métallurgie pour voitures, dans les Ardennes, on est obligé par le défaut de main-d'œuvre d'installer des moutons mécaniques pour forger les pièces antérieurement produites à la main.

A Paris, la maréchalerie est obligée d'améliorer son outillage et de faire un plus large appel aux fers fabriqués « pour soulager la main-d'œuvre ». Mêmes difficultés de recrutement à Rouen, dans la teinturerie en coton filé, à Bohain dans le tissage.

En 1903, un certain nombre de verreries des Bouches-du-Rhône, bien qu'elles aient des débouchés suffisants pour faire marcher tous les fours à plein rendement, sont obligées de répartir sur deux fours le personnel d'un seul. A Saint-Étienne dans la soierie un certain nombre de métiers chôment faute d'ouvriers.

Au cours des dernières années, la soierie lyonnaise dont la supériorité éclate surtout dans la fabrication des tissus de luxe et qui, notamment, détient le quasi monopole de la mousseline de soie, avait été fort éprouvée par la faveur qui s'était attachée aux tissus de soie légère et bon marché. Or, en 1904 et 1905, s'est manifesté un retour très net aux tissus unis de soie pure, aux taffetas qui avaient été long-

(1) *Ibid.*, p. 259, 240, 219.

temps délaissés pour les tissus mélangés de coton et tout l'outillage mécanique ou à bras a été occupé régulièrement. La production de la mousseline de soie est passée de 2.500.000 francs en 1894 à 95 millions en 1905, soit le quart de la production totale des tissus de soie (392.750.000 fr.).

Dans les étoffes façonnées et de haute nouveauté il y a eu un mouvement de retour aux belles étoffes ; mais à cause du petit nombre d'ouvriers capables de les tisser, les commissionnaires ont dû accepter des époques de livraison très éloignées.

La soierie lyonnaise a donc été favorisée par les circonstances, mais l'insuffisance de la main-d'œuvre soignée ne lui a pas permis d'en profiter autant qu'elle l'eut désiré.

En juillet 1906, on signale d'Amboise que la main-d'œuvre est peu abondante dans la tannerie, « car l'industrie des cuirs et peaux exige des ouvriers de métier et ne fait plus que peu d'apprentis ». En octobre, de Bayonne on se plaint « de la rareté des bons ouvriers ; la cause en serait le défaut d'apprentissage ».

La fabrication des instruments d'optique et de précision où le machinisme tient peu de place et où le fini des appareils dépend surtout de la conception du constructeur et de l'habileté de l'ouvrier, souffre du manque d'ouvriers habiles malgré l'élévation des salaires. Dans la bijouterie, imitation et fantaisie, « le nombre des bons ouvriers diminue et les ouvriers inférieurs sont plus facilement utilisés » (1). De même les maisons de filature et de tissage de Reims

(1) *Bulletin de l'office du travail* : juillet 1906, p. 744 à 746 ; décembre 1906, p. 1275 ; janvier 1906, p. 79 ; mars 1906, p. 283 ; avril 1906, p. 283 ; septembre 1906, p. 956 ; novembre 1906, p. 1163 et 1165 ; avril 1908, p. 385 et seq. ; juin 1906, p. 627.

sont gênées dans leur développement non par le manque de débouchés, mais « faute d'avoir sous la main un personnel d'exécution prêt à toutes les transformations que nécessitent les caprices de la mode » (1).

A côté des industries auxquelles le manque de main-d'œuvre soignée ne permet pas de prendre tout le développement possible, il est des industries qui périssent et que la décadence de l'apprentissage mène à la ruine. M. d'Avenel a pu avec vraisemblance attribuer à la réglementation de l'emploi des apprentis par le syndicat ouvrier la crise qu'a subie notre industrie chapelière au bénéfice de ses concurrents étrangers (2). A Avesnes, l'industrie de la batiste a presque complètement disparu et a dû être remplacée par des imitations (guillochages, soieries). Si nous prenons l'ensemble des avis exprimés dans l'enquête de 1902, nous constatons que 6 seulement (dont 3 de conseils de prud'hommes et 1 syndicat ouvrier) se félicitent de l'effet de la décadence de l'apprentissage sur la marche des industries, tandis que tous les autres affirment que les industries où on ne forme plus d'apprentis périssent et sont incapables de soutenir la concurrence étrangère (3).

Dans de telles conditions, on ne s'étonnera pas que dans nombre de professions se produise une infiltration lente et continue de main-d'œuvre étrangère venue de pays où l'enseignement technique est plus en honneur que chez nous et mieux familiarisée avec les difficultés du

(1) M. Poitevin. *Bulletin de l'enseignement technique*, 21 février 1903, p. 43.

(2) D'Avenel. « Le Mécanisme de la vie moderne » *Revue des Deux-Mondes*, 1900, p. 611.

(3) *Conseil supérieur du Travail*, p. 215, 216 et 189.

métier : peu à peu la main-d'œuvre nationale se trouve ainsi éliminée de nos propres ateliers. Les fabriques de tabletterie et d'instruments d'optique, de chaussures, les tailleurs de Paris, le bâtiment dans toute la région du Sud-Est recrutent une partie de leur personnel parmi les étrangers. Dans la fabrication des articles de chauffage, d'éclairage et de ferblanterie, 33 0/0 des ouvriers seraient roumains ou russes; la proportion des ouvriers étrangers monte à 80 0/0 chez les pelletiers-fourreurs (1). Dans la photographie, l'étranger nous envoie « de nombreux ouvriers instruits et capables que les patrons sont parfois, et souvent à leur regret, obligés de prendre au détriment de nos nationaux et à seule fin de ne pas rester inférieurs à la production étrangère » (2). M. Cohendy qui a pris une part prépondérante aux travaux préparatoires du projet de loi sur l'enseignement technique, industriel et commercial, a signalé que toute la région de l'Est et du Rhône est envahie par des ouvriers électriciens étrangers, qui seuls ont des connaissances techniques suffisantes. Dans le département du Nord, 50.000 Belges viennent chaque matin travailler dans nos ateliers et nos chantiers et repassent la frontière la journée finie, les denrées et le logement étant bien meilleur marché en Belgique qu'en France, nos ouvriers se trouvent réduits par cette concurrence à de véritables salaires de famine; 5.000 ouvriers belges et suisses, sont employés dans l'arrondissement de Meaux et la société d'agriculture de l'arrondissement déclare que les Suisses ne sauraient être remplacés dans

(1) *Conseil supérieur du Travail*, p. 249, 269, 280, 281, 384, 405, 410, 420.

(2) Déclaration de M. Madar, *Ibid.*, p. 451.

la fromagerie en raison de leur supériorité professionnelle (1).

Mais cet appoint de main-d'œuvre étrangère ne parvient pas toujours à combler les vides creusés dans notre personnel industriel par la décadence de l'apprentissage et on a pu citer des patrons obligés de refuser des travaux soignés et une grande maison d'édition parisienne qui devait faire exécuter à Leipzig tous ses travaux délicats ; parce qu'elle ne trouvait pas en France d'ouvriers suffisamment qualifiés (2).

Ce serait, en effet, une grave erreur que de croire que l'industrie moderne, parce que le travail s'y accomplit presque toujours mécaniquement, peut se contenter de simples manœuvres, dépourvus, si l'on met à part la pratique d'une opération indéfiniment répétée, de toute culture professionnelle. Même s'il en était ainsi, d'ailleurs, pour la grosse production d'articles communs, il faudrait faire exception pour tous les articles soignés, pour les industries d'art où la besogne n'est pas purement machinale, où il faut à la fois de l'initiative, de l'ingéniosité et du goût, qu'il serait superflu d'attendre d'un homme ignorant les relations de son étroite spécialité avec l'ensemble du métier. Un bon ferronnier doit savoir dessiner, forger, buriner, tailler dans le métal ; il lui faut aussi pour la décoration de ses produits, savoir repousser ou relever au marteau le fer réduit à l'état de tôle. Tout cela ne s'acquiert pas sans un apprentissage sérieux, sans une étude approfondie du métier : « Le forgeron qui s'en remet plus au hasard qu'à de sérieuses connaissances techniques ou pratiques, dit

(1) *Questions pratiques*, avril 1903, p. 123.

(2) Marius Vachou. *Les industries d'art*. Georges Alfassa, *loc. cit.*, p. 263.

M. Robert, un des maîtres de la ferronnerie, court au-devant de bien des mécomptes : il risque fort, par exemple, de voir son fer brûler ou se griller, se perdre dans le foyer, ou encore de le retirer couvert d'un résidu qui entraîne la perte de la soudure » (1). De même dans la bijouterie : s'il est beaucoup d'ateliers où on exécute les modèles en plâtre ou en cire, pour les réduire ensuite au tour et couler les bijoux dans un moule, où suivant le mot de Balzac, on fait « des produits » et non « des œuvres », le véritable procédé artistique est le procédé d'exécution directe du modèle à sa grandeur exacte dont seuls les ciseleurs du métier sont capables.

Mais ce ne sont pas seulement les industries qui sont proprement des industries d'art qui exigent de sérieuses connaissances professionnelles. La fabrication du maroquin, par exemple, demande la connaissance approfondie du travail des cuirs et des notions chimiques assez étendues sur la préparation et l'application des couleurs. Dans la verrerie, la main-d'œuvre est restée le facteur principal et depuis 50 ans, on n'a accompli d'autres progrès que dans les procédés de chauffage, par la substitution de la houille au bois, du gaz à la houille. Dans la gobeletterie particulièrement, il faut 8 ou 10 ans pour devenir un bon ouvrier et dans la crise qui s'est manifestée à partir de 1897-1898, surtout en Belgique, une des causes essentielles a été la médiocrité de la plus grande partie de la main-d'œuvre.

Même dans les industries où l'automatisme mécanique a fait le plus de progrès, l'instruction professionnelle de l'ouvrier n'est pas tout à fait une superfétation. Nombre d'inventions industrielles sont dues à de simples ouvriers

(1) *L'art pour tous*. Conférence de M. Charles Formentier, p. 176.

ou contremaîtres ; c'est un contremaître de la papeterie d'Essones, Robert, qui imagina en 1797 la machine à papier continue, qui constitue l'une des plus belles découvertes modernes. Quant aux perfectionnements de détail, seuls ceux qui vivent en contact quotidien avec la machine sont capables de les imaginer. C'est ce qu'ont compris les Etats-Unis, le pays le plus industrialisé du monde et ils ont tout fait pour développer l'esprit d'invention chez leurs ouvriers qui excellent d'ailleurs dans la simplification des machines et proposent fréquemment des perfectionnements à la direction de l'usine. Une usine de Dayton a installé une boîte pour recevoir les suggestions des ouvriers. Ceux-ci viennent y déposer leurs avis brièvement rédigés : « Ne limez plus telle pièce avant de souder », dit l'un. « Tel assemblage tiendra bien sans rivets », dit l'autre. Quand la recommandation est bonne, on l'adopte et des primes sont attribuées aux auteurs des avis les plus ingénieux (1).

L'industrie ne peut espérer une semblable collaboration de manœuvres ignorants et sans vue d'ensemble.

Si nous laissons de côté cette partie du rôle nécessaire de l'ouvrier moderne et si nous envisageons seulement sa besogne courante et terre à terre de production journalière, là encore, il apparaît qu'une culture professionnelle est indispensable pour assurer un bon travail. « Il n'a pas suffi, observe justement M. Émile Waxweiler, d'établir à Triberg la fabrication mécanique des montres pour voir les horlogers de la Forêt Noire accoutumés au travail manuel, égaler leurs concurrents d'Amérique » (2).

(1) A. Métin. « Le Travail aux Etats-Unis. » *Revue économique internationale*, juillet 1905, p. 46.

(2) Émile Waxweiler. « L'Ingénieur Américain. » *Revue économique internationale*, mai 1904, p. 615.

Croit-on que l'ouvrier américain qui conduit la perceuse à 27 forets construite par les Niles Tools Works d'Hamilton et qui doit surveiller chacun des 27 forets perçant à la fois, ne doit pas être de toute nécessité un ouvrier supérieur et qu'il puisse apporter à son travail la force d'attention et de décision constamment nécessaire s'il ne possède pas cette maîtrise que seule peut donner la connaissance approfondie et complète de son métier? « C'est une erreur, a dit Carnegie, de croire que les hommes deviennent de simples machines. L'ouvrier d'autrefois serait incapable de diriger les machines compliquées d'aujourd'hui et de fournir l'effort d'intelligence et d'activité que les méthodes actuelles exigent » (1).

D'ailleurs, même dans les branches de production que le machinisme a définitivement conquises, il serait inexact de croire qu'il a pu chasser définitivement le travail à la main et qu'il ne soit pas encore besoin pour celui-ci d'ouvriers qualifiés. Dans la mécanique, par exemple, les tours automatiques ne peuvent guère être employés que pour le travail en série. Quand il s'agit d'une pièce unique ou d'un petit nombre de pièces de modèle spécial, force est bien de revenir au tour ordinaire et le maniement de celui-ci, malgré les perfectionnements qu'il a reçus, exige un long et sérieux apprentissage. Aussi, dans nombre d'ateliers de mécanique, la pénurie de main-d'œuvre qualifiée oblige-t-elle à confier plusieurs tours au même ouvrier.

La qualité de l'ouvrier, sa culture professionnelle, que l'apprentissage, tel que l'a fait l'évolution moderne, est impuissant à maintenir à un niveau suffisamment élevé,

(1) *L'Empire des affaires*, p. 280.

sont donc absolument indispensables à la prospérité de l'industrie. Les Américains qui se sont faits une si large place sur le marché du monde, ne s'y trompent pas et ils ont coutume de dire que pour réussir dans l'industrie, une nation doit réunir six conditions :

- 1° Avoir des débouchés suffisants ;
- 2° Être outillée complètement et exactement (*fully equipped*) ;
- 3° Avoir des capitalistes éclairés et hardis ;
- 4° Des chefs d'industrie possédant le sens des affaires ;
- 5° Des ingénieurs d'initiative ;
- 6° *Des ouvriers instruits, actifs, virtuoses du machinisme, habitués à effectuer le maximum de travail dans le minimum de temps.*

Et la sixième condition n'est certes pas la moins importante à une époque où toutes les grandes industries qui font la prospérité des nations, vivent surtout d'exportation et se heurtent continuellement dans une concurrence où la qualité des produits constitue le premier élément de succès. Dans cette lutte pacifique, la situation relative de la France s'est singulièrement amoindrie depuis 20 ans. En 1883, notre commerce extérieur occupait encore le second rang avec un chiffre de transaction de 8.256.200.000 francs) (commerce spécial), après l'Angleterre avec 732.300.000 livres sterling, mais avant l'Allemagne, dont le commerce n'atteignait que 6.532.700.000 marks et les Etats-Unis avec 1.547.000.000 de dollars. Dès 1884, l'Allemagne nous dépassait (1). En 1890, c'était le tour des États-Unis (2).

(1) 6.463.600.000 marks contre 7.576.000.000 francs.

(2) 8.235 millions contre 8.190.

En 1907, l'Angleterre a atteint 29.351.000.000 francs (commerce général), l'Allemagne 19.263.000.000 francs, les États-Unis 16.933.900 000 francs et la France 11.819.100.000 francs (commerce spécial). Si nous envisageons seulement les valeurs d'exportation, qui mesurent plus exactement la propriété industrielle des nations nous constatons que de 1885 à 1907 elles ont augmenté de 180 0/0 environ aux États-Unis (9.502 millions au lieu de 3.377), de 117 0/0 en Allemagne (7.853 millions au lieu de 3.644), de 186 0/0 en Angleterre (10.743 millions au lieu de 5.186), et de 80 0/0 seulement en France (5.576 millions au lieu de 3088) (1).

Ces quatre grandes puissances mises à part, il est, d'ailleurs, d'autres nations, non encore parvenues au même point de développement économique, mais qui avancent à pas de géants et avec lesquelles il faudra compter ; de 1890 à 1905, tandis que les exportations de la France ne s'augmentaient que de 29, 7 0/0, celles de l'Autriche-Hongrie s'accroissaient de 45, 4, celles de la Belgique de 62,4, celles de l'Italie de 93 0/0, celles de la Suisse de 37, 9 0/0, celles du Japon de 249 0/0 (2).

Cette concurrence acharnée et souvent victorieuse, que la France rencontre ainsi sur tous les marchés étrangers et qui pénètre même le sien, ne s'exerce pas seulement sur la production courante pour lesquels la main-d'œuvre est chose secondaire et le prix de revient capital. Elle s'at-

(1) Voir *Annuaire statistique de 1906*, R. p. 158 et 159. Rapport de la Commission permanente des valeurs de Douane pour 1907. Documents parlementaires, Chambre des Députés, 1908, annexe n° 1652 (Rapport de M. Aimond).

(2) Chambre des Députés. Rapport sur le budget de 1908 (Ministère du Commerce et de l'Industrie) par M. Bourély. Annexes VIII et IX (sous réserve de quelques rectifications de chiffres pour ce dernier tableau).

taque à toutes les productions, à celles mêmes où l'ingéniosité de nos ouvriers et le fini de leurs produits paraissent devoir nous assurer le monopole : à la broserie dans laquelle l'Allemagne a tenté d'inonder notre propre marché ; à la maroquinerie où la concurrence allemande et autrichienne est également fort vive ; à la tabletterie où nous avons à lutter contre la concurrence de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Suisse, de l'Italie ; à la vannerie où nous retrouvons encore l'Allemagne à laquelle se joignent la Belgique, l'Angleterre, l'Italie, le Japon, la Suisse, etc... à la fabrication du jouet, qui occupe chez nous 25.000 ouvriers et ouvrières, fait près de 50 millions d'affaires et où nous avons à compter avec la concurrence de Nuremberg, d'Erfurth, de Sonneberg et de l'Erzgebirge ; à l'orfèvrerie, la coutellerie, la bijouterie, où plus des trois quarts des bijoux modern-style que l'on voit dans nos bazars sont fabriqués à bon marché en Allemagne ; aux articles de haute mode et de nouveauté même, où la souveraineté de notre goût décourage si peu la concurrence que celle-ci vient s'exercer jusque chez nous ; nos fabricants de fleurs artificielles, par exemple, se plaignent avec véhémence que les succès qu'ils remportent hors de nos frontières soient « contrebalancés par les résultats de la vente à l'intérieur où les produits étrangers accaparent de plus en plus le marché (1) ».

Nos fabriques de tissus de soie, qui tiennent le premier rang parmi nos industries d'exportation avec 355.581.000 francs en 1907, doivent aussi de plus en plus compter avec la concurrence étrangère ; avec l'Italie, le Japon, la Suisse, dont les progrès inquiètent nos fabri-

(1) *Bulletin de l'Office du travail*, juin 1906, p. 627.

cants et qui a réussi à accroître son importation en France. Les États-Unis ont, en quelques années, développé de façon prodigieuse leur production et disputent le premier rang à la France et à l'Italie : le nombre de leurs ouvriers en soie est passé de 6.000 à 70.000. L'Allemagne entre aussi en scène et son exportation en 1902 a atteint 146 millions.

Notre industrie est, par bien des côtés, en état d'infériorité vis-à-vis de l'étranger : elle n'a pas sur le sol national même les matières premières qui lui sont nécessaires et celles qui lui manquent le plus sont précisément les plus lourdes et les plus encombrantes ; bien que la France soit le pays classique de l'épargne, les capitaux sont moins enclins qu'ailleurs à se diriger vers l'industrie (1) ; nous n'avons pas l'étroite collaboration de l'Université et du Laboratoire d'une part et de l'usine d'autre part qui fait la force de l'industrie allemande, particulièrement dans la fabrication des produits chimiques et qu'on retrouve aussi, bien qu'à un degré moindre, en Angleterre et aux États-Unis ; l'outillage mécanique est moins développé et perfectionné que dans les autres grands pays industriels ; la main-d'œuvre est plus chère en France que partout ailleurs, les États-Unis et l'Angleterre exceptés, et sa productivité est très inférieure à celle des deux nations (2) ; notre réseau de voies de communication, nos

(1) En 1907, sur un total d'émissions publiques de 1.122 millions en France, 84 seulement sont allés à des établissements de crédit et 706 à des entreprises de chemin de fer ou industrielles, tandis que l'Allemagne a confié 410 millions à des établissements de crédit et 522 à des entreprises de chemins de fer ou industrielles ; l'Angleterre 442 et 1.670 millions et les États-Unis 22 et 3.587 millions.

(2) Dans la fabrication du chevreau glacé, à l'atelier de drayage à la machine, 40 ouvriers américains avec 40 machines font 1.500 douzaines de peaux de

ports soutiennent malaisément la comparaison avec l'étranger, nous n'avons ni ports francs, ni zones franches ; notre marine marchande est, malgré l'aide pécuniaire du Gouvernement, en pleine décadence ; nos nationaux consentent rarement à s'expatrier (1) ; la diplomatie française n'apporte à servir notre expansion ni l'audace, ni la persévérance, ni le sens réaliste, ni l'habileté dont font preuve certains autres gouvernements ; ce n'est qu'exceptionnellement que des trusts, des cartels, des primes avouées ou déguisées viennent favoriser l'exportation ; il n'existe pas en France, comme en Allemagne, de grandes banques d'exportation qui permettent à nos industriels et à nos commerçants de faire les longs crédits de 6 et 9 mois indispensables dans les relations avec certains pays ; nos commerçants d'ailleurs consentent difficilement à se plier aux habitudes commerciales et aux goûts de leur clientèle étrangère (2) ; ils ne visitent pas assez cette clientèle ; ils n'ont pas à leur disposition l'armée de commis-voyageurs insinuants, polyglottes, abondamment pourvus de connaissances techniques que possèdent certaines autres nations et sont trop souvent obligés de faire appel à des commissionnaires ou à des représentants étrangers (3).

75 pieds anglais à la douzaine. A Paris 40 ouvriers avec 40 machines américaines semblables ne font que 800 douzaines et les peaux n'ont que 64 ou 65 pieds. (*Bulletin de l'Office du travail*, avril 1908, p. 347).

(1) Le mouvement des exportations est presque toujours en rapport direct avec le nombre des émigrants. Le fait a été constaté notamment dans les rapports du Brésil avec les nations européennes : le mouvement commercial de celles-ci, sauf l'Angleterre, a suivi de très près le mouvement d'émigration de chacune d'elles.

(2) *Rapport de la commission permanente des valeurs de douane pour 1906*, p. 66.

(3) Un fait tout récemment signalé montre la supériorité des Allemands à cet égard. D'après le *Lloyd d'Extrême Orient* toutes les fabriques d'armes représentées en Chine, qu'elles soient allemandes, anglaises ou françaises

L'industrie française n'a guère qu'une supériorité, c'est le fini, le cachet artistique de sa production. C'est là seulement ce qui assure, à l'extérieur, l'écoulement de ses produits, dont le prix de vente est généralement plus élevé que celui des produits similaires étrangers. Mais cette supériorité, l'industrie étrangère s'efforce de la lui disputer, et parfois ses efforts ne restent pas sans succès. Les ouvriers d'art allemands, s'ils n'ont ni la souplesse d'invention, ni l'ingéniosité des nôtres, ont une incontestable habileté d'outil. A peine créés, nos modèles nous reviennent de l'étranger sous forme de copies. Les industries artistiques de France ne peuvent donc se maintenir que par une ingéniosité sans cesse en éveil, un renouvellement fréquent des modèles. Pour tous ces articles de luxe et d'art, Paris est le centre d'étude des modèles. Dans la coutellerie fine, par exemple, les couteliers orfèvres sont établis à Paris : ils font préparer les lames en province suivant leurs dessins et leurs modèles et le montage est effectué dans leurs ateliers par des ouvriers d'une habileté remarquable et avec la collaboration de véritables artistes : dessinateurs, modeleurs, sculpteurs, graveurs, ciseleurs, damasquineurs, émailleurs. Le jour où ce foyer de bon goût et d'art serait éteint, où son éclat serait diminué, un des centres de la production française disparaîtrait et, par contre-coup, les industries de province qui l'alimentent de leurs produits demi-façonnés, se trouveraient atteints irrémédiablement.

Et qu'on ne s'y trompe pas. Il ne s'agit pas d'un péril

(maisons Krupp, Armstoug, Vickers et Maxim, Hotchkiss, le Creusot), sont représentées par des firmes allemandes. Comment s'étonner, dans ces conditions, que la dernière commande de 36 pièces de montage faite par la Chine, l'ait été à la maison Krupp ?

qui n'apparaît encore que dans le lointain et qui peut-être n'arrivera pas jusqu'à nous. Il s'agit d'un danger imminent. La qualité de notre production décroît, celle de la production étrangère s'accroît sans cesse.

Il est donc indispensable, si nous voulons maintenir nos positions sur le marché économique, que nous prenions sans plus tarder des mesures énergiques pour remédier à la décadence de l'apprentissage et donner à nos ouvriers une connaissance complète du métier, particulièrement à Paris où le mal sévit avec plus d'intensité.

La diminution de la valeur professionnelle de l'ouvrier et la décadence de l'industrie, qui en est le corollaire, constituent les conséquences les plus évidentes, les plus immédiates et essentielles de la crise de l'apprentissage. Ce sont aussi les seules qu'au point de vue particulier où nous nous sommes placés, nous ayons à retenir.

Mais ce n'est pas seulement dans le domaine économique proprement dit que nous retrouvons les manifestations néfastes du mal dont nous avons étudié l'évolution (1). Il n'est peut-être pas dans la condition individuelle des hommes ou dans la vie sociale un seul ordre de faits où nous n'en rencontrions la trace. La décadence de l'apprentissage est, certes, avec l'alcoolisme, l'un des plus grands fléaux des sociétés modernes, particulièrement de la société française et on retrouve fréquemment l'un et

(1) La décadence de l'apprentissage a encore eu, dans le domaine économique, une autre conséquence : c'est par un choc en retour fatal le développement du machinisme que nous avons déjà indiqué comme cause de la crise. Nous avons d'ailleurs, au cours de nos explications sur la diminution de la valeur professionnelle de l'ouvrier et la décadence de l'industrie, exposé que le manque de main-d'œuvre qualifiée avait amené nombre d'établissements à accroître et à perfectionner leur outillage mécanique. (Voir pages 87 et seq. Voir aussi *Conseil supérieur du Travail*, p. 253).

l'autre associés pour une même œuvre de dissolution.

Elle exerce ses répercussions à la fois sur l'ouvrier, sur sa famille, sur l'enfant employé dans l'industrie.

La crise de l'apprentissage a d'abord sa répercussion sur la condition personnelle de l'ouvrier par l'abaissement des salaires et l'augmentation des chômages et cette répercussion s'exerce non seulement indirectement, par la décadence de l'industrie, mais, directement aussi, et même dans les professions dont l'activité n'a pas à souffrir de la crise.

En ce qui concerne les salaires, un certain nombre de Chambres de commerce ont émis en 1902 l'avis qu'une hausse s'était produite concurremment avec la décadence de l'apprentissage ; mais que cette hausse a été déterminée non par la crise de l'apprentissage, mais par les progrès de l'outillage, dont cette crise était elle-même la conséquence. Si l'on peut admettre en effet que la décadence de l'apprentissage, en empêchant la formation d'ouvriers habiles et la concurrence qu'ils viendraient faire parfois victorieusement aux ouvriers formés, puisse permettre pour un temps à ceux-ci de maintenir leurs salaires à un taux élevé ou même de les accroître encore, il n'est pas douteux que dans l'avenir l'ensemble de la classe ouvrière ayant une moindre capacité professionnelle, trouvera dans la diminution de sa productibilité, une cause de baisse de salaire. Quant aux ouvriers déjà formés, ils ne tarderaient pas à se ressentir de la perturbation apportée par la suppression de l'apprentissage dans l'industrie dont ils tirent leur subsistance et à constater qu'il est vain de vouloir arrêter artificiellement le jeu normal des lois économiques : la qualité des produits baissera, les débouchés se fermeront, et des chômages et des réductions de

salaires se produiront tôt ou tard. Si, d'ailleurs, cette catégorie d'ouvriers conserve momentanément des salaires élevés, dans le présent, même les nouveaux ouvriers, n'ayant pas de culture professionnelle, reçoivent des salaires moindres ; c'est ce qui s'est produit à Paris pour la maroquinerie et les industries électriques (1). Il faut en outre, observer que dans bien des cas, si le salaire journalier des anciens ouvriers se maintient, ces ouvriers ont à subir plus de chômage et voient par suite diminuer leur gain annuel ; le fait a été signalé notamment par la 3^e section du 3^e Conseil du Travail (articles de cuir et de peaux, etc....) (2).

Aussi, si l'on met à part les chambres de commerce, la plupart des institutions consultées dans l'enquête de 1902, y compris les syndicats patronaux, ont-ils reconnu que la disparition de l'apprentissage avait eu pour conséquence une réduction de salaires (3).

S'il y a quelques divergences sur la question des salaires, par contre, presque tous les avis formulés sont d'accord pour reconnaître que le chômage est devenu plus intense dans les industries où on ne forme plus d'apprentis (4). L'ouvrier n'étant plus qu'un simple manœuvre peut être remplacé du jour au lendemain par n'importe qui, manœuvre, femme ou enfant. Le patron, lorsque le travail commence à faire défaut, n'a aucun intérêt à garder des ouvriers qui n'ont pas une véritable culture professionnelle et ceux-ci trouvent plus difficilement à se faire embaucher. En outre, la concurrence étrangère s'exerce plus aisé-

(1) *Conseil supérieur du Travail*, p. 234 et 266.

(2) *Ibid.*, p. 420.

(3) *Ibid.*, p. 189.

(4) *Conseil supérieur du Travail*, p. 189.

ment et vient acculer au chômage les industries nationales. Ici d'ailleurs, comme pour le taux des salaires, il convient de faire quelques réserves en ce qui concerne la condition momentanée des vieux ouvriers qui ont fait un apprentissage.

Cette diminution de la capacité professionnelle de l'ouvrier résultant de la disparition de l'apprentissage a eu, au point de vue social, une conséquence qui mérite d'être notée. Plusieurs groupements signalent que, notamment, parmi les charpentiers, les ouvriers spécialisés à l'excès et n'ayant pas de véritables connaissances professionnelles peuvent plus difficilement s'établir (1). Le 4^e Conseil du Travail de Paris, 1^{re} section (boucherie, charcuterie, etc...) après avoir indiqué qu'il y a dans les boucheries de Paris nombre d'ouvriers qui ne connaissent pas leur métier, cite le fait suivant : « Certains (de ces ouvriers) qui avaient de l'argent, ont installé des boucheries où leur ignorance du métier les a empêchés de réussir » (2). Ainsi donc la décadence de l'apprentissage est une des causes de la disparition progressive des classes moyennes et c'est là peut-être l'une des raisons essentielles qui ont amené l'Allemagne, l'Autriche et la Belgique à donner toute leur attention à cette question : on y considère, en effet, volontiers, l'existence des classes moyennes comme une des conditions de la paix sociale. C'est l'apprentissage qui permettait l'accession des ouvriers intelligents au petit patronat et il n'est pas sans danger de laisser face à face sans classe « tampon » une bourgeoisie détentrice du capital social et un prolétariat ignorant et misérable par son ignorance

(1) *Ibid.*, p. 238.

(2) *Ibid.*, p. 434.

même. La suppression de l'apprentissage n'a certes pas créé cette situation, mais elle tend à la rendre plus aiguë.

Ce n'est pas seulement par là que la crise de l'apprentissage constitue une menace pour la paix sociale, c'est aussi en multipliant le nombre de ces ouvriers sans profession nettement définie, qui vont d'atelier en atelier, toujours mécontents et que Denis Poulot a dépeints d'un mot : « Les sublimes » (1). Aussi Léon Say a-t-il pu dire sans exagération que l'apprentissage était « un des moyens les plus efficaces de la paix sociale » (2).

La crise de l'apprentissage exerce ses répercussions au sein même de la famille ouvrière dont elle est une cause de dissociation. — L'enfant, que sa famille transforme prématurément en machine à profits, sent diminuer en lui l'affection qu'il lui portait, il éprouve bientôt le désir de garder pour lui seul le salaire produit par son propre travail et qu'on lui réclame avec trop d'âpreté, ses gains précoces lui inspirent le sentiment qu'il peut voler avec ses propres ailes ; ils sont pour lui la tentation la plus dangereuse. « Possesseur de sa paie hebdomadaire ou mensuelle, dit M. Joly (3), que faudra-t-il pour qu'il en fasse un mauvais usage ? Le conseil, l'exemple, l'entraînement de quelque camarade, et les conséquences ne tarderont pas à en découler...

« Un samedi, le petit ouvrier n'est pas rentré à l'heure habituelle. Il a été au théâtre, à une fête foraine, à une foire, ou simplement il a été devant lui, de boulevard en boulevard, et il a découché. Dégrisé, il n'a pas voulu rentrer chez lui, sachant que des coups l'y attendaient, ou

(1) *Le Sublime*, par Denis Poulot.

(2) Cité par M. Hubert Brice. *Les Institutions patronales*, p. 155.

(3) Henry Joly. *L'Enfance coupable*, p. 72.

bien il est rentré tout honteux et la scène violente qu'il a subie lui a fait regretter de n'avoir pas continué son escapade avec cet argent qu'en somme, on n'a pas manqué de le lui dire, il avait bel et bien gagné lui-même ». Dès lors le lien familial est bien près d'être brisé. A la première querelle, le fils déserte le foyer paternel et va loger en garni. En fait, la période pendant laquelle les enfants ouvriers rapportent leurs salaires à leurs parents ne se prolonge guère au delà de 18 ans (1).

Les établissements, qui occupent des enfants, avons-nous dit, les emploient à titre de jeunes ouvriers et non plus d'apprentis ; ils leur paient salaire et se trouvent tout naturellement amenés à exiger d'eux une production élevée, soit par des journées excessives, soit en leur imposant un labeur au-dessus de leurs forces. Aux Etats-Unis, l'enquête de 1903 a révélé que dans les 213 établissements recensés, le travail des enfants de moins de 16 ans varie de 8 heures 1/4 à 12 heures par jour du lundi au vendredi, avec généralement une demi journée de congé le samedi ; 96 de ces établissements exigent 58 à 66 heures de travail par semaine ; dans certaines filatures de la Caroline du Sud, les enfants font la même semaine 6 nuits de 11 heures sans repos et devaient manger sans interrompre le travail (2). En France, à la différence certaine de législations étrangères (3), la loi fixe la même

(1) Exposition de 1900. *Rapport de M. Gide sur l'Economie sociale*, p. 67.
— *Conseil du Travail*, p. 190.

(2) *Bulletin of labor*, mai 1904.

(3) Voir plus haut la loi danoise du 11 avril 1901. En Allemagne, le code industriel du 30 juin 1900 limite à 6 heures le travail journalier des enfants de moins de 14 ans. En Angleterre, les enfants de moins de 14 ans, qui n'ont pas à 13 ans le certificat de capacité ou de fréquentation scolaire sont employés par équipe du matin, par équipe de l'après-midi, ou un jour sur deux, etc..

durée maxima de travail pour les enfants et les adultes au moins quand ils travaillent dans les mêmes locaux.

A ce labeur d'automate prolongé à l'excès dans une atmosphère souvent malsaine, l'intelligence de l'enfant s'atrophie et son corps s'étiole. Le résultat de cette transformation industrielle de l'enfant apparaît chaque année devant les conseils de révision. Dès 1847, le baron Dupin, rapporteur devant la Chambre des pairs d'un projet de loi sur le travail des enfants constatait, d'après les documents qui lui étaient fournis par le Ministère de la Guerre pour les départements du Nord, de la Seine-Inférieure et de l'Eure, que dans les villes manufacturières de ces départements, il y avait 1.032 individus incapables de supporter le service militaire pour 1.000 aptes à être incorporés, tandis que dans les centres agricoles ou maritimes limitrophes, la proportion s'abaissait à 459 pour 1.000 (1).

Cette dégénérescence de la race ne s'est pas atténuée depuis, et il y a quelques années, un conseiller général de la Seine qui s'est particulièrement attaché à l'étude des questions d'apprentissage et d'enseignement professionnel, M. Marsoulan, pouvait déclarer : « Depuis 1884, j'ai le triste honneur de voir défiler chaque année devant moi une moyenne de 8 à 900 conscrits. Je constate des déformations sensibles résultant de l'apprentissage maldonné » (2). Chaque année le nombre des réformes prononcées tant par les conseils de révision qu'à l'arrivée au corps est extrêmement élevé :

(1) *Moniteur*. Addition à la séance de la Chambre des pairs du 29 juin 1847.

(2) Fouqué, *La crise de l'apprentissage*, p. 13.

pour la classe 1907, le déchet total s'est élevé à 23 0/0 du contingent (1).

Dans cette décadence de l'apprentissage, ce n'est pas seulement le corps et l'intelligence de l'enfant qui sont atteints, c'est sa moralité même.

En 1872, Gérard préconisant la création de la première école professionnelle de Paris, appelait l'attention du conseil municipal sur les dangers courus par la moralité de l'enfant non point dans la rue, mais à l'intérieur même de l'atelier :

« Ce n'est pas seulement, disait-il, l'ouvrier qui est atteint dans l'apprenti, c'est l'homme et le citoyen. Les habitudes d'ordre et de travail, les principes de moralité que l'enfant a emportés de l'école ne résistent pas longtemps à cette vie de corvées, parfois au-dessus de ses forces, et d'occupations stériles. Son intelligence s'étiole. Il a perdu le goût de l'étude. Il prend celui de la paresse. Il tombe rapidement plus bas encore. Ne rencontrant point d'encouragement au bien, en contact perpétuel avec des hommes qui le dominent par l'âge, la force, les passions, et qui n'ont pas toujours le respect de l'enfance, il se hausse, pour se mettre à leur taille, de la seule façon qu'il puisse essayer de les égaler : par la seule imitation du mal. Le vice l'entraîne, un vice précoce, le pire de tous, celui qui est le produit d'une imagination pervertie, celui qui physiquement, moralement, corrompt la vie dans ses sources » (2).

Certes les dangers courus à l'atelier par des enfants dont

(1) Voir aussi sur les effets physiques de la crise de l'apprentissage l'article de M. Martin Saint-Léon, paru dans la revue *l'Enfant*, 15 avril 1906, p. 221.

(2) *Loc. cit.*, p. 34.

la conscience n'a été qu'insuffisamment éveillée, ne se sont pas atténués depuis 35 ans. Mais un autre péril a grandi, dont la gravité fait oublier le premier : c'est celui que court l'enfance ouvrière chassée de l'atelier et jetée à la rue parce qu'on ne forme plus d'apprentis et que le nombre des jeunes ouvriers décroît. « Pourquoi y a-t-il tant d'apaches ? Parce qu'il n'y a plus d'apprentis », tel est le titre saisissant sous lequel, il y a quelques mois à peine, un grand journal parisien ouvrait une enquête sur la réorganisation de l'apprentissage. Et, au-dessous de ce titre, des illustrations montraient « à la porte de l'usine qui les rejette, ceux qui auraient pu être des apprentis, et sont condamnés à devenir des apaches » (1).

M. H. Joly, qui a fait de l'enfance criminelle une étude si pénétrante, a signalé maintes fois l'action néfaste exercée sur notre jeunesse par la décadence de l'apprentissage. « Cet oubli de l'apprentissage dans les grandes villes, dit-il, multiplie le nombre des adolescents destinés à être tour à tour des artisans des petits métiers faciles et intermittents, puis des camelots, puis des vagabonds, puis des souteneurs, puis des habitués de police correctionnelle » (2). Et il rappelle la déclaration faite au cours de l'enquête de 1884 par le Préfet de police. « Il nous a été donné de constater combien les enfants arrivent jeunes sur la voie publique. Les garçons travaillent peu et vivent de l'argent que gagnent les filles. Je ne saurais trop signaler ce fait nouveau de l'abaissement de l'âge des prostituées et des souteneurs. » En fait, en même temps que se multiplient les crimes commis par des jeunes de 15 à 20 ans, le vagabondage des enfants prend dans les grandes villes des

(1) *Le Matin*, 1^{er} février 1908, article de M. Hugues Le Roux.

(2) H. Joly. *La France criminelle*, Paris, 1889, p. 118.

proportions inquiétantes et dans les faubourgs parisiens, on rencontre à chaque pas des groupes d'adolescents qui formeront demain, des bandes d'apaches et d'escarpes.

Le résultat d'un tel état de choses, c'est la progression effrayante de la criminalité, particulièrement de la criminalité jeune qu'on a vainement essayé de contester.

Il résulte des tableaux établis, par le ministère de la Justice en 1889, qu'en 50 ans, la criminalité générale de la France s'était accrue de 133 0/0. Le nombre total des crimes et délits, qui, en 1835 n'était que de 214.153, passait en 1904 à 504.041. Et les résultats de l'année 1905 ne sont pas de nature à encourager un retour à l'optimisme; ils consacrent une augmentation du nombre des crimes (2) et des affaires correctionnelles jugées (3) et de celui des affaires classées ou dans lesquelles un non lieu est intervenu parce que les auteurs des crimes et délits sont restés inconnus (4). L'augmentation des affaires jugées porte surtout sur les meurtres, qui passent de 163 à 274, soit 68 0/0 d'augmentation (5) et sur les coups et blessures volontaires qui passent de 35.341 à 26.752.

Dans cet accroissement de la criminalité, la plus large part revient à la jeunesse : de 1839 à 1889, tandis que l'accroissement général de la criminalité n'était en France que 133 0/0, il atteignait 140 0/0 chez les mineurs de moins de 16 ans et 247 0/0 chez ceux de 20 ans. Depuis lors, si on

(1) Séance de la Chambre des députés, 3 juillet 1908.

(2) Compte général de l'Administration de la justice criminelle pendant l'année 1905 (1907). 3.452 au lieu de 3.190 en 1901.

(3) 173.804 au lieu de 166.010.

(4) 108.417 au lieu de 98.723.

(5) En ajoutant les affaires abandonnées à la suite de classements ou d'ordonnances de non lieu, il y a eu en 1905, 1075 meurtres ou assassinats au lieu de 795 en 1901.

s'en tient aux chiffres des statistiques, la courbe a singulièrement décru pour les mineurs de 16 ans : le nombre de ceux-ci jugés en police correctionnelle (1), après avoir dépassé 9.000 en 1892, est tombé à 6.646 en 1898 et à 4.371 en 1905. Mais nous verrons plus bas que cette diminution du nombre des jugements tient bien plutôt à l'indulgence systématique des Parquets et des Juges d'Instruction, qu'à une diminution de la criminalité elle-même.

Quoiqu'il en soit, la proportion des jeunes accusés ou prévenus est extrêmement forte : il y a en effet par 100.000 habitants pour les hommes seulement 0,91 accusés et 17,4 prévenus de moins de 16 ans ; 32,7 accusés et 170,2 prévenus de 16 à 20 ans ; 19,4 accusés et 105,6 prévenus de 21 ans et plus. 34 0/0 des hommes arrêtés en 1905 dans le département de la Seine n'avaient pas 21 ans (2).

Autre fait non moins probant : sur 5.782 détenus des maisons centrales, 3.083, soit plus de 60 0/0 ont moins de 29 ans.

La précocité dans le crime n'est pas d'ailleurs spéciale à notre pays et, dans un discours récent, le Procureur général près la Cour suprême d'Italie déclarait que le nombre des mineurs traduits devant la justice italienne était passé de 30.108 en 1890 à 67.944 en 1905. Elle a atteint aux États-Unis un tel degré d'acuité qu'on a créé des tribunaux spéciaux pour enfants pour essayer d'enrayer le mal.

La dégression ou la faible progression de certains chiffres statistiques, avons-nous dit, s'expliquent par

(1) Les mineurs de 16 ans ne comparaissent en cour d'assises que dans des cas exceptionnels (art. 68 du Code pénal).

(2) *Compte de 1905.*

d'autres motifs que les mouvements de la criminalité elle-même. Ces motifs sont nombreux et il est nécessaire que nous en donnions au moins une énumération sommaire pour montrer que les chiffres des statistiques officielles ne vont pas sans quelques corrections :

1° L'année 1905 est la première pour laquelle le Ministère de la Justice ne compte que pour une unité, un individu jugé plus d'une fois par le même Tribunal ;

2° « Un courant de bienveillance réfléchi, dit le compte de 1905, s'est répandu depuis quelque temps dans les Parquets.... Les magistrats s'abstiennent de poursuivre les faits dont la gravité ne leur paraît pas évidente », (p. XV). De ce chef, 50.726 affaires ont été laissées sans poursuites en 1905.

3° Le nombre des délits de vagabondage a diminué de 40 0/0 depuis 20 ans. Et les rapports du Ministère de la Justice reconnaissent que cette diminution est due non à la décroissance du délit, mais au relâchement de la surveillance, à l'impuissance de la gendarmerie « surmenée », à l'extrême indulgence des parquets et à la jurisprudence (1).

4° En ce qui concerne particulièrement les enfants, le nombre des affaires portées en justice a été réduit dans des proportions très considérables par le mouvement d'indulgence que nous avons signalé et auquel ont participé la législation et la magistrature : citons la loi du 19 avril 1898, qui permet de confier provisoirement l'enfant à un parent, à une personne ou à une institution charitable ou à l'assistance publique, la loi du 12 avril 1906 qui a porté la majorité pénale de 16 à 18 ans. Con-

(1) *Compte général de 1900*, p. XLIII. *Compte de 1905*, p. XXII.

formément aux indications de la Chancellerie, les juges d'instruction et les magistrats s'efforcent avant tout d'« éviter aux jeunes coupables la flétrissure d'une première condamnation. Avant toute poursuite, les jeunes délinquants reçoivent une ou plusieurs admonestations, et ce n'est qu'au cas de récidive qu'ils font l'objet d'une information régulière, laquelle, suivant les cas, se termine par une ordonnance de non lieu ou un renvoi devant le Tribunal. Les parquets ne recourent à cette dernière extrémité que s'il s'agit de faits réellement graves, ou lorsque la multiplicité des infractions révèle une nature foncièrement perversie, rebelle à tout moyen préventif et nécessitant pour son redressement la discipline rigoureuse de la maison de correction ».

Aussi, en 1905, 3.917 affaires intéressant des mineurs de 16 ans ont-elles été classées par les parquets ; il y a eu en outre 1.203 ordonnances de non lieu et 420 enfants ont été confiés provisoirement à des tiers (1).

Certains parquets atteignent les limites extrêmes de l'indulgence : sur 1.300 mineurs de 16 ans arrêtés à Paris en 1898, 276 seulement ont été renvoyés devant le tribunal correctionnel (2). Les tribunaux de leur côté luttent d'indulgence avec les parquets et les juges d'instruction, et le nombre des mineurs de 16 ans condamnés comme ayant agi avec discernement diminue plus rapidement encore que celui des affaires jugées : de 1713 sur 6.646 en 1898, il est tombé en 1899 à 1.204 sur 5.977, et en 1905 à 747 sur 4.371 ; quant au nombre des prévenus renvoyés dans une maison de correction comme ayant agi sans discerne-

(1) *Compte de 1905.*

(2) Voir *L'enfance criminelle de Paris*, par M. Albanel, juge d'Instruction.

ment, il décroît parallèlement : il était de 1285 en 1898 et de 891 seulement en 1905 (1).

Les statistiques d'où résulte déjà l'augmentation de la criminalité, nous fournissent également la preuve qu'il y a une relation de cause à effet entre cette progression et la décadence de l'apprentissage. Elles établissent en effet, que tout ce qui stabilise l'individu, possession d'un domicile, d'un métier régulier, mariage, existence passée au lieu même de la naissance, constitue une garantie contre les penchants criminels. Il y a quelques années, sur 5.933 garçons et filles entrés en correction, 3.898 étaient sans profession (2) ; l'examen de la statistique des délits amène aux mêmes conclusions, en 1905 ; 56.103 auteurs de délits étaient des journaliers ou n'avaient pas de profession, tandis que l'ensemble des professions industrielles ne fournissait que 50.722 prévenus (3). Il est d'ailleurs à noter que le seul fait du chômage est générateur de délits : le Ministère de la Justice le constate officiellement pour les grèves en ajoutant qu'il ne s'agit pas seulement de délits spéciaux à la grève, mais de vols, vagabondage, mendicité et coups (4).

(1) *Comptes de 1898, 1899 et 1905*,

(2) H. Joly. *L'enfance coupable*, p. 52.

(3) *Compte général de l'année 1905*.

(4) *Ibid.*, p. XI.

CHAPITRE II

Mesures contre la décadence de l'apprentissage

On a vu combien était néfaste l'action exercée par la décadence de l'apprentissage sur la situation de l'industrie et sur la condition des ouvriers et apprentis. Aussi la nécessité de réagir contre la crise, de prendre sans plus tarder des mesures énergiques pour donner à l'ouvrier une culture professionnelle plus étendue est-elle apparue à tous.

Aussi toutes les nations industrielles, comme celles qui aspiraient à développer leur industrie, se sont-elles efforcées par des moyens divers de porter remède à la crise de l'apprentissage. A la tête de ce mouvement pour l'instruction professionnelle des ouvriers, l'Allemagne s'est placée au premier rang par l'audace, l'énergie, la continuité et le succès de ses efforts. « Nous avons vaincu sur « les champs de bataille de la guerre, disait en octobre « 1871, le Kronprinz Frédéric, en inaugurant le musée des « arts industriels de Berlin ; nous devons vaincre et nous « vaincrons sur les champs de bataille du commerce et de « l'industrie. » Actuellement, nous l'avons vu, et depuis 1884, l'Allemagne occupe avec une incontestable maîtrise le deuxième rang parmi les grandes puissances industrielles et commerciales et elle dispute avec succès à l'Empire

britannique et aux États-Unis l'hégémonie du monde économique. Les produits mi-ouvrés de son industrie métallurgique ont même, depuis plusieurs années, commencé l'invasion méthodique de l'Angleterre, où on les offre à des prix inférieurs de 5, 7 et 10 shillings la tonne aux produits similaires indigènes et les pouvoirs publics anglais ont dû prendre des mesures spéciales contre cette invasion (1). L'Allemagne a donc largement tenu la promesse du Kronprinz. C'est, a-t-on dit, le maître d'école allemand qui a vaincu en 1870 ; sur les champs de bataille économiques évoqués par le Kronprinz, c'est aussi l'école qui a triomphé, non plus l'école primaire, qui apprend à l'enfant à lire, écrire, compter et raisonner, mais l'enseignement professionnel sous toutes ses modalités, école technique, cours de perfectionnement, enseignement pratique de l'atelier, qui forme des ouvriers dont les produits peuvent rivaliser avec ceux du monde entier.

L'Angleterre, elle aussi, alarmée de la concurrence grandissante de l'Allemagne et des États-Unis, la France, la Suisse, la Belgique, l'Autriche, la Hollande, le Japon, se sont efforcés de développer l'instruction professionnelle de leurs ouvriers. Les États-Unis sont restés longtemps indifférents au mouvement ; c'est l'exposition de Philadelphie qui, en 1876, est venue secouer leur apathie en leur montrant les résultats obtenus dans cet ordre d'idées par la vieille Europe. Mais, à la différence de cette dernière, ils ont laissé libre carrière à l'initiative individuelle et celle-ci, si puissante de l'autre côté de l'Océan, n'a pas tardé à rattraper le temps perdu et à couvrir la plupart des États de l'Union d'un réseau serré d'établissements d'instruction

(1) Voir notamment la loi du 28 août 1907 sur les brevets d'invention, essentiellement dirigée contre la concurrence allemande.

professionnelle qui peuvent à beaucoup d'égards servir de modèles.

Les moyens employés pour remédier à la décadence de l'apprentissage ont beaucoup varié non pas seulement suivant les pays, mais dans un même pays suivant l'objet immédiat qu'on se proposait d'atteindre.

Si, en effet, dans toutes les professions industrielles la disparition de l'apprentissage est à des degrés divers préjudiciable et à l'industrie et à l'ouvrier, il n'en est pas moins vrai que la question ne se pose pas de la même façon pour toutes : il faut tenir compte du point d'évolution industrielle auquel est parvenue chaque profession et qui diffère souvent de nation à nation, et les remèdes qu'il est possible d'apporter au mal varient suivant les hypothèses. Certaines professions, en effet, telles que celle de menuisier, sont encore exercées, dans la plupart des régions tout au moins, par des artisans dont l'évolution industrielle a presque complètement laissé de côté les conditions de production, dans ces professions, il n'y a rien qui théoriquement s'oppose à la restauration de l'apprentissage sous une forme très voisine de la forme traditionnelle et on peut estimer que l'apprentissage à l'atelier doit rester la grande source du recrutement de la main-d'œuvre et qu'il suffit pour assurer à l'ouvrier toute la culture professionnelle nécessaire. Dans ces professions, comme dans celles que le machinisme n'a pas encore complètement asservies et où le travail personnel, le sentiment artistique de l'ouvrier jouent un rôle important, il est donc possible de songer à restaurer l'apprentissage par des moyens appropriés à l'évolution industrielle, quitte, s'il est nécessaire et notamment pour la seconde catégorie de professions, à le compléter par des cours théoriques.

A l'opposé, il est d'autres professions que le machinisme a transformées du tout au tout et dont l'exercice se borne à une surveillance élémentaire d'appareils mécaniques qui, pour ainsi dire, travaillent tout seuls. Dans ces professions, les connaissances nécessaires s'acquièrent couramment en quelques semaines, voire même en quelques jours. L'ouvrier n'est plus que le serviteur de la machine et son initiative ne peut être qu'une cause lointaine et rarement mise en œuvre d'amélioration de la production et d'augmentation des bénéfices. Il y a certes toujours un intérêt général à ce que les capacités professionnelles de l'ouvrier s'augmentent, mais l'intérêt particulier du patron apparaît beaucoup moins nettement. L'apprentissage, tel qu'il existait jadis, serait dans ces hypothèses un véritable article de luxe auquel les conditions utilitaires de la production moderne ne permettent pas de s'arrêter et il serait vain de tenter de restaurer une institution condamnée par le progrès et qu'a éliminée l'évolution normale de l'industrie. Pour cette catégorie de professions, c'est donc en dehors de l'atelier, par la création d'écoles manuelles, de cours professionnels qu'il faudra nécessairement agir si on veut améliorer la culture technique de l'ouvrier; il faudra remplacer purement et simplement l'apprentissage défaillant, à moins qu'on ne considère une pareille tentative comme inutile et qu'on veuille, toujours en dehors de l'atelier, se borner à éveiller l'intelligence des jeunes ouvriers par un enseignement général où l'application des sciences et des arts à l'industrie tiendra la première place.

Entre ces deux pôles extrêmes se trouvent un certain nombre de professions, telles que celle de mécanicien, qui, de plus en plus, se rattachent incontestablement à la grande industrie mécanique; mais qui exigent de la part de ceux

qui les exercent une intelligence éveillée et une connaissance approfondie non point seulement de la petite spécialité à laquelle momentanément l'ouvrier prête sa collaboration mais de l'ensemble du métier. La construction mécanique ne peut, sans risquer de périliter, se passer complètement d'une main-d'œuvre habile, initiée à tous les tours de mains et à tous les rouages du mécanisme, possédant, à côté de la pratique, des notions théoriques étendues, capable en un mot de dominer son travail. Aussi l'atelier pourra-t-il encore dans ces professions apporter une contribution utile, d'aucuns disent même nécessaire, à l'œuvre d'éducation professionnelle et l'intérêt de l'industrie apparaît avec trop de netteté pour qu'on ne puisse compter le plus souvent sur le concours éclairé du patron. Mais force est bien de reconnaître que l'usine, avec les conditions de fonctionnement qui s'imposent aujourd'hui à elle, sera de plus en plus impuissante à fournir à elle seule cette main-d'œuvre qualifiée dont nous avons proclamé l'immédiate nécessité. Là aussi, il faudra donc avoir recours aux écoles et aux cours professionnels ; soit qu'ils prétendent former à eux seuls l'ouvrier complet, soit que leur action s'associe plus ou moins étroitement à celle de l'atelier industriel et qu'ils ne visent qu'à compléter l'apprentissage.

Nous aurons donc à étudier successivement trois catégories de mesures destinées à assurer l'instruction professionnelle de l'ouvrier : *a)* les mesures visant à restaurer ou à développer l'apprentissage à l'atelier ; *b)* l'institution d'écoles professionnelles ; *c)* la création de cours professionnels ou de perfectionnement. Chacune de ces catégories de mesures fera l'objet d'un chapitre distinct.

La France n'a encore fait que fort peu dans le premier

de ces trois ordres d'idées et les quelques tentatives, d'ailleurs fort limitées dans leur champ d'application, que nous aurons à énumérer, n'émanent que rarement des pouvoirs publics. Celle de ces tentatives qui nous paraît avoir eu le plus d'intérêt pratique est celle que fit la Ville de Paris il y a un demi siècle pour encourager l'apprentissage par l'institution de prix ou de bourses et qui fut d'ailleurs abandonnée au bout de 20 ans.

Dès le 8 août 1845, le Conseil Municipal de Paris votait la création de 110 prix d'apprentissage, un par école de filles ou de garçons. Le montant du prix était fixé à 450 fr., cette somme devant être versée au patron d'apprentissage en 3 versements à raison de 200 francs la première année d'apprentissage, 150 la deuxième et 100 la troisième. Les remises, qui pourraient être obtenues du patron sur le somme de 450 fr., devaient être déposées au profit de l'apprenti à la Caisse d'épargne. Une formule officielle de contrat d'apprentissage à laquelle il ne pouvait être dérogé qu'exceptionnellement, fut établie et vint imposer au patron l'obligation de loger et nourrir l'apprenti. Les conditions d'admissibilité et les matières facultatives ou obligatoires des concours à la suite desquels devait être désigné dans chaque école le bénéficiaire du prix, furent fixées minutieusement par le Comité Central d'instruction primaire.

Tout un plan d'ensemble était élaboré en vue d'assurer la bonne exécution de l'apprentissage : le choix des patrons devait être fait par les comités locaux ou spéciaux d'instruction primaire ; ces comités devaient, en outre, par eux-mêmes ou par des délégués, surveiller de façon constante l'exécution du contrat et adresser chaque année au comité central un rapport détaillé sur la conduite, le

travail et les progrès des apprentis, ainsi que sur les soins, la moralité et le zèle des patrons ; ceux de ces derniers qui se seraient particulièrement signalés, devaient recevoir en séance solennelle des distinctions honorifiques (1).

Peu d'institutions scolaires eurent en leur temps un plus grand retentissement que la création des prix d'apprentissage, par lesquels le Conseil Municipal de Paris se proposait solennellement « non seulement de créer un puissant moyen d'émulation dans les écoles et de propager l'enseignement professionnel, mais encore de contribuer à la moralisation de l'apprenti et à l'institution même de l'apprentissage ». (Délibération du 3 juillet 1846).

Malheureusement, l'institution ne tarda pas à dévier de son but essentiel ; tout fut subordonné au souci de créer une nouvelle source d'émulation dans l'enseignement primaire parisien parmi les élèves et parmi les maîtres. Les premiers restèrent ou rentrèrent à l'école uniquement tentés par l'appât des prix ; en 1847, première année d'attribution du prix, sur 91 élèves qui prirent part au concours, 77 avaient dépassé l'âge scolaire. Le Comité Central, par une délibération spéciale, dut fixer l'âge maximum à 15 ans, ce qui était encore excessif. Enfin les maîtres, poussés par le désir de montrer la valeur de leur enseignement, se mirent à négliger pendant plusieurs mois la masse de leurs élèves pour se consacrer uniquement à la préparation de ceux dans lesquels ils voyaient de futurs lauréats. L'abus fut si manifeste que le Ministre de l'Instruction publique dut adresser au Préfet de la Seine d'énergiques représentations. On alla même

(1) Voir les diverses délibérations du Conseil Municipal de Paris et du Comité central de l'Instruction primaire dans le recueil déjà cité de M. Lambeau (p. 12 et seq., en note).

plus loin dans la voie des abus et les travaux de couture notamment qui devaient être exécutés par les candidates, furent secrètement préparés à l'avance (1). Enfin le concours donna un résultat auquel on eût dû s'attendre : les prix furent souvent attribués à des familles suffisamment aisées pour pouvoir faire face aux frais d'apprentissage de leurs enfants.

Ces abus finirent par être intolérables et on fut obligé en 1855 de remanier l'institution. Un arrêté du Préfet de la Seine du 21 juin 1855 transforma les prix d'apprentissage en bourses, dont la valeur fut réduite à 275 francs et dont le nombre fut fixé à une par école de moins de 200 élèves et à deux pour les écoles de 200 élèves au moins. Un jury d'arrondissement était appelé à dresser pour chaque école, à raison de 6 candidats par 100 enfants, après examen et sur les notes fournies par l'instituteur et l'institutrice, une liste de candidats ne comprenant que des enfants appartenant à des familles pauvres et âgés de 12 à 14 ans. D'après ces listes et les renseignements qui lui étaient communiqués, le Conseil Municipal devait proposer deux candidats au moins par bourse à l'agrément du Préfet à qui revenait le soin de désigner les boursiers (2).

Ces dispositions eurent pour effet de mettre fin à l'émulation de mauvais aloi qui s'était emparée des membres de l'enseignement parisien. Mais là se borna leur efficacité et elles eurent plutôt des effets nuisibles sur l'apprentissage.

La bourse, réduite à 275 francs, n'exerça plus qu'un

(1) Lettre circulaire du Préfet de la Seine du 3 juillet 1852.

(2) Arrêté préfectoral du 21 juin 1855 (M. Lambeau, *loc. cit.*, p. 3 et seq.).

médiocre attrait. Tandis que le prix avait surexcité le zèle des élèves, la bourse, donnée après un simple examen et réservée aux enfants pauvres, fut bientôt dédaignée et on la qualifia dans les écoles de prix d'indigence. D'autre part, la somme de 275 francs parut insuffisante aux patrons pour compenser les charges résultant de l'obligation de loger et de nourrir les apprentis pendant trois ans, qui était maintenue en principe. Aussi cette disposition du Contrat d'apprentissage préparé par le Comité Central d'Instruction primaire fut-elle promptement abandonnée ou tournée, les patrons préférèrent faire remise du montant de la bourse et abandonner les 275 francs, quand cette remise n'était pas stipulée par contrat, le patron remettait ensuite à la famille le montant de la bourse. En 1858, sur 187 contrats passés, 24 seulement stipulaient une indemnité pécuniaire au profit du patron et en 1859, sur 20 contrats signés à la Mairie de l'ancien sixième arrondissement, un seul contenait une disposition de cette nature (1). En 1869, 79 patrons sur 80 renonçaient à toute indemnité et en 1870 et 1871 aucun ne réclamait plus le prix de ses soins (2). Les patrons ne recevant plus de rémunération, délaissèrent bientôt l'instruction professionnelle des apprentis qui leur étaient confiés et s'efforcèrent surtout d'en tirer un profit pécuniaire.

Aussi les bourses d'apprentissage tombèrent-elles en discrédit : dès 1865, les délégations cantonales reconnaissaient qu'elles profitaient peu aux écoles de garçons dans lesquelles on ne trouvait plus de candidats ; quant aux écoles de filles, il fallait descendre jusqu'aux rangs des

(1) Mémoire de M. Gréard, *loc. cit.*, p. 70.

(2) Rapport Frébault au Conseil Municipal, 13 décembre 1871 (*loc. cit.* p. 6).

élèves les plus médiocres. Dans de telles conditions, les bourses ne constituaient plus que des moyens détournés d'assistance et nullement des encouragements à l'étude ou à l'apprentissage. Elles furent supprimées par délibération du Conseil municipal de Paris du 27 mai 1872 et remplacées par des livrets de Caisse d'épargne de 100 à 150 francs qui n'étaient plus qu'un moyen d'émulation scolaire et devaient être distribués chaque année après concours aux élèves des écoles primaires pourvus du certificat d'études (1).

C'est ainsi que prit fin une institution qui eut pu rendre les plus grands services à l'instruction professionnelle en restituant à l'apprentissage toute sa valeur éducative d'antan. La Ville de Paris avait fait là un effort réel, puisqu'en 1870 elle avait attribué 391 bourses et dépensé 107.025 fr. et qu'elle avait porté à 190.000 francs le crédit proposé pour 1872 (2). Cet effort a échoué, mais il a échoué parce qu'il fut mal dirigé. La réduction du taux de la bourse de 250 francs fut une maladresse. En outre il eût été à désirer que le caractère de récompense scolaire donné à la bourse s'effaçât un peu devant celui d'encouragement professionnel, on eût pu réserver une partie des crédits alloués pour donner à la fin de l'apprentissage des primes aux enfants qui justifieraient par un examen de connaissances techniques sérieuses et peut-être n'eut-il pas été sans efficacité de faire participer les patrons à ces primes. Enfin la composition des Comités locaux ou spéciaux d'instruction primaire de 1846 comme celle des jurys d'arrondissement constitués par l'arrêté du 21 juin 1855 (3) ne leur assurait pas une compétence suffisante

(1) *Loc. cit.*, p. 161.

(2) Rapport Frébault, *loc. cit.*, p. 7.

(3) Le jury était composé du maire, du curé, d'un ministre non catholique

pour surveiller utilement l'exécution du contrat d'apprentissage au point de vue de l'éducation professionnelle donnée à l'apprenti.

Des bourses d'apprentissage, au nombre de 150, ont été créées par le Conseil municipal du Mans ; leur valeur est de 50 francs par an et elles sont accordées pour deux ans aux enfants de familles nombreuses placés dans l'industrie. Ces bourses qui, croyons-nous, existent encore, ont donné, malgré leur valeur minime, les meilleurs résultats ; elles imposent une charge annuelle de 7.500 francs à la Ville du Mans (1).

Nous avons indiqué que l'institution des bourses d'apprentissage eût été avantageusement transformée par l'établissement à l'issue de l'apprentissage d'un examen qui eût stimulé à la fois le zèle des maîtres à enseigner la profession et celui des enfants à profiter de leurs leçons. Cette idée d'examen ou de concours professionnel n'est pas restée partout à l'état de projet et d'intéressantes tentatives ont été faites dans ce sens, notamment à Nîmes, Bar-le-Duc, Chartres, Marseille, Montluçon, et à Paris dans certaines professions.

La première, et celle qui fonctionne avec le plus de régularité et d'efficacité, est due au Conseil des prud'hommes de Nîmes. Les Conseils de prud'hommes sont en effet particulièrement qualifiés, tant par la loi et l'usage que par leur compétence, pour surveiller utilement l'enseignement professionnel à l'atelier et nous verrons que dans diverses villes, ils s'y sont employés avec toute la bonne volonté qu'autorisaient les dispositions légales.

pour les enfants non catholiques, d'un membre du Comité cantonal, de l'inspecteur primaire et d'une dame pour les écoles de filles.

(1) *Rapport de la classe 101. Exposition de 1900*, p. 192.

Les concours d'apprentis de Nîmes ont été fondés le 8 mai 1884 par le Conseil des prud'hommes (qui s'est, en vue de cet objet, transformé en société spéciale administrée par le même bureau, sauf l'adjonction d'un trésorier) et depuis cette date, ils ont lieu très régulièrement tous les ans. Le concours se double d'ailleurs d'une surveillance constante exercée par le Conseil des prud'hommes sur la conduite et l'instruction professionnelle de l'apprenti. Ne peuvent, en effet, participer au concours que les apprentis inscrits dès le début de l'apprentissage au secrétariat du Conseil (art. 3 du règlement) (1). Un prud'homme reçoit mission de surveiller chaque apprenti en ce qui concerne ses aptitudes, sa conduite et ses progrès, et il doit présenter ses observations sous forme de rapport à l'Assemblée générale (art. 5); il peut déléguer son mandat à une personne exerçant la profession de l'apprenti (art. 6). Si l'apprenti change de patron, il doit en aviser le Conseil des prud'hommes sous peine de perdre ses droits à concourir (art. 7). Un examen a lieu tous les ans auquel prennent part les apprentis ayant 6 mois d'apprentissage : il n'aboutit pas à un classement que les différences d'âges ou de longueur du stage accompli ne permettraient pas de faire équitablement et qui perdrait par suite toute vertu d'émulation, mais à l'attribution de notes déterminant l'état d'instruction de chaque apprenti eu égard à la durée de son stage (art. 8, 9 et 10). Les examinateurs sont pris en dehors du Conseil (art. 11). L'examen, dont le caractère est essentiellement pratique, a lieu dans un atelier, mais jamais, autant que possible,

(1) Nous avons indiqué, au cours du chapitre 1^{er}, comment le règlement définit l'apprenti. Le règlement a été publié *in-extenso* dans le rapport déjà cité de M. Durassier à l'exposition de 1900, page 43.

dans l'atelier auquel appartient l'apprenti examiné (art. 12). C'est le Conseil de prud'hommes sous réserve de l'approbation de la Municipalité, qui détermine « la quantité, la qualité et l'importance des récompenses à accorder tant aux apprentis qu'aux ouvriers qui, chargés de leur éducation professionnelle, auront mis tous leurs soins à former de bons apprentis et y auront réussi (art. 14). » Les récompenses sont distribuées en séance publique (art. 15). Outre les récompenses attribuées aux lauréats du concours, chacun des pupilles du Conseil de prud'hommes reçoit à la fin de son apprentissage un certificat constatant que celui-ci s'est accompli régulièrement sous la surveillance du Conseil (art. 16). Le Conseil des prud'hommes ne borne d'ailleurs pas là ses heureuses initiatives : il organise parfois des expositions et une notable partie des ressources de l'institution est consacrée à l'allocation d'encouragements aux apprentis qui fréquentent des cours.

Du 8 mai 1884 au 31 décembre 1899, 667 enfants appartenant aux professions les plus diverses, mais surtout à la tonnellerie, à la serrurerie, à la couture, à la coupe, à la menuiserie, à la peinture, ont vu ainsi leur formation technique surveillée par le Conseil de prud'hommes de Nîmes et l'œuvre paraît en pleine voie de prospérité : l'apprentissage a été amélioré et on signale que les pupilles trouvent à se placer à des conditions rémunératrices. Aussi le jury de la classe 101, estimant en outre qu'il y avait là un excellent instrument de pacification sociale, a-t-il accordé à l'institution nîmoise une médaille d'or dans l'espoir que cette récompense susciterait des imitations. L'exemple est, d'ailleurs, de ceux qui peuvent être suivis sans exiger un effort financier par trop

considérable : en 1899, dernière année dont nous connaissons le budget, les comptes de l'institution se sont soldés pour 51 inscriptions d'apprentis à 1.126 fr. 50.

L'exemple donné par le Conseil des prud'hommes de Nîmes a été suivi par celui de Bar-le-Duc.

Voici comment ce dernier Conseil définit son œuvre :
« Prendre les jeunes gens à l'entrée de la carrière industrielle, veiller à ce qu'ils reçoivent une instruction solide
« par la pratique régulière de leur métier, se tenir au courant de leurs progrès, leur faire subir des examens, les
« stimuler par des récompenses, tel est le plan que nous
« nous sommes tracé.

« Par notre institution, nous nous intéressons aux
« apprentis, nous exerçons sur eux une surveillance avec le
« concours des patrons et nous arrivons à former par nos
« industries des ouvriers connaissant leur métier dans tous
« ses détails, le pratiquant avec goût et capables d'y apporter des améliorations et des perfectionnements (1) ».
Sont admis à ces concours tous les apprentis de 14 à 18 ans de l'arrondissement de Bar-le-Duc, inscrits au Secrétariat du Conseil des prud'hommes. Le règlement ne diffère que fort peu de celui que nous avons vu en vigueur à Nîmes — la durée de l'apprentissage nécessaire pour prendre part au concours est portée à un an (art. 10). Les apprentis admis à concourir doivent présenter un travail déterminé, pour l'exécution duquel on leur laisse un délai de six mois ; ils doivent fournir en outre les dessins, plans, maquettes et profils de ce travail et un mémoire explicatif (art. 8 et 11). Des diplômes de première, deuxième et troisième classe, accompagnés de gratifica-

(1) *Conseil supérieur du Travail*, p. 317.

tions de 20, 15 et 10 francs, sont délivrés aux lauréats et les travaux récompensés sont exposés pendant un an au Musée industriel de la société de Géographie de l'Est. Les patrons ou ouvriers maîtres qui ont formé les lauréats, reçoivent eux-mêmes un diplôme (art. 13 et 14).

A Montluçon, le Conseil des prud'hommes a également organisé depuis plusieurs années, des concours d'apprentis, auxquels ont pris part, en 1907, 53 apprentis mouleurs, tourneurs, ajusteurs, ferblantiers et imprimeurs. Et ce concours a eu un résultat particulièrement heureux. Il a, en effet, permis de constater que si le travail professionnel imposé aux concurrents était généralement bien exécuté, en revanche aucun des apprentis n'était capable d'exécuter la partie théorique, de faire le croquis d'un boulon sous diverses faces avec le calcul de son volume et de son poids. Aussi pour combler cette lacune, s'est-il constitué à Montluçon en 1907 une société d'enseignement théorique professionnel dont les cours sont suivis par cent trente apprentis et dont nous reparlerons au cours du chapitre IV (1).

A Chartres, l'initiative des concours a été prise en 1896 non plus par le Conseil des prud'hommes, mais par la Chambre Syndicale des entrepreneurs du bâtiment. Les concours ont lieu chaque année, à un jour déterminé, dans les ateliers de la fonderie ; ils réunissent toutes les professions industrielles et on voit travailler côte à côte sous la surveillance d'un jury composé des principaux industriels du département, serruriers, charpentiers, électriciens, menuisiers, peintres, vitriers, chaudronniers,

(1) Rapport de la Commission supérieure du Travail pour 1907. *Journal officiel* du 26 août 1908.

ébénistes, etc... A ses débuts, l'œuvre ne comptait que 30 apprentis ; en février 1908, 80 ont pris part au concours. Il est procédé au théâtre à une distribution solennelle des récompenses qui consistent en livrets de caisse d'épargne, livres et outils.

En outre de ces concours généraux qui s'appliquent à toutes les professions d'une ville, voire même d'une région, quelques chambres syndicales ou sociétés patronales et ouvrières ont institué des concours plus restreints, souvent aussi d'une moindre valeur professionnelle, réservés soit à tous les apprentis de la profession, soit plus fréquemment aux élèves des cours créés par ces organisations.

De ce nombre sont la Société pour l'assistance paternelle aux enfants employés dans les industries des fleurs et des plumes, la Chambre syndicale du papier, la Chambre syndicale de la bijouterie-imitation, la Société d'encouragement de la bijouterie, de la joaillerie et de l'orfèvrerie, la Fédération centrale des chauffeurs, conducteurs, mécaniciens de France, à Paris ; la Chambre Syndicale des fabricants bijoutiers et joailliers de Marseille, la Bourse du travail de cette ville, etc...

Des concours annuels distincts sont organisés par la Société pour l'assistance paternelle dans les industries des fleurs et des plumes entre ses pupilles et entre les apprenties de la profession étrangères à son action. Plus de 200 apprenties prennent part chaque année à ce concours qui est exclusivement un concours de fabrication, de montage, de trempage et de teinture et dont les récompenses consistent en livrets de caisse d'épargne et en volumes, en outre il existe des concours trimestriels d'instruction élémentaire et un concours annuel de dessin.

La création des concours entre apprentis appartenant aux industries du papier de Paris, remonte à 1876. Tout d'abord ils ne s'adressaient qu'aux apprentis travaillant à la fabrication des registres ; en 1881, ils furent étendus aux autres professions se rattachant au même groupe d'industries. Actuellement, chaque année, l'Ecole du papier fondée par la Chambre Syndicale patronale, organise des concours de travaux manuels et d'encouragement ouverts à tous les apprentis appartenant à ces professions. Ces concours comprennent l'exécution d'un travail manufacturé qui doit être exécuté dans les ateliers d'industriels de la profession ou, pour les papetières, à l'Ecole professionnelle. Les jurys d'examen sont composés de 6 patrons et 6 ouvriers. Les récompenses consistent en livrets de la Caisse des retraites et de la Caisse d'épargne, en médailles, outils, livres, etc....

L'Ecole professionnelle de la Chambre Syndicale de la bijouterie imitation de Paris, ouvre également des concours annuels, mais ils sont réservés aux élèves de l'Ecole, les épreuves ont lieu dans les ateliers des membres de la Chambre Syndicale, à l'exception des patrons des divers concurrents.

Dans la bijouterie fine, la joaillerie et l'orfèvrerie, la distribution de prix aux apprentis ou ouvriers, remonte à plus de quarante ans ; elle est antérieure à la fondation de la société d'encouragement. Celle-ci, dont la création date de 1874, distribue à la fois des prix au travail donnés après concours et des prix au mérite pour récompenser les qualités morales. Les premiers furent d'abord presque exclusivement réservés aux apprentis qui suivaient les cours de l'école professionnelle de dessin et de modelage de la Chambre Syndicale ; depuis 1886, ils ont été étendus

aux jeunes ouvriers de moins de 21 ans, puis aux ouvriers eux-mêmes. Les travaux manuels occupent la place d'honneur dans ces concours, mais il existe aussi des concours de dessin appliqué à la bijouterie, à la joaillerie, à l'orfèvrerie. La Société d'encouragement offre en outre une médaille à la Chambre Syndicale des graveurs pour être distribuée à la suite des concours d'apprentis de cette Chambre.

La Fédération centrale des chauffeurs, conducteurs, mécaniciens, de France, fait de même subir chaque année aux nombreux élèves de ses cours de Paris, un examen théorique et pratique à la suite duquel elle leur donne des récompenses.

En province, il convient de citer surtout les concours annuels organisés depuis 1899 par la Chambre Syndicale des fabricants bijoutiers et joailliers de Marseille, entre ouvriers et apprentis de ces professions et les examens institués dans la même ville par la Bourse du Travail et les syndicats et à la suite desquels des jurys mixtes composés d'industriels, de contremaîtres et d'ouvriers, délivrent des certificats d'aptitude constatant les connaissances acquises aux cours (1).

Des examens et concours institués par les Syndicats, particulièrement lorsqu'ils constituent la sanction de cours professionnels et sont réservés aux élèves qui ont suivi les cours, on peut rapprocher les modes de rémunération graduée suivant le travail ou les primes après concours adoptées par plusieurs maisons industrielles et dont nous avons cité un certain nombre d'exemples (chap. 1^{er}). Il convient, d'ailleurs, de formuler une réserve : c'est que ces

(1) Ministère du Commerce, *L'Enseignement technique en France*, t. IV, p. 103 et 108.

divers modes de rémunération, même lorsqu'ils se combinent avec un examen, sont moins efficaces pour la formation professionnelle de l'apprenti que ne le sont les examens et concours organisés par de grandes associations. Le champ d'émulation est moins vaste ; le zèle des jeunes concurrents n'est pas excité par la publicité du concours ; les récompenses et les diplômes qui leur sont décernés, émanant d'un seul patron, souvent de notoriété médiocre, n'ont pas, au point de vue de l'avenir du jeune ouvrier, de ses conditions futures de travail, la même valeur. Quant au patron, ne sera-t-il pas porté pour l'attribution des primes à considérer les services qui lui sont déjà rendus à des titres divers, plutôt que la capacité professionnelle effective de l'apprenti ? Ne subordonnera-t-il pas souvent à son intérêt particulier et immédiat, les intérêts généraux de la corporation et les intérêts propres de l'apprenti ? Ce n'est pas d'ailleurs à dire que les modes de rémunération que nous examinons soient dépouillés de toute valeur éducative, ils sont, au contraire, un utile moyen d'accroissement du patrimoine professionnel de l'ouvrier et peuvent pratiquement se combiner avec les concours généraux.

L'exemple le plus caractéristique qu'on puisse citer dans cet ordre d'idées est celui qu'offre à Paris la maison Redouly et Cie (ancienne maison Leclaire), dans laquelle les apprentis, rémunérés dès leur entrée dans la maison, doivent subir à la fin de chaque année un concours devant un jury composé d'un directeur, de 3 chefs d'atelier, de 3 employés et de 4 ouvriers et reçoivent suivant leur classement des prix de 25 à 200 francs placés en livrets de la Caisse des retraites pour la vieillesse avec jouissance à 50 ans. C'est également d'après les résultats de ce concours que sont fixées les augmentations annuelles de

salaires allouées à chaque apprenti. Enfin les apprentis ne peuvent devenir ouvriers dans la maison qu'après avoir subi un examen sérieux. De 1880 à 1900, sur 132 apprentis qu'avait fournis la maison, 80 avaient été primés aux concours annuels; 42 étaient devenus sociétaires dont 12 chefs d'ateliers, 25 ouvriers et 5 employés, les 90 autres étant encore auxiliaires. Le capital versé à la Caisse nationale des retraites pour le service des rentes différées accordées aux lauréats des concours annuels atteignait en 1900, 27.200 francs et représentait 10.354 francs de pension.

Dans les chemins de fer français fonctionnent des systèmes analogues quoique moins complets. Dans les chemins de fer de l'Etat, chaque apprenti reçoit, tant pour les cours du soir que pour le travail, des notes mensuelles qui servent non seulement à fixer son salaire, mais à établir un classement de fin d'année, que sanctionnent des prix en argent. La Compagnie de l'Est accorde également à ses apprentis classés les premiers à l'atelier et aux cours des prix consistant soit en livres soit en livrets de caisse d'épargne. La maison d'électricité Mildé et fils de Paris, distribue des prix à ses apprentis les plus méritants.

Encouragement à l'apprentissage sans concours

Certains établissements industriels, sans instituer de concours et sans établir une échelle graduée de rémunération suivant les progrès réalisés, s'efforcent d'encourager l'apprentissage et de retenir les enfants jusqu'à l'expiration de leur contrat, soit en réservant une partie des gratifications, primes ou salaires qu'ils s'engagent à payer,

partie qui n'est remise à l'apprenti qu'à la fin de son stage, soit en déposant la partie réservée à une caisse d'épargne ou en obligeant l'apprenti à la déposer, des mesures étant prises pour empêcher le retrait des dépôts, soit enfin en prenant au nom des apprentis des livrets à la Caisse nationale des retraites ? Aux exemples que nous avons déjà cités pour les deux premières hypothèses en étudiant les diverses modalités de la rémunération allouée à l'apprenti, nous ajouterons les suivants relatifs surtout à la constitution de retraites. Outre les gratifications journalières qui varient de 0,50 à 2 francs pour les compositeurs, lithographes et graveurs et sont fixées à 0,75 après les 15 premiers jours pour les apprentis des machines avec augmentation de 0,25 tous les 4 mois, l'imprimerie Chaix se réserve, si elle est satisfaite du travail de l'apprenti, mais sans prendre aucun engagement : 1° de verser annuellement à la Caisse nationale des retraites, au nom de chaque apprenti une somme de 15 francs destinée à lui assurer une rente viagère à 55 ans ; 2° d'admettre l'apprenti, au premier janvier qui précède la fin de l'apprentissage, à la participation aux bénéfices commune à tout le personnel de l'établissement ; 3° d'attribuer aux apprentis compositeurs une part dans les bénéfices réalisés sur les travaux qu'ils exécutent. Les sommes à provenir de ces deux dernières sources sont versées chaque année à la Caisse des retraites. En fait, depuis 1869, aucun des apprentis de la maison Chaix ne s'est vu refuser le versement de 15 francs à cette caisse.

Outre les versements en faveur de ses lauréats, la maison Redouly verse chaque année 10 francs à la Caisse nationale des retraites au nom de chacun de ses apprentis.

A l'usine Bouchacourt, de Fourchambault, tout apprenti

ou jeune ouvrier de 13 à 16 ans a droit, outre son salaire à une prime journalière de 0,05 ou 0,10 qui ne lui est remise qu'à l'âge de 18 ans, s'il appartient encore à l'établissement. De 16 à 18 ans, on lui retient une prime de 0,20 par jour en vue d'établir à la Compagnie d'assurances générales un contrat d'assurance de capitaux différés, qui lui donne droit à 55 ans à un capital de 5.000 francs susceptible d'être converti en une rente viagère de 360 francs. L'ouvrier qui, à 18 ans refuse de continuer partiellement les versements, la maison intervenant pour compléter l'annuité, perd tout droit aux sommes versées. En 1899, 84 enfants jouissaient de la prime journalière et 19 jeunes gens de la prime d'assurance et retraite.

Dans le même ordre d'idées, la Chambre syndicale des marchands tailleurs a créé, pour éviter les défections des apprentis qui fréquentent son école professionnelle, un carnet d'épargne qui n'est exigible qu'à la fin de la troisième année. Les résultats ont été excellents et les défections ont cessé.

La maison Barbas Tassard et Balas a suivi cet exemple et elle constitue pour chacun de ses apprentis un fonds d'épargne sur carnet, individuel mais non exigible, ce fonds est formé par une allocation distincte du salaire, de 15 fr. 50 par mois pour les élèves employés, 0 fr. 50 par jour pour les apprentis d'atelier.

De façon générale, il faut reconnaître d'ailleurs que les patrons, ceux particulièrement qui dirigent de gros établissements industriels, ont fait un effort très sérieux pour améliorer les conditions de l'apprentissage dans leurs ateliers ou accroître les connaissances professionnelles des jeunes ouvriers par la création d'écoles et l'institution de cours. Dans le premier ordre d'idées que nous avons seul

à envisager pour le moment, il y a lieu de mentionner à côté des encouragements tendant à augmenter la durée ou la qualité de l'apprentissage, les intéressantes tentatives faites par les Compagnies de chemin de fer, pour le réseau ferré de l'État, par la maison Redouly, que nous avons déjà eu l'occasion de signaler et qui tient le premier rang par ses belles institutions de prévoyance et de participation aux bénéfices ; par la maison Provost-Blondel, la maison Chaix, etc...

L'État Français instruit dans ses ateliers un certain nombre d'apprentis menuisiers, charrons, ferreurs, ajusteurs et chaudronniers. L'apprentissage dure trois ans sous la direction d'un chef d'équipe spécial les deux premières années et comme associés d'un ouvrier d'élite au bout de six mois. Pendant une durée de six mois à un an, ces apprentis se livrent à des exercices préparatoires, et au bout de ce stage, ils sont placés dans des équipes d'ouvriers, participent au travail courant et reçoivent un salaire. Les apprentis sont astreints à suivre des cours publics du soir. Cette tentative est sans nul doute intéressante, bien que la formation professionnelle des apprentis ne soit pas l'objet d'autant de soins que dans d'autres pays. Mais elle est fort restreinte, le nombre des admissions est de 20 en moyenne, presque toutes les places sont données à des fils d'employés de l'État, et ceux-ci, leur stage terminé, restent presque tous dans les ateliers où ils ont été formés.

La Compagnie des chemins de fer de l'Est se préoccupe également de former des apprentis, et l'apprentissage se poursuit dans des conditions analogues à celles que nous venons d'indiquer. Outre l'apprentissage du métier qu'il a choisi, on donne à l'apprenti des notions élémentaires sur

les autres professions avec lesquelles il est appelé à être le plus souvent en contact. Après un stage de 12 à 18 mois, suivant leurs aptitudes, dans une équipe spéciale et sous la surveillance d'un chef d'équipe, les apprentis passent dans les équipes des différents ateliers et se spécialisent dans leur troisième année ; tous font un stage à la forge et après la quatrième année, les deux apprentis classés premiers font un stage aux tours et parfois au bureau de dessin. Le nombre des admissions est en moyenne de 70 par an ; mais, en principe, on n'admet que des enfants d'employés et le but poursuivi est aussi bien un but d'assistance qu'un but d'éducation professionnelle, c'est dans cet esprit que, dès l'admission on donne un salaire journalier de 0 fr. 50 en province et de 1 franc à Paris.

Les Compagnies de chemins de fer de Paris à Orléans, du Midi, de l'Ouest, de Paris-Lyon-Méditerranée s'efforcent également d'assurer le recrutement de leur personnel par la formation d'apprentis d'élite, qui tantôt sont réunis dans des ateliers spéciaux, tantôt sont disséminés dans les équipes d'ouvriers (1).

Dans la maison Redouly, le règlement prescrit formellement aux chefs d'ateliers de donner des soins assidus aux apprentis et de varier leur besogne (art. 5) ; il interdit de les occuper à faire des courses étrangères au travail (art. 6) ; le nombre des apprentis est limité à un maximum de 35 (art. 10). Enfin, — et c'est peut-être là la disposition la plus heureuse — le programme des connaissances techniques exigées de chacune des six catégories entre lesquelles sont répartis les apprentis, est fixé avec un soin minutieux, et permet de contrôler aisément l'éducation professionnelle (art. 12).

1) Rapport de M. Durassier, *loc. cit.*, p. 79.

La maison de gravure Provost-Blondel, à Paris, mérite aussi d'être citée pour la persévérance avec laquelle elle s'efforce d'enseigner à chaque apprenti la technique complète du métier au lieu de le spécialiser prématurément et à outrance et pour les soins qu'elle donne à sa formation artistique. Pendant ces quatre années d'apprentissage, l'apprenti travaille en creux et en relief sur toutes les matières qui se prêtent à la gravure, or, argent, étain, cuivre, bronze, acier, ivoire, bois; une ample collection de documents est mise à leur disposition. Rien de ce qui se rattache à la profession de graveur : dessin, gravure, ciselure, modelage, n'est étranger aux apprentis de la maison Provost-Blondel. Celle-ci, d'ailleurs, pour pouvoir assurer à ses apprentis une meilleure instruction professionnelle, en limite étroitement le nombre, ils ne sont jamais plus de trois à la fois et de 1884 à 1900, il n'en a été formé que douze. Mais tous sont des artistes consommés et plusieurs ont pu, dès leur sortie d'apprentissage, obtenir des engagements de 35 ans à raison de 15 francs par jour.

L'Imprimerie Chaix, pour associer l'autorité des parents à l'éducation professionnelle de ses apprentis, remet à chacun un livret sur lequel sont inscrites ses notes : l'enfant doit, tous les mois, faire viser ce livret par ses parents.

D'autre part, un certain nombre de Syndicats patronaux, mettant à profit cette constatation que la décadence de l'apprentissage est liée à la décadence même du contrat d'apprentissage, se sont efforcés, depuis un certain nombre d'années, de restaurer la tradition du contrat. Ils ont rédigé des modèles dans lesquels ils ont tenté de prévoir toutes les hypothèses et d'écarter toutes les difficultés et ont fait appel au sentiment de solidarité corpora-

tive de leurs membres pour obtenir que ceux-ci n'embauchent plus d'apprentis sans contrat. Citons les modèles de contrat établis par l'Union Syndicale des Maîtres Imprimeurs de France, la Chambre Syndicale du papier, le Syndicat des fabricants de bronze d'art de Paris, les Chambres syndicales des fleurs et plumes et des maîtres tailleurs de Paris, la Chambre syndicale des fabricants de bijouterie et d'orfèvrerie fantaisie (1).

Enfin, comme institutions patronales destinées à favoriser l'apprentissage, nous citerons encore — mais sans y insister, car ce sont là plutôt des œuvres philanthropiques que des créations destinées à améliorer proprement l'instruction professionnelle des apprentis — les orphelinats ou pensionnats créés par diverses maisons et où les apprentis trouvent le vivre et le couvert (maison Bouchacourt à Fourchambault — cristalleries de Baccarat — orfèvrerie Christoffle à Paris, etc...), la surveillance médicale exercée sur les enfants (cristalleries de Baccarat, etc...), leur affiliation à des sociétés de secours mutuels (imprimerie Chaix), etc...

Toutes ces créations, mêmes celles qui ne visent qu'à l'instruction professionnelle de l'apprenti et ne se complètent pas par l'adjonction de cours, constituent pour les patrons qui en prennent l'initiative une lourde charge, et il faut d'autant plus les féliciter de leur zèle désintéressé. Nous avons indiqué plus haut l'importance des sacrifices consentis en récompenses par la maison Redouly. Dans la fabrique de lunetterie Baille Lemaire, de Paris, on

(1) *Conseil supérieur du Travail*, p. 149, 153, 154, 155, 157. Bulletin de la Société de protection, 1906, p. 176. La Fédération ouvrière du Livre s'est ralliée au modèle de l'Union des maîtres imprimeurs, mais peu de Syndicats ouvriers sont entrés dans cette voie.

estime à 1.450 francs le prix de revient annuel de chacun des 25 apprentis logés et nourris et à 5 ou 600 francs en moyenne le bénéfice annuel que la maison retire de son travail — chaque enfant ayant fait ses quatre ans d'apprentissage, coûte donc de 3.000 à 3 500 francs ? Pour comprendre l'étendue du sacrifice, il est nécessaire de considérer qu'en 1900 la maison Baille-Lemaire avait déjà formé 300 apprentis ; elle trouve une juste compensation dans la constitution d'un noyau d'ouvriers d'élite — sur les 300 apprentis formés par l'établissement, 200, en effet, y sont restés comme ouvriers. Chacun des 24 apprentis qui passent cinq ans au pensionnat annexé par MM. Christophe et C^{ie}, à leur usine de la rue de Bondy à Paris, coûte, déduction faite du produit de son travail, 3.000 francs à la maison. Les sommes versées par l'Imprimerie Chaix à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse au nom de ses apprentis, atteignaient, au 31 décembre 1899, 73.170 francs pour le versement annuel de 15 francs et 35.174 francs pour la participation aux bénéfices des apprentis compositeurs (1).

Concours donné par les Sociétés privées aux patrons qui font des tentatives pour rénover l'apprentissage à l'atelier.

Dans cette lutte pour rénover l'apprentissage à l'atelier les patrons français ont trouvé le concours de diverses

(1) La plupart des renseignements relatifs aux institutions patronales en faveur de l'apprentissage, nous ont été fournis par le rapport sur la classe 101 (apprentissage, protection de l'Enfance ouvrière) à l'Exposition de 1900, p. 69 et seq. Voir aussi H. Brice, *Les institutions patronales*, p. 136 et seq.

sociétés privées, de quelques conseils de prud'hommes et aussi, parfois, mais combien rarement, des comités de patronage institués par la loi du 2 novembre 1892.

Au premier rang de ces sociétés privées, il faut citer la société de protection des apprentis et des enfants employés dans les manufactures, fondée le 22 septembre 1866 par l'illustre savant J.-B. Dumas et qui a été reconnue d'utilité publique par décret du 4 juillet 1868. Elle se propose « d'améliorer la condition des apprentis et des enfants « employés dans les manufactures, par tous les moyens « qui, en respectant la liberté de l'industriel et l'autorité « du père de famille, agiront en conformité de la pensée « des lois sur l'apprentissage et sur le travail des enfants « dans les manufactures (art. 1^{er} des statuts) ». Elle exerce son action en subventionnant les institutions qui lui paraissent concourir le plus efficacement à ce but, quelles que soient leurs tendances, qu'elles soient libres ou confessionnelles, en organisant tous les deux ans des fêtes, dites de l'enfance ouvrière, où sont distribués des diplômes, médailles, livres, livrets, primes aux institutions en faveur de l'enfance ouvrière, aux industriels qui se signalent par leur sollicitude pour leurs apprentis ou jeunes ouvriers, aux contremaîtres qui font preuve d'intelligence et de dévouement envers eux, à des apprentis présentés par des patronages, écoles professionnelles, industriels et qui se font remarquer par leurs capacités professionnelles et leur bonne conduite, à d'anciens apprentis demeurés comme ouvriers dans les maisons où ils ont fait leur apprentissage. A côté de ces comités judiciaires, elle possède un comité de l'enseignement technique et un comité de placement dont le rôle a une importance particulière au point de vue qui nous occupe. C'est, en effet, au pre-

mier qu'est due la création à Paris de deux cours d'apprentis mécaniciens, dont l'un a lieu pendant la journée et dont nous étudierons le fonctionnement dans notre chapitre IV. L'œuvre du Comité de placement se présente sous trois formes : 1° réunir et provoquer au besoin les demandes d'apprentis de la part des patrons, et se renseigner sur les conditions dans lesquelles ceux-ci enseigneront leur métier ; 2° recevoir les parents qui veulent placer des enfants en apprentissage, les conseiller, les adresser à des patrons choisis et, s'il y a lieu, rédiger les contrats ; 3° surveiller l'exécution de l'apprentissage tant au point de vue de l'enseignement professionnel que de la façon dont est traité l'apprenti et intervenir par voie de conseil ou en vue de régler les difficultés. Dans ce but, le Comité de placement s'est attaché en 1906 un inspecteur permanent et rétribué qui visite tous les deux ou trois mois les patrons chez lesquels sont placés des pupilles de la société. Ajoutons qu'il recherche actuellement les moyens de créer une pension pour les enfants qui sont orphelins ou ne peuvent habiter chez leurs parents et d'envoyer chaque année ses apprentis en vacances (1).

Nous avons publié dans notre chapitre premier la statistique des opérations de placement effectuées par la Société depuis 1877 et nous avons été amenés à constater que, malgré les efforts faits, les placements étaient en voie de décroissance assez marquée — au 31 décembre 1906, la Société n'avait sous sa surveillance que 96 apprentis, soit un nombre fort restreint.

Les ressources de la Société sont, en effet, très limitées

(1) Rapport du Comité de placement pour 1905 et 1906 (*Bulletin de la Société*, 1907, p. 42 et seq.). Sur l'organisation et le fonctionnement de la Société, voir ses bulletins depuis 1868.

si on les compare avec l'étendue du champ d'action qu'elle s'est assignée et elles sont en voie d'assez rapide décroissance : les recettes en 1906, n'ont atteint que 13.568 fr. 64 alors que le rapport de M. Durassier, à l'Exposition de 1900, évaluait à 18.000 francs son revenu moyen annuel (1). Les comptes rendus financiers déplorent chaque année la diminution du nombre des adhérents : le produit des cotisations, qui était en 1899 de 5.587 francs est tombé en 1906 à 4.690 francs.

En dépit de cette situation stationnaire due à la disparition progressive de l'apprentissage et aux trop nombreuses abstentions de ceux dont le concours devrait être acquis à des institutions d'une portée aussi haute, la société de protection des apprentis et des enfants n'a pas fait œuvre vaine : en 1900, elle avait déjà, depuis sa fondation, distribué 39.000 francs en subventions, décerné plus de 6.000 récompenses au cours des fêtes dont la dépense avait atteint 55.000 francs, consacré 15.000 francs au fonctionnement de ses comités et placé directement en apprentissage 3.000 enfants (2). Enfin, la Société est propriétaire d'un avoir considérable qui lui permettra d'accroître son rayonnement et d'attendre des jours meilleurs : elle possède, en effet, en toute propriété 99.437 fr. 25 et en nue-propriété 86.083.37, soit au total, en tenant compte des sous-évaluations, près de 200.000 francs.

La Société Philomathique de Bordeaux, à côté de ses cours professionnels, a entrepris, de concert avec les chambres syndicales de la Ville, de créer des ateliers d'apprentissage. Les premiers ateliers créés sont ceux des industries du cuir : tannerie et mégisserie, corroierie et

(1) *Loc. cit.*, p. 197.

(2) *Loc. cit.*, p. 197.

teinture sur peaux, cordonnerie, pique de bottines. L'apprentissage, pour les élèves de chacun de ces ateliers dure 3 ans ; il est très complet : pour la cordonnerie, par exemple, il comprend 3 mois de séjour à l'atelier de tannerie et de mégisserie et 3 mois à celui de corroierie et teinture. Les apprentis sont, durant leur dernière année de stage, envoyés dans divers ateliers de la ville pour s'y perfectionner ; ils ont pendant toute la durée de l'apprentissage, les facilités nécessaires pour suivre des cours complémentaires. La Chambre Syndicale mixte de la cordonnerie de la Gironde et des industries qui s'y rattachent, accorde aux apprentis une rémunération qui est versée aux parents : une partie peut cependant être retenue et n'être remise à l'enfant qu'à l'expiration de son apprentissage. La Société Philomathique de Bordeaux dépense annuellement pour ses ateliers du cuir de 5.000 à 6.000 francs (1).

Enfin il existe un très grand nombre de patronages qui favorisent l'apprentissage en mettant les familles en rapport avec des patrons ou en assurant aux enfants par des combinaisons variées le logement et la nourriture. Parmi ces institutions les unes, telles que le Patronage de l'Église réformée de Paris, la Société d'apprentissage de jeunes orphelins, etc., aident les familles ouvrières dans le choix de patrons, particulièrement de ceux qui acceptent de loger et de nourrir leurs apprentis, d'autres placent des apprentis dans des familles où ils sont traités comme les enfants (groupes de famille de l'Assistance paternelle des fleurs et plumes, Association pour le placement en apprentissage et le Patronage d'orphelins des deux sexes à Paris, Société

(1) *Exposition de 1900. Rapport de la classe 101*, p. 40 et seq.

de secours et d'hospitalisation pour les orphelins des ouvriers et employés de chemins de fer, à Paris, etc...) d'autres reçoivent les jeunes gens dans des maisons d'apprentis (Société des amis de l'enfance pour l'éducation et l'apprentissage des jeunes garçons pauvres de la Ville de Paris; École de travail de la rue des Rosiers, à Paris, etc...) Nous devons mentionner en dernier lieu les institutions, comme le Patronage laïque du II^e arrondissement de Paris, le Patronage des apprentis du XVII^e arrondissement, le Patronage laïque d'apprentis et de jeunes employés du III^e arrondissement, etc... qui n'ont d'autre but que de procurer des distractions saines aux apprentis ou de leur assurer certains avantages, des facilités de placement, etc... Certes, des institutions de ce genre ne sont pas à dédaigner; elles contribuent à créer pour l'apprentissage une atmosphère respirable. Mais elles n'ont que des rapports très indirects avec l'instruction professionnelle; même quand elles distribuent des récompenses aux apprentis, elles se préoccupent bien plutôt des qualités morales que des capacités techniques. Aussi ne nous attarderons-nous pas à étudier leur fonctionnement et leur action.

Nous avons signalé le rôle joué par certains Conseils des prud'hommes dans la création de concours d'apprentis. D'autres ont tenté, en forçant un peu les cadres de leur action légale, de s'immiscer dans la surveillance de l'exécution du contrat d'apprentissage en dehors même des formes judiciaires. C'est ainsi que le Conseil des prud'hommes de Lyon, lorsqu'il est saisi par l'un des intéressés d'une infraction au contrat d'apprentissage, exige du contrevenant la promesse de se conformer à l'avenir à ses stipulations et, pour assurer le respect de la promesse, délègue parfois à certains de ses membres le soin de sur-

veilleursurplacelesconditionsd'exécutionducontrat.Malgré l'illégalité de cette pratique, jamais les prud'hommes de Lyon n'ont été entravés dans cette mission de surveillance, par un refus des patrons (1). Mais leur action est restreinte et ne prend aucune extension. En 1903, le Conseil des prud'hommes surveillait dix apprentissages pour la soierie, il n'en surveillait plus que cinq en 1904.

De même, à Paris, il arrive souvent que le Conseil des prud'hommes désigne un de ses membres pour suivre un apprenti dont il devient en quelque sorte le tuteur. Quand l'enfant tente de rompre le contrat sans motif, le Conseil l'oblige à retourner chez son patron « si du moins celui-ci
« lui apprend bien sérieusement le métier et ne l'emploie
« pas à des choses tout à fait en dehors de la profession.
« Pour m'en assurer, a déclaré un prud'homme dans
« l'enquête de 1902, je vais voir périodiquement le patron
« chez lequel on a ainsi fait revenir l'apprenti, je demande
« à être renseigné sur ce qu'il fait... je tiens ainsi l'apprenti
« à la tâche et j'exige à chaque visite un travail nou-
« veau » (2).

Pour coopérer à cette action pour la rénovation de l'apprentissage, la loi du 2 novembre 1892 avait prévu la création d'organes spéciaux dont elle avait minutieusement réglé la constitution, l'action et le fonctionnement. Son article 25 disposait : « Il sera institué dans chaque
« département des Comités de patronage ayant pour objet :
« 1° la protection des apprentis et des enfants employés
« dans l'industrie ; 2° le développement de leur instruction
« professionnelle. Le Conseil général, dans chaque départe-
« ment, déterminera le nombre et la circonscription des

(1) Vachez. *Recueil des usages locaux de la Ville de Lyon*, p. 63.

(2) *Conseil supérieur du Travail*, p. 384. — Voir aussi p. 340 et 394.

« Comités de patronage dont les statuts seront approuvés
« dans le département de la Seine par le Ministre de
« l'Intérieur et le Ministre du Commerce et de l'Industrie,
« et par les Préfets, dans les autres départements. Les
« Comités de patronage seront administrés par une Com-
« mission composée de sept membres, dont quatre seront
« nommés par le Conseil général et trois par le Préfet. Ils
« sont renouvelables tous les trois ans. Les membres
« sortants pourront être appelés de nouveau à en faire
« partie. Leurs fonctions sont gratuites ».

Mais cet article est resté à peu près lettre morte. Peu de Conseils généraux se sont donné la peine de déterminer le nombre et la circonscription des comités de patronage et de constituer leur commission directrice. Les comités constitués n'ont eu qu'une action restreinte et intermittente et la plupart n'ont pas tardé à renoncer à donner signe de vie. Seuls les comités de Bordeaux et de Romorantin sont signalés par les rapports annuels de la Commission Supérieure du Travail comme ayant fait preuve de quelque activité (1). Encore le second paraît-il avoir disparu depuis 1902 et le rapport de 1906 ne le signale pas parmi les comités qui se sont réunis. Quant à celui de la Gironde créé dans une ville riche en dévouements en faveur des familles ouvrières, il a fait les efforts les plus sérieux pour justifier son existence. Sa création fut décidée le 17 avril 1896 par le Conseil général de la Gironde ; mais sa première branche, le comité de patronage masculin, ne fut organisée qu'à la date du 31 juillet 1898 et le Comité de patronage féminin, sa deuxième branche, le 15 février 1899 seulement. Le premier a traversé une crise après la

(1) Rapport de la Commission pour 1902 (*Bulletin de l'Office du Travail*, 1903, p. 1904.)

mort de son président fondateur qui lui avait consacré toute son activité. Mais le comité des apprenties a donné une impulsion vigoureuse à l'apprentissage féminin en facilitant son accès, en le complétant par des cours théoriques et pratiques le dimanche, tous les 15 jours, en donnant des conseils à ses pupilles, en les surveillant dans les ateliers et magasins par l'intermédiaire de dames patronnesses, en mettant une bibliothèque à leur disposition, par des fêtes, des excursions, des distributions d'objets de nécessité et les résultats obtenus ont été des plus satisfaisants (1).

Malgré ce vigoureux effort, l'institution des comités de patronage paraît bien être définitivement tombée en désuétude : en 1905, le rapport de la Commission du Travail, dans son chapitre IX, sous le titre « Commissions départementales. — Comités de patronage », se borne à signaler l'existence du comité à Bordeaux et les tentatives inutiles du Préfet de l'Aube pour en constituer un dans son département. En 1906 et 1907, la rubrique disparaît du rapport et le chapitre X ne signale plus que des réunions de Commissions départementales.

Certains Conseils généraux ont attribué cet échec à ce que la loi n'a prévu aucune ressource pour le fonctionnement des comités de patronage et la Commission supérieure du Travail a ajouté que le développement des œuvres post-scolaires avaient rempli les principales obligations qui incombaient à cette institution (2). Cette explication nous paraît insuffisante — ce qu'il faut, en effet, dans une

(1) *Exposition de 1900, Rapport de la classe 101*, p. 195 et 205. — Rapport de la Commission supérieure du Travail pour 1901 (*Bulletin de l'Office*, 1902, p. 693.)

(2) Rapport de 1901 (*Bulletin de l'Office*, 1902, p. 693.)

pareille œuvre, c'est moins de l'argent que des dévouements désintéressés et si quelques crédits, infimes d'ailleurs, eussent été nécessaires, rien n'eût empêché les Conseils généraux, dont les Comités de patronage sont l'émanation directe, de les inscrire à leurs budgets. En second lieu, l'organisation de cours n'est qu'une attribution très accessoire des Comités de patronage, qui ont essentiellement pour objet l'amélioration et la surveillance de l'apprentissage à l'atelier et l'exemple de la société de protection des apprentis démontre qu'il y a là un champ d'action suffisamment vaste pour tenter toutes les initiatives. L'échec des Comités de patronage ne nous semble donc s'expliquer que par une défaillance des initiatives et des volontés individuelles et collectives et il faut le déplorer sans atténuation et sans excuse.

A tous ces efforts faits pour la restauration de l'apprentissage à l'atelier par des institutions ou groupements si divers, ce n'est qu'à titre tout à fait exceptionnel que des associations ouvrières se sont jointes. Nous avons noté dans notre chapitre 1^{er} combien vive en général était en France l'hostilité des ouvriers contre l'apprentissage — on ne voit généralement dans l'apprenti que le concurrent d'aujourd'hui ou de demain, redoutable aujourd'hui parce qu'il ne demande qu'un salaire minime, demain peut-être par sa supériorité professionnelle manifeste. Aussi l'action des syndicats ouvriers ne s'est-elle guère exercée dans ce domaine que par le mouvement en faveur de la limitation de nombre des apprentis ou même de la suspension et de la suppression pure et simple de l'apprentissage dans certaines professions. La seconde de ces mesures, dont nous avons signalé les conséquences néfastes, ne peut, quelle que soit l'ingéniosité d'esprit de ceux qui la préconisent,

être considérée comme favorable à l'apprentissage. Aussi, la laisserons-nous de côté pour nous borner à étudier les arguments par lesquels on prétend défendre la limitation du nombre des apprentis. L'exemple que l'on cite volontiers pour discuter cette question est celui de l'imprimerie, où l'Union syndicale des maîtres imprimeurs de France et la Fédération française des travailleurs du livre se sont mis d'accord pour fixer à un par cinq compositeurs le nombre des apprentis, les apprentis à l'essai exceptés, et les apprentis de quatrième et cinquième année étant comptés comme ouvriers (1). Mais s'il y a là un exemple favorable à la thèse restrictive, puisqu'il y a eu accord entre patrons et ouvriers et que la disposition adoptée fait preuve d'une certaine modération, il ne faut pas perdre de vue que les tendances de la classe ouvrière organisée ne sont guère ni à l'accord préalable avec les patrons, qui pourrait sauvegarder les intérêts de l'industrie, ni à la modération — à Chaumont, les gantiers ont décidé que nul ne pourrait apprendre leur métier, s'il n'était fils d'ouvrier gantier (2); dans l'enquête de 1902, le syndicat des coloristes-enlumineurs de Paris a demandé qu'il n'y ait qu'un apprenti pour 25 ouvriers et le syndicat mixte des métaux de Laval ne voudrait qu'un apprenti par atelier, quel que soit le nombre des ouvriers (3). Et nous avons constaté que ce mouvement n'était guère motivé que par le désir égoïste d'éviter une concurrence dangereuse.

Certes, nombreux sont les cas où, notamment dans la petite industrie, les patrons, sous couleur d'apprentissage, abusent de la main-d'œuvre enfantine. Mais s'il est des

(1) Règlement d'apprentissage, art. 3. *Conseil supérieur du Travail*, p. 148.

(2) *Moniteur des Syndicats ouvriers*, 25 mai 1902.

(3) *Rapport cité sur l'économie sociale à l'Exposition de 1900*, p. 82 et 83.

mesures à prendre contre un pareil état de choses, il n'apparaît pas que le mouvement que nous étudions se préoccupe suffisamment de la nécessité d'assurer aux générations futures une forte éducation professionnelle.

M. Gide se prononce en faveur de la limitation sous réserve qu'elle ne porte pas atteinte au recrutement du métier et il émet cette opinion que la fixation du nombre des apprentis à 8 0/0 de celui des ouvriers suffit pour remplacer unité par unité les ouvriers décédés et par conséquent n'a rien d'excessif (1).

Mais qui nous assure que la classe ouvrière aura la même sagesse que l'éminent rapporteur de l'Exposition de 1900 ! Il faut d'ailleurs noter que le mouvement est loin d'avoir gagné toutes les corporations — dans l'ébénisterie et l'ameublement notamment, la majorité des avis exprimés dans l'enquête de 1902 sont opposés à la limitation du nombre des apprentis et parmi les organisations qui se sont prononcées dans ce sens on trouve 10 Conseils de prud'hommes et 8 syndicats ouvriers (2). Dans l'imprimerie même, l'accord intervenu entre patrons et ouvriers est fréquemment et très heureusement violé (3). Si des abus se produisent, ils trouveront dans la liberté même le correctif nécessaire — si par l'afflux de la main-d'œuvre les salaires s'abaissent dans une industrie, on peut être assuré que les apprentis s'en détourneront : ceux-ci ne vont pas indifféremment à toutes les professions et ils désertent celles où le salaire devient trop faible (4).

(1) Rapport cité sur l'Économie sociale à l'Exposition de 1900, p. 82 et 83.

(2) Conseil supérieur du Travail, p. 248, etc...

(3) Georges Alfasse, « La crise de l'apprentissage », *Bulletin de la Société de protection*, 1906, p. 267.

(4) Voir Conseil supérieur du Travail, déclaration du Syndicat des menui-

Ainsi donc en France, on ne rencontre en faveur du rétablissement de l'apprentissage à l'atelier que des tentatives isolées, peu nombreuses, sans portée véritablement efficace et laissées à leurs seules forces par l'indifférence des pouvoirs publics.

L'ÉTRANGER

Il n'en est pas de même dans tous les pays et un certain nombre d'États, parmi lesquels il faut citer au premier rang l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et la Suisse, sont intervenus directement dans la lutte du poids de leur autorité.

L'Allemagne.

C'est la loi du 26 juillet 1897 qui a introduit dans le Code Industriel allemand (*Gewerbeordnung*), titre VII, une section III intitulée « Des apprentis » et qui contient la plupart des règles en vigueur sur l'apprentissage (1). Cette section règle minutieusement tout ce qui a trait à l'instruction professionnelle de l'apprenti : « Le maître, « dit le § 127, est tenu d'instruire l'apprenti dans tous les « travaux qui se présentent dans l'exploitation et qui « correspondent au but que la préparation de l'apprenti « doit atteindre. Il doit diriger lui-même, ou par l'inter- « médiaire d'un mandataire qualifié, expressément dési-

siers en cadres de Paris, du Syndicat ouvrier de l'ameublement de Liffol (p. 246 et 255), etc...

(1) Les textes cités en ce qui concerne la réglementation de l'apprentissage en Allemagne sont extraits de l'*Annuaire de législation étrangère*, 1882 p. 148) et 1898 (p. 168) et de l'*Annuaire de la législation du Travail*, 1900.

« gné à cette fin, l'instruction de l'apprenti. » Ces dispositions comportent de part et d'autre des sanctions efficaces : c'est contre le maître et en cas de manquement grave, le retrait temporaire ou définitif par l'autorité administrative inférieure du droit d'avoir des apprentis, retrait qui ne peut être rapporté qu'au bout d'un an par l'autorité administrative supérieure (§ 126 *a*) : contre l'apprenti, le droit de correction paternelle conféré au maître (§ 127 *a* et *b*) et si l'enfant déserte l'atelier sans motif valable, le droit de le faire ramener de force par la police ou d'obtenir sa condamnation à une amende de 20 marks ou à un emprisonnement de 5 jours au plus (§ 127 *d*). Des dispositions sont prises pour assurer l'instruction professionnelle : interdiction au maître d'imposer à l'apprenti non logé, ni nourri des travaux domestiques (§ 127) ; droit conféré à l'autorité administrative inférieure d'obliger le maître, qui a un « nombre d'apprentis hors de proportion avec l'étendue ou la nature de son entreprise et compromet ainsi leur instruction », à en renvoyer une partie et de lui interdire d'en accepter à l'avenir plus d'un nombre déterminé. En cas de résistance, le patron s'expose au retrait pur et simple du droit de former des apprentis. En outre, la loi reconnaît au Conseil fédéral, et même à une simple ordonnance, la faculté de fixer pour des catégories particulières d'industrie le maximum du nombre d'apprentis autorisé (§ 128).

Le contrat d'apprentissage doit être obligatoirement conclu par écrit dans les 4 semaines du commencement de l'apprentissage (§ 126 *b*) : si le contrat n'était pas fait par écrit, le maître ne pourrait requérir le retour de l'apprenti s'il venait à rompre son engagement ; il serait, ainsi que l'apprenti, sans droit à réclamer des dommages-intérêts en

cas de rupture (§ 127 *d* et *f*). Le maître est tenu de communiquer le contrat d'apprentissage à l'autorité de police locale sur la réquisition de celle-ci (§ 126 *b*). Le maître qui n'a pas conclu régulièrement le contrat d'apprentissage est passible d'une amende de 20 marks au plus, et en cas d'insolvabilité, d'un emprisonnement de 3 jours au plus pour chaque contravention (§ 150-4 *a*). L'amende peut aller jusqu'à 150 marks et, en cas d'insolvabilité, l'emprisonnement à 4 semaines contre le maître qui contrevient aux obligations légales, qui a un nombre d'apprentis hors de proportion avec son entreprise ou qui contrevient à la défense qui lui est faite de dépasser un nombre déterminé d'apprentis (§ 148 9, 9 *b*).

L'apprenti qui veut changer de profession, peut résilier le contrat; mais il doit remettre au maître une déclaration dans ce sens signée de son père ou de son tuteur s'il est mineur et, pendant les 9 mois qui suivent la résolution, il ne peut être employé par un autre patron de la même profession sans le consentement du premier (§ 127 *c*) sous peine d'une amende de 150 marks au plus ou d'un emprisonnement de 4 semaines au plus (§ 148-10). En cas de rupture sans motif valable « le patron qui a poussé « l'apprenti à délaisser l'apprentissage ou qui l'a pris en « apprentissage sachant que l'apprenti était encore « astreint à l'exécution d'un contrat d'apprentissage antérieur » est tenu solidairement avec l'enfant et son père au paiement de l'indemnité due (§ 127 *g*). »

A la fin de l'apprentissage, le maître ne se borne pas à remettre à l'apprenti un congé d'acquit constatant l'accomplissement du stage convenu. Le certificat doit indiquer, avec la durée de l'apprentissage, les connaissances et le degré d'habileté acquis et contenir des renseigne-

ments sur la conduite de l'apprenti. Souvent, d'ailleurs, il est remplacé par les diplômes délivrés par les corporations ou les organisations industrielles (§ 127 c).

En dehors de ces dispositions qui s'appliquent à tous les établissements industriels, quels qu'ils soient, l'institution des corporations dans les professions dites de métier a amené le législateur allemand à édicter pour ces professions des dispositions particulièrement sévères et étroites. Les corporations (*Innungen*) composées de ceux qui exercent la profession « à titre indépendant » et des contremaîtres ont été rétablies dans les métiers de petite industrie par la loi du 18 juillet 1881, et la loi du 26 juillet 1897 a permis à l'autorité supérieure, déjà investie par la loi de 1881 du droit de déclarer obligatoires pour les patrons libres les règlements sur l'apprentissage édictés par les corporations, de conférer à celles-ci un caractère obligatoire à condition : 1° que la majorité de ceux qui exercent le métier en fassent la demande ; 2° qu'aucun adhérent ne se trouve dans l'impossibilité par l'éloignement de son domicile de prendre part à la vie corporative ; 3° que le nombre des adhérents soit suffisant pour assurer l'existence de la corporation.

La base de ce système néocorporatif réside dans l'organisation de l'apprentissage. Aussi le code industriel réglemente-t-il très sérieusement l'apprentissage et confère-t-il aux corporations et aux Chambres de métiers, qui en sont l'émanation (1), des pouvoirs considérables en cette matière. Dans les professions de métiers, le droit de diriger les apprentis est réservé (sauf dispense accordée par

(1) Les Chambres de métiers (*Handwerks-Kammern*) sont élues par l'ensemble des corporations obligatoires ou facultatives et des associations industrielles (*Gewerbevereine*) d'une région déterminée.

l'autorité administrative supérieure) aux personnes âgées de 24 ans et qui remplissent l'un des groupes de conditions suivantes : 1° avoir accompli le temps d'apprentissage prescrit par la Chambre de métiers ou, à défaut de prescriptions dans ce sens, avoir fait trois ans d'apprentissage au moins, et, en outre, avoir passé l'examen de compagnon ; 2° Exercer le métier sans interruption pendant 5 années personnellement et pour leur compte ou en qualité de contremaître ou à un titre analogue (par. 129).

L'examen de compagnon est subi, à la fin de l'apprentissage, devant une Commission nommée pour 3 ans et composée d'un président désigné par la Chambre de métiers et de 2 assesseurs au moins désignés par la corporation et la Commission des compagnons si la corporation est obligatoire et, si elle est libre, par la Chambre de métiers ou par la corporation dûment autorisée par celle-ci — la moitié des assesseurs doit être prise parmi les compagnons (§ 131 et 131 *a*). La corporation et le patron doivent engager l'apprenti à se présenter à l'examen (§ 131 *c*) auquel on ne peut être admis qu'après apprentissage régulier (§ 129 *a* et 131 *c*). La procédure devant la Commission d'examen, l'ordre des épreuves, l'introduction de la tenue des livres et de la comptabilité parmi les matières de l'examen et le montant des droits d'inscription sont fixés par une ordonnance prise par l'autorité administrative supérieure d'accord avec la Chambre de métiers et en cas de désaccord, par l'autorité centrale de l'Etat (§ 131 *c*). Le § 131 *b* du Code Industriel détermine les conditions que doit remplir le candidat pour être admis et le § 132 *a* interdit à l'autorité centrale de l'Etat de rien changer à ces conditions : « De l'examen, dit le § 131 *b*, doit résulter la preuve que l'apprenti exerce avec une

habileté suffisante, les travaux et pratiques en usage dans son métier, qu'il connaît la valeur de la composition des matières premières ainsi que la manière de les conserver et de les travailler, et qu'il sait aussi reconnaître la bonne ou la mauvaise qualité de ces matières ».

Et le législateur allemand attache une telle importance à cet examen qu'il réserve au président de la Commission un recours contre la décision de celle-ci devant la Chambre de métiers (§ 132). Le résultat de l'examen est consigné sur le certificat d'apprentissage et en cas d'échec, l'épreuve ne peut être renouvelée qu'après un certain délai (§ 131 c). Ces examens ne sont pas encore légalement obligatoires, mais, en fait et sous la poussée de l'opinion, ils tendent de plus en plus à le devenir.

Pour pouvoir porter le titre de maître accompagné de l'indication d'un métier, il faut non seulement posséder le droit d'avoir des apprentis, mais encore passer un nouvel examen et « en règle générale » avoir été compagnon pendant 3 ans (§ 133). Celui qui prend sans droit le titre de maître est passible d'une amende de 150 marks au plus, et en cas d'insolvabilité, d'un emprisonnement de 4 semaines au plus (§ 148-9 c).

Le législateur allemand a considéré que ces minutieuses dispositions ne suffisaient pas encore pour donner à l'apprentissage toute la valeur désirable ; mais il a estimé fort justement que le détail de la réglementation devait varier suivant les régions et les professions et pour le surplus il s'en est remis aux corporations et aux Chambres de métiers. Ces deux catégories d'institutions reçoivent le droit d'établir une réglementation détaillée de l'apprentissage, étant entendu que les dispositions établies par les corporations devront être, après avis de la Chambre des métiers,

soumises à l'approbation de l'autorité administrative supérieure et que celles qui seraient contraires aux dispositions de la Chambre des métiers n'aient aucune force obligatoire (§ 81 *a*, 100 *p*, 103 *c*, 103 *f*). Elles ont également le droit de veiller à l'exécution des dispositions établies : les corporations peuvent même confier à des délégués leurs pouvoirs sur ce point et les charger de visiter les locaux de travail et les chambres des apprentis (§ 83, 94 *c* et 103 *e*). Rentrent également dans les attributions des corporations les mesures à prendre en vue de l'éducation technique, industrielle et morale des apprentis, la création et la direction d'écoles et le soin d'assurer leur fréquentation (§ 81 *a*, *b*). En outre de leurs pouvoirs généraux de réglementation, les Chambres de métiers et les corporations sont spécialement investies du droit de fixer, tant que l'autorité centrale ou le Conseil fédéral n'auront pas pris de dispositions à cet égard, le nombre d'apprentis que chaque maître peut engager et les premières peuvent, sous réserve d'approbation de l'autorité administrative supérieure et après avoir entendu les corporations et associations industrielles, déterminer dans les limites d'un maximum, de 4 ans, la durée de l'apprentissage dans chaque métier et accorder des dispenses particulières — en général la durée est de 3 ans (§ 130 et 130 *a*). En vue de donner à la corporation le moyen d'assurer une surveillance rigoureuse de l'apprentissage, le § 129 *b* astreint le maître à lui faire parvenir une copie du contrat d'apprentissage dans les 15 jours de sa conclusion ; le maître peut y être contraint par la police locale. La corporation a d'ailleurs la faculté d'exiger que le contrat soit passé devant elle.

L'exécution des dispositions prises par les corporations et chambres de métiers en matière d'apprentissage est

assurée par des sanctions fixées par la loi. Le patron contrevenant peut être contraint par l'autorité de police locale à congédier ses apprentis ; il en est de même de celui qui a pris des apprentis sans avoir légalement le droit d'en former (§ 144 a). Quant au patron qui embauche un nombre d'apprentis supérieur à celui fixé par l'autorité centrale, la Chambre de métiers ou la corporation, il est passible d'une amende de 150 marks au plus et d'un emprisonnement pouvant atteindre 4 semaines (§ 144 a).

Sous ce régime, les corporations obligatoires n'ont eu en Allemagne qu'un développement limité en raison des conditions imposées pour leur établissement. Mais les corporations libres jouissant d'attributions à peu près identiques à celles des corporations obligatoires et étant comme elles pourvues de la personnalité morale, et les diverses associations industrielles se sont largement développées et ont eu sur l'apprentissage dans la petite industrie une influence particulièrement décisive et heureuse. Une enquête faite en 1895 a établi que dans la région considérée, il y avait dans les ateliers de la petite industrie 21.725 apprentis pour 42.043 compagnons (1). Quant à la grande industrie, l'apprentissage n'y a revêtu à aucun degré un caractère obligatoire ; mais il n'en a pas moins gardé une vitalité dont peu de pays nous fournissent l'exemple. Il convient d'ailleurs, de noter que les efforts faits dans ce sens ont été admirablement secondés par l'opinion publique, qui favorise surtout le développement des examens où elle voit une preuve nécessaire de capacité (*Befähigungsnachweis*), et par les pouvoirs publics des divers États. C'est ainsi que le Grand Duché

(1) *Handwerker*. — Enquête de 1895. -- Monographie du *Verein für Sozialpolitik*

de Bade, depuis 1888, accorde une prime, variant de 150 francs à la campagne à 500 francs dans les villes et qui est en moyenne de 375 francs, au patron qui consent à prendre pendant 3 ans la charge du logement, de la nourriture et de l'instruction de l'apprenti, lequel est astreint à un examen trimestriel en vue de contrôler l'exécution des engagements du maître. C'est là, dit M. Gide, une situation fort recherchée des artisans des petites villes, moins à raison des bénéfices qu'ils en retirent que parce qu'elle a un caractère honorifique (1).

Le Wurtemberg accorde également des subsides à des contremaitres expérimentés, choisis par le Comité royal central du commerce et de l'industrie, à la condition qu'ils s'engagent par contrat, sous certaines conditions, à former systématiquement des apprentis. Des commissaires spéciaux reçoivent mission de surveiller l'exécution du contrat.

L'État Prussien est intervenu en proposant à l'imitation de l'industrie privée des ateliers modèles d'apprentissage. Ces ateliers datent, dans les chemins de fer de l'État, de 1879, et dès cette époque leur outillage était déjà assez complet pour que tous les travaux pussent y être exécutés, les apprentis restent pendant un an dans ces ateliers où ils s'instruisent sous la direction continue de maîtres éprouvés, ensuite ils sont envoyés dans une section de grands ateliers de réparations où ils travaillent avec les ouvriers et sont exercés à la conduite des machines-outils. Au 1^{er} avril 1899, la Prusse et la Hesse réunies comptaient 69 ateliers d'apprentissage avec 2.318 apprentis.

L'exemple donné par l'État a été suivi par la grande

(1) *Rapport sur l'économie sociale à l'Exposition de 1900*, p. 183.

industrie allemande et de nombreux établissements se sont attachés à rétablir le contrat d'apprentissage lui-même, dont elles ont compris la valeur éducative, et à créer des ateliers à l'usage des apprentis où ceux-ci, appelés à pratiquer successivement toutes les spécialités de leur profession, puissent en acquérir la connaissance complète (1).

La fabrique de machines-outils Ludwig Loewe et C^{ie}, à Berlin, organisée suivant les exemples de l'Amérique, constitue le modèle du genre : à côté de ses volontaires, elle a tout un groupe d'apprentis, engagés pour 4 ans et recevant un salaire qui varie de 10 à 20 pfennigs l'heure : ces apprentis, outre l'enseignement pratique qu'ils reçoivent dans les divers ateliers, suivent des cours théoriques qui leur sont faits par les ingénieurs de l'usine ; l'un de ceux-ci est spécialement chargé de la direction de la classe des apprentis. Les usines Loewe, dont le capital social dépasse 100.000.000 de marks, sont ainsi arrivées à former un noyau d'ouvriers habiles ; elles favorisent l'accès des plus intelligents aux écoles d'ingénieurs de Bochum, Chemnitz, Mitweida (2). Beaucoup de maisons allemandes, dans le but de favoriser l'apprentissage, donnent aussi à leurs apprentis un repas par jour (3).

L'Autriche

L'Autriche, qui a rétabli dès 1883, les corporations obligatoires (*Gewerbegenossenschaften*), possède en matière

(1) Rapport de M. Durassier, *loc. cit.*, p. 206 et seq.

(2) *Bulletin de l'enseignement technique*, 3 octobre 1903 et 11 février 1906.

— Notes de MM. Corre et Labbé.

(3) *Conseil supérieur du Travail*, p. 377.

d'apprentissage un ensemble de dispositions encore plus rigoureuses que celles qui régissent l'Allemagne. Ces dispositions sont contenues dans la *Gewerbeordnung* du 15 mars 1883, complétée et amendée par la loi du 23 février 1897 (1).

Il faut distinguer, comme en Allemagne, les dispositions générales et celles qui sont spéciales à certaines catégories de professions.

De façon générale, ne peuvent employer d'apprentis, que les patrons qui possèdent par eux-mêmes ou par leurs mandataires, les connaissances pratiques nécessaires pour enseigner complètement la profession (§ 98, 99, 100). Aussi, le maître ne peut-il priver l'apprenti « du temps et « des occasions nécessaires à cet effet » en l'employant à d'autres services (§ 100).

En cas de manquement à ses devoirs, le droit d'avoir des apprentis peut lui être retiré à titre temporaire ou définitif, après que la corporation dans les cas où elle existe, a été entendue (§ 137).

Le contrat est passé verbalement ou par écrit ; mais dans le premier cas, sa conclusion a lieu obligatoirement devant le bureau de la corporation, ou, à défaut, devant l'autorité communale ; dans le second, il doit être envoyé aussitôt après sa conclusion au bureau de la corporation ou à l'autorité communale ; dans les 2 cas, il doit être transcrit sur un registre spécial (§ 99).

A défaut de disposition particulière, le temps d'apprentissage dans les industries qui ne sont pas exploitées en fabrique, ne peut être ni inférieur à 2 ans, ni supérieur à 4 ; pour les industries exploitées en fabrique, il ne peut dépasser 3 ans (§ 98 a).

(1) *Annuaire de législation étrangère*, 1884, p. 932 ; 1886 et 1898, p. 390

En cas de rupture, parce que l'apprenti veut changer de profession ou parce que ses parents ont besoin de lui, le motif est indiqué sur le livret de l'enfant et, pendant un an celui-ci ne peut être employé dans la même profession sans le consentement du patron ou de l'autorité (§ 102).

Le certificat d'apprentissage doit indiquer la durée du stage accompli, la conduite de l'apprenti et l'habileté qu'il a acquise (§ 104).

En ce qui concerne les dispositions spéciales, des distinctions sont nécessaires suivant la nature de l'industrie. La *Gewerbeordnung* distingue, en effet, 3 catégories de professions : *a*) les professions libres, qui constituent le droit commun, celles que tous peuvent exercer sous certaines conditions et à charge de faire une déclaration ; *b*) les professions autorisées, qui ne peuvent être exercées qu'en vertu d'une autorisation spéciale ; ce sont celles qui présentent des dangers au point de vue politique, moral ou hygiénique, les professions d'aubergistes, imprimeur, l'exploitation d'établissements insalubres, etc. ; *c*) les professions dites « de la catégorie des métiers », c'est-à-dire la petite industrie, la grande industrie appartenant en principe à la première catégorie à l'exception des établissements classés comme insalubres. C'est pour cette troisième catégorie de professions que la loi de 1883, chap. VII, art 110, a déposé impérativement : « Entre ceux qui exercent le même métier ou des métiers similaires, dans une même commune ou dans « les communes limitrophes, le lien corporatif doit être « maintenu là où il existe ; s'il n'existe pas, l'autorité doit « chercher à l'établir, là où les circonstances le permettent. » Tout patron qui exerce un métier dans une circonscription où existe une corporation en fait obligatoirement partie. Les professions de la catégorie des métiers

ne peuvent être exercées que sur la production d'un certificat d'apprentissage et de travail constatant l'emploi comme ouvrier pendant plusieurs années dans le même métier ou dans une exploitation de fabrique analogue. Ce certificat doit être approuvé par le chef de la commune et, en outre, s'il existe une corporation du métier, par son président. Le nombre d'années pendant lesquelles le postulant doit avoir été employé comme apprenti ou comme ouvrier compagnon est fixé par ordonnance rendue par le Ministre de l'Intérieur d'accord avec le Ministre du Commerce, après avis de la Chambre de Commerce et des corporations intéressées (§ 14).

Entre autres attributions, le § 114 confie aux corporations le soin « de pourvoir... à l'établissement d'un système d'apprentissage bien ordonné par un ensemble de règles », portant notamment sur l'éducation professionnelle morale et religieuse des apprentis, sur la durée de l'apprentissage pour les professions ne rentrant pas dans la catégorie des arts et métiers, sur les examens ou les preuves à subir durant le cours de l'apprentissage, sur les moyens d'assurer l'exécution de ces dispositions, sur les conditions de validité des certificats d'apprentissage, sur les garanties à fournir pour tenir des apprentis et enfin sur le nombre de ces derniers par rapport aux ouvriers. Ces règlements ne sont obligatoires qu'après approbation de l'autorité supérieure. Dans le cas où le règlement de la corporation établit un examen d'apprentissage, si l'apprenti ne satisfait pas à cet examen, l'autorité industrielle peut, sur le rapport de la corporation, prolonger l'apprentissage d'un an au maximum (§ 99 b.). Si aucun examen n'est prescrit, le bureau de la corporation délivre à l'expiration de l'apprentissage un brevet d'apprentissage basé sur le vu du

certificat d'apprentissage et sur les constatations faites par la corporation (§ 104). Celle-ci est en outre chargée de la surveillance de l'apprentissage et investie des pouvoirs nécessaires à cette surveillance (§ 103 et 114),

Les corporations obligatoires n'ont en Autriche donné en général que de médiocres résultats : l'administration s'est montrée maladroite, elle a groupé des métiers disparates, sa tutelle a été trop étroite et d'autre part des jalousies et des rivalités n'ont pas tardé à se faire jour dans la corporation. Mais en ce qui concerne spécialement l'apprentissage, l'action des corporations a été fort utile et a fortement contribué à améliorer l'enseignement professionnel ; 85 0/0 des corporations exigent aujourd'hui comme preuve de capacité un examen théorique et pratique. Mais il arrive encore souvent que les règlements établis par la corporation sont mal observés parce que les membres n'osent pas sévir contre des confrères.

Aussi le règlement du 30 juin 1901 a-t-il organisé un service d'encouragement à l'industrie (*Gewerbeforderung*) qui vise spécialement la petite industrie. L'article 1^{er} de ce règlement charge le Conseil de direction et de perfectionnement rattaché au Ministère du Commerce et le corps des instructeurs des corporations créé par l'ordonnance du 31 mai 1901 d'assurer la surveillance de l'apprentissage, d'organiser des expositions permanentes ou temporaires, de créer des écoles et des cours professionnels. A la fin de 1904, le service d'encouragement à l'Industrie avait organisé 282 expositions locales groupant 20.151 exposants et dépensé à cet effet 180.280 couronnes (1) fournies pour un tiers par le Ministère du Commerce et pour le surplus

(1) La couronne vaut 1 fr. 05.

par les Conseils des Etats, les Chambres de Commerce et d'Industrie, les caisses d'épargne, les municipalités, les corps de métiers et autres associations industrielles et ouvrières. En outre, il avait organisé dans les capitales des provinces 22 expositions centrales, groupant 4.571 lauréats des expositions locales et coûtant 22.810 couronnes fournies par les mêmes institutions. En 1904, enfin, il avait pris l'initiative à Vienne, au Prater, d'une grande exposition nationale de travaux exécutés par des apprentis à l'Ecole, à l'atelier ou sous les yeux mêmes des visiteurs de l'Exposition. Grâce à ces encouragements, le nombre de apprentis tend à se maintenir ; dans les corporations, le nombre des auxiliaires (*angehörige*) était, il y a une dizaine d'années, de 692.453, dont 518.348 ouvriers et 174.405 apprentis (1).

Dans leur œuvre de rénovation, les corporations et les pouvoirs publics ont d'ailleurs été comme en Allemagne secondés par l'opinion qui s'est souvent montrée plus hardie que le législateur. Dans l'enquête qui précéda la révision du Code industriel en 1897, un certain nombre d'artisans demandèrent qu'on rendit l'examen rigoureusement obligatoire pour l'accession à la maîtrise. « Nous réclamons la preuve de capacité dit l'un d'eux, pour forcer les maîtres à faire vraiment l'éducation de leurs apprentis sous peine de se voir enlever le droit d'en avoir... et pour que des gens qui n'ont pas la capacité de gouverner une entreprise ne viennent pas gâter le métier par leur concurrence » (2).

L'Autriche n'a pas limité ses encouragements à l'instruction des apprentis et elle a fait des efforts considérables

(1) Fouqué, *loc. cit.*, p. 35.

(2) Cité par M. Pic, *Traité élémentaire de législation industrielle*, p. 357 et seq.

pour développer les aptitudes professionnelles des patrons, des contremaîtres et des ouvriers et les tenir au courant des progrès de l'industrie : signalons l'Institut pour le perfectionnement de l'industrie créé par la Chambre de commerce d'Innsbrück, qui s'efforce d'enseigner de nouveaux procédés de fabrication et organise des expositions de machines, de moteurs et de matériaux ; les musées permanents de machines et d'appareils nouveaux de Prague, Brunn, Reichenberg et Klagenfurt, les musées temporaires et ambulants qui circulent de ville en ville, les conférences faites aux patrons et aux ouvriers par les professeurs des écoles d'industrie (1).

La Hongrie

La Hongrie a suivi l'Autriche dans la voie du rétablissement des corporations obligatoires. Mais la loi du 21 mai 1884, qui a consacré ce rétablissement n'a pas laissé à l'administration les mêmes pouvoirs d'arbitraire : la corporation hongroise est communale et comprend tous les métiers de petite industrie de la circonscription communale : en outre, elle ne peut être rendue obligatoire que s'il y a dans la commune 100 personnes exerçant une profession de la catégorie des métiers et sur la demande des deux tiers de ces personnes (2).

En principe, tout industriel exerçant personnellement

(1) *Zeitschrift für gewerblichen Unterricht*, n° 24, nov. 1904, *die ausstellung von Wiener Lehrlingsarbeiten anschule und Werkstatt*, par le professeur Höfert, de Gorlitz. — Musée social, novembre 1904. — *La corporation autrichienne*, par M. Paul Louis. — M. J. Roux, « L'apprentissage et l'enseignement industriel en Autriche » (*Bulletin de l'enseignement technique*, 27 mai 1905.)

(2) *Annuaire de législation étrangère*, 1886, p. 329.

une industrie a le droit d'avoir des apprentis (art. 59). Mais dans les professions pour lesquelles la preuve de capacité est exigée, le patron qui exerce plusieurs industries et qui n'a justifié sa capacité qu'à l'égard d'une seule, ne peut prendre d'apprentis que pour cette industrie, à moins qu'il n'ait dans son établissement des personnes ayant l'aptitude requise pour l'exercice des autres industries. (art. 47).

Le contrat doit être passé par écrit devant l'autorité industrielle ou à défaut devant le Maire : dans ce dernier cas, il doit être envoyé dans les huit jours à l'autorité industrielle (art. 61). Celle-ci tient un registre relatant les principales dispositions des contrats et surveille l'apprentissage ; elle doit s'informer au moins deux fois par mois de la conduite des apprentis (art. 77 et 78) ; elle doit être avisée de la cessation du contrat (art. 73).

La durée de l'apprentissage s'étend au moins jusqu'à l'achèvement de la quinzième année (art. 61).

L'apprenti ne peut être employé qu'aux travaux du métier (art. 63).

A l'expiration de l'apprentissage, l'autorité industrielle lui délivre un certificat relatant les indications du certificat scolaire et indiquant les progrès faits dans la pratique de l'industrie (art. 67).

En cas de rupture de contrat par la faute de l'apprenti ou parce qu'il a désiré changer de profession, le patron a le droit à une demi-année de prix d'apprentissage à titre d'indemnité (art. 74). Le patron qui engage sciemment un apprenti en fuite est tenu solidairement avec celui-ci d'indemniser l'ancien maître et l'autorité industrielle locale doit sur la réquisition de ce dernier lui ramener l'apprenti (art. 75 et 76).

Tout patron qui ne remplit pas ses obligations relatives à l'instruction de ses auxiliaires, est passible d'une amende de 20 à 200 florins et en cas de faits graves ou de récidive, il peut être privé pendant un an, du droit d'avoir des apprentis ou des jeunes ouvriers (art. 157 et 160).

D'autre part, la Hongrie a, à l'imitation de la Prusse créé, en 1893, des ateliers d'apprentissage, rattachés à la direction des Chemins de fer d'État, mais où, à côté des futurs ouvriers de l'exploitation de ces chemins de fer, on recrute chaque année une catégorie spéciale d'enfants que l'on instruit systématiquement au bénéfice des industries privées locales.

L'apprentissage dont les conditions sont fixées par contrat, dure quatre ans dans ces ateliers et pour les ouvriers en fer et en métaux, il se fait dans un atelier spécial pendant les deux premières années, sous déduction d'un stage d'un mois dans l'atelier de modelage et dans la fonderie à l'expiration de cette période, et pendant les deux dernières années, dans les différentes divisions des ateliers où les apprentis sont alors spécialisés. L'atelier spécial est pourvu d'un outillage suffisant pour pouvoir exécuter intégralement tous les travaux prescrits. Les autres apprentis sont instruits pendant toute la durée de leur stage dans les ateliers de chacune des professions. La surveillance de l'apprentissage est confiée à un contre-maitre spécial, qui a sous ses ordres un ouvrier par apprenti, en vue de l'instruction de celui-ci. L'enseignement a un caractère essentiellement pratique et, sauf dans les débuts, les apprentis n'exécutent que des pièces destinées à être ensuite utilisées. Après un stage de deux mois, ils reçoivent un salaire journalier proportionné à leurs capacités et qui ne peut dépasser 90 kreutzers. Un

enseignement théorique est joint à l'enseignement pratique. L'un et l'autre sont sanctionnés chaque année par un double examen.

Outre les futurs ouvriers des ateliers de la voie ferrée, les ateliers d'apprentissage forment des ouvriers pour l'industrie privée. Ce sont les apprentis Szeklers, recrutés par les autorités en Transylvanie et destinés à y retourner pour fournir aux industries locales la main-d'œuvre qualifiée dont elles ont besoin. Ces apprentis sont entièrement entretenus et vêtus et reçoivent des gratifications, outre un salaire affecté à leur entretien. Dès la troisième année, ils peuvent être admis à travailler à la tâche. Une retenue de 10 0/0 est faite sur leurs salaires et versée à la Caisse d'Épargne, elle ne devient leur propriété qu'à l'expiration de l'apprentissage.

Le nombre total des apprentis des chemins de fer de l'État Hongrois était en 1899 de 219, dont 126 Szeklers ; il avait atteint en 1897, 297 dont 194 Szeklers (1). L'Autriche a fait en Bosnie, Herzégovine une tentative analogue à celle de la Hongrie avec ses apprentis Szeklers et qui présente un intérêt encore plus vif. Après l'occupation de ces provinces en 1882, elle s'efforça de faire renaître les industries d'art bosnien : l'incrustation, le damasquinage, le ciselage, la gravure, le tissage des tapis, la broderie qui avaient brillé d'un vif éclat, mais que des guerres et des troubles incessants avaient fait presque complètement disparaître au moins dans leurs manifestations artistiques. Pour les premières de ces industries, l'administration choisit des jeunes gens bien doués, elle amena des ouvriers habiles et leur confia ces

(1) Rapport de M. Durassier, p. 222 et seq.

jeunes 'gens; des ateliers d'apprentissage subventionnés par l'État furent fondés et le Gouvernement acheta les produits, les exposa et les vendit sur le marché. Pour la fabrication des tapis, un atelier fut également créé à Sarajevo : un peintre persan fut spécialement chargé de la création des modèles et des matières premières de qualité supérieure furent mises à la disposition des femmes du pays. Les efforts du Gouvernement austro-hongrois ont été couronnés de succès : l'art bosnien-oriental est en pleine renaissance, ses produits commencent à être recherchés dans tous les pays et l'atelier de Sarajevo a même commencé non sans bonheur le tissage des Gobelins.

Il existe actuellement un atelier central, un atelier pour le tissage des tapis et un atelier de broderies à Sarajevo et 2 ateliers d'incrustation à Foca et Lidno.

L'atelier central de Sarajevo comprend 6 ateliers et 70 travailleurs, dont 50 élèves qui reçoivent, outre le dîner, une bourse de 6 fr. 20 par mois pendant les deux premières années et de 10 fr. 50 pendant les deux autres ; les plus pauvres sont logés et entretenus gratuitement. 8 heures sont consacrées chaque jour à la pratique du métier ; l'apprentissage dure 4 ans, après lesquels les élèves subissent un examen : ceux dont les connaissances sont insuffisantes sont gardés une année de plus. Les autres peuvent rester à l'atelier comme aides ou s'établir, l'atelier leur fournissant gratuitement les outils de la profession. L'atelier central produit chaque année une grande quantité d'articles de bois ou de métal que le gouvernement destine surtout à l'exportation.

Pour la tapisserie et la broderie, c'est l'État qui fournit les métiers même aux ouvrières travaillant en dehors des

ateliers ; il vend les fils à crédit, achète les produits et se charge de les écouler — pour la broderie, le produit de la vente suffit pour payer toutes les dépenses de l'atelier de Sarajevo (1).

Le Danemark

La législation danoise est beaucoup moins rigoureuse ; elle ne prévoit pas l'institution de corporations obligatoires investies du droit de réglementer l'apprentissage. Mais il est quelques-unes des dispositions qui forment la loi du 30 mars 1889 sur l'apprentissage (2), qui méritent d'être retenues.

Si l'apprenti a moins de 18 ans, le contrat doit, à peine de nullité et d'une amende de 5 à 200 kroner (7 à 280 francs), être passé par écrit, et revêtu du visa de l'autorité locale, laquelle tient à la disposition des intéressés des modèles de contrats en blanc (art. 1 et 19). Le droit de prendre des apprentis est refusé, sous peine de la même amende, au patron dont l'industrie a subi trois fois des arrêts ayant entraîné la rupture du contrat et à celui qui s'est rendu coupable trois fois en 5 ans, d'infractions aux contrats assez graves pour entraîner la rupture (art. 2 et 19). L'apprentissage ne peut ni dépasser 5 ans, ni obliger l'apprenti au-delà de l'âge de 20 ans (art. 3.) Les garçons, jusqu'à 18 ans, sont soumis à la discipline domestique (art. 9). L'enseignement du maître doit être assez complet pour mettre l'apprenti, à l'expiration du contrat,

(1) Exposition de 1900. — *Rapport de M. Jacquemart sur le groupe I, classe 6* (page 32 et seq.)

(2) *Annuaire de législation étrangère*, année 1890, p. 731.

en mesure de passer l'examen de compagnon, dans les cas où cet examen est requis. Si l'apprenti ne passe pas l'examen le patron lui délivre un certificat d'apprentissage attestant la durée de son stage et le degré d'habileté qu'il a atteint. Si, parce que le patron n'a pas pris assez de soin de l'instruction de l'apprenti, celui-ci ne peut ni passer l'examen, ni obtenir l'attestation de capacité, le patron doit l'indemniser à dire d'arbitre ; la sentence arbitrale est rendue par une Commission composée du représentant de l'autorité locale et d'un arbitre désigné par chaque partie et le patron peut être puni d'amende. Si le patron donne dans son certificat une attestation inexacte, il tombe sous le coup de l'art. 153 du Code Pénal (art. 10, 18 et 19.)

Tant que le contrat n'est pas résilié, nul ne peut, sans s'exposer à une amende de 5 à 200 Kroner, prendre l'apprenti en apprentissage ou l'employer comme aide dans le même métier et le patron peut faire ramener par la police l'apprenti qui l'a quitté sans droit (art. 12, 13 et 19). Dans ce dernier cas, l'apprenti ou ses parents ou tuteur s'il est mineur et s'il a agi à leur instigation, sont passibles de l'amende ci-dessus indiquée (art. 18). Parmi les cas de résiliation du contrat au bénéfice de l'apprenti, nous notons le cas où le patron s'absente de son industrie plus de deux mois sans la faire diriger, en son absence, par un homme ayant une instruction technique (art. 16).

La Norvège

En Norvège, le contrat doit, en vertu de la loi du 15 juin 1881 (1), être passé par écrit sous peine d'une

(1) *Conseil supérieur du Travail*, p. 132 et seq.

amende de 4 à 200 couronnes; il ne peut être conclu pour plus de 5 ans, ni lier l'apprenti au-delà de 20 ans (§ 1 et 31). L'apprenti ne doit pas sans nécessité absolue, sauf le cas de stipulation expresse, être employé à un travail étranger à la profession (§ 3).

Comme en Danemark, l'apprenti est soumis jusqu'à 18 ans à la discipline domestique (§ 7).

À la fin de l'apprentissage, l'apprenti doit posséder les connaissances habituellement exigées d'un « ouvrier compagnon ». Dans certains métiers, l'instruction professionnelle donnée par le maître est même contrôlée par un examen qui doit établir que l'apprenti a acquis, dans sa profession, l'habileté requise d'un ouvrier compagnon. L'épreuve est subie devant trois délégués de la municipalité dont deux doivent, autant que possible, appartenir à la profession en cause — en cas de succès, l'apprenti reçoit un certificat de compagnon.

En cas d'insuccès à cet examen, ou, dans les métiers où aucun examen n'est prescrit, s'il est établi que l'apprenti ne possède pas la capacité requise et « si le maître ne peut « prouver d'une façon satisfaisante, qu'il s'est occupé « convenablement de l'instruction de son apprenti », celui-ci peut obtenir une indemnité, sans préjudice d'une condamnation de 2 à 200 couronnes pour le maître (§ 11, 12 et 31). Le patron qui engage « quelqu'un qui a « été notoirement en apprentissage » et qui a rompu son contrat, ou celui qui conserve à son service un apprenti en rupture de contrat malgré l'avis qui lui en a été donné devient « responsable comme débiteur personnel » de l'indemnité due par l'apprenti et est passible d'une amende de 2 à 200 florins (§ 15 et 31).

Les autres États

La plupart des autres États, Grande-Bretagne, États-Unis (1), Belgique, Pays-Bas, Italie, Espagne, ne possèdent pas de loi spéciale sur l'apprentissage. Celui-ci est entièrement libre, aucune restriction légale ne vient s'imposer à la volonté des contractants, sous réserve, bien entendu, des mesures de protection en faveur des jeunes ouvriers, qui sont naturellement applicables aux apprentis.

La Grande-Bretagne

On peut cependant citer pour l'Angleterre l'existence de règlements du Localgovernment board sur les apprentis des paroisses, c'est-à-dire sur les enfants pauvres à la charge des paroisses. En outre plusieurs colonies anglaises se sont montrées infidèles au vieil esprit de libéralisme économique de la mère patrie et ont récemment institué toute une législation de l'apprentissage : il en est ainsi notamment pour la Nouvelle-Galles du Sud qui possède sur la matière une loi du 5 novembre 1901 (2). D'ailleurs, à défaut de la législation, les organisations ouvrières et les patrons ne sont pas restés indifférents à la question de

(1) Beaucoup de législateurs des États particuliers constituant la fédération américaine ont réglementé l'apprentissage, le placement des apprentis, la durée maxima du contrat, les droits et les devoirs des maîtres et apprentis (dans l'Alabama, le Delaware, le Texas, la loi autorise expressément les châtiments corporels modérés); mais dans aucune nous n'avons relevé des dispositions intéressantes au point de vue spécial de l'instruction professionnelle (Voir *Conseil supérieur du Travail*, p. 109 et pour plus de détails le second spécial report of the Commissioner of Labor : *Labor Laws of the United States*, p. 14 et seq.

(2) *Annuaire de législation étrangère*, 1901, p. 216.

l'apprentissage. De nombreux patrons anglais prennent à l'essai pour 6 mois des enfants sortant de l'école, ils leur font étudier le dessin, pièce par pièce d'abord, puis d'ensemble. Si l'enfant est intelligent et zélé, on le fait passer successivement au modelage, à l'ajustage, au tour, à la forge et au bout de trois ans, on en fait un ouvrier accompli. Les apprentis touchent jusqu'à 0,40 l'heure. — Les patrons anglais emploient ces méthodes de formation professionnelle même dans leurs ateliers de France et avec des enfants français. Quant aux Trade-Unions anglaises, nous l'avons constaté dans notre chapitre premier, elles ont édicté des règles destinées à maintenir l'apprentissage à son niveau professionnel d'autrefois. Longtemps les grandes unions se sont refusées à admettre dans leurs rangs des ouvriers ne possédant pas une certaine éducation professionnelle (unskilled). Sans doute leurs prescriptions se sont-elles un peu relâchées et si un grand nombre de trade-unions, groupant 500.000 adhérents, un tiers du syndicalisme anglais, ont conservé dans leurs statuts l'apprentissage comme condition d'admission, M. et Mme Sidney Webb, dans leur *Industrial Democracy*, n'évaluent plus qu'à 90.000, soit 5 0/0 du total, le nombre des unionistes, appartenant à des organisations qui appliquent encore cette règle. Néanmoins l'apprentissage à l'atelier est resté fort en honneur en Angleterre pour la plupart des professions.

Les États-Unis.

De même encore aujourd'hui, beaucoup d'Unions ouvrières américaines se préoccupent de la question de l'apprentissage. Les chapeliers fixent les conditions de

l'apprentissage. Des Unions considérables par le nombre de leurs membres et leur influence se refusent à reconnaître un ouvrier qui n'a pas fait son apprentissage dans un atelier de l'Union ou qui ne l'a pas commencé de 7 à 18 ans. Les ouvriers « unskilled » sont rejetés par l'Union des travailleurs des plaques en étain, qui interdit à ses membres de leur enseigner le métier (1). Ajoutons que l'initiative et l'audace du patronat américain ont dans une large mesure suppléé aux lacunes de la législation. De nombreuses maisons ont créé des écoles-ateliers, où leurs apprentis reçoivent à la fois l'enseignement pratique et l'enseignement théorique. La Thomson-Houston C^o a organisé en février 1902, dans ses ateliers de Lynn (Massachusetts), un système particulier d'apprentissage, en vue de la formation non seulement de ses directeurs, chefs d'équipes et d'ateliers et contremaîtres, mais aussi par le recrutement de ses ouvriers, conducteurs de machines, menuisiers, outilleurs, modeleurs, fondeurs en fer ou en bronze, mécaniciens et électriciens : les apprentis, engagés pour 4 ans, sont recrutés parmi les jeunes gens de seize ans ayant suivi l'enseignement d'une grammar school ; ils passent 6 mois à l'atelier, puis 3 ans à l'école et les 6 derniers mois à l'atelier. La maison Brown et Sharp, de Providence, a aussi son école d'apprentis où elle reçoit 150 à 160 jeunes gens de 18 à 22 ans, ayant passé par les grammar schools, engagés pour trois ans et payés successivement 0 fr. 60, 0 fr. 75 et 0 fr. 80 l'heure. Pendant ses trois années, l'apprenti passe successivement par toutes les branches du travail : un contremaître spécial et des ouvriers habiles sont attachés à la section. Les ateliers

(1) Burghardt-Dubois, *loc. cit.*, p. 331.

Baldwin, de Philadelphie, ont créé aussi en 1900 une école d'apprentis. Les candidats doivent avoir 17 ans ; l'apprentissage dure 4 ans et est divisé en périodes de 3 mois consacrées à chaque genre de travail ; les salaires hebdomadaires varient de 15 à 35 francs par semaine et une somme de 1.250 francs est versée à titre de récompense à l'apprenti à la fin de l'apprentissage ; des cours du soir complètent l'enseignement. Les aciéries de Midvale forment chaque année 50 apprentis, dont les meilleurs deviennent ingénieurs et les autres restent ouvriers : à 16 ans, la maison les engage pour 5 ans ; ils travaillent sous la direction de contremaîtres successivement dans chaque atelier et touchent de 6 à 8 cents l'heure dont une partie, versée à la Caisse d'épargne et formant un pécule de 5 à 600 dollars, ne peut être touchée par eux qu'à l'expiration de leur contrat.

Sont-ce là des exemples isolés ? Nullement, ce type est très courant dans les grands établissements industriels des États-Unis. Ceux-ci ne sont nullement attirés dans cette voie par des motifs sentimentaux, mais seulement parce qu'ils voient là une source de bénéfices. « La Compagnie « Générale électrique, déclare M. Alexander, de la Thomson Houston C^o, n'admet pas qu'on puisse perdre quoi « que ce soit. On n'y dépense aucun argent pour des « motifs purement sentimentaux ; il y a toujours question « d'affaire à la base de toute chose. Si ce n'était pas le « cas, je n'aurais aucunement le désir de contribuer à « l'œuvre entreprise. » De même la direction de la maison Brown et Sharp considère son école d'apprentis comme une des causes principales de réussite de l'établissement (1).

(1) Conférence de M. Alexander (Édition Européenne de l'*American Machinist* du 14 avril 1906, p. 416. — Rapport de M. Chomienne, membre

La Belgique

En Belgique, à défaut de l'État, ce sont les écoles industrielles qui interviennent pour encourager l'apprentissage à l'atelier — celle de Tournai, à l'exemple des législations badoises et Wurtembergeoises, alloue à certains patrons une indemnité de 1.500 francs pour trois ans pour 10 apprentis (1). En outre, les communes ont, depuis 1840, créé de nombreux ateliers d'apprentissage subventionnés par le Gouvernement. Les ateliers de garçons sont consacrés soit au tissage, soit à la taille des pierres ; celui de Bassenge seul, qui est mixte, prépare à la fabrication des chapeaux de paille. Les patrons de la région fournissent les matières premières et reçoivent, moyennant paiement d'un prix de façon, les objets fabriqués. Il existait au 31 décembre 1905 pour les jeunes filles, 7 ateliers d'apprentissage et pour les garçons 25 ateliers affectés à la taille des pierres et 33 au tissage — ils comptaient 120 professeurs et 1.436 élèves. Les 25 ateliers d'apprentissage pour la taille des pierres sont établis dans les régions qui possèdent des carrières de petit granit, aux Ecaussines et à Soignies (Hainaut), à Sprimont (province de Liège), etc... Ils appartiennent généralement aux industriels et sont parfois installés à la carrière même où ils fonctionnent sous la direction d'un contremaître instructeur. Dans les 33 ateliers de tissage, le stage est généralement de deux ans et les travaux

du Jury du Groupe 6 à l'exposition de Saint-Louis ((*Bull. de l'enseignement technique*, 17 juin 1905). — A Métin, « le travail aux États-Unis. » (*Rev. Économique Internationale*, juillet 1905, p. 46.)

(1) Gide, *loc. cit.*, p. 183.

pratiques durent de 9 heures à 9 heures 1/2 l'hiver et de dix heures à 11 heures l'été. Une heure par semaine est consacrée à l'enseignement théorique, particulièrement à l'étude des échantillons. Les rapports présentés par le Gouvernement établissent que les ateliers d'apprentissage ont permis de surmonter la crise qui pendant la première partie du xix^e siècle sévit sur l'industrie linière belge, qu'ils ont eu pour effet de perfectionner le filage du lin et le tissage de la toile, d'initier les ouvriers tisseurs à de nouveaux procédés et à de nouvelles fabrications, de remplacer une partie du travail du lin par les teintures, la fabrication de tissus divers, des articles de Roubaix, Tarare, Saint-Quentin, Saint-Gall, des tapis, étoffes pour ameublement, plumetis mousselines, peluches de soie, velours de coton, flanelles damassés, piqués, vigognes, molletons, etc...

Actuellement, le développement de ces ateliers paraît arrêté (1). En 1899, il existait 39 ateliers de tissage ; à la fin de 1903 il n'y en avait plus que 33 et le nombre des élèves de l'ensemble des ateliers n'avait augmenté que de 167 unités.

La Suisse

Plusieurs cantons suisses possèdent une législation sur l'apprentissage, Genève a la loi du 15 octobre 1892, Neuchâtel la loi du 21 novembre 1890, le canton de Vaud la loi du 21 novembre 1896 (2).

Dans ces trois cantons, le contrat doit être fait par écrit ; à Genève un exemplaire doit être déposé au

(1) Exposition de 1900. — *Rapport de M. Jacquemart sur le groupe I, classe 6* (Enseignement technique), p. 23.

(2) *Conseil supérieur du Travail*, p. 135 et seq.

département du Commerce et de l'Industrie ; à Neuchâtel, il doit être exhibé sur demande aux délégués chargés de la surveillance des apprentis et dans le canton de Vaud un des 3 exemplaires rédigés sur formulaire officiel doit être déposé au greffe des prud'hommes ou au greffe municipal qui le remet à la Commission d'apprentissage.

A Genève, une partie des sommes revenant à l'apprenti, partie à fixer d'un commun accord, doit être versée à la Caisse d'épargne, le livret restant entre les mains du maître et, jusqu'à l'achèvement du contrat, l'apprenti ne pouvant rien toucher sans autorisation. On ne peut engager un apprenti sortant d'une autre maison sans qu'il fournisse un certificat de rupture de son précédent contrat.

Dans les 3 cantons, et sauf dérogations, il est interdit d'employer les apprentis à des travaux autres que ceux de la profession. Dans le canton de Vaud, le patron est investi du droit de discipline paternelle.

Mais ce qui fait l'originalité et assure une portée sérieuse aux législateurs suisses, c'est la surveillance de l'apprentissage et l'institution d'examens officiels d'apprentis organisés par les pouvoirs publics eux-mêmes.

A Genève, la surveillance est exercée par le Département du Commerce et de l'Industrie, la Commission centrale des prud'hommes et les Commissions d'apprentissage, dont les membres reçoivent des jetons de présence ; les délégués des Commissions d'apprentissage ont le droit de visiter en tout temps les apprentis dans leurs ateliers et de contrôler la marche de l'apprentissage : en cas d'abus, ils en réfèrent à la Commission Centrale des prud'hommes et le Département est appelé à statuer.

A Neuchâtel, les apprentis sont placés sous la surveillance du Conseil Communal, qui peut déléguer ses pou-

voirs à une Commission spéciale des apprentissages composée en nombre égal de patrons et d'ouvriers. Les Syndicats professionnels comptant dans leur sein la majorité des intéressés et habilités à cet effet par décision spéciale du Conseil d'Etat, et à leur défaut, les Conseils de prud'hommes concourent à cette surveillance sous le contrôle de l'autorité communale. Dans les localités et les professions où il existe à la fois un Syndicat patronal et un Syndicat ouvrier investis des pouvoirs nécessaires, ils constituent une Commission commune dont chacun nomme la moitié ; s'il n'existe qu'un seul Syndicat, il nomme la moitié des membres de la Commission et le Conseil communal désigne un nombre égal de membres choisis dans l'élément opposé. Les délégués de l'autorité communale et des Commissions ont les mêmes pouvoirs de contrôle et de visite qu'à Genève. « Ils devront s'assurer entre autres, dit l'art. 6 de la loi de 1890, que l'apprentissage n'est pas négligé et que le patron enseigne ou fait enseigner à l'apprenti d'une manière graduelle et complète la profession... qui fait l'objet du contrat .. » Pour étudier l'amélioration des services de protection et de surveillance et rechercher les moyens de relever le savoir professionnel des ouvriers, une Commission spéciale, où sont représentés les Syndicats professionnels a été constituée par la loi de 1890 auprès du département de l'Industrie et de l'Agriculture. Une Commission analogue fonctionne dans le canton de Vaud. L'une et l'autre ont mission d'organiser et de surveiller les examens d'apprentis.

Dans le canton de Vaud, la surveillance de l'apprentissage est dévolue aux commissions d'apprentissage des Conseils de prud'hommes et, dans les communes où il n'existe pas de prud'hommes, à des commissions spéciales

de 3 à 5 membres nommés par le Département de l'Agriculture et du Commerce: les membres de ces commissions sont indemnisés de leurs pertes de temps et de leurs frais de déplacement. (1) Les pouvoirs de ces commissions ou de leurs délégués en matière d'instruction professionnelle, sont les mêmes qu'à Neuchâtel. Elles sont en outre, investies du droit de délivrer les certificats d'apprentissage à défaut du patron et de retirer d'office l'apprenti de l'atelier du patron qui ne lui donne pas une connaissance suffisante de son état.

En ce qui concerne les examens, ils portent sur les connaissances techniques professionnelles et sont subis dans le canton de Genève devant des juges désignés par le département du Commerce et de l'Industrie: ces jurys sont composés de 3 à 5 membres, dont la majorité doit être choisie par les patrons et ouvriers de la profession de l'apprenti — des diplômes, des livrets de caisses d'épargne, des livres, instruments et outils, des bourses sont délivrés à la suite de l'examen.

A Neuchâtel, les épreuves consistent « dans un examen théorique portant sur les éléments de technologie jugés nécessaires à l'apprenti, mais surtout dans l'exécution de travaux pratiques permettant d'apprécier son degré d'habileté et la connaissance pratique qu'il possède des règles et des procédés de la profession ». (art. 16 de la loi de 1890). Les jurys sont désignés par les Commissions d'apprentissage, ou à défaut par le Conseil communal: 2 membres, un patron et un ouvrier, quand ils en comprennent 3 ou 4, 2 patrons et 2 ouvriers, quand le nombre de leurs membres est porté à 5, doivent être

(1) Arrêté du Conseil d'État du 23 avril 1897.

choisis dans la profession à laquelle appartient l'apprenti. Comme à Genève, les lauréats reçoivent des diplômes officiels, des bourses, des primes ou récompenses diverses pour lesquelles une somme de 3.000 francs est allouée annuellement sur le budget de l'Etat. Une exposition publique réunit tous les ouvrages confectionnés par les lauréats et portant le nom des auteurs et celui des patrons.

Dans le canton de Vaud, le diplôme délivré à l'issue de l'examen mentionne, outre le résultat de l'examen, la conduite et le travail de l'apprenti pendant la durée de « l'apprentissage ». Comme à Neuchâtel, des récompenses et des bourses sont accordées et les travaux des lauréats sont exposés publiquement. Mais, en outre, des récompenses peuvent être décernées aux personnes qui ont formé les apprentis diplômés et le conseil d'Etat a la faculté d'accorder des subsides sur demande ou préavis des Municipalités et des Commissions d'apprentissage, « aux industriels qui s'occupent spécialement de former de bons apprentis,..... aux jeunes gens qui ont les aptitudes nécessaires et manquent des ressources suffisantes pour faire un apprentissage (art. 30 de la loi de 1896).

Les autorités cantonales suisses ont trouvé dans l'Union Suisse des Arts et Métiers, le concours le plus dévoué et le plus énergique, la puissance d'initiative la plus résolue en vue de l'amélioration de l'instruction professionnelle (1). C'est surtout en favorisant la conclusion de contrats réguliers d'apprentissage et en organisant partout des examens d'apprentis que l'Union des Arts et Métiers a exercé son action. La formule de contrat établie par l'Union prévoit

(1) *Schweizerische gewerbliche Lehrlingsprüfungen. — Sekretariat des schweizerischen gewerbevereins*, in Bern, 1900 *Conseil supérieur du Travail*, p. 174 et seq.

pour l'apprenti l'obligation de se présenter à l'examen de fin d'apprentissage, pour le patron celle de donner à l'apprenti le temps, les matériaux et les directions nécessaires pour l'exécution de la pièce exigée des concurrents (§ 6).

L'Union Suisse s'efforce d'organiser dans toutes les régions du pays des examens d'apprentis, d'unifier ces examens, leurs programmes, les méthodes d'appréciation des examinateurs, de façon à accroître la valeur du diplôme qui en est la sanction. Dans ce but, elle soutient de son autorité, de son expérience et au besoin de ses subventions, les administrations, syndicats et sociétés qui organisent des concours réguliers et acceptent d'obéir à ses prescriptions. Concurrément elle sollicite en faveur des examens d'apprentis l'appui financier des pouvoirs publics et des corporations et poursuit avec le concours de ses commissions locales une propagande incessante pour obtenir que les examens d'apprentis soient reconnus par les lois cantonales, que la participation des apprentis à ces examens soit rendue obligatoire et que l'autorité locale soit avisée de tous les contrats d'apprentissage.

Une commission centrale composée de 7 membres et des commissions locales où sont représentés les principaux groupes professionnels et les associations ou corporations intéressées sont chargées de l'organisation des examens.

Pour prendre part à ceux-ci les apprentis doivent être engagés par contrat d'apprentissage pour une durée fixée pour chaque profession ; ils doivent avoir fait au moins les 5/6 de leur temps d'apprentissage et ne pas l'avoir terminé depuis plus d'un an ; ils doivent en outre avoir suivi pendant un an au moins les cours d'une école profession-

nelle de perfectionnement ou d'une école industrielle ou justifier de connaissances équivalentes.

L'examen comprend : 1° une épreuve scolaire ; 2° un examen oral relatif aux connaissances professionnelles ; 3° une partie pratique composée d'un travail d'atelier exécuté sous les yeux d'experts techniques et pour les professions dans lesquelles cela est possible, un chef-d'œuvre d'apprentissage généralement exécuté dans l'atelier du patron et pour lequel l'apprenti a un délai de 2 mois au moins. Les examinateurs techniques surveillent l'exécution du chef-d'œuvre ; si leur surveillance rencontre des obstacles, l'apprenti est placé momentanément dans un autre atelier et si cela est nécessaire, un secours spécial est mis à sa disposition. Les examinateurs s'assurent par des questions sur les conditions d'exécution et en exigeant la présentation des dessins, modèles, calculs et états descriptifs, que le chef-d'œuvre a été exécuté par l'apprenti laissé à ses seules forces. La 2° et la 3° partie de l'examen ont lieu pour chaque profession devant deux hommes du métier désignés par les corporations des maîtres-compagnons ou sur leurs indications et dont l'un, au moins, n'habite pas la circonscription d'examen : ces examinateurs sont indemnisés de leurs dépenses de voyage et de nourriture et de leurs pertes de temps. On leur adjoint un membre de la Commission.

La proclamation des résultats et la distribution des prix ont lieu au cours de cérémonies publiques auxquelles sont conviées les autorités cantonales et locales. Les diplômes d'apprentissage font mention spéciale de la profession et de la spécialité de l'apprenti, mais non pas de ses notes d'examen, qui lui sont communiquées par écrit et à part. Ils ne peuvent, d'ailleurs de même que les récompenses,

être remis aux titulaires qu'après la fin de l'apprentissage et sur production d'une attestation du maître.

Les travaux d'habileté manuelle et les chefs-d'œuvre, dessins, modèles, etc., exécutés par les candidats sont, autant que possible, exposés publiquement pendant plusieurs jours avec mention des noms des auteurs et des maîtres d'apprentissage et du temps employé.

Conclusion

De cette revue des mesures employées dans les divers pays industriels pour restaurer l'apprentissage à l'atelier quelles conclusions se dégagent? Peut-on en attendre une renaissance de l'apprentissage et sont-elles susceptibles d'être appliquées ou généralisées en France?

Ces mesures, si l'on s'en tient aux points essentiels, sont les suivantes :

1° Encouragements aux apprentis par l'institution de bourses ou de prix d'apprentissage.

2° Encouragements aux patrons par voie de subventions ou de primes.

3° Obligation imposée aux parties de constater le contrat d'apprentissage par écrit, de déposer l'écrit au greffe ou au secrétariat du Conseil des prud'hommes ou à la mairie, ou de passer le contrat par devant l'autorité communale ou le bureau de la corporation.

4° Intervention au contrat de tiers, corporations, syndicats ou sociétés.

5° Limitation du nombre des apprentis par la loi, l'autorité administrative, les corporations, ou les syndicats.

6° Réserve du droit d'avoir des apprentis ou de porter le titre de maître à ceux qui justifient de connaissances

suffisantes par un stage dans la profession comme apprenti ou compagnon, et par des examens professionnels.

7° Surveillance exercée sur l'apprentissage par les Conseils de prud'hommes, l'autorité industrielle, les corporations, les Syndicats, les associations ou, par des Commissions officielles spéciales.

8° Combinaisons spéciales de rémunération graduée suivant les progrès de l'apprenti.

9° Mise en réserve jusqu'à la fin de l'apprentissage d'une partie du salaire de l'apprenti.

10° Institution de corporations obligatoires ayant le droit de réglementer l'apprentissage et de prendre les mesures nécessaires à l'application de leurs règlements.

11° Obligation pour être admis dans les syndicats ouvriers d'avoir fait un apprentissage complet dans la profession.

12° Institution de concours et d'examens facultatifs par les États, les autorités locales ou régionales, les Sociétés particulières.

13° Institution d'examens obligatoires sous certaines conditions pour l'exercice de professions déterminées.

14° Exposition des travaux primés dans ces examens et concours.

15° Établissement de sanctions sévères contre les patrons qui négligent l'instruction professionnelle de leurs apprentis : *a)* retrait de l'apprenti ; *b)* retrait du droit d'avoir des apprentis ; *c)* condamnation du maître au paiement de dommages-intérêts ou à l'amende lorsque, par sa faute, l'apprenti est incapable de passer l'examen de capacité.

16° Attribution au patron du droit de correction paternelle.

17° Intervention de la police pour ramener l'apprenti en fuite et institution contre celui-ci de sanctions pénales.

18° Mise en jeu de la responsabilité du patron, qui engage l'apprenti en rupture de contrat d'apprentissage.

19° Création d'ateliers d'apprentissage par les États, les communes, les corporations, les Syndicats, les associations, les grands établissements industriels.

A côté de ces mesures dont chacune est actuellement en vigueur dans un rayon déterminé, il en est d'autres dont le plus grand nombre ne sont actuellement appliquées nulle part, mais dont l'institution a été réclamée soit par les organes officiels de représentation économique, notamment par le Conseil supérieur du Travail de France à la suite de son enquête de 1902, soit par les groupements patronaux et ouvriers.

Les principales de ces mesures sont les suivantes ;

1° Surveillance de l'apprentissage par des commissions locales professionnelles composées pour moitié de patrons, pour moitié d'ouvriers et à défaut, par les conseils de prud'hommes ; les membres des Commissions et Conseils étant également investis, sans être obligés d'attendre qu'un différend se soit élevé entre le patron et l'apprenti, du droit de pénétrer dans les ateliers pour se rendre compte des connaissances professionnelles de l'enfant (proposition de la Commission permanente du Conseil supérieur du Travail (1)).

2° Droit conféré aux Conseils de prud'hommes, en cas d'abus, de prendre, sur la proposition de la commission mixte là où elle existe, les mesures suivantes déjà énu-

(1) Rapport de M. Briat, p. xxiv et xxvii.

mérées : réduction et limitation du nombre des apprentis et retrait du droit d'en embaucher (proposition de la même commission) (1).

3° Attribution d'un caractère obligatoire aux limitations du nombre des apprentis édictées par les commissions mixtes professionnelles, analogues à la commission mixte permanente instituée par l'Union nationale des Maîtres Imprimeurs de France et la Fédération des Travailleurs du Livre — ces commissions auraient le droit de réclamer judiciairement aux patrons, adhérents ou non adhérents, une indemnité pour le préjudice causé à la profession par l'embauchage d'un nombre d'apprentis supérieur au maximum fixé (2).

4° Obligation pour tout patron qui emploie des mineurs de 18 ans de leur donner l'instruction professionnelle dans les termes définis par la loi du 22 février 1851 (proposition Dalle-Briat-Bonnevial au Conseil supérieur du Travail) (3).

5° Obligation pour le patron qui a formé un apprenti de l'employer comme ouvrier, à l'expiration du contrat, pendant un temps égal à celui de l'apprentissage et au même salaire que ses autres ouvriers. (4)

6° Etablissement d'un livret d'apprentissage où seraient mentionnés les stages faits par l'apprenti chez chacun de ses patrons et l'appréciation de sa valeur professionnelle et adoption de mesures destinées à éviter autant que possible la délivrance de duplicata du livret (5).

(1) *Ibid.*, p. xxv et xxx.

(2) *Ibid.*, p. xxv et xxx.

(3) *Ibid.*, p. II.

(4) *Conseil supérieur du Travail*, p. 361.

(5) *Ibid.*, p. 243, 353, 415.

7° Obligation pour les patrons d'apprentissage de délivrer un certificat d'apprentissage, lequel, pour en augmenter la valeur, devrait être signé par d'autres patrons et obligation de mentionner sur ce certificat le salaire que l'apprenti devenu ouvrier peut gagner ou le relevé des travaux qu'il est capable d'exécuter. (1)

8° Responsabilité des syndicats ouvriers en cas de rupture injustifiée du contrat d'apprentissage par leurs membres (2).

9° Désignation, par voie d'accord entre les Syndicats patronaux et ouvriers, des patrons autorisés à former des apprentis (3).

10° Obligation pour les patrons d'avoir un certain nombre d'apprentis (4).

11° Obligation de rétribuer l'apprenti dès le début de l'apprentissage, afin que les patrons aient intérêt à enseigner rapidement et complètement la profession (5).

12° Interdiction pour les patrons d'employer des ouvriers n'ayant pas fait d'apprentissage, avec sanctions pénales (6).

13° Retrait de la faculté de prendre part aux adjudications de l'Etat et des communes prononcé contre les patrons qui n'exécuteraient pas fidèlement le contrat d'apprentissage (7).

La plupart des mesures actuellement en vigueur, dont nous avons donné l'énumération, ont eu, si nous exceptons les bourses d'apprentissage et la limitation par les syndi-

(1) *Ibid.*, p. 245, 266 et 369.

(2) *Ibid.*, p. 400.

(3) *Ibid.*

(4) *Ibid.*, p. 241, 283 et 394.

(5) *Ibid.*, p. 252.

(6) *Ibid.*, p. 262, 269, 279.

(7) *Ibid.*, p. 262.

cats ouvriers du nombre des apprentis, des résultats heureux pour les Nations qui les ont pratiquées. Sans doute, l'efficacité de chacun n'a pas été égale; sans doute, il en est qui n'ont dû leurs résultats qu'à la combinaison d'éléments divers et dont rien ne permet de mesurer la valeur relative. Mais il n'en reste pas moins que les tentatives faites ont eu dans l'ensemble des répercussions heureuses sur la valeur professionnelle des ouvriers et que les nations, qui en ont pris l'initiative, ont vu se développer largement leur prospérité économique.

La France doit-elle, comme on l'y incite, entrer dans cette voie et tenter d'appliquer les mesures qui ont si bien réussi ailleurs?

Sur ce point il convient de distinguer. Certes, il y a nombre de mesures parmi celles que nous avons énumérées qui, tirant leur efficacité de sentiments communs à presque toute l'humanité civilisée, auront les mêmes effets d'heureuse rénovation en France qu'en Allemagne, en Autriche ou en Suisse. Ce sont celles qui font appel à l'émulation ou à l'intérêt, celles qui, respectant toutes libertés, se bornent à orienter les initiatives individuelles vers les fins que commande l'intérêt social : institution de concours ou d'examens facultatifs, encouragements pécuniaires ou honorifiques aux apprentis, aux familles, aux patrons, aux contremaitres, aux ouvriers; appel à la collaboration des collectivités à qui leurs origines font sentir la nécessité de l'apprentissage; exemple donné par les pouvoirs publics. L'établissement d'examens d'apprentissage, notamment, est réclamé de tous, patrons, ouvriers, Chambres de commerce (1) et les résultats qu'a donnés l'ap-

(1) *Conseil supérieur du Travail*, p. 210, 217, 243, etc.

plication de la mesure sur quelques points particuliers ne laissent aucun doute sur l'influence bienfaisante qu'elle exercerait par sa généralisation. On pourrait aussi renforcer les sanctions instituées par la loi de 1851, prononcer le retrait du droit d'avoir des apprentis en cas d'infraction grave ; mais il conviendrait de veiller à ce qu'on s'en tienne à une application modérée des nouvelles dispositions.

Mais, quant à la plupart des autres mesures appliquées ou préconisées, nous croyons qu'il y aurait péril à tenter de les acclimater dans notre pays . On demande à Solon, rapporte Montesquieu, si les lois qu'il avait données aux Athéniens étaient les meilleures. « Je leur ai donné, répondit-il, les meilleures de celles qu'ils pouvaient souffrir ». Et l'auteur de « l'Esprit des Lois » ajoute : « Belle parole qui devrait être entendue de tous les législateurs ». (1) C'est surtout dans la question de l'apprentissage qu'il serait désirable que cet avertissement fut entendu des législateurs. La corporation allemande et autrichienne, avec son caractère obligatoire, a eu en cette manière l'action la plus féconde. Mais il ne faut pas perdre de vue que le régime corporatif a complètement disparu de notre pays depuis plus d'un siècle, tandis que la corporation privilégiée et monopolisatrice du moyen âge s'est maintenue dans certaines régions allemandes jusque vers 1850 et que la loi fédérale du 21 juin 1869 se borna à supprimer ces privilèges, sans la prohiber et lui laissa la personnalité morale. En Autriche, le privilège corporatif subsista jusqu'en 1859 et la loi du 20 décembre 1859, qui proclamait la liberté des professions, laissa aussi à la corporation devenue une société libre, la personnalité morale. De

(1) *L'Esprit des Lois*, p. 261.

plus, la réglementation corporative était réclamée de toute part par la petite industrie et en Allemagne, un vaste pétitionnement s'organisait dans ce but. La race germanique a, en outre, un esprit de discipline, un sentiment de l'action collective qu'on chercherait vainement chez nous; nous ne saurions songer à faire ramener par la police les apprentis qui se dérobent à leurs obligations, l'application de sanctions pénales dans ce cas serait difficile à faire accepter et il serait maladroit de tenter de restaurer quoi que ce soit qui rappelle même de loin l'ancienne corporation; l'opinion publique n'accepterait jamais la mise en interdit des ouvriers qui n'ont pas fait d'apprentissage ou celle de certains patrons. Il ne faut d'ailleurs pas perdre de vue qu'en France l'arme de la contrainte légale est délicate à manier et il convient de se garder, pour améliorer la qualité des apprentissages, de provoquer le renvoi des apprentis. Nous n'ignorons pas qu'on a parlé de contraindre les patrons à avoir un certain nombre d'apprentis. Mais que de difficultés pratiques, qu'on n'a même pas cherché à résoudre, rencontrerait une semblable prescription! N'imposerait-on pas aussi en faveur des apprentis un salaire minime? Et contraindrait-on ceux qui se refuseraient à accepter ces règles draconiennes et qui préféreraient renoncer à l'industrie ou au commerce, à tenir malgré eux atelier ou boutique? L'obligation de passer le contrat par écrit ou par acte public serait vaine, on l'éluderait en s'abstenant de recourir à des contrats. De même sont sans portée les efforts faits pour rendre force probative aux certificats d'apprentissage : systématiquement l'ouvrier ne le montre pas, craignant de voir diminuer son salaire s'il révèle qu'il est encore jeune ouvrier. Quant au concours des Syndicats ouvriers français, il n'y faut pas

compter — dans nos syndicats, c'est à l'inverse de l'Angleterre et des États-Unis, les manœuvres qui dominent les ouvriers de métiers, d'autre part, il n'y a que bien peu d'apprentis qui adhèrent à des syndicats et ceux-ci ne possèdent pas en général un patrimoine qui leur permette d'accepter la moindre responsabilité pécuniaire. Enfin, en ce qui concerne la réduction et la limitation du nombre des apprentis, nous avons indiqué pour quelles raisons nous ne pouvons nous y rallier : ces raisons subsistent quand le soin de pourvoir à ces mesures est remis à des organisations professionnelles ou à des autorités administratives qui ont en outre le tort de manquer de compétence.

CHAPITRE III

Les écoles industrielles

« L'enseignement technique, suivant la définition donnée officiellement par le Conseil d'État en 1865, est « l'enseignement qui a pour objet la pratique des arts « utiles et l'application des connaissances scientifiques ou « artistiques aux différentes branches de l'agriculture, de « l'industrie et du commerce (1). »

Comme l'enseignement général, l'enseignement technique comporte des degrés généralement fixés à trois : le degré primaire, qui vise à former des ouvriers, des contre-maitres ou des employés subalternes, c'est aux établissements de cet ordre que la pratique réserve généralement la dénomination d'enseignement professionnel ; — le degré secondaire, destiné à former des sous-ingénieurs, des chefs d'exploitation, des employés supérieurs ou des directeurs d'exploitations commerciales ; et l'enseignement supérieur, qui s'efforce de donner une culture plus complète et plus scientifique et qui prépare aux fonctions les plus élevées de la hiérarchie industrielle, commerciale ou agricole.

Bien que leur création n'ait pas été inspirée par des

(1) *Rapport pour l'avant-projet sur l'Enseignement professionnel ou technique*, page 13.

vues d'ensemble et qu'on n'ait pas paru se préoccuper de constituer un tout harmonique, une Université technique, à côté de la grande Université, appelée à donner à toute la jeunesse scolaire du pays l'enseignement général, les diverses écoles techniques existant en France rentrent sans trop de difficultés dans cette classification. En ce qui concerne spécialement l'industrie, se rattachent au degré primaire l'enseignement manuel donné dans les écoles primaires élémentaires ou supérieures, les écoles pratiques de commerce et d'industrie ou d'industrie seulement, les écoles nationales professionnelles, divers établissements privés et aussi l'école nationale pratique de Cluny, dont nous n'aurons pas à étudier le fonctionnement puisqu'elle se propose exclusivement de combler la lacune laissée par la transformation des écoles d'arts et métiers et de former des contremaîtres. Constituent au contraire un véritable enseignement secondaire, les écoles de mineurs, les écoles d'arts et métiers, qui jusqu'à ces derniers temps ne prétendaient qu'à former des sous-ingénieurs et des chefs d'ateliers, mais dont les ambitions grandissent chaque jour et tendent vers l'enseignement supérieur : à l'origine, ces établissements ne formaient que des ouvriers et des contremaîtres ; plus tard elles donnèrent naissance à des directeurs de travaux et des chefs d'ateliers et un décret du 22 octobre 1907 vient de conférer à leurs anciens élèves le titre d'ingénieurs, — Enfin appartiennent au degré supérieur l'Ecole polytechnique, l'Ecole Centrale des arts et manufactures, le Conservatoire des arts et métiers. Ces distinctions ne sont d'ailleurs pas toujours observées et bien souvent la direction des écoles techniques s'efforce par un sentiment d'émulation mal compris, de sortir du cadre fixé par les pouvoirs publics et d'élever le niveau

des études. — Les écoles techniques allemandes obéissent également, mais avec plus de netteté, à cette classification en 3 degrés.

Les écoles industrielles du degré primaire — et cette expression exclut nécessairement les établissements scolaires où les travaux manuels ne sont qu'un accessoire de l'enseignement général — ont été créées dans le but de suppléer pour la formation des ouvriers à l'apprentissage en voie de disparition. Elles tendent à préparer leurs élèves non point à l'apprentissage, mais à la production industrielle elle-même ; à former en un mot non des apprentis, mais des ouvriers capables de gagner, soit immédiatement, soit au bout d'un stage d'application très court le salaire courant de début dans la profession.

C'est surtout aux États-Unis que ce caractère de préparation immédiate au travail industriel s'est accentué et les écoles professionnelles de ce pays ont l'ambition de remplacer complètement, dès maintenant, l'apprentissage traditionnel et de constituer le seul mode de formation des ouvriers conciliables avec les conditions de la production moderne.

L'enseignement technique primaire ou enseignement professionnel, le seul que nous ayons à étudier ici, comprend, avons-nous dit, l'enseignement manuel donné dans les écoles primaires, élémentaires ou supérieures, les écoles pratiques de commerce et d'industrie ou d'industrie seulement, les écoles nationales professionnelles et divers établissements privés.

La loi du 28 mars 1882, article 1^{er}, a compris dans les programmes de l'enseignement primaire « les éléments des « sciences naturelles, physiques et mathématiques, leurs « applications à l'agriculture, à l'hygiène, aux arts indus-

« triels, travaux manuels et usage des outils des principaux
« métiers ; les éléments du dessin, du modelage... ; pour les
« filles, les travaux à l'aiguille. »

Ce que se proposait le législateur, ce n'était pas de donner à des enfants de 6 à 13 ans des notions qui pussent à quelque degré que ce soit les aider à gagner leur vie ; c'était bien plutôt de leur inculquer le goût du travail manuel, de leur montrer les relations qui existent entre l'enseignement des sciences et des arts et l'exercice des professions, de leur faire comprendre par des exemples concrets pris dans la vie de tous les jours, la portée pratique des notions générales qui leur sont inculquées. L'enseignement manuel, en un mot, constitue dans les écoles primaires un enseignement moral, un enseignement de démonstration bien plutôt qu'un véritable enseignement professionnel, qu'il est impossible de donner sans un outillage complet et coûteux et sans le concours de maîtres spéciaux.

Et, en fait, non seulement par le but que se proposaient les auteurs de la loi de 1882, mais par l'application qui a été faite des dispositions de cette loi, l'enseignement manuel à l'école primaire n'a exercé que bien peu d'influence sur la formation professionnelle de l'ouvrier. Dans la plupart des départements, si on en excepte les écoles de filles pour lesquelles l'enseignement de la couture était facile à organiser, l'enseignement manuel n'existe pas, même à l'état embryonnaire. Là où il existe, il se limite à des exercices puérils de pliage, de cartonnage et de découpage et les directeurs des écoles pratiques de commerce et d'industrie se plaignent que ces exercices mal dirigés fassent prendre aux enfants des habitudes de travail défectueuses, dont ils auront beaucoup de peine à se défaire et expriment l'avis

qu'il serait préférable au point de vue professionnel de renoncer à de semblables pratiques (1).

Ce n'est guère qu'à Paris que les travaux pratiques présentent un caractère sérieux et encore cela n'est-il vrai que pour un très petit nombre d'écoles. Il existe dans le département de la Seine 1.200 écoles, et 188 seulement possèdent des ateliers fonctionnant régulièrement : 140 pour la menuiserie, 48 pour la serrurerie. L'enseignement est donné par 74 maîtres-ouvriers, nommés au concours dont 53 menuisiers et 22 mécaniciens, chacun de ces maîtres est chargé de l'enseignement dans 2 ou 3 écoles et il doit en outre préparer les matières d'œuvre, entretenir et réparer l'outillage. Il convient de réserver une mention spéciale pour l'école de la rue Tournefort, où l'enseignement manuel date de 1873 et où les élèves des deux premières années normales sont exercés au pliage et au cartonnage, tandis que ceux des deux dernières années sont initiés, sous la surveillance d'un contre-maitre, au travail du fer et du bois et au modelage.

Les écoles primaires supérieures dont la scolarité varie de 2 à 4 ans et qui sont au nombre de 234 pour les garçons, et les 1524 cours complémentaires dont les études ne durent qu'un an ou deux, prennent les enfants à la sortie de l'école primaire élémentaire (2) ; ils se proposent

(1) Paquier, *L'Enseignement professionnel*, p. 108.

(2) « Les établissements d'enseignement primaire supérieur prennent le nom de cours complémentaires s'ils sont annexés à une école primaire élémentaire et placés sous la même direction. Ils prennent le nom d'école primaire supérieure s'ils sont installés dans un local distinct et sous une direction différente de celle de l'école élémentaire.

« La durée des études dans les cours complémentaires est de 2 ans au maximum....

« L'école primaire supérieure comprend au moins deux années d'études ; elle est dite de plein exercice si elle en comprend trois ou plus. (Décret du 18 janvier 1887 ; art. 30, modifié par décret du 21 janvier 1893.)

essentiellement d'accroître leur culture générale et accessoirement de leur donner des notions de travail manuel. Mais sur ce dernier point, nous devons faire à peu près les mêmes réserves que pour les écoles primaires élémentaires. L'enseignement manuel n'y est qu'un accessoire auquel on n'accorde que 4 heures en première année et 7 heures en 2^e et 3^e année ; sauf d'honorables exceptions, l'outillage y est fort mince et nous ne croyons pas qu'il comprenne dans aucun de ces établissements une force motrice quelconque (1). L'organisation d'une quatrième année d'études, la création des sections agricoles, industrielles ou commerciales dans un certain nombre d'écoles primaires supérieures et la spécialisation de certains cours complémentaires (notamment à Paris où à côté des cours complémentaires d'enseignement général, il existe pour les garçons 11 cours d'enseignement professionnel et pour les filles 10 cours d'enseignement manuel et ménager et 4 cours d'enseignement commercial), n'ont rien changé à cet état de choses et la circulaire adressée aux recteurs, le 15 février 1893, par M. Charles Dupuy, ministre de l'instruction publique, définit encore avec exactitude la situation des écoles primaires supérieures :

« Les écoles primaires supérieures, disait M. Charles Dupuy, doivent être des écoles pratiques et non des écoles professionnelles mais pratiques dans un autre sens que les écoles techniques industrielles et commer-

(1) L'école primaire supérieure de la rue de Condé à Lyon, qui est particulièrement bien outillée, possède pour 260 élèves un matériel dont la valeur dépasse à peine 10.000 francs et la dépense annuelle de ses ateliers en matières premières et outils n'atteint que 1.666 francs. — Les cours complémentaires sauf quelques exceptions (celui de Berlaimont, Nord, possède ateliers, champ d'expérience et personnel spécial), n'ont qu'un outillage tout à fait rudimentaire.

« ciales... L'enseignement primaire supérieur n'en reste
« pas moins un enseignement véritable et ne se confond
« pas avec l'apprentissage. C'est une école et non un
« atelier. Il s'y trouve des élèves et non des apprentis ».

Que si les élèves de l'enseignement primaire supérieur veulent entrer dans l'industrie comme ouvriers, il leur faudra faire un apprentissage complet. L'enseignement professionnel à l'école primaire supérieure et au cours complémentaire, dit une seconde circulaire de M. Charles Dupuy du 20 juin 1893 a « simplement pour objet la préparation à l'apprentissage ». En fait, un grand nombre des élèves des écoles primaires supérieures se dirigent non point vers l'industrie, l'agriculture et le commerce mais vers l'enseignement public et l'administration : sur 44.153 élèves sortis de ces écoles de 1897 à 1904, 7.350 sont entrés dans l'enseignement et 2.009 dans l'administration. Parmi les autres, 8.551 étaient rentrés dans leurs familles pour y suivre la profession agricole, industrielle ou commerciale de leur père et 3.514 avaient été admis dans les écoles techniques (1).

Les véritables écoles industrielles du premier degré sont en France, à côté des écoles nationales professionnelles les écoles pratiques de commerce et d'industrie ou d'industrie. Ce qu'elles se proposent de produire directement et par leurs seules forces, sans d'ailleurs toujours y atteindre, c'est l'ouvrier immédiatement utilisable à l'usine dès sa sortie de l'école et capable dès ce moment de gagner sa vie par son travail. L'École pratique, dans l'esprit de ses organisateurs, se suffit à elle-même : l'apprentissage est condamné par les conditions modernes

(1) Documents fournis par le Ministère de l'Instruction publique (Paquier, *L'Enseignement professionnel*, p. 117 et 118.)

du travail industriel, il serait vain d'essayer de le faire revivre pour les professions de grande production, c'est l'école pratique qui doit dorénavant le remplacer. Telle est la conception qui avait en 1892-1893, lors de l'apparition des écoles pratiques de commerce et d'industrie, les faveurs du monde officiel.

« Par suite de la division du travail et de l'emploi des machines, disait la circulaire du 20 juin 1893, l'apprentissage à l'atelier n'existe plus guère aujourd'hui qu'à l'état d'exception. Jamais cependant, n'a été plus clairement démontrée la nécessité d'avoir des ouvriers habiles. Il est devenu indispensable... de fournir à nos industriels des ouvriers d'élite. C'est à l'école pratique qu'il appartient de remplir cette tâche ». Et pour éviter toute confusion, pour bien préciser le caractère des écoles pratiques de commerce et d'industrie, le ministre ajoutait : « Elles sont destinées à faire des employés de commerce et des ouvriers, aptes à être immédiatement utilisés au comptoir ou à l'atelier ».

Ce n'était d'ailleurs pas un enseignement original, créé de toutes pièces, auquel donnait naissance l'article 69 de la loi de finances du 26 janvier 1892 en instituant les écoles pratiques de commerce et d'industrie. Il se bornait, mettant fin au duel qui se poursuivait depuis de longues années entre les ministères de l'Instruction publique et du Commerce pour la possession des établissements primaires d'enseignement à caractère professionnel, à faire passer toutes « les écoles primaires supérieures professionnelles, dont l'enseignement est plus spécialement industriel et commercial » dans le ressort du second de ces ministères et à décider que ces écoles prendraient dorénavant le nom d'Écoles pratiques de commerce et d'industrie.

La mesure paraissait anodine, mais elle n'en a pas moins eu une action profonde sur le développement de l'enseignement professionnel en France. Le ministère du Commerce, en effet, par ses origines, par le milieu où se développe son action, par ses relations incessantes avec le monde industriel et commercial, par l'esprit général qui l'anime et qui anime aussi son personnel, devait nécessairement tendre à développer largement l'enseignement théorique professionnel et surtout le travail manuel, fût-ce même aux dépens de l'enseignement général.

La loi du 26 janvier 1892 décidait que les écoles seraient gratuites, que leur entretien serait assuré conformément aux dispositions de la loi du 19 juillet 1889, que le personnel enseignant conserverait ses fonctions et ses droits acquis et renvoyait à des règlements d'administration publique à intervenir le soin de fixer les conditions dans lesquelles seraient créées de nouvelles écoles, le mode d'établissement des programmes, les conditions de recrutement et d'avancement du nouveau personnel enseignant, l'organisation de la surveillance et de l'inspection, le mode d'attribution des bourses et subventions, etc.

C'est le décret du 22 février 1893, qui, en exécution de ces dispositions, est venu constituer la charte des écoles pratiques. Ce décret a été depuis lors modifié par les décrets des 25 avril et 17 août 1895, 31 juillet 1901, 12 avril 1907 et 7 mai 1908.

Les écoles pratiques de commerce et d'industrie, ou d'industrie seulement, peuvent, aux termes de ces dispositions, être fondées soit par un département ou une commune, soit par plusieurs départements ou plusieurs communes. La création est autorisée par arrêté du Ministre du Commerce et de l'Industrie ; mais le Conseil Général ou

le Conseil Municipal, qui fondent l'École, doivent s'engager pour cinq ans au moins à subvenir à ses dépenses. C'est également le Ministre qui approuve, après délibération des assemblées intéressées, les projets de construction, d'acquisition, de location, d'appropriation, de reconstruction et d'agrandissement des locaux, ainsi que les projets d'acquisition de matériel scolaire et d'outillage. Le Ministre peut, pour toutes ces dépenses, après avis de la Commission de l'Enseignement technique, accorder des subventions, mais qui pour les immeubles ne peuvent dépasser le quart de la dépense. Les dépenses d'entretien sont supportées, suivant les distinctions établies par les articles 2, 3, 4 et 12 de la loi du 19 juillet 1889, modifiée par la loi du 25 juillet 1893, par l'État, les départements et les communes ; des subventions peuvent être accordées par le Ministre pour l'achat et l'entretien du mobilier et du matériel d'enseignement.

L'enseignement est donné par des professeurs qui doivent, autant que possible, être pourvus du certificat d'aptitude au professorat commercial ou industriel ou pris parmi les maîtres et maîtresses adjoints comptant 10 ans de service et 40 ans d'âge ; par des maîtres ou maîtresses adjoints pourvus du brevet supérieur de l'enseignement primaire ou du diplôme de sortie d'une école supérieure de commerce, par des chefs des travaux ou d'atelier possédant le certificat d'aptitude à l'enseignement pratique ou ayant 5 ans d'exercice dans une industrie ou dans les ateliers d'une école du Ministère de Commerce, par des maîtres ou maîtresses auxiliaires pour certains enseignements spéciaux et par des préposés à l'apprentissage. Tous ces fonctionnaires sont désignés par le Ministre, à l'exception des préposés qui sont nommés après concours

par le préfet si l'école est départementale, par le maire si elle est municipale. Les traitements sont à la charge de l'État et les indemnités de résidence ou de logement à la charge des départements ou des communes.

Pour assurer le recrutement des professeurs, une section normale a été constituée à l'École d'Arts et Métiers de Châlons-sur-Marne en vue de préparer au professorat industriel. La création de cette section est antérieure à 1892. Les études durent deux ans et comprennent 3 heures de travail manuel par jour. De 1891 à 1906, cette école a formé 60 élèves. Un arrêté ministériel du 15 juin 1899 a également créé à l'École pratique du Havre une section normale pour les jeunes filles qui aspirent au professorat industriel.

Les élèves sont admis dans les écoles pratiques à partir de 12 ans : de 12 à 13 ans ils doivent produire le certificat d'études primaires ; à partir de 13 ans, à défaut de certificat, ils doivent « justifier de l'accomplissement de l'obligation scolaire et subir un examen d'entrée (art. 24).

En principe, les écoles pratiques sont des écoles d'externes et sont absolument gratuites. Mais le Ministre peut autoriser l'établissement d'internats : il peut également accorder des bourses d'internat et des bourses d'entretien.

La durée de l'enseignement est généralement de 3 ans ; mais un certain nombre d'écoles ont été amenées, par l'impossibilité où elles se trouvaient d'enseigner sérieusement dans cette courte durée des professions comme la mécanique ou l'électricité qui exigent des notions scientifiques déjà étendues, souvent même de la trigonométrie, à créer une quatrième année d'études spécialisée dans la pratique d'une profession déterminée ». C'est ainsi qu'à Boulogne-

sur-Mer, où l'Ecole pratique d'industrie est fort intelligemment dirigée, une quatrième année a été créée pour l'électricité industrielle et l'automobile : les cours sont faits par des techniciens de la Ville; des modèles ont été fournis par des industriels et l'un de ceux-ci a même accepté de prendre chez lui pour les exercer des élèves des cours de quatrième année. — D'autre part, l'insuffisance de la culture générale donnée par l'école primaire a obligé les 9/10 des écoles pratiques à consacrer une année préparatoire à compléter l'instruction primaire des élèves avant de les autoriser à aborder les études normales.

Un comité de perfectionnement composé du préfet ou du maire, des inspecteurs ou inspectrices de l'enseignement technique, de 6 ou 8 membres nommés par le Conseil Général ou le conseil Municipal et dont deux au moins doivent exercer ou avoir exercé une profession industrielle ou commerciale, de 6 ou 8 membres donnés par le Ministre parmi les membres des Chambres de Commerce, conseils de prud'hommes, etc. C'est ce comité qui élabore le programme et l'emploi du temps. Le programme est arrêté et peut être modifié par le Ministre après avis du directeur de l'établissement. Il doit obligatoirement comprendre « un complément d'enseignement général, les notions théoriques et pratiques des sciences des arts ou métiers nécessaires à la formation des ouvriers de l'industrie ou des employés de commerce ». (art. 27).

Les programmes élaborés en 1893 pour les écoles pratiques de commerce et d'industrie ont été remaniés en 1907. Il s'agissait, d'une part, de donner une apparence de satisfaction aux critiques formulées, notamment par M. Massé, député, dans ses rapports sur le budget de l'Instruction publique pour 1905 et 1906, contre l'insuffisance de l'en-

seignement général dans ces établissements ; d'autre part, de mettre la partie technique des programmes en harmonie avec le progrès de l'industrie par l'adjonction de notions de géométrie descriptive, d'électricité industrielle et de mécanique. Pour réaliser ces objets, on a dû augmenter la durée de présence à l'école et à fixer à 54 heures la durée du travail hebdomadaire. En outre, il a fallu supprimer la comptabilité et, ce qui a plus d'importance, réduire la durée du travail manuel. Cette réduction a été faite à la demande unanime des directeurs d'écoles pratiques, dont aucun ne faisait faire aux élèves les 30 ou 33 heures de travail manuel hebdomadaire prévues par les horaires en vigueur. Elle se justifie par plusieurs raisons : les forces encore faibles d'enfants de 12 à 16 ans et le souci de l'hygiène, l'insuffisance des ateliers et de l'outillage. Au cours de la discussion des programmes au conseil supérieur de l'Enseignement technique, le directeur de l'Ecole de Boulogne-sur-Mer a fait la déclaration suivante qu'il importe de retenir : « Nos ateliers, en général, ne nous permettent pas d'occuper plus longtemps des enfants. Chez moi, par exemple, l'atelier qui est vaste est toujours plein, et s'il fallait augmenter encore le nombre d'heures, il me faudrait étendre les constructions d'une façon très sensible » (1). A l'école pratique d'industrie de Vienne, le nombre d'heures d'atelier par semaine n'est que de 19 heures 1/2 la première année, 24 la deuxième, et 27 la troisième.

Ce n'est pas, d'ailleurs, à dire que les écoles, qui réduisent ainsi la durée du travail manuel, ne disposent que d'un outillage inférieur. L'École de Boulogne est très bien outillée et celle de Vienne, où 119 élèves sont admis

(1) Séance du 12 juillet 1907. — *Bulletin de l'enseignement technique*, 5 avril 1908, p. 290.

au travail à l'atelier, dispose d'ateliers de 350 mètres carrés pour l'ajustage, la forge et la menuiserie et de 733 mètres pour la draperie, soit 9 mètres $\frac{3}{4}$ par élève; son outillage est évalué à 110.700 francs, soit 930 francs par élève et comprend 14 moteurs électriques de 58 chevaux au total, et la dépense annuelle des ateliers est de 18.150 francs, soit 152 francs par élève. Ajoutons que la direction de l'enseignement technique au Ministère du Commerce a pris récemment des mesures fort heureuses en vue de parer à la pénurie de modèles et de dessins de machines dont pourraient souffrir certaines écoles : les écoles pratiques de commerce et d'industrie et les écoles nationales professionnelles sont autorisées à se prêter mutuellement les modèles et dessins dont elles peuvent avoir besoin; pour permettre l'application générale de ces mesures, les directeurs doivent envoyer au ministère la liste de leurs modèles et dessins susceptibles d'être prêtés et ces listes sont publiées au Bulletin de l'Enseignement technique (1).

Ces nouveaux programmes n'échappent pas à la critique : il peut sembler qu'imposer de 50 à 54 heures de travail à des enfants de moins de 15 ans, c'est les exposer au surmenage, surtout quand on considère que dans les écoles primaires supérieures qui s'adressent à des enfants du même âge, on ne croit pas pouvoir exiger plus de 32 heures d'exercices théoriques et pratiques pendant la première année et 35 dans les suivantes. D'autre part, la diminution du travail manuel prête aussi à des objections sérieuses.

Aussi le Ministre du Commerce n'a-t-il mis en vigueur

(1) Circulaire du 7 octobre 1907 (*Bulletin de l'Enseignement technique*, 19 octobre 1907.)

qu'à titre d'essai les nouveaux programmes, simples programmes-types qui peuvent être modifiés par les Comités de perfectionnement. En adressant ces programmes aux directeurs des écoles pratiques, sa circulaire du 26 octobre 1907 a fort heureusement précisé l'esprit dans lequel doit être donné l'enseignement, quel que soit son caractère, dans une école d'apprentissage : « Ce qui fait la valeur éducative de l'enseignement donné par les écoles pratiques, dit cette circulaire, c'est qu'il poursuit un but bien défini : la préparation à l'exercice d'une profession. Les élèves de nos établissements se rendent compte que l'empirisme et la routine ne suffisent pas à faire un bon ouvrier... Il est donc nécessaire, il est essentiel que tous les enseignements convergent nettement, clairement, vers un point précis, l'apprentissage » (1). Ces principes s'appliquent non point seulement au dessin, mais à toutes les sciences mathématiques ou physiques. Aussi s'efforce-t-on dans les écoles d'industrie, de restreindre la théorie aux seuls principes fondamentaux, de rendre l'enseignement le moins abstrait possible, de l'orienter vers les applications industrielles, de fournir toujours des exemples tirés des applications pratiques, en un mot de montrer plutôt que de démontrer.

Ajoutons que l'essai auquel il a été procédé de novembre 1907 au 15 avril 1908 permettra sans doute de remédier à certains des inconvénients que nous avons signalés comme résultant des nouveaux programmes. Le Conseil supérieur de l'Enseignement technique s'est inspiré de cette pensée en adoptant, le 6 juillet 1908, à titre définitif, de nouveaux horaires-types où la durée du travail hebdomadaire varie de 48 à 51 heures et où pendant les trois derniers

(1) *Bulletin de l'enseignement technique*, 9 novembre 1907.

mois de scolarité les travaux pratiques absorbent 38 heures. Quant aux programmes définitifs, le Conseil supérieur a laissé à l'administration le soin de les élaborer, d'accord avec le Comité d'inspection.

Les écoles pratiques de commerce et d'industrie tiennent, d'ailleurs, de leur caractère essentiellement municipal ou départemental, un esprit de décentralisation remarquable dans la direction de leurs études. Après une période d'essai de 5 mois à l'atelier, les élèves sont aussitôt spécialisés dans un petit nombre de professions qui correspondent, sauf de rares exceptions (1), aux spécialités industrielles de la région et l'enseignement de chacune de ces professions est commandé par les conditions courantes de production dans cette région ; c'est ainsi que pour la mécanique appliquée, telle école donne la prépondérance à la machine à vapeur, tandis que telle autre s'occupe spécialement des moteurs à pétrole ou des turbines à eau. A côté des industries du fer et du bois, l'école pratique de Morez (Jura) comprend dans ses programmes d'enseignement toutes les petites industries locales, horlogerie, lunetterie, optique, peinture sur émail, bimbeloterie ; l'école de Saint-Etienne comprend des sections d'électricité, de mécanique de précision, d'armurerie, de tissage ; à celle du Puy, il existe une section de dessinateurs en dentelles ; à Rennes, on forme des chimistes pour les teintureries de la région ; au Havre, ville de constructions navales, c'est la chaudronnerie qui domine, etc.

Cet esprit de décentralisation pratique doit être encouragé par les pouvoirs publics ; car c'est lui seul qui pourra

(1) Comme exception nous citerons l'école pratique de Thiers, qui ne comprend aucune section pour la coutellerie, industrie à peu près exclusive de la région et où on se propose seulement de former des ajusteurs et des mécaniciens. Nous verrons plus loin les résultats déplorable de cette conception.

empêcher les tentations de déviation de l'enseignement professionnel vers le fonctionnarisme et particulièrement vers les carrières universitaires. Cette déviation est particulièrement fréquente dans l'enseignement primaire supérieur, mais ce n'est pas à dire qu'elle soit tout à fait étrangère aux écoles pratiques, particulièrement aux écoles de jeunes filles. D'assez nombreuses élèves de ces dernières, en effet, subissent les épreuves du brevet élémentaire et se dirigent vers les professions libérales et le Ministre du Commerce a dû mettre les directrices en garde contre la tendance que pourraient avoir les professeurs à favoriser cette déviation et leur rappeler que, dans les établissements de cet ordre, l'enseignement pratique doit tenir une place prépondérante (1).

Le directeur d'une école pratique du Midi, pour attirer la clientèle, a informé par circulaire les habitants de la région que l'établissement qu'il dirige ne se propose pas seulement de former des ouvriers et des employés de commerce, mais aussi des « fonctionnaires pour les différents services de l'Etat et du département » (2).

Dans le même ordre d'idées, nous pensons aussi que les écoles pratiques, si elles veulent rester fidèles à leur mission, doivent s'abstenir avec soin, de donner à leurs élèves une préparation systématique au concours des écoles techniques du degré secondaire, particulièrement des écoles d'arts et métiers : elles risqueraient en effet de perdre de vue leur but essentiel, la formation d'ouvriers aptes à être utilisés immédiatement à l'atelier et de désorganiser, au bénéfice de quelques sujets d'élite, l'enseignement donné à la masse des élèves.

(1) Circulaire du 20 juillet 1906. *Bulletin de l'enseignement technique*, 11 août 1906.

(2) Cité par M. Paquier, *loc. cit.*, p. 145.

Comme sanction à l'enseignement de ces écoles, il a été institué un certificat d'études pratiques industrielles (art. 29 du décret du 22 février 1893). Le tableau suivant, établi d'après des documents officiels, indique pour les écoles pratiques d'industrie et pour les sections industrielles des écoles de commerce et d'industrie, le nombre des élèves admis dans ces écoles, de ceux qui ont persévéré jusqu'au terme des études, de ceux qui ont obtenu le certificat d'études pratiques et de ceux qui sont entrés dans l'industrie ou dans les écoles techniques. Il est regrettable que les documents officiels ne distinguent pas entre les élèves qui sont entrés dans l'industrie comme ouvriers, selon le vœu du législateur et ceux qui, par leur accession dans les écoles techniques, ont tenté de parvenir au rang d'ingénieurs et de sous-ingénieurs. Mais telles qu'elles sont, ces statistiques établissent irréfutablement que les écoles pratiques d'industrie dans leur ensemble n'ont pas dévié vers le fonctionnarisme.

CYCLES SCOLAIRES	EFFECTIF DE LA PROMOTION		NOMBRE D'ÉLÈVES		POURCENTAGE des élèves entrés dans l'industrie et les écoles techniques.
	Au début de la 1 ^{re} année normale.	A la fin de la 3 ^e année normale.	Ayant obtenu le certificat d'études pratiques.	Entrés dans l'industrie et écoles techniques.	
1897-1900	871	448	280	422	94 0/0
1898-1901	940	474	316	436	92
1899-1902	1.158	596	414	551	92
1900-1903	1.278	701	455	664	94
1901-1904	1.545	841	541	788	93
				2.862	

Une constatation moins satisfaisante ressort des tableaux des salaires obtenus par ceux des anciens élèves entrés dans l'industrie : c'est que ces salaires de début qui varient entre 1 franc par jour (ajusteurs-mécaniciens de Reims) et 150 francs par mois (électriciens et dessinateurs de Grenoble), et ceux qui pour certaines écoles (Le Havre) ne dépassent jamais 2 francs sont très notablement inférieurs aux salaires des ouvriers de la profession et ne témoignent que d'une connaissance très imparfaite de la pratique industrielle (1).

Quoiqu'il en soit, le développement des écoles a été très rapide : les municipalités ont été séduites par l'espoir de recevoir du Ministère du Commerce des subventions élevées et le personnel enseignant par le désir d'échapper à la tutelle étroite de l'inspection universitaire et de bénéficier des avantages pécuniaires attribués aux professeurs des nouvelles écoles. Au lendemain du vote de la loi de finances du 5 juin 1892, 12 écoles primaires supérieures professionnelles, comptant un effectif de 1.800 élèves, étaient immédiatement rattachées au Ministère du Commerce et de l'Industrie et transformées en écoles pratiques.

En 1907, le Ministère du commerce groupait sous sa direction 57 écoles comptant, d'après le tableau suivant, 11.506 élèves.

(1) Documents fournis par le Ministère du Commerce (Paquier, p. 147 et seq.)

Effectifs des écoles pratiques de commerce et d'industrie (1893-1907)

Désignation des écoles	Date de la création ou du rattachement au Ministère du Commerce	Nombre d'élèves en octobre (Garçons)														
		1893	1894	1895	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902	1903	1904	1905	1906	1907
Écoles pratiques de commerce et d'industrie	Agén.															
	Aire-sur-l'Adour.	94	115	131	145	116	130	140	182	209	239	239	243	235	221	230
	Beaumont.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	42	73	67
	Brest.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	200	490	496
	Cette.	»	86	86	124	123	117	145	181	233	281	330	361	342	338	334
	Charleville.	»	»	»	»	»	»	52	115	141	110	110	139	162	185	182
	Clermont-Ferrand.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	241	260	287	300
	Cluny.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	151	160	188	210	220	237
	Dijon.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	161	175	187	212	221
	Fournies.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	251	260	280	338	345
	Grénoble.	437	435	424	434	92	116	183	204	197	190	188	199	206	208	201
	Le Mans.	»	»	»	»	324	335	403	447	435	436	472	534	550	515	536
	Le Puy.	»	72	57	106	138	144	153	154	161	154	150	157	180	183	168
	Limoges.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	68	97	115	103	137
	Marmande.	»	439	450	470	203	217	237	208	203	217	220	229	220	217	235
	Maubeuge.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	44	98	143	93	70	71
	Mazamet.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	45	85	113	140	160
	Mende.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	170	178	206	218	223	199
	Nantes.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	31	41	56	57	62	64
	Narbonne.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	210	188	195	218
	Nîmes.	155	181	195	196	206	232	272	266	273	400	151	167	154	168	163
	Pont-de-Beauvoisin.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	271	261	271	272	274	277
	Reims.	223	212	218	201	170	178	175	224	284	351	374	430	431	432	437
	Roanne.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	213	241	270	272	273	282
	Romans.	»	31	32	48	65	76	72	13	47	45	63	64	65	74	76

DÉSIGNATION DES ÉCOLES		DATE DE LA CRÉATION ou du rattachement au Ministère du Commerce	NOMBRE D'ÉLÈVES EN OCTOBRE (GARÇONS)														
			1893	1894	1895	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902	1903	1904	1905	1906	1907
Écoles pratiques de commerce et d'industrie.	Roubaix.	21 septembre 1906.	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	192	169
	Tarbes.	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	77
	Thiers.	2 août 1902.	"	"	"	"	"	"	"	"	"	12	21	22	22	34	30
	Tourcoing.	21 septembre 1906.	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	145	137
	Valenciennes.	21 septembre 1906.	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	123	138
	Vieune.	18 avril 1900.	"	"	"	"	"	"	"	"	63	115	136	154	162	162	164
	Boulogne-sur-Mer.	1 ^{er} juin 1892.	80	77	81	80	98	108	110	107	111	151	157	144	123	139	150
	Brive.	29 juin 1901.	"	"	"	"	"	"	"	33	38	42	46	59	62	65	50
	Elbeuf.	20 septembre 1900.	"	"	"	"	"	"	"	"	92	113	125	121	121	150	156
	Firminy.	26 décembre 1899.	"	"	"	"	"	"	"	"	256	301	290	310	328	326	283
Écoles pratiques d'industrie.	Le Havre.	1 ^{er} juin 1892.	208	228	275	243	240	257	261	268	256	301	290	310	328	326	283
	Lille.	5 août 1898.	"	"	"	"	"	"	49	86	113	151	152	136	147	172	164
	Marseille.	23 octobre 1899.	"	"	"	"	"	"	50	400	481	220	230	231	325	357	375
	Montbéliard.	4 ^{er} juin 1892.	85	84	113	80	94	118	126	136	140	147	134	123	135	150	155
	Morez.	31 août 1895.	"	"	26	25	31	39	41	34	39	40	38	38	50	53	72
	Rennes.	4 ^{er} juin 1892.	45	44	42	13	70	61	68	75	82	88	106	128	142	135	144
	Rive de Gier.	4 août 1902.	"	"	"	"	"	"	"	"	"	45	50	62	69	58	62
	Rouen.	19 octobre 1893.	"	91	110	142	160	180	170	180	201	198	196	223	221	226	211
	Saint-Chamond.	17 avril 1894.	"	72	67	62	78	86	95	102	119	128	94	104	125	135	142
	Saint-Étienne.	4 ^{er} juin 1892.	315	294	285	295	320	354	401	430	444	454	450	450	465	462	462
École pratique de commerce.	Saint-Nazaire.	27 octobre 1902.	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	76	104	115	114
	Boulogne-sur-Mer.	4 ^{er} juin 1892.	"	"	79	70	89	100	99	85	77	80	80	82	86	82	88
TOTAUX.			4.342	4.858	2.071	2.177	2.740	3.160	3.648	4.111	4.658	5.618	6.352	7.498	7.925	8.607	8.828

DÉSIGNATION DES ÉCOLES	DATE DE LA CRÉATION ou du rattachement au Ministère du Commerce	NOMBRE D'ÉLÈVES EN OCTOBRE														
		1893	1894	1895	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902	1903	1904	1905	1906	1907
(FILLES)																
Écoles pratiques de commerce et d'industrie.	Boulogne sur-Mer.	•	•	•	•	•	416	416	414	422	450	452	445	437	439	444
	Cherbourg.	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	45	90	428
	Dijon.	•	•	•	•	•	•	•	•	408	454	502	562	543	543	564
	Le Havre.	202	222	234	219	236	252	249	286	273	280	331	342	294	315	276
	Marseille.	•	•	•	•	•	•	304	288	360	386	385	400	386	444	452
	Nantes.	•	465	439	432	494	213	212	240	252	254	210	252	204	217	231
	Pont-de-Beauvoisin.	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	54
	Reims.	•	•	•	•	•	•	•	•	•	25	455	422	216	243	209
	Rouen.	•	•	•	•	•	•	437	470	220	215	234	214	240	242	260
	Saint-Étienne.	473	447	466	457	467	204	203	262	316	298	354	312	358	383	360
TOTAUX.		375	534	536	508	597	782	4,224	4,360	4,654	4,759	2,403	2,266	2,447	2,576	2,678
Régulation.	Écoles pratiques de garçons.	4,342	4,858	2,071	2,477	2,740	3,460	3,648	4,414	4,658	5,648	7,498	6,452	7,925	8,607	8,498
		375	534	536	508	597	782	4,224	4,360	4,654	4,759	2,403	2,266	2,447	2,576	2,678
	TOTAUX.	4,717	2,392	2,607	2,685	3,337	3,942	4,869	5,474	6,309	7,377	9,904	8,748	10,342	11,183	11,506

Quatre nouvelles écoles pratiques de commerce et d'industrie ont été, en outre, créées par arrêtés du Ministre du Commerce du 14 mars 1908 à Bordeaux et à Cherbourg pour les garçons et à Firminy pour les filles, et par arrêté du 21 août 1908 à Tourcoing pour les filles (1).

Ajoutons que de nombreuses municipalités sont en instance auprès du Ministère du Commerce pour obtenir la création d'écoles pratiques et que la plupart des établissements existants doivent refuser des élèves faute de place. Jusqu'en 1908, les crédits mis annuellement à la disposition du Ministère du commerce, ne lui permettaient pas de créer chaque année plus de 3 écoles; au budget de 1908, les crédits ont été élevés de façon à permettre cinq créations. Il faut d'ailleurs se garder d'ouvrir des écoles à l'aveugle et sans se préoccuper de leur assurer des ressources et un recrutement suffisants. Il est déjà arrivé que des écoles, inconsidérément ouvertes, soient obligées au bout de quelques années, de fermer leurs portes. Il en a été ainsi à Saint-Didier la Seauve (Loire); l'école créée à Pamiers (Ariège) n'a jamais été ouverte et les écoles de Mende et de Thiers, celle-ci avec 30 élèves, sont loin de prospérer. Actuellement les crédits consacrés par l'État au développement des écoles pratiques de commerce et d'industrie sont les suivants : (2).

Personnel 1.370.561 fr.

Sections normales préparatoires au pro-.

(1) *Journal Officiel*, 15 mars et 22 août 1908.

(2) Ces chiffres comprennent les crédits alloués non seulement pour les établissements d'enseignement industriel, mais aussi pour les établissements d'enseignement commercial.

<i>Report.</i> . . .	1.370.561 fr.
fessorat commercial et au professorat industriel	63.480
Subventions aux Municipalités pour construction et aménagement d'écoles. .	300.000
Bourses	205.400
Frais de jury d'examen et de correction.	7.300 (1)
Total. . .	<u>1.946.741 fr.</u>

A côté des écoles pratiques de commerce et d'industrie, il convient de classer, au moins théoriquement, les écoles nationales professionnelles, qui ont été instituées pour servir de modèles aux établissements d'enseignement professionnel créés ou à créer par les départements et les communes. Ces écoles sont au nombre de 4, celles de Vierzon, d'Armentières et de Voiron, respectivement instituées par décrets des 9 juillet 1881, 10 mars et 16 juillet 1882 et celle de Nantes, constituée en octobre 1898 par la transformation en école publique d'un établissement privé. Placées en 1880 sous la double autorité du Ministère du Commerce et du Ministère de l'Instruction Publique, ces écoles ont été attribuées à titre exclusif au premier de ces départements par la loi de finances du 13 avril 1900. Elles sont fondées et entretenues uniquement par l'État et se recrutent au concours dans toute la France; la durée des études y est fixée à 4 ans; elles doivent à leur caractère d'écoles-types un

(1) Les chiffres indiqués à ces deux derniers articles ne sont pas spéciaux aux écoles pratiques : ils comprennent les bourses dans les écoles supérieures de commerce, dans les établissements privés, etc. et les frais nécessaires pour l'attribution de toutes ces bourses, etc (*Rapport* de M. Bourelly, député, sur le budget du ministère du Commerce en 1908, p. 163 et seq.)

outillage d'enseignement et de travail manuel très perfectionné, comprenant laboratoires, musées, etc... Dans toutes l'enseignement pratique comprend le travail du fer et du bois; mais chacune a, en outre, une spécialité bien définie et correspondant aux besoins de la région : à Vierzon, c'est l'électricité et l'automobile après la céramique et la fabrication des machines agricoles; à Voiron, le tissage de la soie, du coton, du lin, du chanvre et de la rame a remplacé la draperie; Armentières et Nantes ont conservé leurs spécialités primitives, le tissage pour la première école, les travaux d'art pour la seconde. L'outillage et l'installation sont en voie de perfectionnement incessant : à Voiron, on s'occupe actuellement d'installer un laboratoire d'essais de textiles et une salle de garage pour mécaniciens-tisseurs; à Armentières, on a organisé, à côté de la chaufferie, une salle d'expériences et de démonstration de tous les phénomènes relatifs à la conduite et à l'entretien des chaudières à vapeur. L'insuffisance des immeubles dont elles disposent ne permet pas aux écoles de Vierzon et de Nantes de prendre toute l'extension nécessaire.

A l'origine, les écoles nationales professionnelles n'avaient d'autre but que de servir de modèles aux écoles manuelles municipales et départementales; leur objet devait donc être exclusivement la formation d'ouvriers d'industrie. Mais elles n'ont pas tardé à s'évader de ce cadre : à côté de la section normale, s'est créée dans chaque école une section spéciale, qui se préoccupe presque exclusivement, avec le plus grand succès d'ailleurs, de la préparation aux écoles d'arts et métiers et cette préparation est devenue la base même de l'enseignement de l'école nationale qu'elle a complètement dé-

sorganisé. Un directeur d'école Nationale professionnelle avoue : « La préparation aux écoles techniques est la plaie de nos écoles nationales professionnelles ; elle engendre une perturbation regrettable dans les programmes ; elle fait perdre deux ans en moyenne à chaque candidat et elle jette sur le pavé des fruits secs et des non valeurs (1). Les écoles nationales, en fait, ne sont plus des écoles primaires ; ce sont, comme l'école de Cluny, des écoles primaires supérieures d'enseignement professionnel. Le décret du 13 février 1903, qui a remanié leur statut, a consacré officiellement cette déviation.

« Les écoles nationales professionnelles, dit l'art. 1^{er}, ont pour but de former des ouvriers instruits, aptes à devenir contremaîtres et chefs d'ateliers.

« Elles préparent aux concours d'admission dans les écoles d'arts et métiers et aux autres écoles techniques du même degré ».

Les directeurs d'écoles nationales professionnelles, sont encouragés dans cette voie dangereuse par la complicité des familles, qui souvent n'appartiennent pas à la classe ouvrière et ne se soucient pas de faire de leurs enfants des ouvriers. Bien que la statistique des professions établie par le Ministère du Commerce emploie souvent des formules volontairement imprécises, il n'en ressort pas moins que nombre d'anciens élèves ne sont pas restés les « simples soldats » de l'industrie qu'on avait prétendu former.

Cette statistique fournit les constatations suivantes :

(1) Paquier, *loc. cit.*, p. 141.

ÉCOLES D'ARMENTIÈRES ET DE VIERZON

1899-1901

72 dessinateurs.
 55 contremaîtres.
 45 ajusteurs-mécaniciens.
 20 ingénieurs.
 6 électriciens.
 5 chefs d'industrie.
 18 chefs d'atelier.
 5 modeleurs.
 2 chauffeurs.
 3 piqueurs de chemin de fer.
 4 maîtres-mécaniciens.
 8 comptables
 5 négociants.

ÉCOLE DE VOIRON

1887-1900

79 industrie du bois.
 252 industrie du fer.
 58 tissage.
 26 papeterie.
 20 électricité.
 44 commerce.
 10 comptabilité.
 125 agriculture.
 75 arts et métiers.
 19 apprentis et mécaniciens
 7 administration.
 22 chemin de fer.
 43 dessinateurs.
 36 commis aux écritures.

Ces constatations ne sont pas au surplus pour diminuer la faveur des écoles nationales professionnelles dont le nombre d'élèves s'accroît chaque année, au point que l'une d'elles, l'école de Vierzon, doit refuser un très grand nombre de candidats reconnus admissibles au concours d'entrée.

Le tableau ci-dessous montre les rapides progrès de ces établissements :

Effectifs des Écoles Nationales professionnelles

(1887-1907)

DÉSIGNATION des ÉCOLES	DATE de la CRÉATION	DATE du RATTACHEMENT au Ministère du Commerce	NOMBRE D'ÉLÈVES EN OCTOBRE																				
			1887	1888	1889	1890	1891	1892	1893	1894	1895	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902	1903	1904	1905	1906	1907
École d'Armentières	Décret du 10 Mars 1882	Loi du 13 Avril 1900	78	91	125	156	175	160	184	207	236	257	261	252	250	240	277	304	356	383	400	406	431
École de Nantes	Décret du 13 Octobre 1898	id.	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	300	322	326	287	282	280	293	295	290	305
École de Vierzon	Décret du 9 Juillet 1884	id.	46	60	206	203	234	234	245	246	266	282	287	288	293	300	287	318	324	332	335	351	374
École de Voiron	Décret du 26 Juillet 1882	id.	483	496	478	486	239	254	266	245	248	245	261	238	250	272	252	265	252	268	277	310	363
Totaux ...			307	347	509	545	648	648	695	698	750	784	809	1.098	1.415	1.438	1.403	1.466	1.212	1.276	1.327	1.360	1.473

Les charges résultant pour l'État des 4 écoles nationales professionnelles ont atteint, en 1908, 555.385 francs dont 110.800 francs de bourses, dégrèvements de frais de trousseau, etc.

Enfin, il existe dans quelques régions des écoles de moindre envergure, plus étroitement spécialisées, qui ne sont pas considérées au sens strict comme des écoles nationales professionnelles, mais qui n'en donnent pas moins un enseignement professionnel complet et qui sont placées sous la direction immédiate de l'État. Ce sont les écoles nationales d'horlogerie de Besançon et de Cluses et l'Ecole d'horticulture et de vannerie de Fayl-Billot (Haute-Marne).

L'École de Besançon remonte à 1862 ; elle a été fondée pour donner au personnel de l'horlogerie les connaissances professionnelles que l'extrême spécialisation du travail ne permettait plus d'acquérir à l'atelier. Mais c'est seulement le décret du 21 juillet 1891 qui en a fait une école nationale. Elle a pour but de former « des visiteurs, des régleurs, des repasseurs de pièces compliquées, ainsi que des contremaîtres et des chefs d'ateliers de fabrication ». La durée des études y est de 3 années au moins et les élèves y sont admis à partir de 13 ans. L'enseignement pratique y est donné par 6 chefs d'atelier ; il occupe 45 heures par semaine, tandis que 10 heures seulement sont consacrées aux études théoriques. Malheureusement il ne dispose que d'un outillage insuffisant et ne possède pas de moteur mécanique : il y a là une lacune qu'il importe de combler si l'on veut mettre l'horlogerie française en situation de lutter contre la concurrence étrangère. Les ressources de l'Ecole sont d'ailleurs insuffisantes : elles n'ont atteint en 1899 que 38.000 francs, dont une sub-

vention de l'Etat de 3.000 francs, tandis que les dépenses monteraient à 55.000 francs pour 55 élèves et c'est la ville de Besançon qui a dû faire face à cette insuffisance (1).

L'école de Cluses a été fondée en 1848 par le gouvernement sarde ; elle a été réorganisée en 1863, après l'annexion de la Savoie à la France et son statut actuel est régi par le décret du 8 février 1890 et les arrêtés qui l'ont complété. Elle a un double but : elle forme « des ouvriers habiles, capables d'exécuter en tout ou en partie les appareils destinés à mesurer le temps, ou tout autre mécanisme de précision », et d'autre part, donne l'instruction nécessaire aux jeunes gens qui se proposent de devenir dans ces industries, fabricants ou chefs d'atelier. Le nombre des élèves atteint 140, appartenant à 60 départements différents ; tous sont externes ; ceux dont les parents n'habitent pas Cluses sont placés chez des correspondants. L'enseignement est gratuit et dure 3 ans ; les enfants ne sont admis qu'à partir de 14 ans. — 105 reçoivent des bourses ou fractions de bourse atteignant au total 20.000 francs. La durée du travail manuel est de 7 h. 1/2 en hiver et de 8 heures en été. Depuis 1886, l'école de Cluses possède un atelier de petite mécanique et d'électricité, où des professeurs spéciaux enseignent l'horlogerie électrique, la mécanique de précision, la construction des appareils électriques, la télégraphie et la téléphonie. L'école de Cluses ne possédait encore en 1903 aucun moteur ; mais des études se poursuivaient en vue d'y amener l'énergie électrique et des travaux relativement importants et pour lesquels le budget de l'État a alloué un crédit de 96.000 francs, ont été entrepris en 1907 pour le développement de l'atelier de

(1) Rapport de M. Jacquemart, cité plus haut, p. 48 et suiv.

petite mécanique et d'électricité. Les dépenses annuelles à la charge de l'État ont, en outre, en 1908, atteint 73.300 francs. Depuis l'annexion de la Savoie jusqu'en 1899, sur les 1.200 élèves ayant achevé leurs études, 9 étaient professeurs, 46 fabricants ou chefs d'usines, 406 ouvriers, 418 établis horlogers, 13 mécaniciens télégraphistes et 33 ouvriers mécaniciens dans l'industrie privée (1).

Un décret du 15 mars 1907 a de même transformé en école nationale l'école d'horticulture et de vannerie créée en 1906 à Fayl-Billot (Haute-Marne), par la commune et les syndicats vanniers de l'est. Cette école est destinée, dit l'article 1^{er} du décret, « à former des jeunes gens connaissant la pratique rationnelle de la culture et du travail de l'osier, la fabrication de la vannerie, l'horticulture, l'agriculture et capables de faire progresser ces diverses industries ». Le Conseil municipal de Fayl-Billot a fait don à l'État d'un domaine et d'une somme de 80.000 francs pour l'édification de bâtiments scolaires. La durée des études est de 3 ans; après examen, un diplôme de maître vannier est délivré aux élèves par le ministre de l'agriculture et du commerce (2).

Les écoles professionnelles de garçons et de filles de la ville de Paris doivent être placées à part; institutions exclusivement municipales, elles se rapprochent des écoles pratiques d'industrie; mais leur enseignement et leur outillage les rapprochent souvent des écoles nationales professionnelles. Elles se rattachent administrativement au Ministère du Commerce; mais elles sont soumises à la direction immédiate du directeur de l'enseignement primaire à la

(1) *Ibid.*, p. 43 et s.

(2) *Bulletin de l'enseignement technique*, 6 avril 1907.

Préfecture de la Seine, qui est un fonctionnaire du Ministère de l'Instruction Publique.

Tout particulièrement les écoles de garçons se proposent de former, chacune pour une profession ou un groupe de professions déterminées, des ouvriers instruits et aptes à gagner leur vie dès leur sortie de l'école. Quant aux écoles de filles, elles visent autant à apprendre à leurs élèves tout ce qui concerne la tenue d'un ménage qu'à leur donner un métier susceptible de leur permettre de gagner leur vie à leur sortie de l'école. Ecoles de garçons et écoles de filles se recrutent au concours et l'enseignement y est entièrement gratuit : leur régime est, sauf à l'école Dorian, l'externat.

La Ville de Paris entretient actuellement 7 écoles professionnelles de garçons portant les noms de Diderot, Boulle, Estienne, Germain Pilon, Bernard Palissy et Dorian.

L'Ecole Diderot, la première en date, a été fondée le 8 décembre 1872. Pour être admis au concours les candidats doivent être pourvus du certificat d'études primaires et avoir de 13 à 17 ans. Les professions enseignées sont : la forge, le tour sur métaux, l'ajustage, la mécanique de précision, le modelage, la menuiserie, la serrurerie, la chaudronnerie, et l'électricité industrielle. La durée des études est de 3 ans. A leur entrée à l'école, les élèves sont répartis définitivement, suivant leur rang d'admission, dans les divers ateliers ; mais un roulement spécial approprié à la profession de chaque groupe est établi dans les premiers mois de l'année. La journée comprend trois heures de classe et 5 heures $1/2$ d'atelier pour les deux premières années ; deux heures de classe et 7 heures $1/2$ d'atelier pour la 3^e année. On y enseigne le

dessin industriel, le dessin du bâtiment et le dessin d'art industriel, en insistant sur le croquis et en spécialisant le dessin selon la profession de l'élève. Le travail manuel est dirigé par un chef des travaux et 11 professeurs techniques.

L'École Boulle date de 1886 ; elle se spécialise dans la préparation d'ouvriers pour l'industrie parisienne de l'ameublement. L'enseignement théorique tend à atténuer les mauvais effets d'une spécialisation excessive. L'enseignement technique, dirigé par 2 chefs de travaux et 20 professeurs techniques comprend pour la section du meuble (la plus nombreuse), l'ébénisterie, la tapisserie, la sculpture sur bois, la menuiserie en sièges, le tournage sur bois, la marqueterie, le moulage sur plâtre ; et pour la section du métal, la ciselure, la moulure, la gravure, le tournage sur métaux, le planage, le reperçage, le moulage au plâtre et au sable. Le concours d'admission comprend un dessin à vue d'après le plâtre ; il est ouvert aux enfants de 13 à 16 ans et la durée des études est de quatre années.

L'École Estienne, fondée en 1889, forme des ouvriers pour chacune des spécialités qui se rattachent aux industries du livre : typographie, lithographie, gravure, photographie et reliure ; un atelier distinct est affecté à chaque spécialité. Les candidats doivent être âgés de 13 à 16 ans et pourvus du certificat d'études primaires. La durée des études est de 4 ans. Pendant les quatre premiers mois de présence, les élèves sont divisés en un certain nombre de groupes, qui passent successivement une semaine dans chaque atelier. Ils sont ensuite répartis définitivement dans les ateliers suivant leur rang d'admission et leurs aptitudes.

L'École Germain-Pilon se propose pendant ses trois

années d'enseignement de préparer à la pratique des arts industriels, mais sans enseigner aucune profession déterminée. L'enseignement y est exclusivement théorique. Il comprend le dessin et le modelage d'après les plâtres, l'aquarelle d'après les plantes; la géométrie pratique, l'anatomie, la perspective, l'architecture élémentaire, l'analyse des styles, la composition décorative, l'histoire de l'art, le lavis, le dessin des étoffes et des ameublements, la broderie et la passementerie.

A l'École Bernard Palissy, inaugurée en 1883 et qui se propose également de former des ouvriers d'art industriel, l'enseignement dure 4 ans, dont une année préparatoire. Il comprend, non seulement, de 8 heures à 11 heures du matin, un enseignement théorique (dessin à vue et géométrique, modelage, perspective, anatomie comparée, histoire de l'art, composition décorative, mais aussi un enseignement technique donné dans 4 ateliers (décoration, sculpture, dessins des étoffes, céramique) ouverts l'après-midi aux élèves des 3 années normales.

L'École Dorian qui, à l'origine, n'était qu'un internat primaire à l'usage des enfants des familles pauvres, a été classée en 1901 comme école professionnelle et actuellement, après 13 ans, ceux des élèves qui ont obtenu le certificat d'études primaires sont conservés et suivent les cours techniques. Outre les internes, l'École Dorian admet un certain nombre d'externes à suivre des cours professionnels, dont la durée est de 3 ans. L'École possède des ateliers de menuiserie, de tournage, d'ajustage et de mécanique, de forge, de ferronnerie.

Jusqu'à ces dernières années 6 écoles municipales situées rue Fondary (15^e arrondissement), rue Bouret (19^e arrondissement), rue Ganneron (18^e arrondissement),

rue de Poitou (3^e arrondissement) et rue de la Tombe-Issoire (10^e arrondissement) donnaient à Paris l'enseignement professionnel aux jeunes filles. Cinq de ces écoles sont à la fois professionnelles et ménagères, c'est-à-dire que leurs élèves y apprennent non seulement un métier, mais y acquièrent les connaissances nécessaires à la tenue d'un ménage : cuisine, blanchissage, repassage, couture, raccommodage. La matinée est consacrée à un complément d'enseignement général, l'après-midi aux travaux pratiques. Les cours professionnels sont généralement en concordance avec la nature de l'industrie en faveur dans le quartier : on y enseigne la couture, la lingerie, la confection des corsets, la broderie, la mode, l'industrie de la fleur, le repassage, le dessin et la peinture industriels, le commerce, etc. La durée des études est de 3 ans pour les professions manuelles et de 4 ans pour celles qui ont un caractère artistique (céramique, peinture sur faïence, vitraux, etc.). L'admission des élèves a lieu de 12 à 15 ans. Si on en excepte la peinture industrielle, qui est enseignée dans trois écoles, tous ces établissements n'ont d'autre objectif que le costume féminin sous toutes ses formes et chacun d'eux, au lieu d'être étroitement spécialisé, se préoccupe des diverses parties de ce costume (lingerie, corsets, robes, etc.).

Récemment la ville de Paris a complété les cadres de son enseignement professionnel à l'usage des jeunes filles, en acquérant les deux écoles professionnelles fondées par M^{me} Élisabeth Lemonnier, rue des Boulets et rue Duperré. La première enseigne la couture, la broderie pour ameublement, le dessin industriel, la peinture, l'anglais, l'allemand, la sténographie et la machine à écrire. La deuxième se propose de former des dessinateurs et des

artisans d'art dans les spécialités qui peuvent être exécutées par la femme : à cet effet on y enseigne le dessin, le modelage, l'architecture et la géométrie dans leurs applications à l'industrie, la composition décorative, l'histoire de l'art, l'anatomie comparée ; on y fait des conférences techniques en vue de l'exécution de dessins pour bijoux, orfèvrerie, papiers peints, soieries, dentelles, broderies, etc. ; les travaux pratiques comprennent la gravure sur bois, le travail de l'ivoire, du métal, du cuir, la retouche photographique, etc.

En 1909, le budget de l'ensemble des écoles professionnelles de la ville de Paris a atteint 1.843.936 fr. 66 (1) ; le nombre des élèves s'élevait en novembre-décembre 1908 à 3.362, répartis comme suit :

Garçons :

École Diderot.	310 élèves
École Boule	294 —
École Estienne	206 —
École Germain Pilon . . .	106 —
École Bernard Palissy. . .	92 —
École Dorian	160 —

Total. . . 1.168 élèves

(1) Ce chiffre comprend à concurrence de 260.091 fr. 66 les dépenses de l'école Dorian, qui est à la fois internat primaire et école professionnelle.

Filles :

École rue Fondary	300 élèves
École rue Bouret.	309 —
École rue Ganneron.	285 —
École rue d'Abbeville	330 —
École rue de Poitou.	265 —
École rue de la Tombe Issoire.	302 —
École rue Duperré	159 —
École rue des Boulets	244 —

Total. . . . 2.194 élèves

Le prix de revient d'un élève est donc annuellement de 522 francs (l'école Dorian, qui est partiellement un internat, mise à part). Il faut en outre tenir compte du déchet fort important qui se produit dans ces écoles ; c'est-à-dire du nombre des élèves qui quittent l'école avant la fin de leurs études : ce déchet atteint environ 55 0/0 à l'école Germain Pilon, 50 0/0 dans les écoles Bernard Palissy, Boulle et Estienne, 20 0/0 à l'école Diderot et plus de 45 0/0 en moyenne dans les écoles de filles (1).

Les diverses écoles que nous venons d'étudier constituent les cadres réguliers de l'enseignement professionnel primaire. Mais à côté de ces établissements, il convient de mentionner quelques écoles d'apprentissage créées par des municipalités, mais non encore promues au rang d'écoles pratiques d'industrie et un certain nombre d'institutions

(1) Note présentée par M. Marsoulon en 1905 au Conseil Municipal de Paris, p. 18 et 19.

dues à l'initiative des syndicats, des associations et des industriels.

Parmi les établissements municipaux, citons :

L'École des tissages de Sedan fondée en 1881 pour former des dessinateurs de tissus et des échantillonneurs. La durée des études y est de trois ans : 10 à 12 heures par semaine y sont consacrées à la théorie du tissage, 8 heures à la pratique et 12 heures en première année au raccommodage. L'école dispose d'un certain nombre de métiers à main ; le nombre des élèves était en 1900 de 43 et le budget de 7.000 francs.

L'École Manuelle d'apprentissage de Monthermé (Ardennes) qui se propose de former des mécaniciens. Les cours durent deux ans : 28 heures en première année et 29 en deuxième sont consacrées aux travaux manuels dont le niveau s'élève progressivement jusqu'à la construction de tours, perceuses, ventilateurs, etc. Le nombre des élèves est de 42 et le budget de la section industrielle de 2.900 francs.

La section industrielle annexée au collège de Saint-Nazaire, où la durée des études est de trois ans, se propose de former des apprentis pour les chantiers et ateliers de la ville ; mais la durée des travaux manuels n'y est que de 8 heures pour l'ajustage et de 4 heures pour la menuiserie et cette section constitue bien plutôt un établissement d'enseignement primaire supérieur qu'une école professionnelle. La même observation s'applique aux cours complémentaires de l'Institution Carriet à Bourg, où 8 heures seulement sont consacrées à la menuiserie, 8 au tour, 8 à l'ajustage.

L'École des Arts Industriels de Saint-Étienne, qui, dans ses cours du jour, forme des décorateurs, dessinateurs,

metteurs en carte pour l'industrie du ruban, sculpteurs ornementalistes, graveurs-ciseleurs et incrusteurs sur armes. Les élèves des cours de gravure, ciselure, incrustation et repoussé, auxquels 15 heures sont consacrées par semaine, pratiquent sur les plaques d'acier, puis sur des pièces d'armes l'incrustation rasée et en relief, ciselée et gravée.

L'École de broderie et de tissage de Lyon qui comprend à côté de cours du soir et du dimanche, des cours de jour où 33 heures par semaine sont consacrées au tissage et 33 à la broderie Saint-Gall. Elle possède un outillage assez important et se propose de pourvoir aux besoins de la fabrique lyonnaise : le nombre des élèves des cours du jour n'est que de 27.

Les écoles La Martinière, à Lyon, ont été créées sur le produit d'un legs fait à la ville de Lyon et sont administrées par une commission de 7 membres nommée par le conseil municipal de cette ville sous réserve de l'approbation du Ministre du Commerce. La durée des études y est de quatre ans ! Elles ont pris une grande extension et comptent actuellement près de 800 élèves ; mais surtout en ce qui concerne l'école de garçons, elles ne se proposent pas la formation d'ouvriers de professions déterminées et ne prétendent pas à remplacer l'apprentissage. L'école de garçons, en effet, ne consacre que de 3 à 14 heures aux travaux manuels et se préoccupe surtout de préparer ses élèves aux grandes écoles techniques. — A l'école de filles, il existe des sections de dessin industriel, de robes et confections et de broderies ; les deux premières sections consacrent à l'enseignement de la profession 17 heures 1/2 par semaine dans les trois premières années et 35 en quatrième année ; la quatrième section, 21 heures dans les

trois premières années et 42 heures pendant la quatrième au dessin et à la broderie.

L'École d'Alembert fondée en 1882 à Montevrain par le Conseil général de la Seine est réservée aux enfants assistés ou moralement abandonnés de ce département, qu'elle prépare à l'exercice de la profession d'imprimeur, la durée de l'apprentissage y est de quatre ans, mais le nombre des élèves est peu élevé.

Le département de la Charente a fondé à Angoulême une école d'apprentissage comprenant une section industrielle et une section commerciale et qui reçoit des enfants de 12 à 16 ans. La durée des études est de trois ans et le nombre des élèves de 124; 13 heures en première année, 18 en deuxième et 20 en troisième sont consacrées aux travaux manuels qui se font dans des ateliers pourvus d'un moteur à vapeur.

Parmi les très nombreuses écoles d'enseignement professionnel primaire fondées par l'initiative privée et administrées encore aujourd'hui par elle, il faut placer en première ligne les institutions créées par les sociétés industrielles de Saint-Quentin et d'Amiens, groupes industriels constitués en vue d'accroître l'instruction professionnelle dans certaines régions; par les frères des Écoles chrétiennes; les écoles d'apprentissage de la compagnie des chemins de fer du Nord, des maisons Chaix, Mildé, etc.

La société industrielle de Saint-Quentin a fondé de très nombreux cours et une école professionnelle régionale qui se propose de former de bons ouvriers et des contremaîtres pour les industries locales. La durée des études est de deux mois à un an pour le tissage mécanique, la broderie et la lingerie, deux ans pour la sucrerie et

trois ans pour le travail du fer et du bois. L'outillage comprend une machine à vapeur de 15 chevaux et un moteur à gaz de 25 chevaux. A l'école, où l'enseignement est gratuit et où les candidats sont admis à partir de douze ans, 36 à 42 heures sont consacrées au travail manuel et 16 heures à l'enseignement théorique. L'école compte 93 élèves, mais pourrait en former un plus grand nombre. — Une école pratique de tissage formant des tisseurs, échantillonneurs, monteurs de chaînes ou de jacquards, etc., a été ouverte le 1^{er} octobre 1903 avec 10 élèves : 24 heures y sont consacrées à la théorie et 30 à 36 heures au travail manuel. Le budget de la société atteint 75.000 francs dont 34.000 fournis par les subventions de la ville et de l'État.

L'École d'apprentissage de la Société industrielle d'Amiens existe depuis près de vingt ans; elle enseigne à soixante élèves externes la forge, l'ajustage, le modelage, le tour et la menuiserie et forme d'excellents ouvriers pour les chemins de fer et l'industrie. La durée de l'apprentissage est de trois années; les cours théoriques occupent 16 heures par semaine, et les travaux manuels 25. Le budget de l'école est de 13.000 francs.

Parmi les œuvres *confessionnelles* d'enseignement technique, celles qui sont dues à l'Institut des Frères des écoles chrétiennes méritent une place à part. Cet institut a fondé depuis plusieurs siècles des écoles techniques de tout ordre, parmi lesquelles nous devons mentionner l'école d'apprentissage Saint-Nicolas, à Paris, et onze écoles professionnelles indépendantes. L'école Saint-Nicolas comprend quatorze ateliers qu'elle confie à des patrons : ceux-ci apportent leur outillage (leurs matières premières font face à toutes les dépenses de production), utilisent sur

place la main-d'œuvre fournie par les élèves et vendent les produits à leurs risques et périls. Ils sont tenus d'enseigner complètement la pratique du métier aux élèves et de les mettre en trois ou quatre ans en mesure de gagner leur vie : n'ayant pas d'autres aides que les enfants, ils sont amenés dans leur propre intérêt à leur enseigner rapidement le métier pour pouvoir en tirer parti. Aussi n'a-t-on pas à craindre une spécialisation exagérée. L'école Saint-Nicolas comprend 235 apprentis mécaniciens, électriciens, typographes, menuisiers, ciseleurs, graveurs, etc., qui passent chaque jour 8 heures à l'atelier et 2 heures dans les classes de dessin, ils ne reçoivent aucun autre enseignement, si ce n'est l'enseignement religieux. Les frères des écoles chrétiennes dirigent encore l'école Saint-Jean-Baptiste de la Salle, à Rennes, qui forme des ajusteurs, mécaniciens, etc. ; le pensionnat Saint-Louis de Gonzague, à Nantes, qui prépare aux mêmes professions et astreint ses élèves apprentis à 36 heures de travail manuel par semaine ; l'école Saint-Jean-Baptiste de la Salle, à Reims et la fondation Deforest de Léwarde, à Douai, pour les industries du fer et du bois, etc...

L'école d'horlogerie de Paris fondée en 1880 par l'initiative privée se propose de fournir à l'horlogerie française des ouvriers capables de lutter pour le fini des produits avec la concurrence étrangère. L'école est payante ; elle comprend 50 élèves externes ou internes, qui, pendant quatre ans d'études, consacrent chaque semaine 48 heures aux travaux manuels et 8 à l'enseignement théorique ; ses locaux sont suffisamment vastes pour abriter 150 élèves. Malheureusement cette école qui a donné à notre industrie plus de 500 ouvriers d'élite ne parvient que difficilement

à trouver les ressources nécessaires à son existence et est incapable de se développer. Le Conseil municipal de Paris, pour empêcher sa disparition, a décidé récemment d'affecter à l'acquisition de l'école et de son outillage une somme de 500.000 francs à prélever sur un emprunt qui sera prochainement réalisé.

Il faut d'ailleurs observer que si l'initiative privée crée fréquemment des œuvres de ce genre, elle se lasse vite de faire les efforts nécessaires pour assurer leur existence. C'est ainsi qu'en 1902 a disparu, après 15 ans d'existence, l'école professionnelle typographique Gutenberg créée à Paris par la Chambre syndicale des imprimeurs typographes. Au début, les élèves de cette école étaient recrutés parmi les apprentis de la profession qui allaient à tour de rôle passer deux jours par semaine à l'école. Mais la Chambre syndicale dut abandonner ce système et elle essaya de former en trois années des ouvriers complets. Dans les dernières années d'existence de l'école, celle-ci comptait 18 élèves qui consacraient 41 heures par semaine au travail manuel et 11 à l'enseignement complémentaire. La principale raison de la disparition fut le prix de revient élevé de l'enseignement : la formation d'un ouvrier coûtait 2.200 francs.

La Chambre Syndicale de la chaussure en gros a institué à Paris une école professionnelle de cordonnerie, subventionnée par l'Etat, et où 60 heures par semaine sont consacrées au travail manuel et 2 heures seulement à l'enseignement théorique.

La Compagnie des chemins de fer du Nord a annexé à ses ateliers de machines de Paris une véritable école professionnelle recrutée au concours parmi les enfants de ses agents âgés de 12 à 15 ans. La durée des études est de

3 ans et le nombre des élèves de 45. L'enseignement théorique est donné de 7 à 11 heures du matin par trois ingénieurs de la Compagnie et l'enseignement pratique composé de travaux d'ajustage, de tour et de forge de midi à 5 heures par un ajusteur, un tourneur et un forgeron sous la surveillance de contremaîtres ; à la fin de l'année scolaire des gratifications de 30 à 150 francs sont accordées aux élèves et ceux-ci, leur apprentissage terminé, sont embauchés de préférence par la Compagnie à des salaires variant de 2 fr. 25 à 4 francs par jour. La Compagnie du Nord dépense annuellement 11.000 francs pour ses cours professionnels.

L'Ecole créée et administrée au Creusot par MM. Schneider et C^{ie} forme surtout des ouvriers, contremaîtres et employés de bureau pour les usines du Creusot : la durée des études est de trois ans, l'admission a lieu par voie de concours et le programme se rapproche beaucoup de celui des écoles primaires supérieures : sur 562 élèves formés par l'école de 1894 à 1899, 25 sont entrés à l'école des Arts et Métiers d'Aix, 46 dans les bureaux de comptabilité ; 43 dans les bureaux de calque et 387 dans les ateliers de construction de l'usine.

La maison Jappy a de même favorisé la création à Beaucourt d'une école primaire professionnelle, qui ne fait nullement double emploi avec l'école pratique d'industrie de Montbéliard : cette maison met à la disposition de l'école ses ingénieurs, ses contremaîtres et ses chefs d'ateliers et les résultats de cette initiative ont été particulièrement heureux.

La maison d'imprimerie Chaix, de Paris, a aussi créé une école professionnelle, où elle forme des compositeurs, des lithographes, des régleurs, brocheurs, etc... L'admis-

sion a lieu tous les ans au concours et la durée de l'apprentissage est de 4 ans. L'enseignement, donné chaque année à 120 apprentis, est à la fois théorique (de 3 à 6 heures par semaine) et pratique (de 54 à 60 heures). Celui-ci est donné dans les ateliers, sous la direction des contremaîtres, pour les élèves des machines typographiques et lithographiques ; quant aux élèves compositeurs ils travaillent dans un atelier distinct, dans des conditions particulières et suivant un programme progressif.

MM. Mildé, électriciens à Paris, ont organisé dans leurs ateliers une école d'apprentis électriciens. La durée de l'apprentissage y est de 3 ans ; pendant 2 ans, les apprentis travaillent dans un atelier spécial ; puis pendant six mois, ils exécutent des installations de ville et enfin pendant le dernier semestre des installations d'éclairage électrique. Outre l'enseignement manuel, des cours théoriques de dessin mécanique et d'électricité ont lieu trois fois par semaine. Le nombre moyen des admissions est de 20 par an.

M. Christophle et C^{ie}, orfèvres à Paris, ont également fondé dans leur usine une école théorique et pratique d'apprentis. Il en est de même de la maison d'édition Mame à Tours.

Citons encore à Melun, l'école française pratique et professionnelle d'imitation de bois et marbres qui groupe 26 élèves et consacre 42 heures par semaine au travail manuel ; à Anet (Eure-et-Loir) l'Ecole pratique d'horlogerie (15 élèves, 44 heures de travail manuel), etc.

Enfin il est nécessaire de mentionner une tentative toute récente dont on ne peut encore apprécier les résultats, mais dont la conception particulièrement originale mérite d'être retenue. C'est l'atelier d'apprentissage

ouvert à Paris, le 1^{er} octobre 1906, par la société pour le développement de l'apprentissage dans les industries du bâtiment et dont M. Kula est le promoteur. M. Kula estime qu'il existe un certain nombre de métiers-types tels que ceux qui en ont acquis la connaissance complète par un apprentissage rationnel, sont capables d'exercer utilement après une rapide mise au point, un nombre assez considérable d'autres professions. Son expérience personnelle lui a montré que l'un des plus essentiels parmi ces métiers types était celui de ferblantier-serrurier, qui apprend à l'ouvrier à travailler tous les métaux laminés et qui sert de base aux métiers de chaudronnier, de zingueur, de tôlier, de plombier, d'ajusteur, de tourneur, etc., qui ne sont que son prolongement et l'application spécialisée de ses principes. La ferblanterie exige la connaissance du dessin d'application, du maniement de la règle et du compas, etc., et beaucoup d'ouvriers de l'automobile ont été recrutés parmi les ferblantiers. M. Kula a constitué une société composée d'architectes, d'ingénieurs et d'industriels du bâtiment, etc., dont le Conseil d'administration a décidé, conformément à sa conception, la création d'un premier atelier d'apprentissage, de ferblanterie-serrurerie placé sous la direction de sept notables industriels et de deux contremaîtres du bâtiment. Les frais de premier établissement se sont élevés à 40.000 francs et les dépenses annuelles, pour 60 enfants atteignent 15.000 francs. Cet atelier reçoit les enfants à la fin de leurs études primaires et les garde pendant trois années. Les apprentis de deuxième et troisième année servent de moniteurs à ceux de première. Pendant les deux premières années, le travail se fait exclusivement à la main et la troisième année, les apprentis sont exercés à l'emploi des machines à plier,

rouler, border, moulurer et on leur apprend à braser, à forger, à ajuster. Des leçons orales sont faites sur les matières premières, la géométrie, l'arithmétique ; on enseigne aussi le dessin à main levée.

Le Conseil d'administration de la société, pour remédier à la décadence de l'apprentissage dans les métiers du bâtiment, se propose d'ouvrir successivement de nouveaux ateliers ; mais en raison du chiffre élevé des dépenses nécessaires, il ne peut ouvrir un atelier que lorsqu'il a recueilli 1500 adhésions à 60 francs par an (1). Dans une note présentée à l'Assemblée générale du 14 avril 1907, le président de la société a réclamé la création d'un atelier par arrondissement de Paris avec le concours pécuniaire des pouvoirs publics (2). C'est dans le but de donner satisfaction à cette demande qu'une proposition a été présentée le 20 mars 1908, au Conseil municipal de Paris : une retenue serait faite sur les bordereaux payés par la ville de Paris à ses entrepreneurs et fournisseurs et le produit en serait affecté à l'allocation de subventions à des ateliers d'apprentissage créés, sur le modèle de celui de M. Kula, par une société agissant sous le patronage de la Chambre de Commerce. Cette proposition n'a pas encore été discutée par le Conseil municipal de Paris (3).

Il convient d'attendre pour se prononcer sur la valeur de la tentative de M. Kula que celle-ci ait donné ses premiers résultats et ait formé quelques générations d'apprentis qu'on ait pu voir à l'œuvre. Il ne faut, d'ailleurs, pas perdre de vue que cette tentative n'apporte qu'une solution

(1) *Bulletin de l'enseignement technique*, 30 décembre 1905, *Bulletin de la société de protection des apprentis*, 1906, p. 41, 222 et 230.

(2) Assemblée générale du 14 avril 1907. Annexes diverses.

(3) Conseil municipal de Paris, Imprimé n° 17 de 1908 (20 mars 1908).

partielle de la question : d'une part, il est douteux qu'on puisse trouver ainsi des métiers-types correspondant à l'ensemble des professions ; d'autre part, l'œuvre de M. Kula se borne à former des ouvriers aptes à se spécialiser dans une profession déterminée, mais non encore spécialisés. Ces ouvriers sont donc encore obligés de faire un apprentissage, très facilité et raccourci sans doute, mais qui n'en est pas moins nécessaire et qui ne peut être assuré dans les conditions suffisamment sérieuses que par des mesures complémentaires que M. Kula n'indique pas.

A L'ÉTRANGER

A l'étranger, nombre de nations chez lesquelles l'industrie a atteint un haut degré de développement n'ont pas adopté pour l'organisation de leur enseignement professionnel la conception, à laquelle nous avons vu en France donner une consécration officielle par la création des écoles nationales professionnelles et des écoles pratiques, d'industrie. Elles n'ont pas cru, sauf pour quelques rares professions et dans des cas limités, qu'il fut possible en dehors de l'usine, dans le cadre étroit et artificiel d'une école, de créer de pied en cap l'ouvrier complet, prêt, au sortir de cette école, à coopérer de façon indépendante à la production et capable d'obtenir les salaires courants de la profession. Elles ont pensé que, s'il était nécessaire de compléter les connaissances acquises à l'usine, on ne pouvait les suppléer complètement. De ce nombre sont l'Angleterre, l'Allemagne et aussi — malgré certaines tendances qui ne semblent pas encore avoir exercé une influence marquée — les Etats-Unis.

L'Angleterre

C'est en Angleterre que ce caractère de l'enseignement professionnel s'est particulièrement affirmé. « Pendant que le système français repose sur ce fait, généralement admis, que le vieux système d'apprentissage a cessé d'exister, dit M. Copland Perry, le système anglais considère l'atelier comme suffisant, quand il se combine avec une petite partie d'instruction théorique pour satisfaire aux besoins industriels du pays » (1).

Aussi le *technical instruction act* du 30 avril 1899 exclut-il expressément de l'enseignement technique la pratique des métiers et des industries (« seaching the practice of any trade or industry »). L'enseignement technique est simplement « l'enseignement des principes scientifiques et artistiques, applicables aux industries et de l'application des branches spéciales de la science et des arts à des industries et à des occupations déterminées ».

Aussi les travaux manuels dans les écoles n'ont-ils pas en général d'autre but que d'« illustrer » l'enseignement théorique et les instructeurs s'abstiennent-ils soigneusement de donner à l'enseignement un caractère trop pratique (2). Remarquons que cet acte de 1889 introduisait le travail manuel dans les écoles primaires élémentaires supérieures, sans prétendre d'ailleurs en faire une préparation à l'exercice des professions industrielles. Sauf de

(1) *L'enseignement technique français jugé par un anglais*, (Rapport de M. Ch. Copland Perry, de l'Univ. d'Oxford, 1899, p. 119).

(2) « The shopwork is to explain the scientific instruction, to enable the pupil to learn how to do, but carefully refrains from giving sufficient practice to enable the pupil to acquire dexterity or in any manner do away with the necessity of a regular apprenticeship in the trade (*Seventeenth annual report of the commissioner of labor*. Introduction, Washington, 1902).

rares exceptions, l'Angleterre ne connaît donc, pour la formation professionnelle de ses ouvriers, que les cours complémentaires fréquentés par de jeunes travailleurs qui concurremment apprennent chaque jour à l'atelier la pratique de la profession ; quant aux ateliers d'apprentissage (shops) exclus des avantages accordés par la loi, ils ne sont que peu développés.

Comme exception, on peut citer à Londres les cours de jour du Régent Street Polytechnic Institute, qui donne dans ses ateliers de menuiserie, charpenterie, mécanique, etc., un enseignement pratique à des enfants de 11 à 17 ans ; l'école de jour du People's Palace, dont l'enseignement dure trois années et coûte 1 fr. 25 à 2 fr. 50 par semaine et qui constitue une véritable école d'apprentissage ; l'enseignement est à la fois théorique et pratique, les enfants sont admis à partir de 12 ans et à leur sortie entrent dans les usines de l'Est-End avec de légers salaires ; le nombre des élèves est de 380 et 100 bourses de 2 livres sterling sont accordées au concours par la coopération des drapiers.

L'Allemagne

En Allemagne, comme en Angleterre, on estime que l'atelier seul peut former un ouvrier possédant une pratique suffisante du métier et la formation professionnelle est basée sur l'apprentissage complété par des cours du soir ou du dimanche. Les écoles analogues à nos écoles pratiques d'industrie et à nos écoles nationales professionnelles sont fort rares et la part des travaux manuels y est très réduite. Dans la plupart des cas, les écoles profes-

sionnelles qui gardent leurs élèves pendant toute la journée, sort des écoles secondaires spécialisées à outrance comme la Baugewerkschule (l'école de construction), la Wagenbauschule (école de constructions de voitures) et le Kunstgewerbeschule (école des arts et métiers) de Hambourg ; comme l'école de construction des machines de Magdebourg qu'on cite quelquefois, mais qui forme seulement des directeurs d'usines, contremaîtres, etc., ou des écoles de contremaîtres (Werkmeisterschulen), qui exigent de leurs élèves une pratique industrielle de 3 ou 4 ans et dont les études sont par suite très abrégées et souvent même ne durent que six mois. L'école technique d'industrie textile de Langenbielau (Silésie) exige une année de pratique et ses cours durent d'un semestre à deux ans ; l'école pratique de briqueterie de Lauban dont les cours durent 44 heures 1/2 par semaine, n'admet que des élèves de plus de 17 ans : ces deux écoles sont exclusivement destinées à la préparation de maîtres ouvriers.

Certaines écoles fondées en vue d'un objet spécial et destinées aux ouvriers ont aussi adopté cette pratique des courtes durées, elles se proposent, dans le but de développer l'industrie nationale, d'initier rapidement des artisans déjà formés aux progrès de la technique moderne. Telles sont les écoles de couture de gants de Ziegenhals et Haynau (Silésie) dont l'enseignement ne se prolonge que pendant 13 semaines et comprend d'abord la couture à la main, puis l'emploi des différents systèmes de machines, les ateliers de tissage (Lehrwerkstätten) de Katscher, Mittelwalde, Reinerz, Schömberg, en Silésie également, dont l'enseignement n'a pas de durée fixe et où on initie à l'outillage moderne les tisserands ruraux habitués au tissage à la main.

Enfin il existe quelques écoles, encore peu nombreuses mais dont le nombre s'accroît et qui, sans prétendre à remplacer complètement l'apprentissage à l'atelier, n'en gardent pas moins leurs élèves pendant la journée et les préparent directement à l'exercice d'une profession : les enfants sont admis dans ces écoles à partir de 12 à 14 ans et y restent 2 ou 3 ans. C'est dans cette catégorie que rentre l'école de sculpture sur bois de Furtwangen, dans la Forêt Noire, au centre même de la fabrication de l'horlogerie en bois et de la boissellerie ; l'enseignement y est surtout pratique. L'école vend elle-même ses produits et en tire des bénéfices. Elle a eu une influence décisive sur le développement de la région et ses élèves se placent avantageusement comme ouvriers.

Il faut d'ailleurs remarquer que la décentralisation politique de l'Allemagne a pour corollaire une extrême diversité de types dans l'enseignement industriel : le caractère des écoles varie avec chaque état et leur institution n'a obéi à aucune vue d'ensemble alors qu'en France les mêmes lois s'appliquent à tout le territoire et les différences d'enseignement restent secondaires. Aussi, rencontre-t-on fréquemment des écoles qui ne correspondent exactement à aucun des types que nous venons d'indiquer. Telle est l'école d'industrie d'art de Carlsruhe qui se propose de former à la fois des ouvriers d'élite pour les industries d'art et des maîtres de dessin et qui se divise en 4 sections : 1° l'école professionnelle (*fachschule*) pour les garçons, dont les cours ont lieu de 8 heures à midi et de 2 à 6 heures et durent 3 ou 4 ans. L'école comprend 6 classes, classe d'architecture pour les ébénistes, dessinateurs de meubles, ferronniers, serruriers d'art ; classe de sculpture en pierre et en bois ; classe de

ciselure ; classe d'ornementation pour les peintres et dessinateurs ; classe de céramique et classe des maîtres de dessin ; 2° les cours d'hiver pour ouvriers peintres décorateurs ou ornemanistes ; 3° L'École spéciale pour les filles (dessin, modelage, draperie, etc.) ; 4° L'École du soir pour apprentis et jeunes ouvriers. On exige des candidats des 4 sections l'accomplissement d'un certain stage dans l'atelier d'un menuisier, d'un ébéniste ou de tout autre artiste ou artisan d'une industrie d'art. En outre, dans les trois premières, l'âge minimum est de 15 ans et le candidat doit produire un certain nombre de dessins. L'École comprend 311 élèves ; elle reçoit de l'État une subvention de 145.000 marks et exécute pour le gouvernement, les communes et les particuliers de véritables commandes.

L'Ecole grand ducale d'industrie d'art de Pforzheim (Bade) vise surtout la bijouterie : les élèves y sont admis à 16 ans après examen ; elle comprend des cours de jour, qui ont lieu de 6 à 10 heures en été et de 8 à 12 en hiver et des cours du soir (1).

L'École royale de céramique de Bunzlau (Silésie), où les cours de jour durent 2 ans et où les élèves sont admis à partir de 14 ans, consacre les trois quarts du temps scolaire au travail pratique, dessin et peinture (11 heures) modelage (6 heures) et le travail d'atelier (14 heures par semaine). Les candidats, qui ont un an de pratique industrielle, obtiennent la préférence pour l'admission. Le nombre des élèves des cours de jour a varié en 1904-1905 entre 32 et 36. — A l'Ecole de sculpture sur bois de

(1) Rapport de M. Duplessis, consul de France à Mannheim (*Bulletin de l'enseignement technique*, 1901).

Warmbrunn (Silésie), la durée de l'enseignement est de 4 ans à raison de 50 ou 54 heures de travail par semaine et le nombre des élèves de 70 environ (1).

L'Autriche

L'Autriche, dans le but de rénover son industrie et de la mettre en mesure de lutter notamment contre la concurrence allemande, ne s'est pas bornée à donner ses encouragements à l'apprentissage à l'atelier. Elle a également prodigué les faveurs à l'enseignement professionnel, en entendant ce mot dans un sens extrêmement large. C'est ainsi que, lorsque, tout récemment, on fut amené à constater que l'industrie des jouets de l'Erzgebirge périlait, des cours, des conférences, des expositions temporaires furent organisés dans tous les villages qui s'adonnaient à cette industrie et que le personnel de l'école spéciale d'Oberlentsendorf reçut des indemnités spéciales pour en assurer le service.

En ce qui concerne l'enseignement professionnel proprement dit, l'Autriche ne s'est ralliée que partiellement au système allemand et la plupart de ses écoles techniques sans faire au travail manuel une part aussi large qu'en France les écoles pratiques ou professionnelles, gardent leurs élèves une grande partie de la journée, disposent d'un outillage important et font exécuter les mêmes travaux qui s'exécutent dans les ateliers industriels.

Les écoles techniques industrielles peuvent en Autriche

(1) Rapport du vice-consul de France à Breslau, *Bulletin de l'enseignement technique*, 25 mai 1927.

être réparties assez exactement en cinq grandes catégories :

1° Les écoles techniques supérieures, qui préparent des ingénieurs et des industriels ;

2° Les écoles industrielles de l'État (staatsgewerbeschulen), au nombre de 16 avec 12.000 élèves, et qui préparent soit des directeurs d'ateliers, des entrepreneurs, des chefs de travaux, soit des contremaîtres, dessinateurs. A presque toutes ces écoles sont annexés des cours de perfectionnement pour apprentis.

3° Les écoles techniques spéciales pour les diverses branches d'industrie (fachschulen), au nombre d'une centaine divisées en six groupes : dentelle et broderie — tissage et fabrication au métier — travail du bois et de la pierre — quincaillerie, céramique et verrerie — industries métallurgiques — industries diverses. Ces écoles préparent aussi des contremaîtres ; quelquefois des ouvriers. Elles comptent environ 10.000 élèves.

4° Les écoles ouvrières générales (Allgemeine, Handwerkerschulen), de création récente, au nombre de 11 avec 3.500 élèves, analogues aux ateliers d'apprentissage de Belgique. Elles préparent non point directement à une profession déterminée, mais à l'apprentissage d'un groupe de professions. Les enfants y entrent à douze ans.

Ces écoles sont pourvues de l'outillage nécessaire pour chaque profession ; elles ont des moteurs et des collections de nombreux modèles qu'elles complètent chaque année par les travaux exécutés dans leurs propres ateliers. L'école de Linz, qui comptait 458 élèves en 1903-1904 et qui est particulièrement intéressante, avait au cours de cette année exécuté les pièces suivantes destinées à servir de modèles : treuil, soupape à vapeur, tiroir de loco-

tive, moteur électrique, moteur à air chaud, bielles, régulateur à boules, etc. L'enseignement dure généralement trois ans, la troisième année étant facultative. La première année, il y a 35 heures de cours par semaine, dont six seulement de travail manuel et deux pour l'étude des matériaux ; la deuxième 38 heures avec 9 heures de travail manuel, 4 heures facultatives de modelage, 6 heures de dessin industriel et 4 heures d'études des matériaux ; la troisième année, 38 heures également avec 14 heures de travail manuel, 4 heures facultatives de modelage, 8 heures de dessin industriel et 3 heures d'étude des matériaux. Le surplus est consacré à l'enseignement général, à la comptabilité, etc. (décret ministériel du 5 mai 1896). Les deux premières années se bornent en général à donner aux jeunes gens l'ensemble des connaissances pratiques et théoriques nécessaires pour faire un apprentissage fructueux, c'est une préparation générale. A l'école de Linz, en première année, les élèves sont exercés au maniement des principaux outils des industries du fer et du bois ; en deuxième année, ils se divisent en trois groupes : ceux qui se destinent au travail du bois (ébénistes, menuisiers, tourneurs, charrons, etc.) ; ceux qui se destinent au travail du fer (serruriers du bâtiment, serruriers mécaniciens, ferblantiers) ; industries diverses. L'élève pendant deux années ne fait que des exercices, aucun travail achevé. En troisième année, l'enseignement manuel est spécialisé et les élèves sont appelés à exécuter des objets simples. Le dessin industriel est l'objet de soins particuliers : les mécaniciens doivent exécuter 25 planches représentant différents organes de machines ; les ouvriers du bâtiment, 11 planches se rapportant aux différentes parties d'une maison.

Des cours publics de dessin et des cours de perfectionnement sont presque toujours annexés à l'école ouvrière générale.

5° Les écoles industrielles d'apprentis (*gewerbliche Fortbildungsschulen*). Tandis que les quatre premières catégories d'écoles donnent leur enseignement pendant le jour, les écoles d'apprentis, presque toutes rattachées à des écoles industrielles de l'État, à des écoles techniques spéciales ou à des écoles ouvrières générales, ne sont en réalité que de simples cours complémentaires du soir, dont nous réservons l'étude pour le chapitre IV.

L'Autriche a consacré en 1899 à l'enseignement industriel une somme de 7.296.522 couronnes, applicable pour 6.309.398 couronnes aux écoles techniques de l'État, pour 855.624 couronnes à des subventions en faveur des établissements d'enseignement technique et pour 761.500 couronnes aux subventions en faveur des musées et aux frais d'administration et d'inspection (1).

La Hongrie

La Hongrie fait pour l'enseignement industriel des sacrifices aussi considérables que l'Autriche, si on tient compte de ce fait que l'enseignement technique ne s'y élève pas au-dessus des écoles d'arts et métiers. Le budget de l'enseignement industriel y a atteint, en 1904, 3.610.000 couronnes, pour le Ministère de l'Instruction publique

(1) La couronne d'Autriche vaut 1 fr. 05. Voir Dr. Georg. Kerschensteiner, *Beobachtungen und vergleiche über Einrichtungen für gewerbliche Erziehung mausser halb Bayern* (Munich, 1901). *Zeitschrift für gewerblichen Unterricht*, n° 22, 21 février 1905. Rapport cité de M. Jacquemart, p. 1 et seq.

dont dépendent les écoles ayant un caractère général et pour le Ministère du Commerce, dont relèvent les écoles où l'enseignement est purement pratique. Quant aux écoles d'apprentis, les communes participent à leur entretien pour 1.300.000 couronnes ; les chambres du commerce pour 125.000 et le fonds national pour l'enseignement des apprentis industriels à concurrence de 60.000 couronnes.

En dehors des écoles des apprentis d'industrie, qui ne sont que des cours du soir et des cours professionnels de perfectionnement des compagnons ouvriers, le degré primaire est constitué en Hongrie par les écoles d'artisans et les écoles spéciales d'industrie.

Les écoles d'artisans ont été créées pour favoriser l'industrie domestique dans certaines régions. Les principales sont les écoles de vannerie de Bellus, Bekès et Tokaj, l'école de fabrication de jouets d'Hegybánya-Szélakna, l'école de fabrication de dentelles de Körmöezbánya. Les élèves sont admis à partir de 12 ans ; l'enseignement dure 2 ou 3 ans à raison de 48 à 50 heures par semaine, dont 4 heures pour les cours généraux, 3 pour le dessin, et le reste pour les travaux manuels. Ces écoles acceptent généralement des commandes.

Les écoles spéciales d'industrie visent plus particulièrement à la formation de contremaîtres pour l'industrie manufacturière. Les candidats doivent être âgés de 12 ans. La durée des études est en principe de 4 ans, le dernier mois de chaque année étant réservé à la spécialisation à l'atelier. Pour l'industrie textile, les études sont réduites à 2 ans. Il existait, en 1904, 19 écoles spéciales dont 2 entretenues par les communes et les autres par l'État, 6 étaient consacrées à l'industrie du bois et à la métallurgie, 4 à l'industrie du

bois, 3 à la métallurgie, 3 à l'industrie de la pierre, 2 à l'industrie textile et 1 à l'industrie du cuir. Ces écoles comptaient au total 3.366 élèves. L'enseignement théorique dure de 4 à 8 heures par semaine, celui du dessin de 14 à 18 heures ; les travaux manuels de vingt à trente heures (1).

La Belgique

La Belgique possédait au 31 décembre 1905, 620 établissements donnant l'enseignement professionnel, dont 352 pour les filles et 268 pour les garçons ; ces écoles comptaient 3.372 professeurs et 55.102 élèves répartis de la façon suivante entre les établissements de chaque catégorie :

(1) M. Jacquemart, *loc. cit.*, p. 122 et seq. M. Sztérényi. » L'enregistrement industriel et professionnel de la Hongrie.», *Bulletin de l'enseignement technique*, 1^{er} septembre 1906.

A. — ENSEIGNEMENT POUR JEUNES FILLES.	NOMBRE d'établissements.	PROFESSEURS.	ÉLÈVES		CERTIFICATS de capacité délivrés.
			FILLES	GARÇONS	
Écoles professionnelles....	30	374	3.694	»	330
Écoles professionnelles et ménagères.....	19	160	974	»	85
Écoles ménagères et pro- fessionnelles.....	5	27	277	»	23
Cours professionnels.....	4	19	146	»	22
Ateliers d'apprentissage...	7	22	300	23 ⁽¹⁾	27
Écoles et classes ména- gères.....	287	671	9.976	»	943
B. — ENSEIGNEMENT POUR JEUNES GENS					
Écoles supérieures spéciales	13	219	3	1.197	344
Écoles et cours industriels.	87	1.061	901	22.674	1.672
Cours de dessin industriel et professionnel.....	23	80	12	1.288	30
Écoles Saint-Luc.....	6	70	»	2.277	»
Cours scientifiques et com- merciaux	20	163	1.018	4.080	565
Écoles professionnelles....	44	352	3	4.460	692
Cours professionnels.....	15	51	55	599	59
Ateliers d'apprentissage pour la taille des pierres.	25	23	»	487	76
Cours professionnels et ate- liers d'apprentissage de tissage.....	33	75	»	626	82
Ateliers d'apprentissage divers.....	2	5	3	32	2
TOTAUX.....	620	3.372	17.359	37.743	4.952

(1) L'atelier d'apprentissage de Bassenge pour la fabrication des chapeaux de paille est fréquenté à la fois par des garçons et des filles.

Dans ces chiffres sont comprises les écoles ménagères et professionnelles ménagères, dont la Belgique revendique l'honneur d'avoir pris l'initiative en 1899. Dans ces écoles, l'enseignement dure de 1 à 2 ans, et est généralement partagé par moitié entre les études théoriques et les travaux pratiques (lavage, repassage, coupe, couture, raccommodage, cuisine, etc.).

Le gouvernement a laissé aux initiatives privées ou aux autorités locales, aux associations de métier, aux patrons, aux communes, le soin d'organiser l'enseignement professionnel des garçons en tenant compte des besoins industriels de la région et le choix des méthodes. Aussi les établissements existants sont-ils extrêmement divers. On compte des écoles de mécanique à Bruxelles, à Liège, des écoles pour les industries du fer et du bois à Ath, Gand et Liège ; des écoles de plomberie à Anvers, Bruxelles, Gand, Liège, Namur ; d'horlogerie à Bruxelles ; de ciselure et bijouterie à Anvers, et Bruxelles ; d'armurerie à Liège et à Wandre ; de reliure et de dorure à Bruxelles ; de peinture à Audenarde, Bruxelles, Gand, Liège ; de filature et de teinturerie à Courtrai ; à Renaix ; de tannerie à Liège ; de vannerie à Bassenge, etc., des écoles de tapissiers garnisseurs à Bruxelles, Gand, Namur ; des tailleurs à Bruxelles, Liège, Wetteren ; de menuisiers à Nivelles ; de typographes, à Bruxelles, etc. Dans toutes ces écoles l'enseignement pratique l'emporte de beaucoup sur l'enseignement théorique, et souvent les élèves reçoivent une rémunération ; dans quelques-unes même, les élèves travaillent sous la direction de contremaîtres spéciaux, côte à côte avec les ouvriers, à l'exécution des commandes. L'école professionnelle d'armurerie de Liège, due à l'initiative privée et qui est particulièrement remarquable, consacre 9 heures

par jour aux travaux d'atelier, pour lesquels les élèves sont répartis en quatre sections. Les candidats doivent être âgés de 13 à 18 ans; l'enseignement dure quatre années dont les trois premières sont exclusivement réservées au travail à la main. Les élèves, au nombre de 120 environ, ont à leur disposition un outillage très perfectionné.

Les écoles St-Luc, dirigées à Gand, Tournai, Liège, Molenbeck, Saint-Jean et Saint-Gilles par les frères de la doctrine chrétienne, préparent aux métiers du bâtiment, à la construction, à la décoration, à l'ameublement et s'efforcent de ranimer les traditions des anciens artisans; elles enseignent le dessin d'architecture, le dessin industriel, la sculpture sur bois et sur pierre, la ferronnerie d'art, la peinture décorative et la peinture sur verre.

A la différence des écoles professionnelles les écoles industrielles ne donnent guère qu'un enseignement théorique et qui comprend, à côté des cours d'instruction générale, des cours spéciaux (chimie, métallurgie, mécanique, électricité, etc.) et des cours de dessin. Le plus souvent, d'ailleurs, ces écoles constituent simplement un enseignement complémentaire de l'atelier et qui se donne le soir ou le dimanche. Comme type d'école industrielle, citons l'école de Couillet créé par arrêté ministériel du 31 décembre 1906 et qui comprend une section du dimanche et une section de semaine dont les études peuvent durer 4 ans.

L'état belge, bien qu'il n'administre directement aucun établissement de ce genre, sauf l'institut de commerce d'Anvers, donne à l'enseignement professionnel un concours très efficace par son inspection et ses subventions. Toutes les écoles subventionnées sont visitées chaque année par un fonctionnaire de l'Inspection Générale de l'enseignement industriel et professionnel. Dans celles où l'enseigne-

ment est purement théorique, la subvention atteint les deux cinquièmes des dépenses admises. Dans les autres, l'Etat rembourse, sur présentation des factures acquittées, la moitié des dépenses approuvées d'achat et d'installation, d'outillage et d'acquisition de collections et de modèles (1).

Les dépenses inscrites en 1900 au budget de l'Etat ont atteint 1.019.213 fr. dont 186 295 fr. pour les écoles supérieures spéciales (2).

La Suisse

La Suisse compte également, outre des cours de perfectionnement, de nombreuses écoles industrielles, de types très divers en raison de la décentralisation politique du pays.

Le degré primaire est constitué par les écoles professionnelles, dont les élèves sont âgés de 13 à 15 ans et qui donnent accès sans examen aux écoles techniques du degré secondaire ; les écoles de métiers spéciales à l'industrie du bâtiment et où les élèves sont admis à partir de 14 ans et un certain nombre d'écoles spécialisées (horlogerie, etc.) Les écoles industrielles de garçons comptaient en 1904, 4.608 élèves et les écoles industrielles de filles 2.895.

Les écoles professionnelles ne prétendent pas à préparer directement leurs élèves à l'exercice d'une profession déterminée ; elles se proposent simplement de leur donner les connaissances théoriques et pratiques nécessaires pour

(1) Gustave Drèze : *Le livre d'or de l'Exposition de Liège*, en 1905 (p. 104 et seq. Office du Travail de Belgique, *Revue du Travail*, année 1906.

(2) Rapport cité de M. Jacquemart, p. 21.

choisir une profession en connaissance de cause. L'enseignement comprend deux années d'études et les travaux manuels (bois, fer, laiton) n'y tiennent qu'une place restreinte (3 heures par semaine sur 35 à l'école professionnelle de Genève) (1).

L'école de métiers de Genève est divisée en 4 sections : charpente et menuiserie ; maçonnerie et taille de pierre ; ferblanterie ; plomberie et zinguerie. Le programme comporte 16 heures de théorie et de 38 à 42 heures de travail manuel pendant lesquelles les élèves sont employés à l'exécution des commandes.

L'école de mécanique instituée dans la même ville compte 50 élèves âgés de plus de 15 ans : la durée des études y est de 3 ans et les applications de l'électricité à la mécanique comprend une place importante dans son enseignement. La journée de travail est de 9 heures en première année et de 9 heures 1/2 dans les deux autres années ; 12 à 18 heures sont consacrées chaque semaine à l'enseignement théorique. L'école reçoit des commandes de machines qui sont exécutées par les élèves de 2^e et de 3^e année : les conditions de travail sont donc très voisines de celles de l'industrie privée.

La Ville de Berne a institué des ateliers d'apprentissage, qui forment des mécaniciens, des menuisiers ébénistes, des serruriers et des ferblantiers et qui offrent de nombreuses analogies avec l'école Diderot. Ces ateliers dont l'installation est remarquable, reçoivent non seulement des apprentis, mais aussi des ouvriers désireux de se perfectionner dans leur profession et cette particularité permet de donner à l'enseignement dont la durée est fixée

(1) Dans cette école, 7 heures sont en outre consacrées au dessin et au modelage et 2 heures au dessin technique. L'école compte 400 élèves.

à trois ans pour les apprentis et un an, au moins, pour les ouvriers, un caractère industriel plus marqué : la vente des produits fabriqués pendant les heures d'atelier (45 heures 1/2 à 49 heures 1/2 par semaine) couvre la moitié des dépenses, et au bout de six mois les élèves reçoivent une rémunération. Le nombre des élèves au 31 décembre 1903 était de 77.

A l'école de mécanique de Winterthur, où la durée des études varie de 2 ans 1/2 à 3 ans, 18 heures sont consacrées chaque semaine à la théorie et 34 à l'atelier. Les élèves doivent avoir 15 ans révolus et ne sont admis qu'après concours, ce qui est exceptionnel à l'étranger et particulièrement en Suisse. A partir de la deuxième année, les élèves sont divisés en équipes, qui travaillent pour la clientèle : les ventes atteignent 35.000 francs par an sur un budget de 150.000 francs. En outre, l'établissement fabrique lui-même les machines dont il a besoin.

L'ensemble des dépenses afférentes à l'enseignement industriel en Suisse a atteint 6.589.908 francs en 1903. La confédération helvétique a accordé, au cours de cet exercice, une subvention atteignant 1,358.843 fr. 85 dont 1.079.974 fr. 20 pour des établissements d'enseignement professionnel (1).

Les États-Unis

Pendant longtemps les États-Unis ont surtout concentré leur attention sur l'enseignement technique supérieur, sur

(1) *Statistisches Jahrbuch der Schweiz* (1904). *Unterr. Erz.*, XIII. Rapport de la délégation nommée par le Conseil Municipal de Paris pour l'étude de l'enseignement professionnel en Suisse, Autriche-Hongrie et Allemagne (1905).

la formation des ingénieurs et directeurs d'usines. Mais les expositions internationales ne tardèrent pas à leur faire comprendre que s'ils voulaient que leur industrie jouât un grand rôle sur le marché mondial, il était nécessaire de développer l'instruction technique non seulement des ingénieurs et chefs d'atelier, mais aussi celle de leurs ouvriers. Aussi depuis un certain nombre d'années, l'enseignement industriel s'est-il largement développé ; mais cet essor est dû tout entier à l'initiative privée ou à l'action des municipalités et jusqu'à ces dernières années, il n'existait même aux États-Unis aucune école industrielle qui reçut des subventions du gouvernement fédéral. C'est ce qui explique que l'enseignement industriel aux États-Unis ne présente aucune uniformité et qu'il soit à peu près impossible d'établir une classification rigoureuse des établissements qu'il comprend.

En 1906, l'enseignement manuel (manual training) a été donné dans les écoles publiques de 510 des 1.327 villes de plus de 4 000 habitants, alors qu'en 1890, 37 villes seulement donnaient cet enseignement, et il faut ajouter à ces chiffres, 400 écoles privées environ.

Quant aux écoles indépendantes d'enseignement manuel et industriel, dont le bureau d'éducation de Washington reçoit les rapports, leur nombre est passé de 15 avec 3.632 élèves en 1894 à 211 en 1906. Parmi les 82.545 élèves que comptaient ces 211 écoles, 31 950 appartenaient au degré élémentaire et 50.595 au degré supérieur. L'instruction était donnée dans ces écoles par 1.472 professeurs et 2.526 instructeurs pour l'enseignement technique. La valeur des bâtiments et de l'outillage de 152 de ces écoles était évaluée à 10.909.223 dollars et la dépense annuelle atteignait 1.899.002 dollars, dont 1.108.615 dollars pour

le personnel enseignant, 249.521 dollars pour l'achat des matières premières et 123.553 dollars pour achat d'outillage et frais d'entretien (1).

Mais aucune de ces écoles ne prépare directement à l'exercice d'une profession, aucune d'elles ne vise à former des ouvriers complets, rompus à toutes les pratiques du métier et capables de l'exercer dès leur sortie. L'enseignement général y tient une place prépondérante. Quant aux travaux pratiques, ils constituent plutôt un moyen d'éducation (*an educative study in the same way as drawing*) qu'une préparation à la pratique d'une profession (*a means of teaching trades or even the elements of any trade*) (2). Au *Manual training school*, de Saint-Louis, par exemple, on consacre chaque jour une heure au dessin, une heure aux mathématiques, une heure aux sciences générales et deux heures aux travaux manuels. Ces écoles ne peuvent donc être considérées comme des écoles professionnelles, au sens étroit du mot.

Les véritables écoles professionnelles, au degré primaire, sont aux États-Unis les écoles de métiers (*trade schools*), qui se proposent de remplacer purement et simplement l'apprentissage à l'atelier considéré comme condamné par l'évolution industrielle. Ce sont donc de véritables écoles d'apprentissage (*apprenticeship-schools*), dont l'enseignement consiste exclusivement ou principalement dans le travail à l'atelier. D'après le commissaire du travail des États-Unis, M. Carroll D. Wright, les élèves

(1) *Report of the Commissioner of Education for the year ending, June 30 1906*. Volume 1, chapter xx. p. 1043 et seq. (Washington).

(2) *Seventeenth annual report of the Commissioner of labor*, Introduction, Washington, 1902.

peuvent, dès leur sortie de l'école et dans la plupart des cas, obtenir des salaires très voisins de ceux des ouvriers complètement formés et ne tardent pas à avoir des salaires au moins égaux. Les écoles de métiers diffèrent les unes des autres par la durée de leurs études et par l'importance plus ou moins grande qu'elles attribuent à l'enseignement théorique, lequel est d'ailleurs toujours orienté vers les applications pratiques et se propose seulement de donner à l'élève une intelligence plus complète de la pratique de la profession. Dans la plupart de ces écoles, le programme a été aménagé de façon à répondre aux désirs des familles et à mettre les élèves en mesure de gagner dans le minimum de temps le maximum de salaires : les études y sont donc aussi courtes que possible. Tel est le cas de la *New-York trade-school*. Dans quelques-unes des écoles les plus récentes, au contraire, dans la *Williamson-school* de San Francisco, par exemple, l'enseignement dure 4 ans et comprend des notions théoriques aussi complètes que celles qui sont données dans les écoles industrielles du degré supérieur, mais qui, pendant la seconde moitié de la scolarité, sont spécialement adaptées à la profession à laquelle se prépare l'élève. Cette catégorie d'écoles tend à former des ouvriers possédant toutes les notions scientifiques qu'implique la pratique de leur profession et capables de s'élever rapidement dans la hiérarchie du travail. Les principales écoles de métiers des États-Unis sont :

La *New-York trade school* dont les instructeurs sont tous des ouvriers et dont les dépenses sont couvertes par les revenus propres de l'école et par une rétribution scolaire qui varie de 25 à 40 dollars pour les classes de jour et de 6 à 16 pour les cours du soir. Les élèves au nombre

de 223 en 1900-1901 pour les cours du jour ont de 17 à 25 ans suivant les métiers.

Le *Pratt Institute* de Brooklyn est un immense bazar scolaire, où 3.437 élèves reçoivent les enseignements plus divers. Il comprend des classes professionnelles, à la direction desquelles coopèrent l'Association des ouvriers plombiers de Brooklyn pour la plomberie et l'Union des maîtres peintres pour la peinture.

La *Williamson Free School of mechanical trades*, de Philadelphie, est gratuite, ce qui est assez rare aux États-Unis. Les élèves se recrutent au concours; l'âge d'admission est de 16 à 18 ans. Les jeunes gens admis sont engagés pour trois ans par un contrat d'apprentissage, que l'école a toujours la faculté de rompre. Pendant les six premiers mois, tous les élèves suivent un cours préparatoire de travail du bois et de dessin; ils sont ensuite répartis entre 5 sections; charpente, menuiserie et ébénisterie, maçonnerie, machines, vapeur et électricité. Dans chaque section la durée du travail journalier est de 8 heures.

La *California School of Mechanical arts San Francisco* a été, comme les précédentes, fondée grâce à des libéralités privées. Ses 372 élèves, garçons et filles, ne paient d'autre rétribution qu'une somme annuelle de 10 dollars chacun pour leurs dépenses de matériel. Ils suivent d'abord un cours préparatoire de deux ans, après quoi ils choisissent une des 13 professions qu'enseigne l'école et l'étudient pendant deux autres années. La vente des produits de l'école rapporte environ 2.500 dollars par an.

A côté de ces établissements, il existe de nombreuses

écoles de brasserie, de laiterie (1), de tissage (2), de modes, d'horlogerie, de gravure, etc. Toutes ces écoles sont richement dotées et disposent d'un outillage extrêmement perfectionné : la *Lowell textile School*, fondée en 1897 et qui reçoit 82 élèves aux classes de jour et 357 aux cours du soir, possède pour 100.000 dollars de machines. Le *Pratt Institute*, que nous avons déjà cité, dispose d'une dotation de 2.500.000 dollars et de bâtiments qui ont coûté 1.200.000 dollars (3).

D'après les rapports du bureau d'Education, les écoles professionnelles étaient en 1899 aux États-Unis, au nombre de 66 avec 551 professeurs et 19.841 élèves (4).

Le Japon.

Le Japon, depuis qu'il aspire au rang de grande puissance politique et économique, a lui aussi développé très largement son enseignement industriel. Il possède 38 écoles d'apprentissage industriel ou écoles professionnelles de deuxième catégorie, qui comptent 4.027 élèves et 449 professeurs et forment des ouvriers de divers métiers. Ces écoles ont été fondées par des cantons, des villes, des arrondissements ou des corporations; les dépenses de chacune d'elles s'élèvent à environ 10.000 yen (5) par an et 31 sont subventionnées par l'État. Les candidats doivent

(1) Ces écoles ont révolutionné l'industrie laitière et leurs élèves reçoivent fréquemment, dès leur sortie de l'école, des salaires de 16 dollars par semaine.

(2) Les écoles de tissage, dont la première date de 1884, ont toutes reçu l'aide de l'État.

(3) Voir *Rapport of the commissioner of labor*, déjà cité.

(4) *Report of the commissioner of Education*, 1898-1899, vol. II.

(5) Le yen vaut 2 fr. 60.

être âgés de 12 ans et avoir terminé leurs études primaires élémentaires. Les programmes comprennent outre diverses matières d'enseignement général, le dessin et des exercices pratiques. Chaque école jouit d'une certaine latitude pour la fixation des conditions d'admission, de l'horaire, du programme et de la durée des études (1).

De cette revue de l'enseignement professionnel dans les grands pays producteurs se dégagent deux constatations essentielles. C'est qu'en premier lieu, deux au moins parmi les nations qui se disputent l'hégémonie économique, l'Angleterre et l'Allemagne — peut-être aussi les États-Unis quoique dans une mesure moindre — se refusent, sauf de rares dérogations, à admettre qu'il soit possible de remplacer comme mode de préparation de l'ouvrier l'atelier par l'école. Parmi les autres, la France seule paraît avoir pensé — bien que cette opinion ait perdu beaucoup de crédit depuis plusieurs années — qu'on pouvait suppléer complètement à la décadence de l'apprentissage par la création systématique dans toutes les régions d'établissements scolaires appropriés. Si aux États-Unis, particulièrement pendant ces dernières années, un certain nombre d'individualités se sont approprié cette conception, il semble bien qu'elle n'ait pas reçu l'approbation du gouvernement fédéral, des autorités des divers états et de l'ensemble de l'opinion publique.

L'école professionnelle ou industrielle a pour elle les

(1) E. Labbé. « L'enseignement technique Japonais » (*Bulletin de l'Enseignement technique*, 27 janvier 1906). Rapport de M. André, vice-consul de France à Tokio (*Bulletin*, 11 août 1906).

universitaires et quelques hommes politiques presque exclusivement socialistes.

Les universitaires, qu'ils appartiennent à la grande Université classique ou au personnel enseignant des écoles techniques, ont une défiance marquée pour l'atelier, qui leur paraît plein pour l'enfant de dangers physiques et moraux et incapable d'en faire un bon ouvrier. Cette défiance s'est marquée éloquemment dans le rapport de M. Gréard, que nous avons déjà eu l'occasion de citer au cours de notre chapitre premier.

« Tel qu'il est généralement constitué, disait Gréard, l'atelier, qui devrait servir à développer toutes les forces de l'enfant, use son corps avant que la nature ait achevé de le former, engourdit son intelligence que l'école avait commencé à éveiller, flétrit son imagination et son cœur, abâtardit en lui l'esprit du métier. Déplorable école de mœurs privées, il déprave l'homme dans l'apprenti, le citoyen dans l'ouvrier et ne forme même pas l'ouvrier » (1).

Un membre de la commission départementale du Travail de la Seine, actuellement conseiller municipal socialiste de Paris, M. Heppenheimer, dans une déclaration empreinte de quelque idéalisme, a tiré la conclusion logique de ces paroles en affirmant qu'il était indispensable pour la santé morale de l'enfant que celui-ci fut « au sortir de ses études primaires, recueilli exclusivement par les écoles professionnelles » (2).

A l'opposé, presque tous ceux qui ont la pratique des besoins de l'industrie, patrons ou ouvriers, sans contester les services que peut rendre dans des hypothèses limitées

(1) *Loc. cit.*, p. 46.

(2) *Conseil supérieur du Travail*, p. 327.

l'école professionnelle, estiment que l'atelier est, sinon toujours suffisant, du moins indispensable pour la formation de l'ouvrier « fini ». C'est également l'opinion de la société de protection des apprentis et des enfants employés dans les manufactures, qui dans sa déposition du 16 juin 1902, devant le conseil supérieur du Travail a affirmé avec force sa conviction « que les uns et les autres (apprentis et enfants employés dans les manufactures) ne peuvent devenir de bons ouvriers que par l'apprentissage à l'atelier. C'est pour elle un fait d'observation pour la généralité des professions et d'expérience directe pour plus de 200 métiers divers dans lesquels elle a placé ses pupilles (1). »

Les raisons de cette préférence sont multiples. A l'école professionnelle, l'enfant se trouve placé dans un milieu et dans des conditions de production artificiels ; il ne peut y prendre le goût du métier et quand il arrivera à l'atelier il sera choqué par les manières et la rudesse des ouvriers et n'aura qu'une pensée, fuir l'atelier pour le bureau du dessinateur, de l'employé ou du petit fonctionnaire : ce désaccord est fréquemment aggravé par la conscience trop affichée de sa supériorité qu'a souvent l'ancien élève d'école professionnelle. — Au point de vue de la production, l'école ne recherchant pas les bénéfices ne donne pas à ses élèves la rapidité d'exécution qu'exige l'industrie privée ; elle ne tient pas compte des goûts du jour et des caprices de la clientèle. En ce qui concerne la qualité même de la production, il est à craindre que le professeur d'école professionnelle, devenu fonctionnaire et n'ayant gardé aucun contact avec la vie industrielle, ne soit qu'im-

(1) *Ibid.*, p. 333.

parfaitement informé des progrès techniques et que son enseignement perde ainsi tout caractère de réalité (1). Même s'il se tient au courant de ces progrès, n'est-il pas à craindre que l'enfant ne puisse s'approprier ses enseignements et ses procédés, tandis que dans l'atelier il sera en contact avec de nombreux ouvriers, parmi lesquels il aura plus de chances de trouver un tour de main qu'il soit capable de s'assimiler.

Il est, d'ailleurs, des professions où il est impossible à l'école de former un bon ouvrier. Il en est ainsi pour la plupart des professions du bâtiment, taille des pierres, terrassement, peinture, etc., où on ne peut reproduire artificiellement les conditions de la production courante : pour la peinture sur bâtiment, par exemple, c'est seulement sur le chantier qu'on peut acquérir la pratique des travaux neufs sur plâtre, sur bois différents ou sur fer en des travaux de réparation, avec leur infinie variété, avec les découpages pour tuyaux à gaz, fils téléphoniques, etc. — Pour la bijouterie et l'orfèvrerie, c'est la valeur de la matière première qui ne permet pas de donner à l'élève d'école professionnelle un enseignement sérieux de la profession. — De même l'apprentissage, en dehors de l'atelier ne peut pas se concevoir pour les industries à feu continu (grande métallurgie, verrerie, etc.) et pour les petits métiers qui ne comportent qu'un trop petit nombre d'ouvriers pour justifier la dépense d'une école.

Aussi l'ancien élève des écoles professionnelles se voit-il

(1) M. Waxweiler cite le cas d'une école de menuiserie belge où on se sert exclusivement de l'ancien établi en voie de disparition et celui d'une école de mécanique, où tout le travail est exécuté à la lime sans qu'on se préoccupe d'enseigner aux élèves le maniement des machines-outils qui le simplifient (*Revue Economique Internationale*, mai 1904, p. 611).

très fréquemment préférer les ouvriers formés à l'atelier même et lorsqu'il est embauché n'obtient-il souvent qu'un salaire très inférieur à la moyenne. Le fait est attesté par de nombreuses déclarations recueillies au cours de l'enquête du Conseil supérieur du Travail (1). Quand l'élève d'école professionnelle est préféré, c'est généralement à raison de sa connaissance du dessin (2), qu'il serait possible de faire partager à l'apprenti industriel, sans que celui-ci ait à passer par une école. Ceux qui, dans les milieux professionnels, se prononcent en faveur des écoles ne manquent pas d'ajouter que les élèves de celles-ci, pour prendre leur pleine valeur, doivent avoir fait un stage à l'atelier (3). C'est dans cet esprit qu'une entente est intervenue fort heureusement entre le syndicat des fabricants de bronzes d'art de Paris et la direction de l'école Boulle et que les élèves de 3^e et de 4^e année de celle-ci sont reçus dans les ateliers des membres du syndicat comme apprentis monteurs pendant deux ans, la première année, une semaine sur deux de 1 à 6 heures et la deuxième, tous les jours aux mêmes heures ; un léger salaire est payé à l'ouvrier (4). De même l'école professionnelle libre des frères de la doctrine chrétienne envoie trois fois par semaine pendant une demi-journée ses élèves de troisième année travailler dans des ateliers de la profession qu'ils apprennent ; en quatrième année, les élèves passent toute la journée à l'atelier et ne rentrent à l'école que le soir pour suivre des cours. Cette école compte 200 élèves (5). Qu'est-ce à dire sinon que

(1) *Conseil supérieur du Travail*, p. 251, 253, 268, 367, 401, 412, etc.

(2) *Ibid.*, 312, 359, 360, etc.

(3) *Conseil supérieur du Travail*, p. 223, 259, etc.

(4) *Ibid.*, p. 155.

(5) Rapport de M. Gide, p. 188.

l'école professionnelle ne se suffit pas à elle-même, que laissée à ses propres forces, elle est impuissante, sauf de rares exceptions, à assurer la formation de l'ouvrier complet que des partisans trop zélés lui assignent comme but ? Certes, il serait injuste de proclamer qu'elle est inutile, qu'elle ne peut avoir aucune influence sur le développement de l'industrie. Mais il n'en reste pas moins que l'enseignement d'école doit être illustré, soutenu et complété par la pratique de l'atelier et que quelque intéressants que soient les efforts faits dans certains pays pour donner un caractère de réalité aux exercices manuels, c'est à une autre formule qu'il faut demander l'amélioration professionnelle de l'ouvrier.

Cette conclusion est rendue plus certaine encore par la seconde constatation qui résulte pour nous de l'étude des institutions d'enseignement professionnel primaire. C'est que dans tous les pays l'école professionnelle reste par la force même des choses l'apanage d'une infime minorité ; qu'aucune nation, quelles que soient ses ressources financières et la richesse de ses citoyens, ne peut prétendre à réunir dans ses écoles toute sa jeunesse ouvrière. Nous avons indiqué combien était élevé à Paris le prix de revient d'un élève d'école professionnelle : pour les garçons, en 1905, il atteignait 762 francs par an, soit pour la scolarité entière et en tenant compte du déchet, de 4 000 à 5.000 fr. Aussi l'effectif n'est-il en France que de 11.506 élèves pour les écoles pratiques de commerce et d'industrie, 1.473 pour les écoles nationales professionnelles et 3.362 pour les écoles professionnelles de la ville de Paris. Quant aux écoles fondées par des municipalités, mais non reconnues comme écoles pratiques ou créées par l'initiative privée, M. Cohendy, rapporteur du Conseil supérieur de l'ensei-

gnement technique, évalue le nombre de leurs élèves à 5.000 environ (1). C'est donc 21.000 ouvriers seulement que tente de former dans des écoles l'action concertée des pouvoirs publics et de l'initiative privée, alors que d'après le recensement de 1901, le nombre des jeunes gens et jeunes filles de moins de 18 ans employés dans le commerce et l'industrie atteint 874.941 unités. Aux États-Unis le nombre des élèves des écoles où l'on prépare effectivement à l'exercice d'une profession est sensiblement le même : il était en 1899 de 19.841 élèves. En Belgique, le nombre des élèves des écoles, proprement dites, commerciales et industrielles, est inférieur à 30.000. En Suisse, les écoles industrielles comptent 7.503 élèves. Pour l'Autriche-Hongrie le nombre des élèves des écoles industrielles du degré primaire n'excède pas 30.000. Il apparaît donc que même s'il était établi que l'école professionnelle constitue le meilleur mode de formation de l'ouvrier, les nécessités pratiques n'en obligeraient pas moins à rechercher un mode moins onéreux pour l'Etat et pour les familles pauvres que l'école prive du salaire d'apprenti de l'apprenti et du jeune ouvrier.

(1) Projet de loi relatif à l'enseignement technique industriel et commercial, 1905. *Annexe II*, p. 80.

CHAPITRE IV

Les cours de perfectionnement industriel

Nous avons vu que ni l'apprentissage à l'atelier, ni l'école professionnelle, laissés à leurs seules forces et isolés l'un de l'autre ne sont capables de donner au futur ouvrier l'ensemble des connaissances théoriques et pratiques que réclament les besoins de l'industrie, les nécessités de la concurrence internationale. L'apprentissage néglige l'enseignement théorique et trop fréquemment rabaisse l'instruction pratique à la répétition indéfinie d'actes simplifiés à l'extrême par la division du travail. Quant aux écoles professionnelles, le chiffre élevé des dépenses qu'elles entraînent ne permet pas de les généraliser et d'en ouvrir les portes à toute la jeunesse ouvrière ; d'ailleurs, les travaux manuels y ont un caractère trop artificiel pour préparer complètement l'enfant aux réalités parfois un peu rudes de la pratique industrielle.

Aussi s'est-on efforcé de bonne heure, par une combinaison plus ou moins heureuse des éléments en présence, de corriger, de compléter l'un par l'autre ces deux grands modes de formation professionnelle de l'ouvrier, d'emprunter à chacun ce qu'il a de meilleur, à l'atelier industriel l'expérience pratique que lui seul peut donner, à

l'école professionnelle les notions théoriques et la connaissance complète de l'ensemble du métier par lesquelles se marque sa supériorité, de façon à faire de ces éléments divers un tout harmonique et à transformer, dans des conditions pratiquement et facilement réalisables, l'enfant qui vient de sortir de l'école primaire en un ouvrier complet, conscient de la technique industrielle et capable de la porter à un plus haut degré de perfection.

C'est là l'œuvre qu'ont tenté d'accomplir les associations, les municipalités, les États en instituant en aussi grand nombre que possible des cours de perfectionnement où l'apprenti, le jeune ouvrier, l'ouvrier déjà formé, qui travaillent durant la journée dans les établissements industriels, viennent chercher le soir, le dimanche ou même pendant la journée, les connaissances théoriques ou le complément d'instruction technique que ne peut leur fournir l'atelier. Qu'est le cours de perfectionnement, sinon l'atelier associé à l'école ? « Tout le monde est d'accord, proclame la Fédération des Industriels et des commerçants, qu'on ne peut faire un bon ouvrier qu'à l'atelier, mais à la condition qu'à l'atelier soit annexée une école, ou que des cours complémentaires aident au perfectionnement pratique de l'ouvrier » (1).

En France la loi n'intervient pas dans l'organisation des cours supplémentaires; elle laisse ce soin aux municipalités, aux sociétés d'enseignement populaire, aux Syndicats patronaux ou ouvriers, aux initiatives individuelles des instituteurs et institutrices ou des patrons. L'État se borne à encourager la création de ces cours par des sub-

(1) *L'apprentissage et l'enseignement professionnel en France* (Rapport de M. de Ribes, Christofle à la Fédération, mars 1905).

ventions de plus en plus largement accordées, mais qui ne s'appliquent jamais aux œuvres fondées par les patrons pour l'instruction de leurs apprentis ou jeunes ouvriers.

Les institutions patronales de cette dernière catégorie sont encore assez rares en France et nous en avons déjà noté au passage les exemples les plus marquants.

Les apprentis de l'École professionnelle des chemins de fer du Nord suivent chaque matin de 7 à 11 heures, des cours de français, géographie, mathématiques, physique, mécanique, chimie, technologie, dessin. — Les apprentis des chemins de fer de l'Est sont astreints à suivre chaque jour pendant 2 heures des cours d'enseignement complémentaire, de géométrie, de dessin industriel et linéaire ; en troisième et quatrième année, de technologie, et en quatrième année de mécanique, de physique, de chimie, d'algèbre et d'économie politique. Le caractère pratique de ces cours est assuré par le recrutement des professeurs qui sont choisis parmi les contremaîtres et dessinateurs des ateliers, spécialement parmi ceux qui proviennent des écoles d'arts et métiers. Des prix et des brevets de caisse d'épargne sont accordés à la fin de chaque année aux apprentis classés les premiers.

Dans la cristallerie de Baccarat fonctionnent des cours dits école d'adultes, et école de dessin. L'école d'adultes complète l'enseignement donné à l'école primaire ; elle reçoit chaque jour de 5 à 7 heures du soir, 100 apprentis de 12 à 15 ans. Les cours de l'école de dessin qui a lieu chaque soir de 4 heures 1/2 à 6 heures est suivi obligatoirement par les apprentis tailleurs, graveurs et décorateurs et facultativement par les apprentis verriers : la durée des cours pour les premiers est prélevée sur la journée de travail sans retenue de salaire ; le nombre des élèves est

de 80. Trois fois par semaine, de 11 heures à midi, un cours similaire est fait aux 80 apprenties de la décoration. Un concours de dessin a lieu à la fin de chaque année et donne lieu à l'attribution de livrets de caisse d'épargne de 20, 10 et 5 francs.

Les apprentis de la maison Mildé et ceux de la maison Christofle, à Paris, suivent de même, trois fois par semaine, des cours de dessin et d'électricité pour les premiers, d'enseignement général, de mécanique, de physique, de chimie, de technologie, de dessin et de modelage pour les seconds. La maison Mildé décerne annuellement des prix aux plus méritants de ses élèves.

L'usine Chappée et fils, du Mans, possède un cours de dessin, dont la durée normale est de 3 ans à raison de 3 heures par semaine ; en outre une division spéciale comprend des ouvriers âgés de 30 à 40 ans. Tous les élèves de ces cours, qui sont suivis par une vingtaine d'ouvriers, restent dans l'industrie.

Dans un ordre d'idées analogue, la maison de constructions mécaniques Chaudel-Page, de Belfort, fait faire à chacun de ses apprentis, durant les 4 ans d'apprentissage un stage de 6 mois au bureau de dessin.

Parfois les industriels se groupent, en dehors même du Syndicat patronal de leur profession, pour donner à leurs apprentis et jeunes ouvriers l'enseignement théorique qui leur permettra de s'associer plus utilement à l'œuvre de production. Il faut signaler, par exemple, l'intéressante tentative faite par les fabricants d'horlogerie de luxe de Saint-Nicolas d'Aliermont, petite bourgade de la division d'inspection de Rouen. Ces industriels après avoir obtenu de la municipalité la disposition d'une salle de l'Hôtel de Ville, y ont réuni le matériel et les appareils nécessaires à

l'enseignement pratique et se sont partagé la tâche : chacun d'eux est à tour de rôle instructeur des apprentis de la corporation. Les résultats de cette initiative se sont déjà manifestés avec assez de netteté pour que les patrons n'hésitent plus à confier à leur jeune personnel les croquis et épures de mécanisme qui jadis étaient indéchiffrables pour ce personnel (1).

Dans tous les établissements analogues à ceux que nous venons de citer, à l'exception des cours de Saint-Nicolas-d'Algermont, qui constituent une tentative isolée, l'enseignement technique même est donné dans l'atelier même, sous la direction du patron, ce qui constitue à la fois une garantie d'orientation pratique et d'efficacité. L'école est dans l'atelier et il y a là une forme d'enseignement particulièrement heureuse et à qui les pouvoirs publics en France ont peut-être trop ménagé leurs encouragements.

A côté de ces cours réservés à des catégories étroitement limitées, existent un grand nombre de cours qui s'adressent au grand public et qui d'ailleurs, pour la plupart admettent côte à côte les enfants et les adultes. Ce sont les cours d'enseignement populaire. Ces cours institués par les municipalités, les syndicats, les œuvres post-scolaires où les fonctionnaires de l'enseignement public ont, si nous nous en référons au dernier rapport officiel (2), pris un développement extraordinaire. Les cours d'adolescents et d'adultes sont actuellement au nombre de 48.565 dont 30.271 pour les garçons et 18.294 pour les jeunes filles, alors qu'en 1894-1895 leur nombre n'attei-

(1) Rapport pour l'année 1907. *Journal Officiel*, 26 août 1908.

(2) Rapport de M. Edouard Petit, inspecteur général de l'Instruction publique sur l'éducation populaire en 1907-1908 (Annexe au *Journal Officiel*, 2 juin 1908).

gnait que 8.288 : plus de 650.000 auditeurs suivraient assidument ces cours. Le nombre des cours du soir professés par les sociétés d'enseignement populaires, les chambres syndicales, etc., est évalué à plus de 6.000 par le rapporteur qui ne fournit aucun renseignement précis sur ces cours. Mais une statistique officielle, qui remonte à 1904, compte 122 associations d'enseignement encouragées par l'État et qui font 3.593 cours à environ 80.000 auditeurs ; 56 syndicats patronaux qui entraînaient 130 cours réunissant 3.000 auditeurs et 408 syndicats ouvriers ou Bourses du Travail, avec 500 cours et 12.000 auditeurs, soit au total 4.223 cours suivis par 95.000 auditeurs (1).

Si l'on s'en tenait aux apparences numériques et si l'on admettait que tous ces cours donnent un enseignement qui, général ou spécialisé, théorique ou pratique, se propose par des moyens adaptés au but poursuivi, d'accroître la valeur professionnelle de ses auditeurs, on serait amené à conclure, bien imprudemment d'ailleurs, que la question des cours de perfectionnement à l'usage de la jeunesse ouvrière est heureusement résolue en France, puisque le nombre des élèves de ces cours est évalué à 650.000 dont il y a lieu de déduire un certain nombre d'adultes, alors que notre pays ne compte que 874.941 jeunes gens ou jeunes filles de moins de 18 ans employés dans le commerce et l'industrie.

Mais il n'y a là qu'une apparence. Ce sont, en effet, suivant les expressions mêmes du rapporteur officiel, des chiffres bruts, dont il y a lieu de défalquer les « tentatives mal venues », les « ouvertures non maintenues », les séances écourtées » les « classes entrebaillées seulement ».

(1) Rapport déjà cité de M. Cohendy, p. 80.

Le déchet serait donc très important, s'il était possible d'établir même approximativement les chiffres nets.

En second lieu, l'immense majorité de ces cours, tous les cours d'adultes proprement dits qui constituent à eux seuls les huit dixièmes de cette forme d'enseignement et la plupart des cours organisés par les associations d'enseignement populaire n'ont d'autre préoccupation que de compléter l'instruction générale de leurs auditeurs ébauchée par l'école primaire élémentaire et ne sont qu'un moyen très indirect d'amélioration professionnelle : ce sont des cours de lecture, d'écriture, de français, d'histoire, de géographie, de littérature, d'arithmétique, etc... pour les jeunes filles, des cours d'enseignement ménager, d'hygiène, d'économie domestique, de puériculture, etc... Il faut, en outre, ajouter les cours de pur agrément, dont le nombre parmi les œuvres fondées par l'initiative privée est extrêmement élevé : le tableau des cours professés à Paris en 1899-1900 par l'association polytechnique comprend 101 cours de musique, 2 cours de gymnastique, 20 cours de peinture et 15 de photographie par semaine, sur un total de 714 (1). Sur les 871 cours organisés à Paris par les 6 grandes sociétés d'enseignement populaire et qui furent inspectés du 29 janvier au 15 mars 1904 par les inspecteurs primaires, on relèvera 50 cours de solfège et de chant, 47 de violon, 26 de mandoline, 25 de piano, 7 de flûte, 4 de clarinette, 3 de violoncelle, 2 de hautbois, et tous ces cours étaient parmi les plus fréquentés (2). Le rapport présenté par M. Chautard au Conseil Municipal de Paris en 1905 constate de même que les associations ensei-

(1) Rapport cité de M. Durassier, p. 32.

(2) Rapport cité de M. Cohendy, p. 81.

gnantes ont une tendance très marquée à multiplier les cours de pur agrément : dans le XI^e arrondissement de Paris, on comptait, en 1905, 18 cours de mandoline et 36 cours de violon ; sur 699 auditeurs que groupaient les cours de l'Association des Instituteurs dans cet arrondissement, 640 fréquentaient des cours d'agrément ; pour l'ensemble des cours de dames existant dans l'arrondissement, la proportion était de 810 élèves sur 1.231 ; dans le XV^e arrondissement, 40 0/0 de la clientèle des cours d'adultes, suivaient exclusivement des cours d'agrément (1).

Cependant, il convient de reconnaître que depuis un certain nombre d'années un effort a été fait pour donner à ces cours un caractère plus sérieux, plus pratique, mieux adapté aux nécessités de la vie active. Un mouvement très net vers l'enseignement technique, déterminé ou favorisé par l'établissement de l'instruction primaire obligatoire, s'est manifesté parmi les grandes associations d'enseignement populaire : l'utilité d'un grand nombre de cours généraux a diminué et ces associations, pour ne pas perdre toute vitalité et ne pas voir s'éloigner leur clientèle ont dû évoluer et remplacer leurs cours généraux par des cours professionnels, que souvent elles organisent avec le concours des chambres syndicales patronales ou ouvrières. M. Édouard Petit dans son rapport de 1907-1908, signale cette orientation dans le sens pratique « de cours d'adultes » (2). Encore apparaît-il bien souvent que cette

(1) Rapports du Conseil Municipal sur la répartition des subventions aux Sociétés d'enseignement, par M. Chantard, n° 20 de 1904 et 28 de 1905 (p. 8 et 138).

(2) Voir aussi, dans le même sens, rapport de M. Guibert au Conseil municipal de Paris (*Bulletin municipal officiel* du 7 janv. 1909, p. 190). Ce rapport signale toutefois que les grandes Sociétés d'enseignement éprouvent quelque difficulté à se « moderniser. »

orientation reste quelque peu incertaine et qu'elle se manifeste plus souvent par des cours agricoles dans les milieux ruraux et commerciaux dans les villes que par un enseignement préparatoire à l'industrie. Dans l'énumération que donne M. Édouard Petit, nous ne trouvons guère que les cours de dentelle de Tournon, et les cours de dessin, de mécanique et d'électricité de Seumont. Il serait, d'ailleurs, imprudent de prendre à la lettre les mots des cours professionnels qu'on rencontre parfois dans les statistiques et les nomenclatures officielles et de les considérer comme synonymes de cours techniques industriels. C'est ainsi que le tableau des cours parisiens de l'Association polytechnique que nous venons de citer comprend 258 cours dits professionnels ; mais 2 de ceux-ci sont des cours de banque, 11 des cours de calligraphie, 2 des cours de gymnastique, 42 des cours de législation, 31 des cours de comptabilité, 48 des cours de sténographie, 20 des cours de peinture, 15 des cours de photographie, 6 des cours d'arboriculture et 31, sous couleur d'enseignement de la couture et des modes, des cours d'amateurs tandis que 50 seulement, dont 20 réservés au dessin et au modelage, se rattachent à l'exercice de professions industrielles. En principe, il est extrêmement rare que les cours de dames, même ceux qui ont toutes les apparences de cours professionnels, préparent réellement à l'exercice d'une profession : leurs élèves n'ont d'autre but, en venant y chercher des connaissances pratiques, que de se mettre en mesure de réaliser des économies sur leur toilette et ne songent nullement à mettre leurs talents à la disposition de la clientèle. Les enquêtes qui ont été faites à Paris, nous en apportent la preuve évidente : en 1905, par exemple, les cours de modes de l'association philotechnique dans le IV^e arrondissement étaient

suivis par 29 élèves, chiffre particulièrement élevé, mais sur lesquelles 19 étaient employées de commerce, l'institutrice, 5 couturières, 2 corsetières et les autres n'avaient pas de profession ; aucune n'était modiste ou apprentie modiste (1). De même les cours municipaux d'Armentières se bornent à l'enseignement de l'anglais, de l'allemand, du dessin, notamment pour la préparation du brevet, de géométrie et de décoration et de modelage. Les associations qui se piquent de donner à leur enseignement le caractère le plus pratique, telles la société d'enseignement professionnel du Rhône, écartent soigneusement les travaux manuels. Elles entendent par enseignement professionnel « non l'apprentissage d'une profession, mais pour chaque profession l'enseignement des connaissances théoriques nécessaires à l'exercice intelligent de cette profession » (2). Lorsque ces sociétés consentent à introduire les travaux manuels dans leur enseignement, c'est uniquement comme procédé de démonstration, comme application pratique des notions théoriques ; c'est dans cet esprit que, comme complément de ses cours de dessin, la société d'enseignement professionnel du Rhône fait faire du modelage en bois à ses menuisiers, de l'ornement repoussé au marteau à ses serruriers, des voûtes en plâtre à ses tailleurs de pierres et architectes. L'organisation des cours de tissage de cette société précise nettement sa pensée et celle de la plupart des associations d'éducation populaire : le cours de tissage pratique, où on apprend effectivement à tisser, est réservé à des employés de fabrique dont le métier n'est pas de tisser, mais de contrôler le travail des tisseurs,

(1) Rapport déjà cité de M. Chantard, p. 27.

(2) *Société d'enseignement professionnel du Rhône. Notice sur l'organisation et le fonctionnement de la Société*, p. 40. Lyon, 1889,

d'établir des prix de revient, etc... ; quant aux tisseurs de métier, ils se bornent à suivre des cours de théorie de tissage. En définitive, on peut dire que sauf d'honorables exceptions, dont nous énumérerons les principales, et parmi lesquelles figurent en bonne place les cours de la société d'enseignement professionnel du Rhône, seuls les cours organisés par les Syndicats et les Chambres syndicales ont un caractère véritablement technique et se préoccupent de compléter l'instruction des apprentis appartenant à une profession déterminée.

Il s'en faut, d'ailleurs, que les 650.000 auditeurs que le rapport de M. Édouard Petit nous montre suivant les cours d'adultes, en soient des auditeurs assidus. « Les auditeurs des cours, disait M. Couriot, au Congrès International de l'enseignement technique de 1900, sont nombreux au début : animés des meilleures intentions, ils envahissent littéralement les salles et les amphithéâtres à la première leçon. Mais malheureusement leur assiduité se relâche vite ; leurs bonnes résolutions ne durent pas, et dès les premières leçons, le professeur constate une décroissance constante du nombre de ses auditeurs. Insensiblement le maître voit diminuer le nombre de ses élèves et cette décroissance est telle que, dans certains cas, il est conduit à réduire lui-même le nombre de ses leçons s'il ne veut pas que le cours prenne fin prématurément, faute d'auditeurs pour l'entendre ». L'enquête faite à Paris sous les auspices du Conseil municipal a constaté que la moyenne des élèves présents aux cours, de janvier à mars 1904, était de 12 pour l'Association philotechnique, 9 pour l'Association polytechnique, 8 pour la Société de l'enseignement moderne et pour l'Union Française de la jeunesse, 7 pour le Cercle populaire des amis de l'ensei-

gnement laïque et 6 seulement pour l'Association philomatique. En mars 1905, ces moyennes passaient respectivement à 10, 7 — 10, 6 — 11, 6 — 9, 4 — 9, 9 — 5, 8. — Pour de nombreux cours, même pour des cours de dessins industriels dans des quartiers où la population ouvrière est particulièrement nombreuse, on relève dans les rapports des mentions significatives : « N'a pas lieu faute d'élèves » (p. 154); « Le professeur vient, mais pas d'élèves » (p. 155); « Le cours a été supprimé dès le commencement de novembre. Il n'y avait qu'un élève et cet unique élève n'a pas persévéré » (p. 159); « Peu de cours ont une fréquentation qui les justifie » (p. 160); « n'a plus d'élèves »; p. 162); « La plupart des autres cours ne fonctionnent plus faute d'élèves. Les professeurs ne demanderaient qu'à travailler, mais les élèves font défaut » (p. 163) (1). En 1908, M. Guibert, dans le rapport que nous avons cité, constate que le nombre des présences, diminue de 5 0/0 à partir de janvier. Déjà au Congrès de l'enseignement technique de 1900, M. Rotival, agent principal et délégué de l'Association philotechnique, avait reconnu que les absences des jeunes gens atteignent souvent 75 0/0 et celles des jeunes filles 25 0/0, tandis que M. Merckling, directeur de la Société philomatique de Bordeaux évaluait à 50 0/0 des auditeurs inscrits au début de l'année le nombre des élèves présents à la fin des cours. Cette dernière Société, pendant l'année scolaire, avait recueilli l'inscription de 1.988 hommes et 890 dames; en mars les cours n'étaient plus suivis que par 550 dames et 956 hommes (62 et 44 0/0).

(1) Rapports de M. Chautard déjà cités n° 20 de 1904 et surtout n° 128 de 1905.

En 1902-1903, l'Association du Commerce et de l'Industrie de Grenoble, sur 615 inscrits, ne comptait guère que 277 présents, soit 44 0/0. A Lyon, pendant la même année, la Société d'enseignement professionnel avait reçu 7.207 inscriptions, dont 3.933 pour les cours d'hommes et 3.274 pour les cours de dames et les cours mixtes; en mars les premiers ne comptaient plus que 1.849 élèves et les seconds 2.039 (48 et 62 0/0).

Depuis lors, les résultats obtenus par cette Société paraissent s'être améliorés, puisqu'au 1^{er} janvier 1905, elle comptait encore 4.941 élèves ou auditeurs suivant effectivement ses cours. Aussi M. Cohendy réduit-il à 40.000 environ le nombre de ceux des 95.000 auditeurs inscrits aux cours des Associations ou Syndicats qui suivent assidument ces cours et mettent à profit l'enseignement qui y est donné (1). Comme ce sont à peu près les seuls cours où se donne un simulacre d'enseignement professionnel, on voit combien parmi les 874.000 jeunes français employés dans le commerce et l'industrie manquent des notions qui leur seraient nécessaires pour mener à bien leur besogne quotidienne : 95 0/0 échappent à tout enseignement théorique à caractère professionnel, quelque élémentaire qu'il soit.

Il ne faut d'ailleurs pas perdre de vue que beaucoup d'élèves des œuvres que nous étudions sont des adultes ou des enfants en âge scolaire. L'enquête faite en 1905 à Paris signale notamment le trop grand nombre d'enfants qui fréquentent les cours du soir : à certains cours du XI^e arrondissement, on comptait 345 enfants sur 810 présences ; dans le IV^e la proportion des élèves de 13 ans et

(1) Cohendy, rapport cité, p. 80 et seq.

au-dessous atteint souvent le quart et parfois les quatre-cinquièmes (1).

A Paris et dans un certain nombre de communes du département de la Seine, l'enseignement post-scolaire est presque exclusivement entre les mains des grandes associations dont nous avons parlé et qui reçoivent des subventions des Ministères du Commerce, de l'Instruction publique et de l'Agriculture, du Conseil municipal de Paris, du Conseil général de la Seine, de la Chambre de commerce, etc. La plupart de ces associations ont d'ailleurs des ramifications ou des filiales dans divers centres de province.

Ce sont : (2)

L'Association philomatique, qui a organisé 8 cours de travail du bois, du fer, d'ajustage et de serrurerie, 17 cours de dessin industriel, 15 cours de physique, chimie et dessin industriels. 2 cours de modelage et une section spéciale des industries du meuble et du bâtiment comprenant 10 cours et complétée par des cours spéciaux à l'usage des chaudronniers, ferblantiers et fumistes. Ces cours comme ceux des autres associations ci-dessous énumérées, ont lieu le soir et le dimanche matin de 10 heures à 11 heures et demie ; ils durent 27 semaines et 2 heures par semaine y sont consacrées au travail manuel

(1) Rapport cité, p. 34.

(2) La plupart des chiffres ci-dessous se rapportent à l'année 1904 ; ils résultent de l'enquête faite par la Direction de l'enseignement technique au Ministère du Commerce à la demande du Conseil supérieur du Travail. Voir, en ce qui concerne les cours tant des départements que de Paris, les résultats de cette enquête en annexe au deuxième rapport présenté par M. Briat au Conseil supérieur en 1905 (p. 45 et seq.). Voir aussi le rapport cité de M. Jacquemart, p. 274 et seq. et la publication du ministère du Commerce : *L'Enseignement technique en France*, tomes IV et V.

du bois, du fer, au modelage et au dessin industriel. L'association déclare avoir une moyenne de 23 à 27 auditeurs par cours industriel ; mais les enquêtes faites en 1904 et 1905 et dont nous avons résumé les résultats industriels, ont prouvé combien les chiffres fournis par les Sociétés elles-mêmes devaient être accueillis avec réserve.

L'Association philotechnique fait 59 cours de sciences appliquées à l'industrie, 38 cours de dessin industriel, de peinture sur faïence et porcelaine, 4 cours de modelage et cuir repoussé, 12 cours d'électricité, 11 cours pour mécaniciens, chauffeurs, chaudronniers, 6 cours pour les industriels du livre, etc... La durée de ces cours est, en moyenne, de 3 ans, à raison de 22 à 36 semaines par an. Seuls, les relieurs, doreurs, typographes, couturières, modistes, sculpteurs, tailleurs, dessinateurs participent aux travaux manuels, auxquels ils consacrent une heure ou une demi-heure par semaine.

Les cours seraient suivis en moyenne par 20 élèves pour l'électricité, 14 pour la mécanique, les industries du livre, le dessin et le modelage et de 13 à 16 pour les sciences appliquées ; 90 0/0 des élèves travailleraient dans des ateliers industriels, mais 70 0/0 seraient âgés de plus de 18 ans.

L'Association polytechnique, qui reçoit 23.000 francs de subventions tant de l'Etat que de la Ville de Paris, a organisé dans les diverses sections, avec le concours des chambres syndicales, un cours d'ajustage et de traçage, 2 cours pour l'industrie de l'automobile, 4 cours d'architecture et de construction, 3 cours de conduite des appareils à vapeur, 11 cours de dessin industriel, 5 d'électricité, 4 de fleurs artificielles, 9 de modelage, soit 39 cours

se rattachant directement à l'industrie sur un total de 714 cours par semaine (1). La moyenne des élèves serait de 20 par cours. L'association polytechnique ne fait pas faire de travail manuel à ses élèves ; mais elle organise, dit-elle, « des applications pratiques qui ont lieu soit au cours même, soit sur le terrain, soit dans les ateliers ».

La Société d'enseignement moderne et la Société pour l'instruction élémentaire n'ont pas de cours industriels proprement dits : outre leurs cours d'enseignement général, elles n'ont guère que des cours de dessin, de peinture, de sculpture, de dactylographie, de coupe, de couture, etc.

Par contre, l'Union française de la jeunesse possède des cours d'électricité, d'automobile, de photographie industrielle, de mécanique de précision, etc. La moyenne des élèves atteindrait 18 par cours (2).

La Ligue française de l'Enseignement, sans organiser directement des cours, en encourage la création par des subventions et des prix, dont le montant annuel dépasse 30.000 francs : elle fournit des modèles de statuts aux associations en voie de formation et sert d'intermédiaire à ses 2.125 sociétés adhérentes pour l'achat de livres et de matériel d'enseignement. Elle organise des conférences qui, pendant l'hiver 1898-1899, se sont élevées au chiffre de 13.000 et ont été suivies par plus

(1) Rapport cité de M. Durassier, p. 29 et seq.

(2) On reproche aux Associations d'enseignement parisien l'absence de coordination des cours qu'elles font dans un même quartier, absence de coordination qui se traduit par une concurrence très vive. Le Préfet de la Seine, frappé de ces inconvénients, a saisi le Conseil Municipal de Paris d'un mémoire proposant la création d'une Commission qui serait chargée de coordonner les efforts des associations : le Conseil municipal n'a pas encore statué (rapport cité de M. Guibert).

d'un million d'auditeurs. Le total de ses budgets jusqu'en 1899, s'est élevé à 641.446 fr. 49 pour le Conseil général de la Ligue et à 2.551.331 fr. 20 pour le cercle parisien (1).

Parmi les cours fondés à Paris par les Chambres Syndicales patronales citons ceux des chambres syndicales de la bijouterie-imitation, de la bijouterie-joaillerie et horlogerie, des fabricants de bronze, du papier, de la fantaisie pour modes, de la carrosserie, des entrepreneurs de charpente, des chausseurs de la couverture et plomberie, des entrepreneurs de maçonnerie, des patrons-maréchaux, de la maroquinerie, etc., de la menuiserie, des entrepreneurs de serrurerie, des tapissiers-décorateurs, des fleurs et plumes.

L'Ecole professionnelle de la Chambre Syndicale de la bijouterie-imitation comprend des cours de dessin, bijouterie, modelage, gravure sur acier et sur cuivre, ciselure. Dans la division élémentaire, le temps entier est consacré au dessin. Dans les divisions moyenne et supérieure une semaine par mois est consacrée au modelage, 2 au dessin et 1 aux travaux pratiques. Le nombre des élèves par cours est de 35 à 40 pour le modelage, 55 à 60 pour la gravure ; 25 à 30 pour la ciselure et 90 à 100 pour la bijouterie. D'après le rapport de l'Inspection de l'enseignement technique, cette école comptait en 1903, 207 élèves inscrits, tous apprentis : le jour de la visite, 100 élèves étaient présents aux cours, mais 6 seulement faisaient un travail manuel, du modelage. Un concours a lieu tous les ans entre les élèves : les épreuves pratiques ont lieu dans les ateliers des membres de la Chambre Syndicale, mais jamais dans celui où le concurrent fait son apprentissage.

(1) Rapport cité de M. Durassier, p. 33.

Le budget de l'école en 1903 faisait ressortir une insuffisance de près de 1500 francs à la charge de la Chambre Syndicale, dont beaucoup de membres sont de petits industriels et doivent s'imposer de lourds sacrifices. Les cours de la Chambre Syndicale de la bijouterie, joaillerie, horlogerie sont parmi les plus remarquables. Ils ont lieu du 1^{er} octobre à fin juillet, le soir de 8 à 10 heures 5 fois par semaine, le sixième jour est consacré à la composition et réservé aux élèves les plus habiles; le dimanche, les élèves visitent les Musées sous la conduite de professeurs qui exigent des croquis et des relevés. L'enseignement dure 5 ans : il comprend le dessin sous toutes ses formes, la géométrie et ses applications, la composition d'après la plante, l'étude des styles anciens, le modelage et la sculpture; mais bien que l'école comprenne un atelier avec tous les outils nécessaires à la fabrication des bijoux, on n'y fait aucun travail réellement manuel, M. Aucoc, président de la Chambre Syndicale, déclare qu'il n'est pas possible de donner de l'or et de l'argent à des élèves aussi jeunes. Mais chaque année à la fin des cours, a lieu un concours pratique doté de 6.000 francs de prix et où on travaille l'or et l'argent. Le nombre des élèves inscrits dépasse 130 et la moyenne des auditeurs est chaque soir de 60 à 70 pour 3 professeurs. Les résultats sont des plus satisfaisants : les élèves sachant qu'à l'école ils sont toujours chez leurs patrons, sont très assidus et au bout de 3 ans sont aptes à faire le projet d'un bijou ou de tout autre objet d'orfèvrerie. D'après le rapport de l'inspection de 1903, l'école de la Chambre Syndicale de la bijouterie donne l'impression d'une école de l'Etat et le rapport ajoute que c'est le plus bel éloge qu'il puisse en faire. Son budget atteint 24.000 francs.

L'Ecole de dessin, de modelage et de ciselure de la réunion des fabricants de bronze se propose, comme les précédentes, de compléter par des cours théoriques l'instruction des apprentis qui travaillent dans les ateliers. Mais, depuis 1904, elle a renoncé aux cours du soir et a obtenu de la plupart des patrons, qu'ils fassent chaque semaine l'abandon de quelques heures pour améliorer le savoir professionnel de leurs apprentis. Les cours ont donc lieu de 5 heures un quart à 7 heures un quart les mardi, jeudi et vendredi et de 8 à 10 heures les mercredi et samedi. Cette innovation a donné les meilleurs résultats : le nombre des inscriptions ne s'est pas augmenté, mais celui des présences s'est très sensiblement accru et atteint 75 élèves pour les 3 années à chaque séance de cours, et le travail s'est amélioré. La durée de l'enseignement est de 3 ans, du premier mardi d'octobre au 15 juin : il est donné par des maîtres dignes des artisans du moyen âge. Le budget des dépenses a atteint, en 1905, 14.198 francs, sur lesquels près de 8.000 francs sont restés à la charge du syndicat. Mais ces sacrifices ne sont pas faits en pure perte et si notre industrie tient la première place dans le travail de bronze, si elle ne compte plus ses succès dans les expositions étrangères, c'est en grande partie à l'école de dessin, qui lutte depuis près de 20 ans, qu'elle le doit.

» L'école professionnelle de la Chambre syndicale du papier a été fondée en 1868 ; mais c'est seulement en 1887 qu'un enseignement pratique y fut organisé et que des machines-outils y furent installées. Les efforts de l'école, dit la notice, tendent à « donner à l'apprenti un enseignement logique de son métier, en faisant précéder la pratique des connaissances théoriques sur lesquelles elle s'appuie ; à exercer l'élève aux diverses opérations des

principaux genres de fabrication, à lui faire connaître toutes les ressources de son métier, de manière à mettre le futur ouvrier en état de passer, après une courte initiation, d'une occupation à une autre. » L'enseignement dure 4 ans et les cours, qui commencent le 1^{er} octobre pour prendre fin le 30 avril, ont lieu 4 fois par semaine de 8 à 10 heures du soir et le dimanche matin de 8 heures et demie à 11 heures et demie du matin. 6 heures sont affectées à la fabrication des registres, 3 à la couture et 3 au cartonnage. Les cours ont été suivis en 1905 par 51 pape-tiers, 30 papetières, 93 cartonnières et 1 graveur (1). Le budget de l'école atteint 17.500 francs, dont 3.000 francs sont fournis par le ministère du Commerce.

Les syndicats ouvriers, de leur côté, ont fondé à Paris un certain nombre de cours, mais, sauf quelques rares exceptions, ceux-ci sont loin d'avoir la vitalité et l'efficacité des œuvres que nous venons d'énumérer. Les syndicats ouvriers se désintéressent de plus en plus de l'enseignement professionnel et nous avons dit quelles opinions prévalaient trop souvent parmi eux en cette matière. Aussi, parmi les œuvres qu'ils ont créées, les cours ne tiennent-ils qu'une place très médiocre et qui va en s'amoindris-sant. Le nombre des matières enseignées à la Bourse du Travail est tombé de 22 en 1903-1904 à 5 en 1904-1905 et le nombre des présences de 2127 à 1538 (2). Le tableau officiel des cours en 1908-1909 comprend 18 cours, orga-nisés par 11 syndicats sur 251 syndicats et 27 fédérations inscrits à la Bourse du Travail. En outre, parmi ces cours, un certain nombre n'ont à aucun degré un caractère

(1) *Bulletin de la Société de protection des apprentis*, 1906, p. 173.

(2) Chatelin. *Les Ecoles d'apprentissage à Paris*, p. 39 et 40.

industriel ou même technique : sans parler des cours d'espéranto, qui ne figurent pas au tableau officiel de 1908, nous relevons un cours de préparation à l'inspection du travail, un cours de comptabilité, un cours d'anglais, un cours d'allemand. Encore plusieurs de ces cours ne doivent-ils de subsister qu'aux efforts de l'association polytechnique, qui se charge de l'organisation de 8 cours sur 18 (1). Quelques autres cours professionnels, organisés par les Chambres syndicales des ouvriers serruriers en bâtiments, des coiffeurs, des typographes et les unions des mécaniciens, des ouvriers de la voiture et des menuisiers, ont d'ailleurs lieu en dehors de la Bourse du Travail.

Parmi les cours des Syndicats ouvriers de Paris qui rendent le plus de services, citons ceux de la Chambre syndicale des ouvriers serruriers en bâtiment, qui datent de 1873 et qui comprennent un cours de dessin linéaire et de trait à la Bourse du Travail et le mercredi, le jeudi et le vendredi soir à l'atelier-école de la rue Saint-Maur des cours d'électricité pratique pour le bâtiment, de forge et d'ajustage, de repoussage, de relevage au marteau et de ferronnerie d'art. Les cours de repoussage et de ferronnerie qui exigent de la vigueur et de l'habileté sont d'ordinaire réservés aux adultes. Ils permettent de conserver les traditions artistiques de la vieille serrurerie à une époque où la grande construction métallique tend à tout banaliser. 8 heures par semaine sont consacrées aux travaux manuels; le nombre des auditeurs est de 15 à 18 par cours, dont 15 de moins de 18 ans. 60 à 70 élèves y

(1) *Rapport de M. Lajarrige au Conseil Municipal de Paris sur la Bourse du Travail* (Imprimé n° 152 de 1908, p. 1, 2, 6, 7.

suivent les cours pendant 2, 3 et même 4 ans. M. Chatelin signale, dans son ouvrage sur les écoles d'apprentissage, (1) que l'atelier-école de la rue Saint-Maur est devenu trop étroit pour recevoir tous les candidats qui sollicitent leur admission. Mais son enquête personnelle lui a permis de constater que les dirigeants de la Chambre syndicale se consolent assez facilement de leur impuissance en pensant que la décadence de l'apprentissage, si elle est un mal « en ce que l'individu en souffre, est un bien, considéré de plus haut : par le manque d'habileté professionnelle, par l'avilissement des salaires et par le chômage qui en résulteront et iront toujours s'aggravant sera hâtée la venue de la révolution sociale ». L'atelier-école de la rue Saint-Maur reçoit 100 francs du Ministère du Commerce, 800 francs de la Ville de Paris et 1.056 francs de subventions allouées par diverses Chambres syndicales.

L'École professionnelle ouvrière de l'ameublement, fondée en 1874, se préoccupe de développer les connaissances professionnelles des apprentis et ouvriers du meuble : ébénistes, sculpteurs, menuisiers en sièges et menuisiers d'art, tourneurs sur bois, marqueteurs, tapissiers, modeleurs, sculpteurs sur plâtre, ciseleurs, mouleurs, billardiers, découpeurs, mouluriers. L'admission des élèves est subordonnée à l'adhésion à une des Chambres syndicales de l'ameublement. Dix heures par semaine sont consacrées au dessin, au modelage, à la sculpture, à l'histoire de l'art, etc.; 4 au moulage, au modelage et à la sculpture sur plâtre et 2 à l'étude de la coupe des bois et de l'assemblage. Le nombre des

(1) *Loc. cit.*, p. 43, 46 et 47.

présences est en moyenne de 150 pour l'ensemble des cours. Celui des inscriptions atteint 251, dont 163 de moins de 18 ans, 99 ébénistes, 17 menuisiers, 5 menuisiers en sièges, 3 dessinateurs, 2 tourneurs, 89 sculpteurs, 25 ouvriers en bronze, 11 tapissiers. 8.000 francs sont alloués par le Conseil Municipal de Paris, 800 francs par le Ministère du Commerce, 400 francs par le Conseil général de la Seine et 250 francs par diverses chambres syndicales.

Les cours de la Fédération des chauffeurs, conducteurs, mécaniciens, automobilistes sont au nombre de 39 tant à Paris qu'en province. Ils se proposent essentiellement, par l'accroissement des connaissances professionnelles, de réduire le nombre des accidents et de faciliter le placement des ouvriers. Ils comprennent l'étude des chaudières et machines à vapeur, de l'électricité industrielle, de l'automobile et de la mécanique, mais au point de vue théorique seulement; car leur matériel d'enseignement se compose exclusivement de dessins industriels et de pièces détachées de machines pour la démonstration. Les cours ont lieu tous les jours, de 9 heures à 11 heures et demie et de 2 heures à 4 heures et demie pour les chômeurs; les dimanches de 9 heures à 11 heures et demie pour les ouvriers occupés. Le nombre des élèves inscrits est de 2.500 environ et les présences à chaque cours varient de 10 à 60. Les cours de la Fédération des chauffeurs bénéficient de 2.900 francs de subventions.

Les cours de filetage, de dessin industriel et d'électricité de l'Union Corporative des ouvriers mécaniciens, les cours de dessin et de modelage de l'Union syndicale des ouvriers menuisiers, les cours de menuiserie, de moulage, de sellerie, de peinture et de coupe de l'Union syndicale

de la voiture sont également subventionnés. Les premiers réunissent de 25 à 40 auditeurs par cours et les seconds 18 environ, dont les deux tiers sont âgés de moins de 18 ans. Les derniers comprennent, outre le dessin et le tracé, des cours oraux et des cours d'application : le nombre des élèves des diverses sections atteint 407, dont 344 pour la carrosserie et 63 pour la sellerie.

Les cours des Compagnons charrons du Devoir de la ville de Paris sont fort anciens. Après avoir été pendant longtemps oraux, ils s'annexèrent en 1832 un cours de dessin. Ils comprennent des cours de menuiserie et de moulage et ont à leur disposition de nombreux modèles et un outillage élémentaire. La durée des cours est théoriquement de 3 ans et le nombre des auditeurs de 30 en moyenne, dont 28 de plus de 18 ans. Tous les ans un concours est ouvert entre les élèves de chaque classe et des prix sont décernés.

La Société des compagnons passants charpentiers du devoir n'est que la transformation d'un compagnonnage et d'une confrérie très anciens dont elle a conservé les caractères essentiels : elle n'a d'autre objet que l'instruction et le placement de ses membres et l'assistance en cas de chômage ou de maladie. Elle donne chaque semaine, dans son local, 18 heures de cours consacrés à l'étude de la coupe des charpentes et des escaliers : le nombre des auditeurs est de 40 et les dépenses sont couvertes par les cotisations des membres. Les Sociétés compagnonniques ont rendu dans le passé des services signalés, notamment en ce qui concerne l'instruction professionnelle et leurs élèves deviennent en général des ouvriers d'élite ; mais elles sont dans leur ensemble en voie de décadence marquée et il n'est pas douteux que la classe

ouvrière leur préfère d'autres modes de groupement.

Des cours fondés par les Syndicats ou groupements professionnels proprement dits, il faut rapprocher diverses institutions qui ne sont que l'émanation indirecte de ces groupements.

La Société pour l'assistance paternelle aux enfants employés dans les industries des fleurs et des plumes, dont nous avons vu les efforts pour favoriser l'apprentissage à l'atelier, se propose en outre, par l'institution de cours, de donner un enseignement théorique aux apprenties de la profession. Dans les cours qu'elle organise chaque année on enseigne le français, l'arithmétique, la botanique, la zoologie, la technologie et le dessin appliqué aux industries des fleurs et plumes. Ces cours sont sanctionnés par 4 concours trimestriels d'enseignement technique et général et par un concours annuel de dessin. Le nombre des élèves assidues est de 107 sur 227 apprenties protégées et le budget de la société pour 1904-1905 s'est élevé à 27.476 fr. 62 en recettes et 26.400 fr 70 en dépenses : sur ces chiffres, les subventions diverses atteignaient 8.200 francs.

Le patronage industriel des enfants de l'ameublement, indépendant de la Chambre syndicale de l'ébénisterie, a été fondé en 1866 par un fabricant de meubles. Tout d'abord, il ne se proposait que la protection et le placement des apprentis et ce ne fut que plus tard qu'il organisa d'abord des concours de dessin, de géométrie, de perspective et de modelage qui ont lieu le soir ; des concours manuels qui ont lieu le dimanche matin et des concours de dessin avec exposition publique des travaux primés. On veut ainsi donner aux apprentis des notions que l'atelier serait impuissant à leur donner et exciter leur émulation.

Les cours étaient fréquentés en 1904 par 139 auditeurs, dont 121 âgés de moins de 18 ans, 41 ébénistes, 25 menuisiers en sièges, 61 sculpteurs, 3 marqueteurs, 9 dessinateurs d'ameublement.

La Société d'Instruction professionnelle de carrosserie, fondée sous le patronage de la Chambre Syndicale des carrossiers, fait des cours de dessin de géométrie, de construction et de montage de voitures. Les élèves, au nombre de 179, sont divisés en 3 divisions : une pour les forgerons, les serruriers et les charrons, une pour les menuisiers et une pour les apprentis.

La société du Cercle des ouvriers maçons et tailleurs de pierre, fondée en 1867, offre aux ouvriers de la corporation, pendant leur séjour dans la capitale, des lieux de réunion, des distractions et des cours d'enseignement général, de géométrie, de métré et de comptabilité suivis par près de 450 élèves.

L'école professionnelle de menuiserie comprend trois années de cours à raison de 6 heures par semaine : les deux premières sont réservées à la géométrie, au dessin et à l'enseignement théorique de la menuiserie et pendant la troisième, consacrée au modelage, les élèves exécutent les pièces qu'ils ont étudiées théoriquement auparavant. Le nombre des élèves de ces cours est de 62.

La Société de protection des apprentis, dont nous avons vu l'heureuse intervention dans la question de l'apprentissage à l'atelier, a tourné également ses efforts du côté de l'enseignement technique et a créé le 29 novembre 1904, avec le concours de la ville de Paris, dans le XV^e arrondissement un cours modèle pour les apprentis mécaniciens précisionnistes, qui dans son dernier état comprenait deux années d'études. Ce qui faisait l'originalité particulière de

ce cours, c'est qu'il était non pas un cours du soir, auquel les apprentis harassés par une journée de travail ne peuvent donner qu'une attention distraite, mais un cours de demi-temps, qui, après accord avec les patrons intéressés, avait lieu plusieurs fois par semaine à la fin de l'après-midi et dont la durée était prélevée sur la journée normale de travail sans réduction de salaire pour les élèves. L'enseignement comprenait le dessin industriel, le calcul, la géométrie et la technologie : 25 élèves suivaient le cours de première année, dont la dépense s'élevait à 1.200 francs environ pour 8 mois de cours. Les cours de demi-temps du XV^e arrondissement, bien que tentés avec des ressources et un outillage insuffisants ont donné les plus heureux résultats : leur fréquentation est régulière, et les élèves, n'étant pas surmenés, en tirent le meilleur parti ; les professeurs ne se trouvant pas en présence d'élèves fréquemment absents et dont l'instruction présente des lacunes, peuvent suivre régulièrement leur programme. D'autre part, chaque année, un plus grand nombre de patrons donnent leur adhésion et le succès a déjà dépassé les désirs des organisateurs : à la rentrée d'octobre 1907, 100 apprentis ont demandé leur inscription ; on n'a pu en accepter que 40, ce qui a provoqué des réclamations très vives. Il eût donc été à désirer que la tentative se généralisât. Malheureusement l'initiative ne paraît guère avoir été suivie et il n'est pas à notre connaissance que la Chambre syndicale des mécaniciens, à qui la société de protection a offert l'appui de son expérience pour la création de cours analogues à celui du XV^e arrondissement ait répondu à l'appel qui lui était adressé. Quelque minimales que soient les dépenses de fonctionnement de ce premier cours de demi-temps, l'effort semble

d'ailleurs avoir dépassé les forces de la Société et celle-ci n'a pas tardé à donner des signes de lassitude et à manifester l'intention d'abandonner la tentative, si de nouveaux concours pécuniaires ne s'offraient à elle. Aussi la Ville de Paris, pour éviter la disparition d'une œuvre intéressante entre toutes, a-t-elle dû successivement reprendre les deux années de cours : la première année est municipalisée depuis le 1^{er} janvier 1908 et la deuxième depuis le 1^{er} janvier 1909 ; la dépense des deux années est inférieure à 2.000 francs (1).

La Ville de Paris ne s'est pas contentée dans ce domaine de reprendre à son compte l'essai de la société de protection. Elle a organisé de nombreux cours du soir qui se répartissent en 5 catégories : cours d'enseignement primaire, cours d'enseignement commercial, cours de dessin, cours de chant et cours techniques de travail manuel. Nous ne retiendrons que ces derniers.

Les cours techniques sont destinés aux apprentis et aux jeunes gens qui, après avoir terminé leurs études primaires, désirent compléter leur instruction en acquérant les notions scientifiques et pratiques nécessaires aux ouvriers. Le programme de ces cours comprend les matières suivantes : géométrie au point de vue des travaux d'atelier ; exécutions graphiques et épures sur panneaux ; mécanique, serrurerie, menuiserie, technologie, électricité. Les cours ont lieu tous les jours, sauf le samedi, de 8 heures 1/2 à 10 heures du soir ; les travaux d'atelier le dimanche matin de 8 heures à 11 heures. Ces cours

(1) *Bulletin de la Société de protection des apprentis*, 1905, p. 450 ; 1907, p. 38 et 244. Rapport de M. Roger Lambelin au Conseil Municipal de Paris (imprimé n° 161 de 1907) et délibération du Conseil Municipal de Paris du 30 décembre 1908 (*Bulletin municipal officiel*, 27 janvier 1909).

n'ont pas pour but la tâche impossible de former des praticiens en quelques heures de travaux manuels par semaine. Pour remédier aux défauts de l'apprentissage à l'atelier, ils se proposent seulement de mettre les jeunes gens à même de profiter de l'expérience des ouvriers au milieu desquels ils vivent journellement. L'atelier n'est donc pas outillé en vue de la production, mais en vue de « donner aux élèves des conseils, des indications de montage, d'usinage, de leur montrer des tours de main, de leur faire comprendre ce que l'on n'a pas le temps de leur expliquer à l'atelier, de les mettre à même de se perfectionner s'ils le veulent, sans dépendre exclusivement de la bonne volonté d'autrui » (1).

Les cours techniques sont actuellement au nombre de 12 et sont fréquentés par 1.000 élèves environ : dans ceux qui possèdent un outillage suffisant pour orienter nettement leur enseignement vers les applications industrielles, l'insuffisance des locaux oblige à repousser de nombreuses demandes d'inscription. Le tableau suivant indique à la fois la progression rapide de ces cours depuis 1893, année de leur création et l'insuffisance de leur nombre :

(1) Rapport de la Commission de surveillance du travail manuel, 9 novembre 1907. Rapport de M. Roger Lambelin au Conseil Municipal de Paris (n° 161 de 1907, 26 décembre 1907).

ANNÉES	NOMBRE de cours.	NOMBRE des inscrits.	FRÉQUENTATION	NOMBRE des expectants.
1895-	7	»	»	»
1896-1897	8	368	199	»
1897-1898	8	479	304	»
1898-1899	9	550	328	»
1899-1900	10	513	300	»
1900-1901	11	1.015	743	»
1901-1902	12	»	852	»
1902-1903	12	1.190	921	»
1903-1904	12	1.146	1.078	»
1904-1905	12	1.300	1.005	295
1905-1906	12	1.280	969	311
1906-1907	12	1.490	1.230	260
1907-1908	12	1.390	1.010	380

La dépense des cours techniques a été prévue au budget de la Ville de Paris pour 1909 pour une somme totale de 49.505 francs.

A côté de ces cours, la Ville de Paris a depuis peu, mettant à profit les ressources en outillage dont elle dispose dans ses écoles professionnelles, organisé dans ces établissements d'octobre à mai des cours du soir pour les professions auxquelles préparent chacun d'eux :

Modelage, géométrie, dessin technique et d'art, aquarelle et technologie du mobilier à l'école Boule ;

Dessin à vue et linéaire, perspective, modelage, anatomie, histoire de l'art et composition décorative à l'Ecole Bernard Palissy ;

Dessin à vue, anatomie comparée, modelage et montage, composition décorative, perspective, géométrie et dessin linéaire, ameublement, aquarelle, broderie, piquage à la machine et ponçage à l'Ecole Germain Pilon ;

Typographie, lithographie, stéréotypie, galvanoplastie, reliure à l'Ecole Estienne, etc...

Le programme des cours professés dans cette dernière école est si complet et conçu dans un esprit si pratique que nous croyons devoir le reproduire ci-dessous (1).

COMPOSITION TYPOGRAPHIQUE :

Mercredi et vendredi

Etude à la casse sur la composition, la correction, la distribution. Poésie. Algèbre. Tableaux. Mise en pages. Imposition. Titres et travaux de ville.

STÉRÉOTYPIE-GALVANOPLASTIE

Mardi et jeudi

Stéréotypie. — Reproduction des textes et vignettes. Empreintes au papier et au plâtre. Fonte et terminaison des clichés sur bois et matière. Retouche et correction. Clichage en caoutchouc et celluloïd.

Galvanoplastie. — Empreintes à la cire et à la gutta des textes, gravures, similigravures, bas reliefs, médailles, etc. Moulage par dépôt direct.

Reproduction de planches en taille-douce. Aciérage. Nickelage. Théorie et pratique des piles, machine dynamo et accumulateurs.

(1) *Bulletin municipal officiel*, 1^{er} octobre 1908.

RELIURE

Mercredi et Vendredi

Etude des divers formats. Pliure, batture, laminage. Mise en presse après batture. Brochure, couture sur ficelles, sur rubans, sur nerfs. Corps d'ouvrage, rognure, couverture, finissure, dorure sur cuir, dorure sur tranches.

IMPRESSION TYPOGRAPHIQUE

Mardi et Jeudi

1^{er} Degré. — Démonstration de la presse à bras, habilage, les encres, les rouleaux, leur entretien, calage des formes, emploi des pointures, registre, repérage, mise en train sur cliché, sur mobile, connaissance des formats de papier.

2^e Degré. — Démonstration des machines à pédales (5 systèmes), mise en train, découpage des gravures, gaufrage, essais de tirages, en trichromie, étude des machines en blanc et à retiration.

IMPRESSION LITHOGRAPHIQUE

Mardi et Jeudi

1^{er} Degré. — Grainage et ponçage des pierres pour toutes les catégories : plume, crayon, gravure, étude et mise en train de la presse à bras, impression de plume en noir, en couleurs.

2^e Degré. — Décalque d'autographes, encrage et tirage sur pierre et sur zinc, tirage de dessins, plume et crayon, sur pierre, noir et couleurs, étude de repérage à l'aiguille, essai de la gravure sur pierre.

3° *Degré.* — Essai de chromos, repérage au cadre, reports de plume et crayon, de gravure sur pierre, de cuivre, réductions au caoutchouc.

Les élèves sont appelés à exécuter eux-mêmes, dans les ateliers de l'école, toutes les opérations mentionnées dans ce programme.

L'Etat ne possède qu'un seul établissement où l'enseignement technique soit offert aux apprentis et ouvriers employés dans les ateliers industriels. C'est le Conservatoire des Arts et Métiers, qui, à l'origine n'eut même pas d'autre destination: « Les arts et métiers s'apprennent dans les ateliers, disait l'abbé Grégoire à la Convention. Ce n'est pas au Conservatoire qu'on enseignera la partie chimique, mais on y apprendra, sous des maîtres habiles, la partie mécanique, la construction des machines et des outils perfectionnés, leur jeu, leur distribution, la combinaison des mouvements et l'emploi des forces ». (1).

Le Conservatoire des Arts et Métiers, à dire vrai, a, comme bien d'autres établissements d'enseignement, dévié du but qui lui était assigné par ses fondateurs et il s'est élevé jusqu'aux plus hauts degrés de la hiérarchie universitaire. C'est actuellement un véritable établissement d'enseignement supérieur, une sorte d'Institut national de l'industrie dont les auditeurs sont bien plutôt des ingénieurs, des professeurs, des chefs d'atelier, des personnes possédant déjà une forte culture et désireux de l'accroître, ou simplement des amateurs, que des ouvriers soucieux d'augmenter leur valeur professionnelle, mais non de s'élever au-dessus de leur condition sociale.

(1) Rapport du 10 novembre 1794 à la Convention nationale.

Les 22 cours du Conservatoire sont publics, gratuits et ouverts à tous sans aucune formalité ; ils ont lieu le soir à partir de 7 heures trois quarts. Parmi ceux qui se rattachent directement à l'industrie, citons les cours de géométrie, de mécanique, de physique appliqués aux arts, de géométrie descriptive, de constructions civiles, de chimie générale dans ses rapports avec l'industrie, de chimie industrielle, de métallurgie et travail des métaux, de chimie appliquée aux industries de la teinture, de la céramique et de la verrerie, de filature et de tissage, d'électricité industrielle et d'art appliqué aux métiers. Certains de ces cours autrefois se prolongeaient pendant de longues années au point de décourager la persévérance des auditeurs les mieux trempés : ils perdaient ainsi tout caractère d'enseignement pratique accessible aux ouvriers ; mais il a été décidé récemment que l'exposé des programmes serait limité à 3 années au maximum. L'enseignement est complété par des conférences du dimanche, qui, de janvier à fin avril, sont fort suivies. En outre, 8 laboratoires sont annexés aux chaires scientifiques et industrielles ; mais il est regrettable que ces laboratoires ne soient que des instruments de hautes recherches et que leur organisation ne permette pas d'y recevoir tous ceux des auditeurs assidus désireux de s'y familiariser avec les difficultés pratiques de leur métier.

A la fin de chaque année scolaire des prix en argent, des médailles et des lettres de félicitations sont accordés aux auditeurs les plus assidus et méritants ; après examen, il peut être, en outre, attribué des certificats annuels et aux titulaires d'un certain nombre de ceux-ci des diplômes d'études. En 1906-1907, les cours ont eu lieu pendant 126 soirées avec en moyenne 536 auditeurs présents, soit

70.056 pour la durée des cours ; 84 récompenses ont été attribuées. Parmi les 77 auditeurs qui ont obtenu des certificats annuels, 25 avaient de 15 à 20 ans, 24 de 21 à 24, 13 de 26 à 30, 10 de 31 à 35, 1 de 41 à 45, 4 de 46 à 50.

La province, en ce qui concerne du moins les centres urbains et les régions industrielles, n'est pas restée en arrière de Paris, sous le rapport de l'enseignement technique. Il ne nous est pas possible, même en nous bornant à une sèche énumération, de citer toutes les œuvres intéressantes qui y ont été fondées par les Municipalités, les Sociétés, les Syndicats, etc., et dont le nombre ne cesse de s'y accroître.

Nous nous bornerons à mentionner les principales.

Les cours municipaux de filature du coton et du lin et de tissage, fonctionnant à Lille sous le patronage de la Société Industrielle du nord de la France, datent de 1876 : ils se proposent, en augmentant les connaissances théoriques et pratiques d'une élite d'ouvriers laborieux, de leur permettre de s'élever à des emplois de contre-maîtres et de chefs de fabrication. Les cours ont lieu le soir pendant les jours de travail et le dimanche matin. Le nombre des élèves dépasse 150.

L'institut technique roubaisien et l'Ecole industrielle de Tourcoing, à côté de cours du jour qui tendent à former des patrons et des agents principaux, ont organisé des cours du soir pour les jeunes ouvriers et employés qui désirent perfectionner leurs connaissances théoriques et pratiques et cet enseignement complémentaire du soir a pris un développement considérable : tandis que 60 élèves dans la première année et 11 dans la deuxième suivent les cours du jour, 200 élèves dans chaque établis-

sement se pressent aux cours du soir. Chacun est divisé en plusieurs sections : sections de filature, de tissage, de teinture, de mécanique et d'électricité, de commerce des tissus à Roubaix ; sections de filature, de tissage, de service mécanique et de commerce à Tourcoing. Un outillage important et des collections complètes sont mis à la disposition des élèves. A Tourcoing, chaque cours du soir comprend, suivant son importance, une, 2 ou 3 années d'étude, et une, 2 ou 3 leçons par semaine.

La Municipalité de Sedan a fondé un cours de dessin, qui dure 2 ans, possède un musée de mécanique très complet et dont les élèves sont divisés en 3 sections, suivant qu'ils se préparent aux industries du bois, du fer ou de la pierre, et une école de tissage dont l'enseignement, d'une durée de 3 ans, est à la fois théorique et pratique. Cette dernière école possède un outillage à main très complet et consacre 8 heures par semaine au travail manuel : le nombre des élèves par cours est de près de 50. L'enseignement du cours du dessin a une orientation nettement professionnelle : aucun travail manuel n'est exécuté ; mais souvent les professeurs obtiennent de leurs élèves qu'ils exécutent dans leurs ateliers respectifs les travaux qui ont fait l'objet d'explications et qu'ils les leur soumettent à la séance suivante.

La Société industrielle d'Amiens fondée le 15 décembre 1861 sous le modèle de la Société Industrielle de Mulhouse fait des cours de teinture, de mécanique appliquée, de levé de plans de machines, d'électricité industrielle, de tissage, de dessin, mise en carte et de décomposition et de coupe de velours, dont la durée est de 3 ans. Certains de ces cours consacrent quelques heures au travail manuel : 4 heures pour les teinturiers, 5 heures et demie

pour les tisseurs et 4 heures pour les coupeurs de velours. Le nombre des élèves est très considérable, il atteint près de 1.000 et grâce aux mesures prises la moyenne des présences est de 70 à 75 0/0. Dans certains cours, pour assurer l'assiduité, la Société fait verser à chaque élève une somme de 20 francs, qui lui est remboursée à raison d'une fraction déterminée par cours auquel assiste l'élève.

La Société industrielle de Saint-Quentin et de l'Aisne a des cours de mécanique et d'électricité, de machine à vapeur, de chauffage, de sucrerie et de dessin qui durent de 2 à 3 ans et ont lieu le soir ou le dimanche matin. Le nombre des auditeurs de ses cours, tant industriels que commerciaux, dépasse 1.000.

La Société Industrielle de Reims possède des cours d'électricité industrielle, de chauffage et conduite de machines et de fabrication des tissus, dont chacun est fréquenté par 45 à 50 élèves, tous âgés de plus de 18 ans. Ces cours, dont la durée est de 6 à 9 heures par semaine ne comprennent pas de travaux manuels, sauf le dernier, où 3 heures sont consacrées à l'enseignement pratique.

A Troyes, la Municipalité a fondé une école de menuiserie, charpente, coupe de pierre et mécanique, dont les cours durent 3 ans, sauf pour les tailleurs de pierre et comprennent 8 heures de travail manuel. Le nombre des élèves est de 49, dont 26 de plus de 18 ans. Le total de la dépense annuelle, à la charge de la Ville de Troyes, ne dépasse pas 4000 francs.

La Société Industrielle d'Elbeuf a organisé dans cette ville des cours de dessin, de géométrie appliquée, de chimie et de physique industrielles, de tissage, échantillonnage et montage et de rentrayage, dont la durée varie de 1 à 2

ans : le cours de tissage comprend 4 heures de travaux manuels et est suivi par 22 élèves. Le nombre total des auditeurs des cours industriels est d'environ 200.

A l'école des apprentis de la Société Industrielle de Nantes, les cours ont lieu chaque matin pendant 2 heures : les élèves s'y rendent avant leur travail à l'atelier. L'enseignement est simplement théorique (enseignement général et dessin). Les élèves sont au nombre d'une centaine, dont 70 appartiennent à l'industrie du fer.

Les apprentis du réseau des chemins de fer de l'Etat à Saintes, Tours et Orléans sont astreints à suivre les cours d'enseignement général et de dessin industriel organisés par les municipalités de ces villes et qui ont lieu le soir. Les heures de cours sont payées aux apprentis comme s'ils les avaient passées à l'atelier et le lendemain des jours de cours, le travail commence 2 heures plus tard. Les notes obtenues à ces cours sont en outre prises en considération pour la fixation des salaires.

Les concours institués par le Conseil des prud'hommes ayant révélé l'ignorance théorique des apprentis, il s'est constitué à Montluçon une société d'enseignement théorique professionnel comprenant 3 cours réguliers de 3 leçons chacun : comptabilité et commerce, technologie, mécanique et électricité. Ces cours sont suivis par 130 apprentis.

A St-Etienne, le Conseil Municipal a créé un certain nombre de cours professionnels, dont le plus grand nombre a lieu à la Bourse du Travail. Les cours de la Bourse du Travail sont des cours de coupe et essayage, de filetage, de mise en carte, de trait, de géométrie et de dessin, d'arithmétique et de géométrie, de repassage et de carrosserie ; ils durent de 2 à 3 heures et réunissent de 14 à 80 auditeurs.

Le matériel d'enseignement ne comprend qu'un tour à fileter, une forge, quelques étaux et modèles. En outre, un cours théorique et pratique de chauffage de 2 ans a lieu à l'école pratique d'industrie et réunit 70 élèves de plus de 18 ans.

Des cours professionnels ont également été institués par les Bourses du Travail de Roanne et de Clermont-Ferrand, et sont suivis par de nombreux élèves.

A Lyon, l'enseignement professionnel est presque complètement monopolisé par la Société d'Enseignement professionnel du Rhône. Des cours créés par la Bourse du Travail et des Syndicats indépendants n'ont eu aucun succès ou ont été absorbés. La Société a organisé sur tous les points de la ville et de sa banlieue 146 cours, qui lui coûtent annuellement plus de 85.000 francs et sont suivis effectivement par 5.000 élèves. Parmi ces cours, 80 sont industriels et ont groupé, pendant l'année scolaire 1904-1905, 3.226 élèves, dont 1.314 pour les 32 cours de couture, coupe et confection. — Chaque cours comprend deux ou trois leçons par semaine et dure en général d'octobre à avril. Il ne peut être fait qu'à la demande de 20 élèves au moins et quand le nombre des présences tombe au-dessous de 20 il peut être suspendu. La Société n'admet d'exception que pour quelques cours professionnels d'une importance spéciale et dont il est nécessaire de faire pénétrer peu à peu l'utilité dans l'esprit des intéressés. Nous avons indiqué plus haut dans quel esprit étaient orientés les cours de la Société d'enseignement professionnel. La plus grande latitude est laissée aux professeurs pour la fixation du programme et le choix des méthodes et les programmes varient suivant le quartier et les professions des élèves. Une rétribution de 3 à 6 francs, dont sont dis-

pensés les élèves pauvres et qui fournit une recette de 30.000 francs est exigée des auditeurs et la Société la considère comme absolument nécessaire à la bonne fréquentation des cours. En fait ceux-ci sont assidument suivis et au 1^{er} janvier 1905, trois mois après l'ouverture, 4.941 élèves y assistaient encore. En outre, les inspecteurs du Ministère du Commerce reconnaissent que les élèves retirent un réel profit de l'enseignement qui leur est donné et se déclarent surpris des résultats obtenus (1).

A côté de ces cours, mais bien loin derrière eux pour l'importance et l'organisation, Lyon compte un certain nombre de cours destinés aux apprentis et ouvriers employés dans les ateliers; cours de coupe, de dessin et de peinture de la Bourse du Travail suivis par 200 élèves environ; cours de typographie, lithographie et reliure organisés par l'Union des Chambres Syndicales du papier et qui comprennent de 60 à 80 élèves; cours de la Fédération lyonnaise des chauffeurs-conducteurs-mécaniciens-électriciens; cours municipaux de dessin industriel suivis par 110 élèves, etc. — La chambre Syndicale des fabricants et commissionnaires bijoutiers, horlogers et orfèvres a également créé des cours professionnels qui méritent une mention spéciale en ce sens que ce sont des cours de demi-temps et que l'on a essayé de leur donner un caractère semi-obligatoire. Ces cours ont lieu pendant la journée de travail : les apprentis des adhérents de la Chambre syndicale sont tenus de les suivre et leurs patrons s'obligent à veiller à leur assiduité. En juin 1904, à la fin de l'année scolaire, le nombre des élèves présents au

(1) Sur la Société d'Enseignement professionnel du Rhône, voir l'intéressante *Notice sur l'organisation et le fonctionnement de la Société*, publiée à Lyon en 1882.

cours atteignait encore 70, chiffre de très peu inférieur à celui des inscriptions reçues au commencement de l'année (1).

A Grenoble, la Société de patronage des apprentis a organisé des cours de dessin industriel, de grammaire, de modelage, de sculpture architecturale fréquentés par plus de 200 élèves. Par une innovation intéressante, elle s'efforce de faire de ces cours des cours de demi-temps et dans les contrats qu'elle passe avec les patrons pour le placement de ses pupilles en apprentissage, elle insère une disposition obligeant le patron à donner à l'apprenti une heure et demie par jour (de 6 heures et demie à 8 heures du soir pour les garçons, de 11 heures à midi un quart pour les filles) pour assister à ses cours (2).

La Ville de Vienne possède un cours de tissage théorique d'une durée de 2 ans : 6 métiers Jacquard et un appareil de démonstration sont mis à la disposition des 33 élèves, dont 10 seulement sont âgés de moins de 18 ans.

L'institution Carriat, fondée à Bourg sur le produit d'un legs, comprend, outre des cours complémentaires de garçons et des cours pour les élèves des classes supérieures des écoles de filles, des cours libres pour apprentis, employés et ouvriers. Parmi ceux-ci une mention spéciale doit être faite pour les cours de dessin industriel et modelage (10 heures par semaine), menuiserie, ébénisterie (4 heures), tour (4 heures), ajustage et forge (6 heures) dessin au trait (2 heures), qui réunissent près de 250 élèves et disposent d'un outillage important.

(1) Rapport cité de M. Cohendy, p. 82.

(2) Conseil supérieur du Travail, *loc. cit.*, p. 159.

A Nîmes fonctionnent des cours supérieurs d'adultes faits à l'école pratique de commerce et d'industrie par les professeurs de cet établissement (mathématique, géométrie, mécanique, électricité, technologie, sculpture sur bois et sur pierre, etc.). Les cours de menuiserie, coupe de pierre, métallurgie, carrosserie, etc., à la Bourse du Travail, et des cours théoriques et pratiques de tissage et de dessin industriel à l'École municipale de Fabrique. Les cours de cette dernière école n'ont pas de limite de durée et certains élèves les suivent pendant 6 ans : ils ont lieu tous les jours, sauf le jeudi et le dimanche, de 1 heure à 2 heures et demie ; de nombreux métiers et machines sont à la disposition des élèves dont le nombre varie de 25 à 30.

A Bordeaux, la Société philomathique a créé de nombreux cours de mécanique, dessin, modelage, sculpture, ébénisterie, coupe de pierres et de bois, électricité, cordonnerie, etc., suivis par plusieurs centaines d'élèves. Les apprentis et les adultes sont reçus dans des divisions distinctes. Les applications pratiques sont l'objet d'une attention particulière et sont facilitées par l'existence d'un outillage important et d'ateliers d'apprentissage créés par la Société.

Le Conseil Municipal de Lavelanet (Ariège) a fondé un cours théorique et pratique de fabrication drapière, dont la durée est d'un an à raison de 3 heures et demie par semaine : l'enseignement y est particulièrement bien compris et a attiré, dans une localité de minime importance, 23 élèves qui suivent régulièrement les cours.

A Marseille, la Bourse du Travail groupe un ensemble de cours de perfectionnement des plus complets. Ces cours se divisent en cours généraux (électricité indus-

truelle, dessin industriel, mathématiques, etc.) destinés aux apprentis et ouvriers de toutes les corporations et cours spéciaux organisés par les divers syndicats adhérents et appropriés aux besoins de chacun d'eux. Les cours spéciaux comprennent la carrosserie, la chauffe et la conduite des appareils à vapeur, la cordonnerie, la coupe, le filetage et la mécanique, la forge, la lithographie, la serrurerie et la ferronnerie, la stéréotomie, la menuiserie, etc. Ils sont plus ou moins régulièrement professés suivant les ressources de chaque Syndicat. Le nombre des inscriptions varie pour l'ensemble des cours de 800 à 1.200 et pour chacun d'eux de 15 à 100.

Ajoutons pour compléter cette rapide énumération des cours techniques industriels en France, qu'à l'instigation du Ministère de la Guerre, il s'est créé un certain nombre de cours de ce genre réservés aux soldats et dont le nombre s'accroît chaque année. Dans la garnison de Rennes qu'on cite comme modèle du genre, les cours fonctionnent à la caserne même trois fois par semaine; ils comprennent des cours de mécanique, de croquis, de technologie et de tour suivis par 54 ouvriers du fer et des cours de tracé de menuiserie suivis par 52 auditeurs (1). Une circulaire du Ministre de la Guerre, en date du 22 juillet 1906, a appelé l'attention des chefs de corps d'armée sur l'intérêt qu'il y aurait à organiser dans les casernes un enseignement de ce genre et le Ministre du Commerce, par circulaire du 25 septembre 1906, a invité les fonctionnaires de l'enseignement commercial et industriel à prêter à cet effet leur concours aux chefs de corps (2).

(1) Rapport cité de M. Édouard Petit.

(2) *Bulletin de l'Enseignement technique*, année 1906.

De l'examen que nous venons de faire ressortent trois faits essentiels : c'est qu'en premier lieu l'État, en France, si l'on met à part le Conservatoire des Arts et Métiers, n'a fait aucune tentative pour assurer directement l'enseignement technique des apprentis et ouvriers occupés pendant le jour dans les ateliers industriels ou pour le faire bénéficier d'une législation de faveur : il s'est borné à accorder aux institutions fondées par d'autres initiatives des subventions relativement faibles (1). En second lieu, il n'a pris aucune mesure pour rendre cet enseignement obligatoire pour les apprentis et jeunes ouvriers et associer à cette obligation les patrons, et enfin, les cours industriels en France, pris dans leur ensemble, n'ont eu qu'un médiocre succès.

Il n'en a pas été de même à l'étranger, au moins dans les grands pays industriels. Dans certains, comme en Angleterre, d'abondantes ressources ont été mises par l'Etat à la disposition des autorités chargées d'assurer l'enseignement technique et les résultats de l'action entre-

(1) Les crédits mis à la disposition du Ministre du Commerce pour encouragements à l'enseignement industriel, ne se sont élevés au budget de 1908 qu'à 248.900 francs (encore ce chiffre comprend-il non seulement les encouragements donnés aux cours, mais aussi ceux que reçoivent les écoles privées étudiées dans notre chapitre III et la souscription du Ministère au *Bulletin de l'Enseignement technique*) ; les encouragements à l'enseignement commercial atteignent (sous les mêmes réserves) le chiffre de 166.000 francs (chap. 19, art. 2 ; chap. 20, art. 2. — Budget du Ministère du Commerce, rapport de M. Bourelly à la Chambre des Députés, p. 168 et 170.) Le Ministère de l'Instruction publique a, en outre, consacré en 1907-1908, une somme de 700.000 francs à l'enseignement populaire (rapport de M. Petit) ; mais la plupart des œuvres qu'il subventionne n'ont, nous l'avons vu, aucun rapport avec l'enseignement professionnel. Aussi peut-on affirmer que les subventions de l'Etat aux cours industriels ne dépassent guère 250.000 francs, les cours commerciaux de leur côté recevant moins de 200.000 francs.

prise grâce à ces ressources ont été féconds ; dans d'autres, — c'est le cas de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie et de certains cantons suisses — la loi a, sous certaines conditions, rendu obligatoires les cours de perfectionnement et ceux-ci ont, grâce à cette législation, pris un développement extraordinaire ; aux Etats-Unis, enfin, les initiatives privées ont, dans un régime d'absolue liberté et grâce à la force de volonté et de travail d'une classe ouvrière admirablement douée, largement suppléé à l'inertie des pouvoirs publics et l'essor des cours organisés ne le cède en rien au développement pris par ces institutions dans les pays que nous venons d'énumérer. Ce sont ces mesures et ces efforts si divers qu'il nous reste à étudier.

L'Angleterre

L'Angleterre, avons-nous dit, estimant que l'ouvrier ne peut se former en dehors de l'atelier, ne possède pas, sauf quelques exceptions, de véritable école professionnelle du degré primaire. Mais, en revanche, pour donner à ses ouvriers les connaissances techniques théoriques qu'ils ne sauraient trouver dans l'usine moderne, de très nombreux cours de perfectionnement, ayant lieu le soir, ont été créés sur tous les points de l'Angleterre. Depuis les *technical instruction acts* de 1889 et 1891, il en a été créé un millier. Ces créations sont dues, soit à l'initiative des autorités locales, soit le plus souvent à celle d'associations privées que les autorités locales se bornent à subventionner. Aussi, malgré les efforts du *Board of Education* (Département de l'Education), qui, en 1893, a institué un code de règlements pour les cours complémentaires du

soir (*evening continuation schools*), ces créations ne répondent-elles pas à un plan d'ensemble et présentent-elles les types les plus divers. On peut cependant les ramener à 3 types principaux : les *evening continuation schools*, où l'on enseigne le dessin, l'agriculture, l'horticulture, la navigation, la tenue des Livres, la sténographie, les sciences, la mécanique, l'électricité, et pour les femmes la cuisine, le travail à l'aiguille, la laiterie, le blanchissage, etc. ; en 1902, ces cours comptaient 75.000 élèves et recevaient du Département de l'Éducation une subvention de 92.000 livres ; les cours du soir des *technical colleges* dont les cours du jour forment l'enseignement supérieur technique ; ces cours, suivis en 1901 par 5.200 auditeurs en ont réuni en 1902, 6.730, et depuis le nombre de leurs élèves s'est accru dans des proportions inespérées ; — enfin les cours du soir des instituts polytechniques, sortes de grands bazars universitaires, plus complexes encore que le *Pratt Institute* de Brooklyn et où les enseignements les plus variés et les services les plus divers sont offerts à la clientèle : cours professionnels, cours préparatoires aux emplois administratifs ou aux examens universitaires, enseignement général, sciences, musique, déclamation, enseignement ménager pour dames, etc., constituent la partie scolaire ; mais les instituts polytechniques, en dehors de leur rôle éducatif, mettent à la disposition de leurs membres associés des lieux de réunion pour sociétés, des bibliothèques, des gymnases, des terrains de jeu, des bassins de natation, des salles de consommation et parfois même des villas au bord de la mer.

A quelque catégorie qu'appartiennent les institutions où se donne l'enseignement technique, celles-ci doivent, si elles veulent obtenir l'appui financier des pouvoirs publics

se garder soigneusement de donner à leur enseignement un caractère professionnel proprement dit : « L'enseignement technique, dit le *Technical instruction act* du 30 avril 1889 est l'enseignement des principes scientifiques et artistiques, applicables aux industries, et de l'application des branches spéciales de la science et des arts à des industries et à des occupations déterminées. Il ne comprend pas l'enseignement de la pratique d'un métier, d'une industrie ou d'une occupation. » (*It shall not include teaching the practice of any trade or industry or employment*). C'est le département de Science et Art qui décide si tel établissement doit être considéré comme établissement d'enseignement technique ou si ce caractère doit lui être refusé. C'est également lui qui répartit les sommes votées par le Parlement en faveur de l'Enseignement scientifique, artistique et technique et notamment des musées industriels : ces sommes s'élèvent à environ 20 millions de francs par an. Quant à l'*Education department*, il répartit annuellement plusieurs millions de francs. Si l'on se reporte aux statistiques publiées par ce département, on constate que les subventions allouées par l'État aux écoles du soir placées sous l'inspection du gouvernement en Angleterre et dans le pays de Galles qui n'atteignaient que 7.170.919 francs en 1902-1903 pour 5.624 écoles, sont passées en 1904-1905 à 8.067.164 francs pour 5.706 écoles. Quant au nombre des élèves, il est passé pendant la même période de 657.594, dont 505.455 payants à 718.562, dont 549.086 payants. (1)

Pour faire face aux dépenses qu'exige l'enseignement

(1) *Continuation schools in England and elsewhere*, by M. E. Sadler, Manchester, 1907.

technique, les autorités locales ont le droit, en vertu de l'acte de 1889 de percevoir un impôt local spécial inférieur à 0 fr. 40 par 100 francs. En outre, la loi de 1889 (*local taxation act ; custom and accises*) a mis à leur disposition un impôt de douane et de régie dont le revenu atteint 20 millions de francs : en 1898, sur 61 bourgs de comté, 42 consacraient le produit intégral de cet impôt à l'enseignement technique.

Sous l'empire de cette législation, dans toute la Grande-Bretagne, conseils de comtés (*county conseils*) et conseil de bourgs (*Bourough conseils*) constituèrent des comités d'instruction technique et créèrent soit des écoles techniques appartenant surtout au degré secondaire, soit des cours du soir. En 1898, les dépenses de construction, d'aménagement, d'installation ou d'extension d'écoles avaient atteint pour 42 bourgs de comté 1.173.496 livres sterling et pour 30 comtés 786.715 livres. Le budget du bureau technique de l'Éducation de Londres a atteint en 1898-1899, 196.650 livres. Les subventions du Conseil de Comté de Londres aux cours du soir ne sont accordées qu'aux établissements inspectés, dont le nombre d'élèves dans les classes ne dépasse pas 15 et qui, pour certains métiers (menuiserie, plomberie, etc.) réservent l'entrée de leurs ateliers aux étudiants pratiquant effectivement le métier. Il faut en outre que le prix d'écologie (y compris les travaux pratiques) ne dépasse pas 10 shellings (12 fr.50). En outre le Conseil de Comté consacre annuellement 40.000 livres sterling à des bourses accordées à des jeunes gens et qui peuvent permettre à leurs titulaires de s'élever graduellement de l'école primaire au collège technique. Les bourses d'enseignement professionnel du soir dont le montant est de 125 francs, sont au nombre de 120 ; elles sont

accordées au concours à des candidats âgés de 14 à 28 ans et dont les gains de même que ceux de leurs parents, ne dépassent pas un taux déterminé. Ces bourses peuvent être renouvelées plusieurs fois ; la moitié est réservée aux apprentis et ouvriers des professions manuelles.

Une fédération constituée par les principales corporations de métiers de Londres, la *City and Guilds of London Institute for the advancement of technical education*, a pris, grâce aux énormes ressources dont elle dispose, une influence prépondérante sur l'enseignement technique dans la capitale de l'Angleterre et est devenue une administration presque officielle. Elle distribue des subventions, établit des programmes que les institutions privées sont obligées de suivre pour recevoir des subsides ; inspecte ces institutions, organise des examens théoriques et pratiques et distribue des diplômes ; elle a aussi fondé plusieurs écoles techniques. Les subsides sont accordés d'après le nombre d'élèves exerçant réellement la profession déclarée et qui ont subi avec succès l'examen. Le budget de l'Institut a atteint, en 1899, 33.720 livres (843.000 francs), dont 12.229 pour *Central technical college*, analogue à notre école centrale des arts et manufactures, mais auquel sont annexés une véritable école d'apprentissage de sculpture sur bois et des cours du soir suivis par des ouvriers et apprentis déjà engagés dans la profession.

Mais l'enseignement technique du bois à Londres est surtout donné par les *Polytechnic Institutes*, au nombre d'une vingtaine et qui réunissent 33.000 élèves. Le plus ancien et le plus célèbre est celui de *Regent Street* dont l'enseignement est presque exclusivement constitué par des cours du soir : parmi ceux-ci se trouvent des cours industriels et professionnels, théoriques et pratiques,

pour charpentiers, menuisiers, mécaniciens, plombiers, plâtriers, maçons, carrossiers, cordonniers, tapissiers, imprimeurs, lithographes, orfèvres, tailleurs, etc. ; des ateliers bien outillés sont mis à la disposition des élèves de certaines professions (charpentiers, mécaniciens, tapissiers, etc). Au *People's Palace*, l'enseignement du soir est également théorique et pratique ; il comprend la mécanique, la construction, l'électricité, pour lesquelles l'outillage est particulièrement complet ; la chimie, la plomberie, la peinture en lettres (le seul cours de cette nature qui existe à Londres), etc. ;

Le *technical Institute* de Coventry a été créé par l'autorité municipale. — Les cours ont lieu exclusivement le soir et comprennent notamment la plomberie, la menuiserie et charpente, la mécanique, la typographie, l'horlogerie et l'industrie textile. Ces deux dernières branches sont l'objet de soins exceptionnels. Les horlogers y reçoivent en 30 semaines l'enseignement complet, théorique et pratique, de la construction de la montre : l'outillage, comme dans la section textile, il est extrêmement perfectionné. Un droit spécial d'écologie y est exigé pour chaque classe. Les élèves diplômés sont accueillis avec faveur dans toutes les fabriques d'horlogerie de la région. La section des textiles (*textile school*), dont le cours dure 2 ans, exige également un droit d'écologie et son enseignement est principalement orienté du côté du tissage de la soie : l'école possède un moteur électrique et une collection complète de tissus anciens et modernes. Ceux des élèves du *Technical Institute* qui subissent avec succès les examens du *City and Guilds of London Institute*, reçoivent des récompenses particulières et qui varient de 1 à 3 livres sterling.

En Ecosse, l'enseignement technique du soir remonte à

une date très éloignée et a pris un grand développement : la fondation de *Heriot-Watt College* d'Edimbourg, alors dénommé école des arts, date de 1821 et celle de l'Institut de Mécanique de Glasgow (*Mechanics Institute*), qui devait devenir le collège technique, de 1824.

Actuellement les plus importantes des écoles du soir sont en Ecosse :

1°. Le collège Hériot-Watt à Edimbourg, qui possède également des classes de jour où le niveau de l'enseignement est très élevé ;

2°. Le collège technique de Glasgow et de l'Ouest de l'Ecosse ;

3°. L'Institut technique de Dundee ;

4°. Le Collège Gardon à Aberdeen ;

5°. L'Ecole technique et le Collège minier de Coat-bridge ;

6° L'Ecole technique de Paisley ;

7° Le Collège de Science de Leith.

Les cours du soir du *Hériot Watt College*, qui est le modèle du genre, ont lieu de 6 h. 30 à 9 h. 30, et durent généralement 1 heure. La branche industrielle comprend 84 cours spéciaux, dont les uns sont théoriques et les autres théoriques et pratiques à la fois : ceux-ci s'adressent à des ouvriers travaillant le jour dans les ateliers, mécaniciens, plombiers, ébénistes, horlogers. Les ateliers possèdent une collection très complète d'appareils et de machines-outils ; la force motrice est fournie par des machines à vapeur et à gaz. Le nombre des élèves des classes du soir a atteint en 1898-1899, 3.865, dont 3.275 hommes et 590 femmes, répartis presque également entre les cours industriels et commerciaux.

Le fonctionnement du *Gordon College* est analogue ; mais il ne possède que des cours du soir qui réunissent 1.296 élèves.

Le collège technique de Glasgow comprend des classes de jour, où se donne un véritable enseignement supérieur et des cours du soir comportant des classes de métier (plombiers, boulangers, etc.) pour lesquelles aucun examen n'est requis : en 1906, le nombre des élèves des cours du soir a atteint 3.812.

L'Institut technique de Dundee est surtout une école de tissage plus spécialement consacrée au tissage du jute mais il comprend aussi une école de dessin sur étoffes et des classes de mécanique. Tous les cours ont lieu le soir et sont suivis par de jeunes apprentis : le nombre des élèves en 1905-1906 a atteint 10.095.

Dans le pays de Galles, les principales écoles techniques sont celles de Cardiff, de Swansea et de Newport. Le Conseil de Comté de Glamorgan a pris une initiative qui mérite d'être signalée : il a organisé un corps de conférenciers ambulants qui enseignent l'art des mines, la géologie et la mécanique appliquée. — A Cardiff, l'enseignement élémentaire est donné dans des cours du soir qui ont lieu dans 12 écoles communales, il comprend l'arithmétique, les mesures, la tenue des livres, la sténographie, la correspondance, la géographie, le dessin, le travail du bois, la sculpture du bois, etc.

A Bristol, le *Merchant Venturers' technical college*, à côté de ses cours du jour et du soir pour les ingénieurs, fait du 30 septembre à la fin avril pour les personnes âgées de plus de 16 ans, des cours techniques du soir, dont le prix est de 10 shellings et la durée de 6 heures par semaine et qui comportent des travaux pratiques à l'ate-

lier. Les cours pour mécaniciens, électriciens, plombiers, peintres et décorateurs durent 5 ans ; ceux pour charpentiers et menuisiers 4 ans et pour imprimeurs 3 ans ; il existe en outre des cours moins complets pour la reliure, la boulangerie, la cordonnerie, la carrosserie, etc. Les cours du soir sont dotés par la ville et le Comté de Bristol de 70 bourses de 2 livres et de 30 bourses de 3 livres. Certaines maisons de Bristol pour faciliter à leurs apprentis la fréquentation des classes du soir, les autorisent à commencer leur travail deux fois par semaine à 7 heures, au lieu de 6, sur une attestation délivrée par le collège et constatant qu'ils y suivent un cours. Il existe aussi à Bristol une école municipale d'art, où on enseigne le travail artistique du métal, la gravure et la sculpture du bois. Enfin le Comité d'éducation de la ville de Bristol a organisé des classes du soir comprenant, outre l'enseignement général, un cours de « mathématiques pratiques préliminaires à l'usage des artisans employés par des ingénieurs ou constructeurs » et un cours hebdomadaire de construction de bâtiments divisé en deux classes. Les élèves doivent payer un droit d'entrée de 2 shellings pour un ou deux cours et 1 shelling par cours complémentaire (1).

Notons que depuis quelques années, le patronat anglais préoccupé de la concurrence grandissante que vient lui faire sur son propre marché national l'industrie allemande et se rendant compte que ces progrès sont dus

(1) Sur les cours techniques à l'étranger, voir le rapport de M. Jacquemart à l'Exposition de 1900, groupe I, classe 6 (tome II). — En ce qui concerne spécialement l'Angleterre, voir les rapports des agents consulaires français à Glasgow, Cardiff, etc., publiés dans le *Bulletin de l'Enseignement technique* de 1907 et 1908 (notamment 11 janvier et 1^{er} février 1908.)

pour une large part au développement de l'instruction technique, tend à favoriser de tout son pouvoir, la fréquentation des cours professionnels par les apprentis et jeunes ouvriers de ses usines ou ateliers; très fréquemment les patrons organisent le travail de façon à faciliter la fréquentation de ces cours; souvent aussi ils paient la rétribution scolaire exigée des élèves ou même allouent une prime spéciale à ceux de leurs apprentis qui suivent régulièrement les cours et y obtiennent des résultats satisfaisants. Ajoutons même que certains patrons écossais, à l'imitation de ce qui se fait aux États-Unis, organisent dans leurs propres ateliers des classes d'apprentis. On peut donc dire, surtout si on se reporte aux chiffres ci-dessus cités, que l'Angleterre du commencement du ^{xx}^e siècle, sans porter atteinte au principe traditionnel de liberté, fait un effort colossal pour rattraper le temps perdu et qui a été si judicieusement mis à profit par d'audacieux concurrents.

L'Allemagne

L'Allemagne, pays de forte discipline collective, a, nous l'avons dit, adopté une tout autre méthode que l'Angleterre. Comme celle-ci, elle n'a pas dissocié l'enseignement théorique de l'école de l'enseignement pratique de l'atelier; elle ne croit pas qu'il soit possible de créer artificiellement la main-d'œuvre ouvrière en dehors des conditions normales de la production industrielle. Mais l'État ne s'en est pas remis uniquement aux initiatives individuelles; il ne s'est pas borné à allouer des subventions, à mettre des ressources à la disposition des admi-

nistrations locales ; il est intervenu directement par voie d'autorité et son action dans ce sens paraît avoir rencontré le meilleur accueil dans tous les milieux allemands.

Et cependant il devait sembler qu'en raison de la puissance des corporations et des associations industrielles, de leur orientation très nette dans le sens de l'éducation professionnelle des ouvriers, l'intervention directe et généralisée de l'État, des municipalités, l'institution d'un régime d'obligation fut moins nécessaire en Allemagne que partout ailleurs. En 1902, le nombre des écoles créées par les corporations (*Innungsschulen*) à l'usage des apprentis ou ouvriers employés dans les ateliers atteignait en Prusse 291 : les *Innungsschulen* de la ville de Berlin seule comptaient plus de 15.000 élèves. La Bavière, et plus particulièrement la ville de Munich, possédait elle-même un très grand nombre d'écoles de ce genre (1) Les cours des *Innungsschulen* ont presque toujours lieu le soir ou le dimanche et ce n'est qu'à titre tout à fait exceptionnel que les corporations ont créé des cours du jour ou des écoles spéciales. Ils sont généralement subventionnés par l'État ou par les villes. A Berlin, c'est la ville qui fournit le local, le chauffage et l'éclairage des *Fach und Fortbildungsschulen* (écoles des cours de perfectionnement) créées par les corporations des *Innungsschulen*. Outre l'enseignement des notions théoriques, ces cours dont le dessin constitue la partie essentielle comprennent des exercices pratiques ; ils sont étroitement spécialisés et possèdent souvent, à côté des classes d'apprentis, une classe d'ouvriers. Les élèves — tout au moins

(1) Rapport de M. Astier à la Chambre des Députés (n° 48 de 1906), p. 31 et 32. — Astier et Comminal, *l'Enseignement technique*, p. 68 et 69.

ceux dont les patrons n'appartiennent pas à la corporation intéressée, — doivent acquitter une rétribution. D'après l'enquête de la délégation du Conseil Municipal de Paris, chacun de ces cours était fréquenté en 1903-1904 par le nombre d'élèves suivant :

Cours	Élèves	
Cordonniers	209	
Selliers.	186	
Forgerons.	138	
Fumistes et ramoneurs	77	
Boulangers	694	
Tailleurs	679	
Potiers.	180	
Peintres-décorateurs	246	dont 18 ouvriers.
Barbiers et coiffeurs	539	
Tapissiers	323	
Vitriers	267	
Fabricants et poseurs de roues .	64	dont 23 ouvriers.
Vanniers	14	
Relieurs	188	dont 24 ouvriers.
Jardiniers.	129	
Imprimeurs	878	
Pâtissiers-Confiseurs	195	
Photographes.	130	
Ferblantiers	300	dont 17 ouvriers.
Tonneliers.	12	(1).

Très fréquemment aussi, les corporations, sans assumer la charge exclusive de la création et du fonctionnement

(1) Conseil municipal de Paris, *Rapport de la délégation nommée pour l'étude de l'enseignement professionnel en Suisse, Autriche, Hongrie et Allemagne*, 1905, p. 98 et 99.

de cours de perfectionnement, n'en coopèrent pas moins par leurs subsides à des œuvres d'enseignement professionnel. C'est ainsi qu'à Berlin l'École Supérieure Municipale de tissage reçoit des subsides de l'État et de la ville, mais aussi des corporations, des marchands et des tisseurs. L'école spéciale pour maçons, charpentiers et couvreurs, dont les cours ont lieu soit de 7 à 9 heures du soir, soit le dimanche matin et qui compte plus de 1.600 élèves, est subventionnée à la fois par la ville et la corporation des maîtres charpentiers, architectes et maçons.

A côté des écoles de corporations existent de nombreux cours fondés par des associations patronales ou ouvrières (les *Vereine*) tels que la *Fortbildungschule des Berliner Handwerker-Vereins* ou cours de perfectionnement de l'Union ouvrière berlinoise, qui comprend un enseignement commercial et un enseignement technique pour tapissiers, décorateurs, menuisiers, tourneurs, serruriers et constructeurs de machines : les cours de l'Union ouvrière groupaient, en 1903-1904, 542 élèves (1).

Ces efforts collectifs de l'initiative privée n'ont pas paru suffisants et la loi du 1^{er} juin 1891 compléta le § 120 de la *Gewerbeordnung* en autorisant les États particuliers, les communes ou associations de communes, par voie de dispositions statutaires établies après consultation des industriels et ouvriers intéressés et sous réserve d'approbation par l'autorité administrative supérieure (§ 142) ; à rendre obligatoire la fréquentation des cours de perfectionnement (*Gewerbliche Fortbildungsschule*) par les ouvriers des deux sexes âgés de moins de 18 ans et à régler dans la

(1) *Ibid.*, p. 87.

même forme les obligations des parents, tuteurs et patrons (1).

Un nouveau pas dans la même voie a été fait par la loi du 30 juin 1900, qui a ajouté à la *Gewerbeordnung* un § 139 i, qui donne indirectement une notable extension au régime de l'obligation : désormais même dans les localités où l'obligation n'est instituée ni par les lois d'Etat, ni par les dispositions statutaires communales, mais où il existe une école professionnelle reconnue par l'Etat ou l'autorité municipale, le patron est tenu, non seulement comme sous le régime de la loi du 21 juin 1869 de laisser aux jeunes ouvriers le temps nécessaire pour suivre les cours de cette école, mais de les « obliger » à les fréquenter et de « veiller à l'exactitude de cette fréquentation ».

Les règlements particuliers édictés par les municipalités comprennent les dispositions les plus précises et les plus minutieuses en vue de rendre effective l'obligation légale : les patrons sont tenus de faire inscrire dans les 6 jours qui suivent l'embauchage leurs jeunes ouvriers en âge de scolarité ; il faut une nouvelle déclaration dans les trois jours du départ de l'ouvrier : en cas de maladie le patron délivre un certificat sur lequel le visa du médecin peut être exigé ; le patron ne peut, pour quelque raison que ce soit, retenir l'apprenti pendant les heures de cours qu'autant qu'il en a obtenu l'autorisation (2).

Ce ne sont pas là, d'ailleurs, des dispositions purement platoniques et le § 150 (modifié par les lois du 1^{er} juin

(1) La loi du 21 juin 1869 obligeait déjà le patron à laisser à l'apprenti *sur sa journée de travail*, le temps et la liberté nécessaires pour suivre les cours professionnels.

(2) Avis relatif aux cours professionnels de Francfort et règlement de Berlin, § 7 et 8 (*Annexe* au rapport cité de M. Astier, p. 137 et 138).

1891 et du 30 juin 1900) punit d'une amende allant jusqu'à 20 marks et en cas d'insolvabilité d'un emprisonnement allant jusqu'à 3 jours pour chaque contravention, toute violation des textes ci-dessus mentionnés ou des dispositions statutaires établies en exécution du § 120. Une extrême sévérité est apportée à l'application de ces dispositions coercitives et le rapport de la Délégation du Conseil Municipal de Paris nous apprend qu'à Dresde, par exemple, en 1902, 1.047 élèves ont reçu une réprimande pour absences ; 256 ont été frappés d'amende ; 18 n'ayant pu payer ont fait de la prison et 52 ont été condamnés à la prison. On jugera de la sévérité de la répression quand on saura que la Ville de Dresde ne compte que 14 cours de perfectionnement et que les 5 cours de la vieille ville ne groupaient en 1904 que 3.374 élèves (1).

Dans quelle mesure les Etats et les villes d'Allemagne ont-ils usé du droit d'instituer l'obligation qui leur était confiée par la loi ? Dans la mesure la plus large. L'opinion des pays germaniques, nous avons déjà eu l'occasion de le constater, se montre extrêmement favorable à tout ce qui, même au prix de quelque gêne, est susceptible d'accroître la valeur professionnelle de la classe ouvrière et de développer l'expansion économique nationale. « L'idée de l'obligation, dit M. Georges Blondel dans un ouvrage récent, est acceptée par les Allemands avec d'autant plus de facilité, qu'ils sont convaincus que c'est grâce au développement de l'enseignement technique sous toutes ses formes, que le nouvel empire est devenu une puissance de premier ordre. Les

(1) Rapport cité, p. 122.

écoles de perfectionnement leur apparaissent comme indispensables pour former les soldats qui seront les artisans des victoires économiques qu'ils espèrent remporter dans l'avenir. Ils prétendent qu'elles sont le meilleur complément de l'apprentissage à l'atelier, qu'elles élargissent l'horizon intellectuel des ouvriers et employés et contribuent au relèvement moral et intellectuel d'une classe nombreuse de travailleurs. C'est pourquoi on cherche à les multiplier même dans les très petites localités » (1). Ajoutons que le gouvernement par ses circulaires et ses encouragements a contribué très efficacement à pousser les communes dans la voie de l'obligation (2).

Aussi la fréquentation des cours de perfectionnement est-elle actuellement obligatoire dans une très grande partie de l'Allemagne. 12 Etats sur 26 ont consacré officiellement dans leurs lois le principe de l'obligation. Il en est ainsi depuis 1886 en Westphalie et en Posnanie (Prusse) où la loi actuellement en vigueur date du 24 février 1897 ; depuis 1803, en Bavière, où la matière est actuellement régie par la loi du 30 décembre 1864 ; depuis 1873 en Saxe (loi du 26 mai 1873) ; depuis 1836 dans le Wurtemberg (loi du 22 décembre 1895) ; depuis 1834 dans le grand Duché de Bade (lois des 15 août 1898 et 17 juillet 1902) ; depuis 1874 dans la Hesse et la Saxe Weimar (lois des 18 et 24 juin 1874) ; depuis 1872 dans la Saxe Cobourg Gotha (lois des 27 octobre 1874 et 27 juillet 1897) ; depuis 1875 dans la Saxe Meiningen (loi du 22 mars 1875) ; depuis 1875 et 1876 dans les principautés de Schwerin Sondershausen et Schwerin-Rudolstadt et depuis 1855 dans la principauté

(1) Georges Blondel, *l'Éducation économique du peuple allemand*, 1908.

(2) Notamment par la circulaire du Ministre du Commerce du 31 août 1899.

de Waldeck (loi du 9 juillet 1855). — La plupart des grandes villes, de leur côté, Magdebourg, Wiesbaden, Dantzig, Hanovre, Dusseldorf, Charlottenbourg, Stettin, Cologne, Breslau, Coblenz, Francfort, Berlin depuis le premier avril 1905, se sont ralliées librement au régime de l'obligation. En Prusse, M. Lexis, dans l'étude qu'il a rédigée à l'occasion de l'Exposition Universelle de Saint-Louis, constate qu'au 15 janvier 1903 il existait, en ce qui concerne l'enseignement industriel, 1169 cours de perfectionnement professionnel, dont 997 obligatoires comptant 137.678 élèves tandis que les 172 cours non obligatoires n'en comprenaient que 39.060 (1). Il faut d'ailleurs noter, que, depuis lors, cette balance a été très notablement modifiée au bénéfice des cours obligatoires, puisque Lexis comptait comme libres les cours de Berlin et deux tiers des cours de Cologne, qui sont depuis lors, devenus obligatoires : en 1908, en Prusse, il ne restait plus que 7 0/0 des Fortbildungsschulen qui fussent demeurées facultatives (2). L'obligation tend à gagner du terrain même pour les filles, auxquelles elle a été appliquée plus timidement.

L'obligation a très généralement entraîné comme corollaire la gratuité de l'enseignement (Berlin, Cologne, Francfort, etc.) ce qui est d'autant plus remarquable qu'en Allemagne, le droit commun en matière d'enseignement des adultes est le paiement d'une rétribution scolaire. Il est d'ailleurs certaines communes où l'obligation n'a pas fait disparaître la rétribution scolaire : citons en Prusse les communes d'Altona, où l'obligation date de 1898 et où les élèves doivent payer une rétribution annuelle de

(1) *Das unterrichtswesen im Deutschen Reich*, Band. IV, 3 Teil, Berlin.

(2) *Die soziale praxis*, 25 juin 1908.

12 fr; 50 de Bielefeld, où la rétribution atteint 50 francs ; de Gleiwitz, d'Halberstadt, de Landsberg, de Ratibor ; dans la Hesse, les villes de Darmstadt, et de Worms, etc.

Notons d'ailleurs que le régime obligatoire est conçu de façon à ne pas porter atteinte au recrutement des cours ou écoles institués par les corporations, associations ou particuliers, dont les pouvoirs publics, comprenant que le progrès de l'instruction professionnelle ne peut être que l'œuvre de tous, apprécient à sa juste valeur le concours.

Aussi l'article 120 de la *Gewerbeordnung* affranchit-il de l'obligation de fréquenter les cours de perfectionnement « ceux qui fréquentent une école de corporation ou une autre école professionnelle, pourvu que l'enseignement de cette école soit considéré par l'autorité administrative supérieure comme l'équivalent suffisant de l'enseignement général des écoles de perfectionnement ». Les règlements particuliers confirment et précisent cette dérogation : à Francfort la dispense bénéficie aux élèves de l'école municipale industrielle et à ceux des écoles techniques et de perfectionnement entretenues par les corporations et les particuliers, mais à la condition que l'enseignement de ces dernières écoles « ait été reconnu, par le président du district de Wiesbaden, l'équivalent de l'enseignement des écoles municipales de perfectionnement ». — De même à Berlin sont exempts :

« 1° Totalement ou partiellement ceux qui prennent part régulièrement à l'enseignement dans une école corporative ou tout autre cours de perfectionnement ou école spéciale, en tant que cet enseignement sera reconnu par le « *ober president* » comme équivalent à celui du cours obligatoire ;

« 2° Ceux dont les connaissances scientifiques ont

permis d'obtenir le diplôme qui leur donne droit au volontariat d'un an ou qui prouveront qu'ils sont déjà parvenus au but que se propose d'atteindre le cours de perfectionnement ;

« 3^o Les jeunes gens affectés de graves infirmités physiques ou intellectuelles » (§ 3 du règlement).

C'est au directeur de l'École, averti par le patron, et en cas de contestation à la municipalité, qu'il appartient de décider si le jeune ouvrier se trouve dans l'un des cas d'exemption prévus par le règlement.

Avant l'institution de l'obligation, les cours de perfectionnement avaient généralement lieu le soir de 7 heures à 10 heures ou le dimanche matin, mais depuis 1891, et surtout depuis 1900, un très grand nombre de cours du soir ont été transformés, après entente avec les corporations elles-mêmes en cours de demi-temps. Mais là encore l'institution revêt un caractère de souplesse très remarquable et tient un juste compte des convenances de l'industrie locale : A Munich, les cours pour apprentis mécaniciens, menuisiers, serruriers, sculpteurs, lithographes, ouvriers du bâtiment ont lieu une fois par semaine de 9 heures à midi, tandis que les cours généraux de perfectionnement se font dans l'après-midi avant 5 heures ; à Cologne, en 1905, les cours avaient lieu le soir et le dimanche matin ; mais les pouvoirs locaux se préoccupaient de modifier l'horaire et manifestaient l'intention de choisir la matinée (1) ; à Dantzig, la direction de l'enseignement industriel fait de très louables efforts pour substituer les cours du jour aux cours du soir, mais

(1) Rapport cité de la Délégation du Conseil municipal de Paris, p. 102 et 109.

elle est encore très éloignée du but (1); à Koenigsberg, après une longue lutte contre l'opposition des patrons et des corporations, le règlement municipal du 20 octobre 1898 a fini par constituer des groupes d'élèves que l'on réunit à des heures différentes de la journée et de la soirée. A Francfort, les cours commerciaux ont lieu en été de 7 heures à 9 heures et de 2 heures à 4 heures, en hiver de 8 heures à 10 heures et de 2 heures à 4 heures : « ces deux cours quotidiens à des heures différentes, dit une note du Consul Général de France à Francfort, permettent aux patrons de ne se démunir à la fois que d'une partie de leur personnel. » (2).

La durée des cours obligatoires est généralement d'un semestre par an, à raison de 6 heures par semaine : il en est ainsi à Berlin, Francfort, Cologne, etc. Là encore, d'ailleurs, la plus grande liberté a été laissée aux organisations locales : en Saxe, d'après l'article 14 de la loi du 26 avril 1893, les cours durent obligatoirement trois ans à raison d'un maximum de 8 heures par semaine ; dans certaines villes, la scolarité pour les ouvriers du bâtiment comprend, non les 6 mois de mauvaise saison, mais le trimestre d'hiver seulement, à raison de 10 à 12 heures par semaine ; par contre, il est des professions qui sont assujetties annuellement à 40 semaines de scolarité.

La même variété se retrouve dans l'enseignement. Il comporte essentiellement l'allemand, le calcul et le dessin ? Mais certaines municipalités, telles celle de Dresde, n'hésitent pas à donner une place très importante à la littérature, à la morale, et surtout à la législation sociale et à

(1) Rapport de M. Jouffroy d'Albans, consul de France à Dantzig (*Bulletin de l'Enseignement technique*, 4 mai 1907.)

(2) *Bulletin de l'Enseignement technique*, 16 février 1907.

l'économie politique (1). Ajoutons qu'un mouvement très net se manifeste en Allemagne en faveur de l'orientation dans un sens directement professionnel des cours de perfectionnement : les cours généraux font place peu à peu à des cours techniques, qui à la vérité, ne comportent pas d'exécution de travaux industriels, mais qui se spécialisent de plus en plus dans la préparation raisonnée à l'exercice d'une profession déterminée. Cette constatation est surtout frappante pour le dessin, dans l'enseignement duquel tous les efforts tendent à se rapprocher des conditions de la pratique et où le croquis coté, d'après l'objet, tient une place prépondérante (2). A Francfort, chaque industrie spéciale, à côté d'une partie générale commune, fait l'objet de cours spéciaux : il y a des cours pour l'industrie du cuir, pour les boulangers et pâtisseries, pour les ouvriers tailleurs, pour les ouvriers d'art, pour les serruriers et ajusteurs, pour les ouvriers fondeurs, pour le travail du bois, pour les jardiniers, pour les garçons de café et maîtres d'hôtel. Le programme du cours spécial à ce dernier corps de métier est conçu dans un esprit pratique tout à fait remarquable : il comprend des notions étendues d'hygiène professionnelle ; il initie les élèves à tout ce qui concerne la cave et la cuisine ; les précautions sanitaires en matière de cuisine y ont leur place ; un article spécial est consacré aux moyens de communication, aux monnaies, etc. Le garçon d'hôtel, en un mot, y trouve toutes les notions qui assurent la supériorité incontestée des Allemands et des Suisses dans l'industrie hôtelière (3).

(1) Rapport cité de la délégation du Conseil Municipal de Paris, p. 123 et 124.

(2) Voir notamment le programme du cours de perfectionnement pour jeunes gens de Dresde (*Ibid.*, p. 211 et seq.)

(3) *Conseil supérieur du Travail*, 16^e section, 15 novembre 1906.

A Dantzig, en 1904, les programmes et l'organisation des cours ont été l'objet d'une refonte, qui a accentué, avec l'agrément du ministre du Commerce et de l'Industrie et après entente avec les corporations intéressées, leur caractère professionnel : des plans d'études spéciaux, comprenant chacun tout ce qui se rattache au travail propre de la profession, à son outillage, aux matériaux qu'elle emploie, à son hygiène spéciale, à son développement historique et aux prescriptions légales qui la concernent, ont été institués pour les ouvriers métallurgistes, les ouvriers du bois, les boulangers et confiseurs, les bouchers et cuisiniers, les tailleurs, les cordonniers et ouvriers en peaux, les ouvriers du bâtiment, les peintres et les professions graphiques ; l'enseignement comporte des excursions et des visites aux usines et fabriques, sous la direction de personnes qualifiées. A Koenigsberg, il a été procédé récemment à une révision de l'organisation des cours dans un sens professionnel (1).

Dans les divers cours de perfectionnement, les élèves sont répartis en plusieurs classes suivant leur degré d'instruction : à Koenigsberg, les élèves de chacun des 4 groupes industriels sont divisés en 2 ou 3 classes ; à Dantzig, il y a 4 degrés, et on ne passe de l'un à l'autre qu'après examen. Les élèves du degré supérieur, qui ont subi avec succès l'examen reçoivent des certificats mentionnant la branche à laquelle ils appartenaient et l'enseignement particulier qu'ils ont reçu. En outre, il arrive fréquemment que les élèves des cours de perfectionnement participent à des expositions industrielles.

(1) Rapports de M. Jouffroy d'Albans, consul de France à Dantzig et du vice-consul à Breslau (*Bulletin de l'Enseignement technique*, 4 et 25 mai 1907.)

L'enseignement obligatoire n'est pas seulement donné dans les cours municipaux : si l'Allemagne ne possède pas les grandes sociétés d'enseignement général qui monopolisent l'œuvre post-scolaire à Paris, un grand nombre de cours dont l'équivalence est admise sont organisés par les corporations ou associations industrielles. Ces cours ont par suite un caractère nettement professionnel et ils comportent même souvent, nous l'avons signalé, des exercices pratiques. Signalons à Königsberg, l'Ecole spéciale des Machinistes et l'Ecole spéciale des chauffeurs de chaudières à vapeur dues à l'initiative du Gerverbliches Centralvérein et dont les cours ont lieu deux ou trois fois par semaine, l'hiver de 7 à 10 heures. Les écoles royales de construction de machines de Glewitz et Gorlitz, l'Ecole royale de céramique de Bunzlau (Silésie) etc., comprennent de même des cours du soir, à côté de leurs classes de jour?

A côté de ces cours destinés aux apprentis et aux jeunes ouvriers, l'Allemagne possède en très grand nombre — et ce n'est peut-être pas là la partie la moins originale, ni la moins féconde du système allemand — des cours réservés aux adultes exerçant déjà une profession industrielle à titre de patrons et d'ouvriers et spécialement conçus et organisés en vue de mettre leurs élèves, aussi rapidement que l'exigent les nécessités de leur profession et que le permettent les méthodes d'enseignement, en possession de tous les progrès de la technique moderne de leur spécialité. En France, nous dira-t-on, il y a aussi des cours techniques pour adultes. Sans doute ; mais tous ces cours, sauf peut-être quelques très rares exceptions, reçoivent indistinctement sur les mêmes bancs et sans sélection effective tous ceux qui se présentent, adolescents, amateurs, ouvriers, appartenant à des métiers différents de celui

qu'on enseigne ou possédant une culture professionnelle très inégale. D'où impossibilité pour le maître d'adapter aussi exactement qu'on peut le faire en Allemagne son enseignement au but que nous avons défini ; obligation pour lui de reprendre des notions élémentaires, pertes de temps pour l'élève dont les connaissances professionnelles sont déjà plus avancées et découragement de cet élève, qui ne tarde pas à désertir un cours où il n'a rien à apprendre. Cette insuffisance de nos cours d'adultes, les inconvénients qui résultent de l'incertitude des frontières qui les séparent des cours d'apprentis, le caractère trop théorique de l'enseignement, et même l'infériorité du personnel enseignant à la tâche assumée ont déjà été signalés à la tribune du Parlement (1). En Allemagne, il en va tout autrement dans les cours que nous étudions et que l'on désigne généralement sous le nom de « cours de maître », parce qu'un de leurs buts les plus avérés, mais non le seul, est l'accession des ouvriers intelligents au petit patronat. Mais ces cours ne bornent pas là leur ambition, nous le verrons apparaître nettement lorsque nous examinerons quelques-uns d'entre eux, et c'est par là qu'ils trouvent place dans une étude sur l'instruction professionnelle de l'ouvrier.

Les premières écoles de maîtres datent de 1880 et ont été instituées dans le grand Duché de Bade : les cours avaient une durée de 3 à 15 jours et restreignaient leur objet à l'enseignement d'une spécialité, par exemple de la peinture et de la coloration du bois pour les ébénistes. La Prusse, à partir de 1898, suivit cet exemple à Hanovre,

(1) Rapport de M. Bourelly à la Chambre des Députés sur le budget du Ministère du Commerce et de l'Industrie pour 1908 (n° 1239 de 1907, p. 15 et seq.)

à Posen, à Dortmund, à Insterbourg, à Bromberg, à Cologne (1), à Gumbinnen pour menuisiers, ébénistes, serruriers, tailleurs, cordonniers, peintres, selliers, bourreliers, installateurs d'eau, de gaz, d'électricité. Ces écoles comprennent à la fois des cours théoriques et des cours pratiques à l'atelier; aussi la plupart sont-elles annexées à des écoles techniques, dont les ateliers leur fournissent un large champ de démonstration. Elles se proposent non point d'enseigner en quelques jours, en quelques semaines l'intégralité d'une profession, mais d'initier des maîtres ou des ouvriers déjà formés au maniement de l'outillage ou à l'emploi des procédés modernes. Aussi les admissions ne s'y font-elles qu'après une rigoureuse sélection et justifications de connaissances suffisantes. A Cologne, l'âge d'admission est de 24 à 25 ans et parmi les ouvriers, on préfère ceux qui sont aptes à s'établir. — Le nombre des élèves de chaque cours est très restreint; parfois il ne dépasse pas 5 ou 6 unités, rarement 30 et l'instruction est l'objet des soins les plus minutieux; à Cologne, le nombre maximum des élèves est fixé à 10.

La scolarité des diverses écoles de maîtres prussiennes est extrêmement variable : les unes s'attaquent à l'intégralité de la profession et leurs cours ont une durée de 8 (serruriers et menuisiers de Cologne, école de Dortmund, etc.) ou même 10 semaines (peintres de Gumbinnen); d'autres se proposent simplement comme objet l'enseignement partiel d'une profession ou d'une spécialité bien définie (à Posen cours d'une semaine pour les menuisiers, limité à la teinture du bois, à la marqueterie,

(1) L'école des maîtres de Cologne reçoit les subventions suivantes : État, 22.000 marks; ville de Cologne, 24.778; Province, 5.000; Chambre du Commerce, 2.000.

au polissage et au vernissage ; cours de 2 semaines pour peintres, limité à l'étude des faux bois et des marbres). Parfois la même école fait à la fois et pour la même profession des cours de 8 et de 2 semaines, en vue de s'adapter plus exactement aux besoins de sa clientèle. (École de maîtres de Hanovre.) Pendant ces courtes durées, l'enseignement absorbe naturellement toute la journée à raison de 8 ou 9 heures. Chaque école compte en général plusieurs séries de cours par an. Ces écoles sont payantes ; mais on se montre très libéral pour la remise des frais d'études et l'attribution des bourses d'entretien fondées par l'État, les provinces et les municipalités. Les patrons eux-mêmes participent à ces bourses, qui pour 8 semaines d'enseignement sont fixées dans la plupart des villes (Cologne, Hanovre, etc.), à 150 marks pour les maîtres non domiciliés dans la Ville, 100 marks pour ceux qui y sont domiciliés, 80 pour les ouvriers non domiciliés dans la Ville et 60 pour les ouvriers qui y sont domiciliés. Ces cours ne sont pas, en effet, uniquement fréquentés par des ouvriers ou patrons de la ville où ils ont lieu ou de ses environs immédiats ; c'est ainsi que sur les 115 élèves des cours de maîtres de Cologne en 1903-1904, 37 habitaient le district de Cologne, 33 celui de Dusseldorf, 23 celui d'Aix-la-Chapelle, 15 celui de Coblenz et 7 celui de Saarbruck. Il y a là une preuve manifeste de la réputation et du succès des cours.

De 1900 à 1904, les 142 séries de cours des écoles de maîtres prussiennes ont donné l'enseignement à 722 maîtres et à 727 ouvriers. Ajoutons qu'à côté de ces écoles, il existait en Prusse en 1904, 574 cours d'adultes réunissant 16.154 auditeurs et 12 cours annexés à des écoles techniques et groupant 251 auditeurs ; mais l'enseignement donné

dans ces cours se rapproche le plus souvent de celui des cours de perfectionnement et n'est en rien comparable à celui des écoles de maîtres (1). On peut assimiler aux écoles de maîtres, les ateliers pour ouvriers de la *Gewerhsaal* (salle industrielle) de Berlin, dont les 4 cours successifs durent chacun 10 semaines à raison de 480 heures de travail, et se proposent de mettre les ouvriers mécaniciens et serruriers en mesure de se servir d'appareils de haute précision et de fabriquer ces appareils.

Quel est l'effectif total pour l'Allemagne entière de ces cours destinés aux ouvriers adolescents ou adultes ? S'il est possible sur certains points et pour des états déterminés de répondre à cette question avec quelque précision, en revanche l'infinie variété des dispositions statutaires des enseignements et des organisations rend malaisée une réponse d'ensemble applicable à l'empire germanique entier. Des spécialistes allemands, comme Lexis, qui avait reçu du gouvernement impérial la mission de présenter au jury de l'Exposition Internationale de Saint-Louis le développement de l'enseignement technique allemand et qui avait eu à sa disposition les documents les plus précis et les plus certains, s'y sont essayés ; mais il ne paraît pas qu'ils y soient complètement parvenus. M. Astier (2) compte, en 1902, 270.315 élèves fréquentant 2.313 cours ou écoles de perfectionnement industriel, dont pour la Prusse 176.738 élèves dans 1.169 écoles ; pour la Bavière, 37.698 élèves dans 283 écoles ; pour la Saxe, 14.895 élèves dans 118 écoles ; pour le Wurtemberg, 17.083 élèves dans 135 écoles ; pour le grand duché de Bade, 10.621 élèves et

(1) Rapport cité de M. Bourelly, p. 15 et seq. Voir aussi le rapport cité de la délégation parisienne, p. 109 et seq.

(2) Rapport cité, p. 31.

139 écoles ; pour la Hesse 10.150 élèves et 155 écoles, et pour l'Alsace-Lorraine, 3.130 élèves et 7 écoles. Quant à la dépense, elle était évaluée au total à 6.316.794 marks, dont 1.658.756 marks à la charge de l'État. Sur ce total, la Prusse figurait pour 4.652.755 marks, près de 6 millions de francs, dont 1.329.264 à la charge de l'État, 2.239.621 à la charge des Communes et Unions et 1.083.870 fournis par le produit des rétributions scolaires. Aussi bien, l'Etat ne subventionne-t-il pas indistinctement ni dans la même mesure tous les cours municipaux de perfectionnement. Il trouve, au contraire, dans les subventions un instrument d'intervention directe dans l'organisation des cours, d'uniformisation des cadres et des programmes : à Königsberg l'Etat prussien n'a consenti à intervenir qu'en 1905, après 8 années de négociations et d'inspection et il contribue actuellement aux dépenses dans la proportion de 50 0/0, déduction faite des frais de chauffage, éclairage et nettoyage ; à Posen, l'Etat paie, sous les mêmes déductions, la totalité de la dépense ; 82 0/0 à Danzig ; 50 0/0 à Altona ; Eberfeld ; Kiel, Magdebourg et 33 0/0 à Dusseldorf Cologne (1). — Quant aux cours de perfectionnement commercial, ils étaient en 1902 au nombre de 522 avec 40.000 élèves.

Mais ces chiffres laissent de côté un très grand nombre d'Etats confédérés, d'importance secondaire sans doute, mais dont la plupart possèdent des cours de perfectionnement. En second lieu, ils ne comprennent pas les Innungsschulen, qui en 1902 étaient au nombre de 291 en Prusse seulement (2) ; en 1903, ce nombre était porté à

(1) Rapport cité de M. Jouffroy d'Albans.

(2) Rapport cité de M. Astier, p. 31.

362 avec 22.853 élèves (1) ; les écoles de ce genre sont également nombreuses en Bavière. Berlin, par exemple, n'est compté dans ces statistiques que pour 12.000 élèves alors qu'en janvier 1904, les cours de perfectionnement y étaient suivis par 32.259 auditeurs, dont 22.813 apprentis et 5.852 auditrices. Aussi Lexis porte-t-il à 194.991 le nombre des élèves qui ont fréquenté en 1904 les 1.169 cours de perfectionnement professionnel. Quant à la Saxe, M. Paquier (2) estime que ses 220 écoles ou cours de perfectionnement sont fréquentées par près de 90.000 élèves. Enfin, tous ces chiffres, si élevés soient-ils, ont subi depuis lors un accroissement considérable du fait de la transformation progressive de cours facultatifs en cours obligatoires : on n'a pas oublié en effet, que l'obligation ne date que du 1^{er} mai 1903 à Cologne, et du 1^{er} avril 1905 à Berlin. En 1908, la Prusse contenait 1938 écoles de perfectionnement, dont 1.579 industrielles et 357 commerciales groupant 324.000 élèves (3). Aussi ne semble-t-il pas téméraire d'affirmer qu'actuellement le nombre des élèves qui fréquentent les écoles ou cours allemands de perfectionnement industriel dépasse très sensiblement 500.000. Pour comprendre toute la valeur de ce chiffre, il suffit de le rapprocher de celui que nous avons indiqué pour la France, où nous avons constaté que la clientèle des cours professionnels ne dépassait pas, si même elle atteignait ce chiffre, 40.000 auditeurs. Ajoutons que les cours de perfectionnement sont très assidument suivis : à Danzig, par exemple, où ils comptent 4.672

(1) Rapport cité de M. Astier, p. 59.

(2) *Op. cit.*, p. 282.

(3) *Die soziale Praxis*, 25 juin 1908, p. 1062.

élèves, la proportion moyenne des présences atteint 92.27 0/0.

C'est là, c'est dans la préparation méthodique de l'immense armée de ses travailleurs industriels, que réside pour une large part le secret de l'extraordinaire expansion de la puissance économique allemande au commencement de ce siècle. Le lent effort de ces 30 dernières années a porté ses fruits, les chiffres et les faits que nous avons signalés au commencement de notre chapitre II, l'établissement et la délégation envoyée par le Conseil Municipal de Paris à Munich en 1908, après avoir visité l'Exposition des Arts décoratifs de cette ville, a dû se résoudre à un aveu pénible qui pourrait être généralisé à toute l'Allemagne :

« Les objets en matières précieuses, en dinanderie, impressions, vitrerie, décoration murale, etc. exposés, figureraient en bonne place et avec honneur, dit le rapporteur, dans nos salons annuels. *Ce ne sont cependant que des travaux d'élèves de l'école de perfectionnement de l'artisan !...*

« Le Sedan commercial, dont depuis de longues années nous sommes menacés, n'est plus à craindre actuellement, c'est un fait accompli et nous devons en prendre notre parti.

« Quels que soient les efforts et les sacrifices que nous ferons, jamais nous ne pourrions rattraper l'avance qu'a Munich sur nous au point de vue industriel. Ce sera seulement dans 5 ou 6 ans d'ici que nous en verrons et subirons tous les effets, quand toute cette armée scolaire que nous avons vue produira industriellement » (1).

(1) Rapport au nom de la délégation envoyée par le Conseil municipal de

L'Autriche-Hongrie

L'Autriche-Hongrie, comme l'Allemagne, s'est ralliée au principe de l'obligation, mais, — au moins en ce qui concerne l'Autriche proprement dite, — avec moins de rigueur et de méthode.

Le § 75 a) du Code industriel Autrichien (*Gewerbeordnung*) du 20 décembre 1859, modifié par les lois des 8 mars 1885 et 23 février 1897 se borne à imposer aux industriels qui emploient « des ouvriers » de moins de 18 ans, l'obligation d'accorder à ceux-ci « le temps nécessaire pour fréquenter l'école industrielle du soir et du dimanche (cours de préparation, de perfectionnement, d'apprentissage, cours spéciaux) ». Une double conclusion se dégage de cette formule, c'est qu'en premier lieu, si les patrons sont tenus de laisser à leurs jeunes ouvriers la possibilité de suivre les cours, ils ne sont pas tenus de les y contraindre et que la fréquentation des cours ne constitue pour ces ouvriers eux-mêmes qu'une faculté et non une obligation ; qu'en second lieu, il ne s'agit là que de cours du soir ou du dimanche et que les autorités locales ne pourraient se prévaloir du § 750 pour la fréquentation des cours de demi-temps.

En ce qui concerne les apprentis, c'est-à-dire, aux termes du § 97 de la *Gewerbeordnung*, ceux qui sont employés chez des industriels « afin d'acquérir la pratique de l'industrie, sans qu'il y ait lieu de distinguer si un prix d'apprentis-

sage a été ou non convenu, ou si un salaire est ou non payé pour le travail », l'obligation est sensiblement plus rigoureuse. Le maître est tenu de donner à ceux d'entre eux « qui n'ont pas encore achevé avec succès les cours de l'école industrielle ou d'une institution d'égale valeur au moins », non seulement le temps nécessaire pour fréquenter les écoles industrielles générales, (éventuellement les cours préparatoires) et les écoles professionnelles, mais « de les obliger à suivre les cours et de veiller à ce qu'ils s'y rendent régulièrement » (§ 99 *b* et 100). En second lieu, ces apprentis sont personnellement tenus de fréquenter ces cours. Il appartient à la corporation, sous réserve d'approbation de l'autorité supérieure aux termes du § 114, de fixer les conditions du stage scolaire.

L'obligation s'appuie sur une quadruple sanction :

1° Quand des apprentis négligent les cours par leur propre faute à plusieurs reprises, l'autorité industrielle peut sur le rapport de la Commission de surveillance de l'Ecole, prolonger la durée réglementaire ou conventionnelle de l'apprentissage d'un temps qui ne peut excéder un an, (§ 99 *b*) ;

2° Le non accomplissement des obligations du maître constitue une cause de rupture du contrat d'apprentissage ;

3° Le maître qui ne remplit pas ses obligations, malgré des avertissements réitérés, peut, après avis de la corporation, se voir retirer temporairement à la première infraction, définitivement en cas de récidive, le droit de tenir des apprentis (§ 137) ;

4° Il peut être également puni d'amende. A Vienne, en 1903, la Commission de l'Enseignement professionnel (*gewerbeschule-Commission*) a infligé 1.173 amendes attei-

gnant au total 6.002 couronnes (1), et 16 de ces amendes ont été transformées en prison (2). Aussi la fréquentation des cours professionnels atteint-elle en Autriche, pendant toute l'année un taux très élevé : à Vienne, le nombre des présences à la fin des cours est de 75, 83,72, 86,40 et même 89,50 0/0 par rapport à celui des inscriptions. Une très forte proportion d'élèves « atteint, suivant l'expression viennoise, le but des cours » (76 et 79,25 0/0 aux cours préparatoires et aux cours de perfectionnement de Vienne).

Il existe en Autriche environ 650 écoles industrielles d'apprentis, générales ou spéciales à certaines industries ; on estime que leurs cours sont suivis par près de 100.000 jeunes gens.

Les cours de perfectionnement de Vienne nous fournissent le type parfait du système autrichien (3).

Ils sont administrés ou contrôlés par un organe central, la Commission de l'Enseignement professionnel, constituée pour la presque totalité par des représentants de l'industrie et des autorités locales. Cette Commission a sous sa haute direction 168 cours qui ont reçu, en 1903, 38.367 élèves et qui comprennent :

82 cours de perfectionnement préparatoires avec 14.093 élèves qui tendent à améliorer l'instruction primaire élémentaire des apprentis, chez lesquels elle est insuffisante ; un certain nombre de ces cours sont spéciaux aux garçons de café et de restaurant ;

38 cours de perfectionnements généraux qui ont réuni, en 1903, 8.861 élèves et qui tendent de plus en plus à se

(1) 1 fr. 05.

(2) *Rapport de la Délégation du Conseil municipal de Paris*, p. 140.

(3) Sur ces cours, voir le même rapport, p. 137 et seq.

spécialiser : les élèves insuffisants sont renvoyés aux cours préparatoires ; la durée des études est généralement de 2 ans et le dessin industriel y tient une très large place ; le programme ne comporte jamais de travaux d'atelier et c'est à peine si les élèves prennent part annuellement à 4 ou 5 visites d'usines ou excursions ;

11 cours de perfectionnement pour jeunes filles qui comptaient, en 1903, 2 663 inscriptions et qui orientent surtout leurs élèves vers les professions commerciales ;

37 cours techniques spéciaux créés et dirigés par des corporations avec 12.283 élèves. Ces cours sont la caractéristique de l'enseignement professionnel viennois ; ils sont très supérieurs par l'organisation aux cours similaires que nous avons rencontrés à Berlin. La Commission de l'Enseignement professionnel les favorise très visiblement et tandis que depuis 1898 les cours municipaux sont restés stationnaires, les cours de corporations se sont largement développés. Une forte part de leurs effectifs, comme de ceux des cours précédemment énumérés, est fournie par les professions commerciales : l'École de la corporation des marchands, à elle seule, comprend 3.419 élèves sur un total de 12 283 (année 1903) Le cours des tourneurs mérite particulièrement de retenir l'attention : il a réuni, en 1903, 331 élèves, dont 299 apprentis et 32 ouvriers. A la différence des cours municipaux il comprend des exercices pratiques et possède un outillage très complet, pour le développement duquel les pouvoirs publics ne lui marchandent pas les subventions. Le programme comprend 3 années d'études, à raison de 10 mois par an et d'au moins 10 heures par semaine et la chimie industrielle y tient une place notable. La plupart des cours de corporations, comme celui des tourneurs possèdent des ateliers et

complètent l'enseignement théorique par des travaux pratiques.

Aucun des cours viennois pour apprentis ou ouvriers du sexe masculin, sur lesquels nous avons pu recueillir des indications précises, ne pratique le demi-temps ; tous ont lieu le dimanche ou le soir après 6 heures. C'est là la conséquence de la particularité législative que nous avons signalée plus haut.

Le budget de la Commission de l'Enseignement professionnel atteignait, en 1903, 784.430 couronnes. Ce chiffre ne comprenait ni les 140.000 couronnes de dépenses, de chauffage et d'éclairage supportées par la Ville, ni les sommes très élevées fournies par les corporations.

La loi du 25 janvier 1887 a réparti comme suit la dépense des cours de perfectionnement à Vienne : 45 0/0 à la charge des industriels du district, en addition à l'impôt sur le revenu, 10 0/0 à la charge des industriels de la Basse-Autriche dépendant de la Chambre de Commerce et de l'Industrie ; 20 0/0 à la charge de la commune et 25 0/0 à celle de la province.

Aux cours placés sous la direction de la Commission de l'Enseignement professionnel, il faut enfin ajouter les cours de maîtres fondés par le Ministère du Commerce en 1904 et annexés au Musée technologique. Ces cours, comme les cours allemands similaires, ont lieu dans la journée ; leur durée varie de 12 à 16 semaines et leurs élèves bénéficient d'un certain nombre de bourses.

En outre, des cours du dimanche et du soir, fréquentés par 1.000 élèves, environ, sont annexés aux écoles de grosse et petite mécanique dépendant du même musée technologique. Ce musée, d'ailleurs, mérite lui-même, dans une étude sur l'instruction professionnelle de l'ouvrier,

une mention particulière. Une des salles du musée qui a été fondée par l'Etat, est affectée à des expositions fréquemment renouvelées de machines-outils munies des derniers perfectionnements : les industriels sont régulièrement avertis des nouveautés exposées et sont admis à étudier librement le fonctionnement des appareils.

D'autres expositions ont lieu à la Rotonde ; elles sont destinées à encourager l'émulation des écoles et cours industriels de la Basse-Autriche, à côté des travaux exécutés à l'école même, le visiteur peut y voir les élèves y exécutant sous ses yeux des travaux analogues. Ces expositions attestent la valeur exceptionnelle de l'enseignement professionnel autrichien.

En Hongrie, la loi du 21 mai 1884 règle avec une minutie particulière tout ce qui concerne la fréquentation des écoles ou cours d'apprentissage. L'obligation s'applique à trois catégories de personnes ; individus ou personnes morales : aux apprentis, qui sont tenus de suivre les cours « pendant tout le temps de l'apprentissage » (art. 82), aux patrons, qui doivent « obliger l'apprenti à fréquenter l'école » (art. 62) — enfin aux communes comptant 50 apprentis au moins, qui, à défaut d'école spéciale, sont astreintes à instituer un cours à l'usage des apprentis (art. 83). L'année scolaire dure 10 mois à raison de 4 heures par semaine les jours ouvrables pour l'enseignement général et de 3 heures le dimanche pour le dessin ; les cours d'enseignement général peuvent être des cours de demi-temps, c'est l'autorité industrielle qui fixe l'heure à laquelle ils ont lieu (art. 33) ; dans la pratique, l'horaire de jour (de 5 à 7 heures) tend à prévaloir ; des dérogations peuvent être accordées pour certaines industries par le Ministre des

Cultes et de l'Instruction, d'accord avec le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce (art. 85).

Des dispositions particulièrement étroites sont prises pour assurer l'observation de l'obligation scolaire ; l'autorité industrielle tient un registre des apprentis de son ressort et la liste de ceux-ci est remise à l'inspecteur des écoles du district deux semaines avant le commencement de l'année scolaire ; l'inspecteur est de même tenu au courant de tous les contrats d'apprentissage passés en cours d'année (art. 77). L'autorité industrielle est tenue régulièrement par les directeurs d'écoles au courant de l'assiduité et des progrès des apprentis ; elle procède elle-même à cet égard à des vérifications (art. 78). Le patron qui ne remplit pas ses obligations légales est passible d'une amende de 20 à 200 florins et en cas de gravité particulière de l'infraction ou de récidive, peut être privé pendant un an du droit d'avoir des apprentis ou jeunes ouvriers (art. 117 et 160).

Pour permettre aux communes d'obéir au vœu de la loi d'abondantes ressources sont mises à leur disposition : en premier lieu, toutes les taxes ou amendes perçues en matière industrielle ; en cas d'insuffisance, un impôt spécial pouvant atteindre 2 0/0 des impôts directs prélevés dans la commune peut être perçu avec l'autorisation du Ministre de l'Intérieur et des Finances, enfin le Ministre des Cultes et de l'Instruction peut accorder des subventions aux communes à qui leur situation financière ne permet pas d'entretenir une école d'apprentissage (art. 87).

Ce régime d'obligation a été d'autant plus facilement accepté par l'industrie hongroise qu'il se rattache aux plus lointaines traditions nationales : l'enseignement profes-

sionnel existait en Hongrie dès le Moyen Age et dès 1783 un décret royal invitait les villes à fonder des écoles de dessin du dimanche et faisait de leur fréquentation régulière une obligation pour les apprentis ; en 1795, un deuxième décret refusait le titre de compagnon à tout apprenti qui n'aurait pas fréquenté pendant une année les cours de l'école de dessin et interdisait l'accès de la corporation professionnelle aux compagnons qui n'auraient pas suivi ces cours pendant une année supplémentaire. Quant à l'obligation pour les apprentis de fréquenter une « école d'apprentis », elle est antérieure à la loi de 1884 et remonte à la loi sur l'industrie de 1872.

Aussi ne doit-on pas s'étonner de l'empressement que communes, patrons et apprentis ont mis à se conformer à la loi. En 1896, 432 écoles s'offraient aux 104.572 apprentis hongrois ; le nombre des communes qui ne s'étaient pas encore conformées aux dispositions légales n'était que de 31. En 1898, ce nombre tombait à 22 et actuellement, c'est à peine si quelques communes peut-être, n'ont pas créé l'école prescrite. En 1904, il existait 526 écoles d'apprentis, dont 441 pour l'industrie et 85 pour le commerce et l'industrie et ces 526 écoles dont 16 étaient entretenues par l'Etat et le surplus par les communes étaient fréquentées par 80.319 élèves (1).

La Hongrie n'a pas échappé au mouvement de spécialisation que nous avons rencontré dans d'autres pays et progressivement à mesure que se répand l'instruction, les

(1) M. Sztárényi : « L'Enseignement industriel et professionnel de la Hongrie ». — *Bulletin de l'Enseignement technique*, 1^{er} septembre 1906. — Le rapport de Ch. Jacquemart à l'Exposition de 1900 (*loc. cit.*, p. 129), n'évaluait pas à plus de 7 0/0 le nombre des apprentis qui se dérobaient à l'obligation scolaire.

cours d'enseignement général se transforment en cours spéciaux. La spécialisation est particulièrement en honneur pour le dessin dont l'enseignement varie suivant qu'il s'adresse aux menuisiers, tourneurs, ferblantiers, mécaniciens, orfèvres, ciseleurs, tapissiers et décorateurs.

L'enseignement est presque partout gratuit ; là où une rétribution est exigée, elle est minime et s'applique surtout aux fournitures scolaires.

A côté de ces cours pour apprentis, qui ne comprennent pas de travaux d'atelier, et où la spécialisation ne dépasse jamais les limites étroites de l'enseignement du dessin, un certain nombre de cours spéciaux pour adultes, maîtres et ouvriers, sont organisés dans les écoles professionnelles et d'arts et métiers. Ces cours s'adressent surtout aux menuisiers, aux serruriers et aux tisseurs. Il arrive fréquemment que leur programme comporte des travaux d'atelier ; c'est ainsi qu'aux cours du Musée technologique de Budapest, on enseigne la pratique du travail du bois, le tour, la serrurerie artistique. D'autres cours spéciaux se rapprochent davantage des écoles proprement dites : dans les cours d'hiver de l'industrie du bâtiment, par exemple, la durée des cours, atteint 42 heures par semaine ; d'avril à novembre les élèves doivent travailler dans les chantiers industriels. Les cours spéciaux, dans leur ensemble, réunissent plusieurs milliers d'élèves.

La Suisse

La Suisse s'engage elle aussi avec beaucoup de décision dans la voie de l'obligation depuis qu'elle s'efforce

en mettant à profit le progrès de l'utilisation des forces électriques, d'orienter vers l'industrie ses énergies nationales, en dépit des difficultés qu'elle rencontre : pauvreté du sol en houille, faible densité de la population.

Dans un certain nombre de cantons, Vaud, Fribourg, Obwald, Glaris et Valais, l'obligation, déjà, est officiellement instituée. Dans d'autres, elle fait chaque jour des progrès dans l'opinion publique, ou même parvient à s'imposer indirectement : à Zurich, le corps électoral par 37.000 voix contre 28.000 a marqué ses préférences pour le nouveau régime; à Berne, l'arrêté du 15 septembre 1904 rend obligatoire pendant 2 ans à partir de la 17^e année la fréquentation des cours préparatoires à l'examen des recrues. Mais il en dispense les élèves des cours de perfectionnement industriel, aussi la plupart des ouvriers ou apprentis de 17 à 19 ans optent-ils pour ces derniers. Partout enfin, les cours de perfectionnement encouragés et guidés avec fermeté par le Gouvernement fédéral, se développent rapidement. Ils tendent de plus en plus, sans même qu'il soit besoin d'une intervention législative, à se transformer en cours de demi-temps; les efforts de tous convergent pour assurer leur bonne fréquentation et obtiennent, même sans le secours de l'obligation, des résultats comparables à ceux que nous avons eu à constater en Allemagne et en Autriche.

C'est l'arrêté fédéral du 27 juin 1884 qui a constitué la première intervention de la Confédération dans l'organisation de l'enseignement technique : en vue d'améliorer cet enseignement, il ouvrait un premier crédit de 150.000 francs destiné à l'allocation de subventions et autorisait une attribution supplémentaire de 100.000 fr.

En 1904, l'ensemble des subventions fédérales afférentes à l'enseignement agricole, industriel et commercial atteignait : 1.835.998 francs (1), la dépense totale s'élevant à 10.572.792 francs dont 6.598.908 francs pour les seules écoles industrielles. On comptait 65.995 élèves dans les cours complémentaires d'été et 11.294 dans les cours complémentaires d'hiver.

Mais les autorités fédérales ne se bornent pas à subventionner, fort intelligemment d'ailleurs (2); en s'abstenant soigneusement d'empiéter sur les droits et prérogatives des cantons et des communes, tout en respectant cette décentralisation politique et économique, où il faut peut-être voir l'une des sources essentielles de la prospérité de certains peuples, elles contrôlent étroitement les établissements subsidiés et conseillent judicieusement les pouvoirs locaux. Des experts, choisis parmi les compétences reconnues et rétribués non par un traitement annuel, mais par une indemnité calculée d'après le nombre de journées consacrées aux inspections ou à la préparation des rapports, sont chargés par l'arrêté du département fédéral de l'industrie du 28 décembre 1900 de l'inspection de l'enseignement technique.

« L'enquête, dit l'article 7 de cet arrêté, portera sur le droit que l'établissement possède à une subvention, sur son organisation, son agencement, ses ressources en vue du but poursuivi : On recherchera, d'autre part, quelle est la valeur de l'enseignement, s'il répond aux besoins de la vie professionnelle, si les musées et les bibliothèques jouissent des moyens nécessaires pour provoquer une

(1) *Statistisches Jahrbuch der Schweiz*, 1904, Unter, Erz., XIII.

(2) Voir notamment le règlement du 7 novembre 1900.

instruction professionnelle fructueuse ; enfin, on s'enquerra si l'établissement fait un usage utile et correct de la subvention fédérale.

« L'inspection doit constituer autant que possible un stimulant, sans s'ingérer dans les droits des autorités cantonales et locales. Des conseils appropriés devront être donnés, lors de l'inspection ou dans le rapport, pour supprimer les inconvénients existants, pour parfaire et adapter autant que possible aux circonstances les institutions actuelles, ainsi que pour procéder à de nouvelles acquisitions.

« Il est recommandé de faire de temps à autre une visite aux chefs des départements cantonaux compétents, afin de maintenir en éveil leur attention dans le domaine de l'enseignement. »

Disons enfin, pour préciser le sens dans lequel s'exerce l'action du gouvernement fédéral que celui-ci met tous ses efforts à orienter les cours de perfectionnement vers la préparation directe à l'exercice d'une profession déterminée plutôt que vers le développement de l'instruction générale des élèves. Un « guide pour les écoles professionnelles de perfectionnement », publié le 1^{er} juillet 1901 par le département de l'industrie, contient à ce point de vue les indications les plus nettes :

« L'école professionnelle de perfectionnement (école d'artisans, école de métiers et école de dessin professionnel) dit-il, constitue un complément nécessaire de l'apprentissage professionnel ; elle a pour but l'acquisition et l'entretien de capacités et de connaissances ayant particulièrement trait à l'exercice d'une profession manuelle... qui ne sauraient être inculquées, dans la règle, par l'enseignement de l'atelier.

« ... Il est de toute importance que les commissions locales des écoles de perfectionnement soient essentiellement composées d'hommes initiés à la pratique du métier... On leur recommandera des visites nombreuses... »

Et le département de l'industrie prescrit d'adapter exactement les programmes aux besoins locaux, il insiste pour la transformation des cours du soir en cours de demi-temps ; il engage les pouvoirs locaux, à défaut d'obligation, à prendre toutes mesures susceptibles d'assurer la fréquentation des cours sans interruption pendant toute la durée de l'apprentissage ; il recommande de choisir parmi les praticiens de la profession les maîtres de dessin technique et des branches spécialement professionnelles ; il se prononce nettement pour l'organisation d'expositions de travaux d'élèves et l'institution d'examens publiés à la clôture de l'année scolaire.

Indiquons brièvement les mesures qui, en conformité de ces instructions, ont été prises par les principaux cantons pour l'amélioration de la main-d'œuvre industrielle.

Dans le canton de Genève, l'enseignement technique n'est pas encore obligatoire. Mais, en revanche, la durée de la scolarité primaire s'étend jusqu'à l'âge de 15 ans révolus : de 13 à 15 ans, l'enfant, qui ne reçoit pas ailleurs une instruction jugée équivalente, doit fréquenter l'école complémentaire, qui paraît bien présenter tous les caractères du cours de perfectionnement industriel, tout au moins en tant qu'il ne comporte pas de travaux d'atelier. L'article 40 de la loi du 5 juin 1886 dispose, en effet, que l'enseignement complémentaire « complète et développe l'enseignement primaire à un point de vue *pratique et professionnel, conforme aux exigences des diverses localités.*

Conformément à cette disposition et suivant les besoins

de chaque localité, l'enseignement complémentaire comprend dans les villes l'électricité, la chimie et le dessin industriels, etc., dans les campagnes des notions agricoles. Ajoutons que cet enseignement peut d'autant moins être confondu avec notre enseignement primaire supérieur qu'il a été organisé de façon à se combiner avec l'apprentissage ou le travail à l'atelier, dont il constitue le complément immédiat : il ne comprend, en effet, que de 10 à 18 heures par semaine, pendant 25 à 40 semaines, à raison de 1 heure 1/2 à 3 heures par jour. L'article 14 de la loi du 12 octobre 1892 et les articles 13 et 32 de la loi du 25 novembre 1899 obligent d'ailleurs le patron à donner à son apprenti, sur la journée de travail, le temps nécessaire pour l'enseignement prescrit par la loi.

Après 15 ans, les jeunes apprentis ou ouvriers genevois peuvent suivre les 2 années de cours d'hiver organisés par la ville de Genève. Ces cours, si on met à part en deuxième année la mécanique et le dessin industriel, sont presque exclusivement des cours d'enseignement général ; ils occupent 10 à 12 heures par semaine. Les cours pour jeunes gens sont suivis par 500 élèves, dont 176 étrangers et 150 apprentis d'industrie. Parmi les 240 élèves des cours de jeunes filles le nombre des apprenties est extrêmement faible.

Quant à un enseignement plus directement professionnel, c'est plutôt à l'académie professionnelle fondée par M. Bonchet et qui est simplement subventionnée par l'Etat de Genève que la jeunesse ouvrière le trouve. Les cours pour hommes dont la plupart donnent lieu à des applications pratiques, comprennent des cours pour charpentiers, menuisiers, ferblantiers, zingueurs, ébénistes, tapissiers, bijoutiers, joailliers, chimistes, cordonniers,

tailleurs, relieurs. Les patrons tapissiers laissent à leurs apprentis sur la journée de travail le temps nécessaire pour suivre les cours. En outre, à défaut de l'obligation légale, on s'efforce d'insérer dans les contrats d'apprentissage l'obligation pour l'apprenti de suivre les cours de perfectionnement adaptés à sa profession : l'action des offices d'apprentissage de la Suisse romande, soutenus par les départements cantonaux de l'instruction publique et du commerce et de l'industrie tend de plus en plus à s'exercer dans ce sens. Néanmoins les cours pour hommes n'ont été en 1904 suivis que par 221 apprentis et 225 ouvriers et la Commission de surveillance déplore le manque d'empressement des apprentis et des patrons à seconder ses efforts. Les cours pour dames sont beaucoup plus fréquentés ; mais la plupart s'adressent à des élèves sans profession et leur clientèle comprend 33 0/0 d'étrangères. Nous citerons cependant le cours spécial de coupe destiné aux apprenties couturières, qui a lieu le lundi matin et qui se propose de compléter directement l'enseignement pratique de l'atelier.

A la différence de Genève, dans le canton de Vaud, dont la capitale est Lausanne, la fréquentation des cours professionnels de demi-temps est légalement obligatoire. La loi du 21 novembre 1896, dans ses articles 2 et 18, dispose, en effet, que l'apprenti doit suivre les cours professionnels « en rapport direct avec sa profession » ; que le patron doit astreindre l'apprenti à cette fréquentation et lui donner le temps nécessaire « sur la journée de travail » ; et une décision du Conseil d'Etat du 30 août 1901 a déclaré que ces dispositions étaient applicables aux apprentis des deux sexes. Les commissions d'apprentissage déterminent l'étendue de cette obligation (art. 18 de la loi de 1896) et

sont autorisées à punir d'amende ou même d'arrêts « les cas d'indiscipline, les arrivées tardives et les absences » (arrêté précité). Les cours de jeunes filles sont tous des cours de demi-temps et cette espèce de cours fait également pour les garçons des progrès continus.

Les cours professionnels obligatoires sont organisés et administrés non point par les pouvoirs publics, mais par des sociétés privées dont la plus importante est la Société Industrielle et Commerciale de Lausanne. En 1902-1903, les cours de cette société groupaient 409 jeunes filles, parmi lesquelles un grand nombre d'élèves amateurs et 210 apprenties. Tous ces cours privés sont subventionnés par la commune, le canton et la Confédération.

La ville de Lausanne, qui manifeste d'ailleurs depuis peu une tendance à intervenir directement dans le domaine de l'enseignement professionnel féminin, a, en outre, créé des cours facultatifs de coupe et de perfectionnement, pour couturières et lingères, sorte de cours de maîtres où l'on n'est admis qu'après apprentissage complet et dont la durée n'est guère que de 7 semaines, à raison de 8 heures par jour. Ces cours où l'enseignement est méthodique et intensif ont un très vif succès, ils ont reçu 100 élèves en 1904 et ont été obligés d'en refuser un certain nombre (1).

D'après une note officielle du département de l'agriculture et du commerce, en date du 30 septembre 1907, le nombre total des élèves des cours féminins du canton dépasserait 2.000. Quant au nombre des apprentis astreints à fréquenter les cours professionnels, il est passé de 300 en 1899 à 2.500 en 1908. Ceux de ces apprentis qui se

(1) Astier et Cuminal, *L'enseignement technique*, p. 449 et sep. — Annexe IV.

révèlent incapables de suivre utilement ces cours sont renvoyés aux cours complémentaires dont une loi récente du 15 mai 1906 vient de décider l'institution. D'après cette loi, la scolarité primaire va jusqu'à la seizième et exceptionnellement la quinzième année. Les jeunes gens de 15 à 19 ans doivent ensuite suivre des cours complémentaires « organisés suivant les besoins locaux : professionnels, industriels ou agricoles », et qui ont lieu l'hiver à raison de six heures par semaine et de 60 heures par an au moins (art. 119 et 122). N'en sont dispensés que les jeunes gens, qui ont, par un examen, fait preuve d'une instruction suffisante, qui suivent des cours jugés équivalents ou qui sont atteints de maladies ou infirmités.

A Neuchâtel, dont la législation est restée fidèle au principe de la liberté, la municipalité a organisé sous le nom d'école professionnelle de dessin et de modelage des cours du soir suivis par 165 élèves, mais qui ne sont pas spécialisés.

Nous avons indiqué plus haut comment à Berne on est parvenu indirectement à rendre, en fait, obligatoires les cours de perfectionnement industriel. L'enseignement professionnel combiné avec l'apprentissage à l'atelier y est donné par l'institution dite « École d'ouvriers et de métiers d'art » et aussi par l'École des travaux féminins. La première qui reçoit à la fois jeunes gens et jeunes filles, comprend 4 sections : cours de perfectionnement professionnel ; cours spéciaux pour ouvriers ; cours spéciaux pour métiers d'art ; cours spéciaux pour les professeurs de dessin et d'enseignement professionnel. Sauf ceux de la 4^e section, tous sont payants.

A Bâle, il n'existe ni obligation directe, ni obligation indirecte ; mais, malgré cette absence de sanction, la

moitié des apprentis de la ville suivent les 105 cours d'été ou les 166 cours d'hiver de l'école générale industrielle (*Allegemeinen Gewerbeschule Basel*). Ces cours, suivis par une population scolaire qui varie de 1.100 à 1.400 unités, comprennent 632 heures de classe par semaine, dont 103 de 9 heures du matin à midi, 123 de 1 heure et demie à 4 heures, 192 de 5 à 7 heures, et 210 de 7 heures à 9 heures du soir. On y enseigne le calcul, la géométrie, la mécanique, la comptabilité, la technologie ; en outre, les peintres décorateurs, ferblantiers, tapissiers, fumistes, etc., exécutent des travaux d'atelier. Enfin une dizaine de cours de corporations (tailleurs, cordonniers, serruriers, coiffeurs, boulangers) ont lieu dans les locaux de l'école générale.

A Zurich, bien que la loi n'impose pas le demi-temps, c'est le matin qu'ont lieu les cours professionnels et grâce au sens pratique des patrons, les cours de perfectionnement industriel et les écoles d'ouvriers réunis ont été fréquentés pendant l'hiver 1903-1904 par 1.489 jeunes gens et 1.345 jeunes filles.

Les autres pays de l'Europe ne présentent, en ce qui concerne les cours professionnels, rien qui offre un intérêt ou une originalité, qui leur permettent de soutenir la comparaison avec les institutions que nous venons de passer en revue.

Au Danemark, la loi du 30 mars 1889 se borne à imposer au patron, dans les métiers où l'examen de compagnon comprend une épreuve théorique de dessin, calcul, etc., l'obligation de donner à l'apprenti « le temps nécessaire pour recevoir dans une des Écoles commerciales et techniques du lieu, l'enseignement nécessaire pour

subir cette épreuve et veiller à ce que l'apprenti profite convenablement de cet enseignement (art. 10). »

Dans un esprit analogue, la loi norvégienne du 15 juin 1881 prescrit au patron de tenir la main à ce que l'apprenti fréquente l'école publique de dessin et l'école technique et met à sa charge les dépenses scolaires (art. 2); le jury tient compte, pour la délivrance du certificat de compagnon, des certificats donnés par les directeurs de ces écoles.

En ce qui concerne la Belgique, nous nous bornerons à rappeler les indications que nous avons fournies au cours de notre chapitre III et à renvoyer aux statistiques que nous avons insérées dans ce chapitre. Le régime en vigueur est un régime de liberté absolue; l'État n'intervient que pour subventionner les tentatives dues à l'initiative des particuliers, des associations ou des autorités locales. Quant aux effectifs des cours d'enseignement industriel, le tableau du chapitre III établit que, dans l'ensemble du système belge, cette forme de préparation professionnelle ne tient qu'une place relativement peu importante. L'enseignement complémentaire industriel en Belgique ne correspond pas à un plan d'ensemble et il ne paraît avoir donné que des résultats assez médiocres.

Les États-Unis

Nous n'aurons pas à porter un jugement analogue sur les États-Unis.

Comme l'Angleterre et comme l'Allemagne, leurs rivales sur le terrain industriel, l'opinion américaine est à peu près unanime pour admettre qu'un bon ouvrier ne peut

être formé qu'à l'atelier, mais qu'il est indispensable de compléter l'enseignement pratique de celui-ci par un enseignement théorique à la fois général et adapté aux besoins de la profession. Nul pays, d'ailleurs, plus que les États-Unis, ne pouvait sentir l'impérieuse nécessité de porter au plus haut degré la valeur professionnelle de ses ouvriers. Cette nécessité a été ressentie à la fois par les industriels qui ont créé ou encouragé l'enseignement professionnel combiné avec le travail à l'atelier; par les particuliers qui ont assuré à cet enseignement les plus généreuses dotations; par les ouvriers, qui, favorisés par la courte durée de la journée de travail et sans avoir besoin de la contrainte légale, mettent à accroître leur instruction une persévérance et une énergie qu'on ne rencontre nulle part en Europe et qui n'hésitent pas pour cet objet à s'imposer des pertes de temps et des sacrifices pécuniaires relativement lourds. Les jeunes américains de la classe ouvrière, leurs huit années d'études primaires terminées, entrent à l'atelier ou au magasin et parallèlement suivent les cours de perfectionnement. Ces tendances ont été singulièrement fortifiées par les circonstances de fait dans lesquelles se poursuit l'évolution industrielle des États-Unis : croissance rapide en pleine terre vierge, pénurie et hauts prix de la main-d'œuvre, développement de l'outillage mécanique.

Parmi les écoles industrielles qui font l'objet des rapports du Commissionnaire du travail, les écoles techniques ou de continuation (*technical schools*) tiennent une large place. Ces écoles s'adressent aux ouvriers ou aux apprentis retenus le jour à l'atelier (1). Aussi se proposent-elles

(1) « *The school is supplementary to the work at the trade... adopted for*

simplement, à côté du développement général de l'intelligence des élèves, de les familiariser avec les principes scientifiques qu'ils peuvent être appelés à mettre en œuvre à l'atelier. Les outils et les machines n'y constituent qu'un matériel de démonstration. Cependant il faut noter que les programmes d'un certain nombre de ces écoles commencent à faire à la pratique une part suffisante pour que les élèves puissent se familiariser avec tous les progrès techniques (1). Les cours des écoles techniques ont surtout lieu le soir ou le dimanche matin. Les prototypes de ce genre d'établissement qui ont toujours le caractère d'institutions privées, sont les *Drexel and Spring Garden institutes* de Philadelphie, le *Rochester Athenæum*, l'école de Hoe et C^o, les écoles de l'association « *The young men's Christian Association* », dont l'enseignement est presque exclusivement commercial et les *Correspondence Schools*, qui constituent un type à part.

Le *Drexel Institute* a été fondé en 1892 grâce à une libéralité de 3 millions de dollars. L'enseignement donné par 70 maîtres, comprend 14 cours (beaux-arts et art appliqué, arts mécaniques, électricité industrielle, dessin et construction de machines, etc.). Les cours de jour ont été suivis en 1901-1902 par 420 élèves astreints à une rétribution de 12 à 38 dollars par terme et les cours du soir par 762 élèves, payant de 3 à 8 dollars.

Le *Spring Garden Institute*, qui, comme le *Drexel Institute* fonctionne à Philadelphie et qui comprend une section d'art, une de mécanique et une d'électricité, comptait

apprentices and workmen already at work at their trades. » (*Seventeenth annual report of the Commissioner of labor, Introduction, loc. cit.*)

(1) *Others introduce a good deal of such practice that the pupil may acquire a familiarity with all the processes of the trade (ibid.)*

101 élèves aux cours du jour et 692 aux cours du soir.

Le *Rochester Athenæum and Medanies Institute*, fondé par les industriels de Rochester (Etat de New-York) comprend 2 départements, arts industriels et beaux-arts, sciences et arts domestiques, fréquentés par 252 élèves le jour et 624 le soir.

Quant aux *Correspondence Schools*, la partie la plus originale du Système américain, elles ont pris au cours des dernières années, un développement tout à fait inattendu. Le programme est divisé en nombreuses leçons, courtes et soigneusement graduées : des instructions, questionnaires, planches de dessin, sont régulièrement adressés à l'élève qui renvoie ses réponses à l'école, laquelle les lui retourne avec les corrections, l'invite, s'il y a lieu, à recommencer le travail et parfois même, lui dépêche un instructeur. Les *Interrational Correspondence Schools* de Serantan possèdent 17 immeubles à Serantan, autant de bureaux de district, 150 offices locaux et, pour la propagande et l'instruction des 8.000 travailleurs des chemins de fer qui suivent ses cours, 6 wagons d'enrôlement (*enrollement car*) ; elles emploient près de 300 instructeurs et ont plus de 300.000 correspondants. Les directeurs consacrent une partie de leur temps à la visite des usines, ateliers ou magasins pour tenir leur enseignement au courant de tous les progrès : ils sont à la tête d'une entreprise commerciale qui vit uniquement des rétributions qui lui sont payées par sa clientèle.

Notons d'ailleurs que les *technical Schools* ne sont pas les seuls établissements qui se préoccupent de parfaire l'instruction des apprentis ou ouvriers déjà engagés dans l'exercice d'une profession. La plupart des écoles de métiers ou de dessin industriel comprennent, en effet, des

cours du soir : la *New-York trade School*, comptait en 1900-1901 à ses cours du soir 484 élèves payant de 6 à 16 dollars et pour lesquels elle avait même, moyennant 6 dollars par mois, organisé des dortoirs. La *Lowel textile school* compte 357 élèves à ses cours du soir ; la *New-Bedford textile school* a rendu ces mêmes cours presque gratuits ; ce qui est exceptionnel en Amérique. Les cours du soir de la *Cooper Union* de New-York (école de dessin industriel fondée par Peter Cooper et dotée par Carnégie) sont gratuits et réunissent 1873 élèves. De même l'école de dessin industriel récemment annexée à la *Carnégie technical school* de Pittsburgh est à la fois école de jour et école du soir.

La fréquentation de ces cours est très largement encouragée par les patrons américains (1), qui donnent toute latitude à leurs ouvriers ou employés pour les suivre, qui parfois même y obligent leur jeune personnel et souvent prennent à leur charge les frais de scolarité (2). De nombreux industriels ont même créé à l'intérieur de leurs usines des cours à l'usage de leurs apprentis. Dans les ateliers Baldwin de Philadelphie, les cours de cette nature comprennent le dessin et les mathématiques (3). Les cours

(1) La moyenne des présences aux cours techniques et commerciaux atteint 84 0/0 à Springfield, 63 0/0 à Buffalo, 78 0/0 à Boston, 50 à 60 0/0 à New-York. Dans les cours du soir non techniques la fréquentation descend fréquemment au-dessous de 50 0/0. Pour l'ensemble des écoles du soir aux États-Unis, la moyenne des présences quotidiennes atteint 107.375 élèves pour 292.319 inscriptions, ce qui fait une proportion très élevée (Rapport du Commissaire d'éducation pour l'année finissant le 30 juin 1905. — Voir aussi Sadler, ouvrage cité.)

(2) Acieries de Midvale, etc., art. cité de M. Métin, dans la *Revue Économique internationale*.

(3) *Bulletin de l'Enseignement technique*, 17 juin 1905, article cité de M. Chomienne.

organisés à Lynn par la Thomson Houston C^o méritent particulièrement de retenir l'attention : ces cours qui s'adressent à des apprentis de seize ans au moins ayant jusqu'à cet âge fréquenté les *grammar schools*, sont faits par des ingénieurs, dessinateurs et chefs d'ateliers de l'usine ; ils durent 3 ans, à raison de 5 heures par semaine pendant 40 semaines. L'enseignement comprend l'anglais, les mathématiques, le dessin, l'organisation et la marche d'une usine ; mais chaque ordre de leçons est étroitement adapté à la vie de l'usine : les élèves ont à leur disposition des modèles des machines les plus perfectionnées. Tout d'abord les cours eurent lieu le soir après la fermeture de l'usine, mais devant la médiocrité des résultats, on fut amené à les reporter au début même de la journée du travail (1). Il faut d'ailleurs noter les progrès faits dans l'opinion publique par les cours de demi-temps dont l'institution a été à maintes reprises réclamée depuis 25 ans(2),

Outre les cours qui ont un caractère plus spécialement technique, il existe dans la plupart des villes des cours du soir, qui se proposent de perfectionner l'enseignement déjà reçu dans les *grammar schools* et qui comprennent généralement les mathématiques, le dessin et la technologie.

M. Chomienne évalue à plus de 1 million le nombre des étudiants des deux sexes qui suivent les diverses catégories de cours. Mais ce chiffre doit être notablement réduit : le rapport du commissaire d'Education pour l'année 1905, qui, à la vérité, ne vise que les villes de 8.000 habi-

(1) *American Machinist*, 14 avril 1906, déjà cité.

(2) Voir *Exposition de 1900. — Rapport sur le groupe I, sixième partie, classe 6*, tome 2, p. 152.

tants et au-dessus, ne relève que 922 écoles du soir et 292,319 élèves. Il semble donc peu probable que le nombre total des élèves des cours du soir, pour tout le territoire des Etats-Unis, dépasse 500.000 unités.

CHAPITRE V

Conclusion. — Obligation ou liberté

Le projet de loi du gouvernement français

Dans les chapitres précédents, nous avons montré comment, des divers procédés susceptibles d'augmenter la valeur professionnelle de l'ouvrier, le seul qui ait paru recueillir les faveurs de l'unanimité des grandes puissances industrielles modernes, qui ait fait l'objet de leur part d'une application d'ensemble, le seul aussi qui ait semblé donner des résultats immédiatement appréciables, était l'institution des cours de perfectionnement. Nous avons montré que, parmi les mesures susceptibles de rénover l'apprentissage celles dont il serait permis d'attendre des effets suffisamment étendus qui ne soient pas à trop longue échéance n'avaient pu être mises en pratique et donner d'heureux résultats que dans certains pays, dont les traditions, l'organisation économique, le tempérament faisaient des milieux particulièrement favorables à l'application de ces mesures ? Quant aux écoles professionnelles nous avons indiqué dans notre chapitre III les très graves objections auxquelles se heurte leur enseignement et nous avons établi que, quels que soient les arguments théoriques qu'on puisse faire valoir en leur faveur, les

limites des budgets les plus extensibles sont trop étroites pour permettre d'accueillir dans ces établissements une fraction notable de la jeunesse ouvrière. Toutes ces objections n'ont pas échappé à la foule de ceux que passionne le problème de l'éducation professionnelle de la classe ouvrière. Aussi est-ce dans une généralisation systématique de cours analogues à ceux que nous avons vu fonctionner en Allemagne, en Autriche, en Suisse, en Angleterre, aux États-Unis et qui en France n'existent encore qu'à l'état embryonnaire, que l'opinion française au début du xx^e siècle s'applique presque unanimement à chercher la solution du problème. Deux faits surtout ont retenu l'attention dans l'histoire économique de la fin du dernier siècle. C'est en premier lieu le prodigieux essor de l'Allemagne industrielle, dont l'exportation passant de 3.644 millions à 7.853 millions, s'est accrue en 22 ans de 117 0/0 et a conquis de haute lutte le deuxième rang, immédiatement après l'Angleterre, dont elle menace l'hégémonie jusque sur son propre territoire. Le deuxième fait qui ait frappé l'attention est la coïncidence de ce rapide développement économique avec les étapes parcourues par l'Allemagne dans la voie de l'obligation appliquée aux cours de perfectionnement professionnel : c'est en effet la loi du 1^{er} juin 1891 qui autorisa les États et les communes à rendre obligatoire la fréquentation de ces cours et c'est celle du 30 juin 1900 qui vint rendre les patrons responsables de « l'exactitude de cette fréquentation ». Tout naturellement on vit un lien de causalité entre ces deux faits, sans bien se rendre compte d'ailleurs que l'essor économique de l'Allemagne moderne était dû à un ensemble très complexe de causes économiques, politiques et sociales, dont l'obligation des cours de

perfectionnement n'était qu'un élément, non des moindres d'ailleurs. Et dans certains milieux il fut admis comme un dogme que l'Allemagne ne devait sa supériorité qu'à ses cours obligatoires et que l'industrie française ne pouvait trouver son salut que dans l'institution de cours pareillement obligatoires.

Le mouvement d'opinion, qui devait aboutir au dépôt par le gouvernement d'un projet de loi sanctionnant le principe de l'obligation, n'a pas d'autre cause :

« Votre Commission, déclare devant le Conseil supérieur de l'Enseignement technique, M. Cohendy rapporteur de la Commission chargée de l'étude de l'avant-projet de loi, a tout d'abord été frappée des résultats que l'obligation de l'enseignement professionnel a produits dans les pays où elle était établie. Pour ne parler que de l'Allemagne, n'est-il pas incontestable que le développement de l'instruction professionnelle de ses ouvriers et de ses employés a été une des causes principales de son essor industriel et aussi de son expansion commerciale pendant ces vingt dernières années... Telles sont les considérations... qui ont déterminé votre Commission à inscrire dans le titre V de l'avant-projet le principe de l'obligation de l'enseignement professionnel ».

Et le Gouvernement, en déposant le 13 juillet 1905, sur le bureau de la Chambre des Députés, le projet de loi relatif à l'enseignement technique industriel et commercial ajoutait : « L'obligation de l'enseignement professionnel existe... en Allemagne, en Suisse et en Autriche-Hongrie... »

« Vous estimerez, comme nous, Messieurs, que notre pays ne peut, sous peine de compromettre sa prospérité

et son expansion économique, rester étranger à ce mouvement (1). »

Quant au rapport présenté par M. Astier au nom de la Commission du Commerce et de l'Industrie de la Chambre des Députés qui, sauf « d'insignifiantes modifications de détail », conclut à l'adoption du projet de loi gouvernemental, il a basé toute son argumentation sur le tableau comparé du Commerce extérieur des différents pays de 1890 à 1905 et sur un exposé fort détaillé de l'organisation de l'enseignement professionnel en Allemagne, qui occupe plus de 40 pages du rapport et en constitue la partie la plus originale.

Le projet de loi sur l'enseignement technique avait d'ailleurs été précédé de plusieurs manifestations en faveur de l'obligation post-scolaire. Le Conseil supérieur du Travail, dans sa session de novembre 1902, avait émis le vœu :

« Qu'une instruction professionnelle en rapport avec l'état choisi et exercé, doit être donnée à l'enfant de moins de 18 ans, de façon qu'il ne soit pas condamné à rester manœuvre ;

« Que cette instruction, théorique et pratique, soit donnée gratuitement ;

« Que la surveillance des enfants non apprentis qui reçoivent l'instruction professionnelle, soit organisée sur les mêmes bases que la surveillance des apprentis. »

La Ligue française de l'enseignement s'était aussi, à plusieurs reprises, dans ses Congrès, prononcée dans le même sens ; au Congrès d'Amiens, en septembre 1904, elle

(1) Chambre des Députés. — Imprimé n° 2.648 de 1905, p. 16, 79 et 82.

avait donné à ses desiderata une formule définitive, en demandant :

« 1° Que l'instruction des adultes (professionnelle, commerciale ou générale) soit obligatoire ;

« 2° Que l'enseignement professionnel soit pratique et de caractère utilitaire adapté aux milieux et aux diverses professions agricoles, commerciales et industrielles.

« 3° — Que cette obligation comporte au moins trois semestres répartis en trois années dans la période qui s'étend de 12 à 18 ans ;

« 4° — Que cet enseignement soit donné dans la journée, sans qu'il en résulte pour l'apprenti une diminution de salaire ou une prolongation soit de la journée, soit de l'apprentissage » (1).

Le vœu de la Ligue de l'Enseignement a été entendu et quelques mois après, le 13 juillet 1905, le gouvernement déposait sur le bureau de la Chambre des Députés un projet de loi qui sanctionne très fidèlement les divers desiderata exprimés par cette puissante association.

Ce projet de loi, d'ailleurs, ne borne pas son ambition à instituer pour les jeunes ouvriers, employés et apprentis de l'industrie ou du commerce un régime d'enseignement professionnel obligatoire, il vise à être un véritable code de cet enseignement : tous les établissements d'ordre technique, depuis l'Ecole centrale des Arts et Manufactures jusqu'aux plus modestes cours de perfectionnement, sont englobés dans ses dispositions. Ajoutons, d'ailleurs, que la plupart de celles-ci se bornent à reproduire, à codifier les textes en vigueur ou à sanctionner l'état de choses actuel, souvent aussi à poser des principes généraux, laissant à des

(1) *Exposé des motifs du projet de loi*, p. 79.

règlements d'administration publique le soin d'en organiser l'application. Nous notons simplement que le titre II prévoit la création de comités départementaux de l'enseignement technique, où « les compétences locales les plus autorisées au point de vue tant administratif que pédagogique et industriel ou commercial » (1) seront appelées à collaborer à l'œuvre de l'administration en donnant leur avis sur toutes les questions intéressant l'enseignement technique dans le département et qui leur seront soumises, en recherchant même spontanément les moyens de développer cet enseignement et en exerçant, concurremment avec l'inspection de l'enseignement technique et les commissions locales professionnelles, la surveillance des cours professionnels et de perfectionnement publics ou subventionnés par l'Etat (art. 14). Le titre IV règle les conditions d'ouverture, de fonctionnement et d'inspection des écoles techniques privées et le droit de reconnaissance conféré au Ministre du Commerce et de l'Industrie et qui permet à ces établissements d'obtenir des subventions et donne à l'Etat un pouvoir de contrôle plus étroit et plus direct sur leurs études.

Mais il n'y a là que des dispositions secondaires et des innovations très relatives et qui ne paraissent pas susceptibles d'améliorer de façon appréciable la situation de notre industrie et de notre commerce en face de la concurrence internationale.

La partie capitale — la seule qui constitue une modification notable de l'ordre de choses existant — est le titre V intitulé : « Des cours professionnels ou de perfectionnement » et qui retiendra plus longtemps notre attention.

(1) *Ibid.*, p. 8.

D'après ce titre, des cours professionnels ou de perfectionnement devront être organisés pour les apprentis, les ouvriers et les employés du commerce et de l'industrie dans les communes désignées par arrêté du Ministre du Commerce et de l'Industrie pris après avis du comité départemental et du Conseil Supérieur de l'Enseignement technique. Ces mêmes communes seront dotées par arrêté ministériel d'une commission locale professionnelle « chargée de déterminer et d'organiser les cours obligatoires pour les besoins des professions commerciales et industrielles de la localité » (1) (art 51 et 53). S'il existe déjà dans la commune des cours professionnels, ceux-ci pourront être reconnus suffisants par la commission locale professionnelle et dans ce cas après avis favorable de la commission permanente du Conseil supérieur technique, recevoir de l'État une subvention ne dépassant pas la moitié de leurs dépenses de fonctionnement. « La Commission permanente du Conseil supérieur de l'Enregistrement technique pourra, sur la proposition de la Commission locale professionnelle et sur les rapports de l'inspecteur de l'enseignement technique et de l'inspecteur du travail, les intéressés entendus, déclarer qu'un cours est insuffisamment organisé pour répondre aux obligations de la loi ». Une disposition additionnelle, due à l'initiative du Conseil supérieur du travail, réserve aux administrateurs

(1) La composition de cette Commission doit être déterminée par décret et pour certains éléments par arrêté ministériel : la Commission locale doit comprendre essentiellement des fonctionnaires de l'enseignement, des industriels, des commerçants, des ouvriers, des employés en exercice ou ayant cessé d'exercer la profession, lesquels seront nommés par le Préfet et d'autre part des conseillers municipaux et prud'hommes élus par leurs collègues et les inspecteurs de l'enseignement technique et du travail ; le maire de la commune en aura la présidence.

du cours un recours contre cette décision devant le conseil supérieur lui-même (art. 54) (1). A défaut de cours professionnels jugés suffisants, la Commission locale détermine les cours nécessaires; la commune est tenue de les créer et de pourvoir à leur fonctionnement avec l'appui éventuel de l'État dont la subvention, fixée comme il vient d'être dit, peut atteindre la moitié de la dépense. C'est la commission locale qui arrêtera les programmes des cours professionnels communaux; toutefois, le Conseil supérieur du Travail, pour donner quelque unité à l'enseignement, a demandé que ces programmes soient soumis à l'approbation du comité départemental de l'enseignement technique (1), et le rapporteur de la Chambre des Députés dans le dernier état de la question s'est rallié à cet amendement. Aucune limite ne paraît devoir être mise aux droits de la Commission locale et du comité départemental en cette matière : les seules qui s'imposent à eux sont en effet celles qui résultent de l'intitulé du projet de loi « Projet de loi sur l'enseignement technique, industriel et commercial » et du titre V « Des cours professionnels et de perfectionnement ». Mais ces expressions sont aussi larges que possible. L'enseignement technique a, en effet, si nous en croyons l'article 1 « principalement (mais non exclusivement), pour objet, sans préjudice d'un complément d'enseignement général, l'étude théorique et pratique des sciences et des arts et métiers en vue de l'industrie et du Commerce ». Et le com

(1) Séance du mercredi 21 novembre 1906, p. 140 et 141 du compte rendu. Bien que cette modification ne figure pas aux rapports 3.084 et 48 de 1906, le rapporteur de la Chambre s'y est rallié; elle est, en effet, reproduite dans le texte du projet de loi annexé à l'ouvrage déjà cité, qu'il a publié en collaboration avec M. Cuminal (p. 409 et seq.)

mentaire donné par M. Cohendy au Conseil supérieur de l'enseignement technique n'est pas pour restreindre cette définition : « Nous... pensons, dit-il, que l'enseignement technique serait incomplet et qu'il atteindrait mal son but s'il se contentait de distribuer des connaissances théoriques et pratiques exclusivement professionnelles. Son rôle n'est pas seulement de former des producteurs et de préparer à l'exercice d'une profession déterminée; il est aussi de former des hommes et de développer les qualités intellectuelles et morales sans lesquelles les connaissances positives risqueraient de rester stériles. Sans cesser d'être lui-même et tout en conservant son originalité propre, l'enseignement technique ne peut donc pas se désintéresser de l'instruction générale des jeunes gens qui lui sont confiés; il doit nécessairement compléter cette instruction, et faire à la culture générale la part légitime, indispensable qui lui revient dans toute éducation digne de ce nom (2) ». Quant aux mots « cours professionnels et de perfectionnement » bien que nous n'en ayons trouvé de définition ni dans les rapports de MM. Cohendy et Astier, ni dans l'exposé des motifs du projet de loi (3) et qu'ils aient prêté à quelque confusion même dans les milieux les mieux préparés à en discerner la valeur exacte, nous pensons que les auteurs de ce projet ont simplement voulu englober sous ce vocable l'enseigne-

(1) *Compte rendu*, p. 146.

(2) *loc. cit.*, p. 56.

(3) M. Bouquet, directeur de l'enseignement technique a cru pouvoir devant le Conseil supérieur du Travail déclarer : Il y a deux catégories de cours professionnels : le cours professionnel proprement dit qui est la théorie du métier et le cours de perfectionnement qui est un cours technique plus général (16 nov. 1906. — *Compte rendu* p. 72). Nous doutons que cette définition soit de nature à projeter sur la question une très vive clarté.

ment théorique en tant qu'il est combiné avec le travail à l'atelier, au bureau ou au magasin, enseignement professionnel proprement dit et complément d'instruction générale. Ainsi donc, la plus grande latitude est laissée aux commissions locales et départementales et l'on peut dire, suivant l'expression de M. Cohendy, qu'elles statuent « souverainement » : l'enseignement technique obligatoire sera ce qu'elles le feront. Une seule règle paraît résulter pour elle du texte de l'article 57 : c'est l'obligation de placer l'horaire des cours obligatoires « pendant la journée légale de travail » et de ne pas prolonger les cours au delà d'un maximum de 8 heures par semaine et 2 heures par jour.

Les cours professionnels obligatoires sont soumis à la surveillance de la Commission locale outre celle des inspecteurs de l'enseignement technique ; toutefois ces derniers ont seuls droit d'entrée dans les cours qui ont lieu à l'atelier ou dans l'usine (art. 62).

Quant au personnel des cours professionnels ou de perfectionnement, il sera nommé par le maire sur une liste de trois noms présentée, pour chaque emploi, par la Commission locale ; c'est aussi au Maire qu'il appartiendra de prononcer les révocations après avis de la Commission. Pour donner plus de garanties et faciliter le règlement des différends, le conseil supérieur du Travail (1) a proposé de décider qu'en cas de conflit entre le maire et la Commission locale, ce serait le comité départemental qui désignerait en dernier ressort les membres du personnel enseignant et M. Astier a fait sienne cette disposition additionnelle. Mais par une singulière inconséquence, on a

(1) 21 novembre 1906, *loc. cit.*, p. 157 et seq.

laissé au maire seul, sans recours au Comité départemental, le droit de révocation (art. 56).

Ainsi organisés, les cours deviennent obligatoires dans les communes désignées, comme il a été dit par arrêté ministériel. Cette obligation s'applique d'une part pendant 3 ans au maximum aux jeunes gens et jeunes filles âgés de moins de 18 ans, employés dans le commerce et l'industrie soit comme apprentis, soit comme employés ou ouvriers (art. 52); d'autre part, aux patrons qui doivent leur laisser le temps et la liberté nécessaires pour suivre les cours. Le conseil supérieur du Travail, dans un esprit de libéralisme, sur lequel nous insisterons plus loin, propose de dispenser de cette obligation les établissements « dans lesquels la durée normale du travail du personnel n'excède pas 8 heures par jour ou 48 heures par semaine » (1). Cet amendement a été inspiré par la pensée qu'il serait excessif, lorsque le patron a lui-même réduit à 8 heures la durée du travail de son jeune personnel, de lui imposer une nouvelle réduction par l'obligation de prélever sur cette courte durée le temps nécessaire pour les cours obligatoires. Mais il y a eu là une confusion du Conseil supérieur du travail : le prélèvement doit être fait sur « la durée légale » qui est, de par les lois des 2 novembre 1892 et 30 mars 1900, de 10 heures par jour et non point sur la durée normale du travail dans l'établissement. Par conséquent, même en l'absence de l'amendement et les jours de cours obligatoires, le patron, dont le jeune personnel ne travaille que 8 heures, pourra continuer à exiger 8 heures de travail. Le même esprit d'équité s'est manifesté dans un autre amendement du Conseil

(1) 21 novembre 1906, p. 157 et seq.

supérieur du Travail disposant que « les heures consacrées à l'enseignement professionnel pendant la journée légale de travail seront prises de *préférence*, au commencement ou à la fin de la journée ».

Le but de cet amendement paraît avoir été d'éviter aux industriels des tracasseries sans profit pour l'enseignement; l'insertion des mots « de *préférence* » retire d'ailleurs toute force impérative au nouveau texte (1). Le texte même du gouvernement n'échappe pas tout à fait à la critique. L'article 57 après avoir posé l'obligation pour le patron de laisser à l'apprenti toute liberté de suivre les cours, dispose : « Les cours professionnels obligatoires devront avoir lieu pendant la journée légale du travail ». C'est là une obligation qui s'impose aux personnalités chargées de la direction des cours et qui n'atteint les patrons qu'indirectement, parce qu'aux cours ainsi organisés ils devront laisser aller leur personnel. L'obligation des patrons ne va pas plus loin; s'ils laissent à leur jeune personnel le temps nécessaire pour suivre les cours, ils gardent entière leur liberté d'organiser le travail comme ils l'entendent dans les limites fixées par la loi du 30 mars 1900. Qu'est-ce donc que cette journée légale de travail pendant laquelle doivent avoir lieu les cours obligatoires? C'est une durée de 10 heures, mais qui peut être comprise entre 5 heures du matin et 9 heures du soir, c'est-à-dire pendant un espace de temps de 16 heures. Si l'on se trouve dans une commune où il n'y a qu'un seul établissement industriel ou commercial occupant des jeunes gens ou jeunes filles de moins de 18 ans — ou s'il est possible en raison de leur petit

(1) 21 novembre 1906, p. 160.

nombre de s'assurer que tous les établissements de la commune ont à peu près le même horaire de travail, — la tâche de la Commission locale sera simple : elle prélèvera les heures de cours sur la journée de 10 heures en usage ; si les heures de travail sont par exemple fixées de 8 heures à midi et de 1 heure à 7 heures, elle décidera que les cours auront lieu certains jours de 5 heures à 7 heures. Mais supposons que nous sommes dans une commune où les établissements industriels de la profession sont nombreux, ont des horaires très différents ou même, ce qui est leur droit, les font varier très fréquemment. La Commission ne pouvant fixer ses heures d'après la journée légale effective les fixera d'après un horaire qui lui paraîtra usuel : elle décidera, par exemple, qu'ils auront lieu de 5 heures à 7 heures. Et alors, le patron pourra, de 5 heures du matin à 4 heures du soir, exiger 10 heures de travail de ses jeunes ouvriers. Or si nous nous reportons au rapport de M. Cohendy — et dans le silence de l'exposé des motifs et du rapport de M. Astier, c'est à ce seul document que nous pouvons nous référer ? — Nous voyons que l'article en discussion s'inspire des considérations suivantes : « Il nous paraît impossible d'admettre que des enfants qui ont déjà travaillé pendant 10 heures à l'atelier puissent être obligés de suivre des cours pendant la soirée : ce serait leur imposer un surmenage nuisible à leur santé et dans ces conditions l'enseignement professionnel ne pourrait guère porter ses fruits. » (1)

Si telle a bien été la pensée des auteurs du projet, il faut regretter qu'ils ne l'aient pas mieux traduite. Notons que nous avons envisagé ici l'hypothèse où la Commission

(1) *loc. cit.*, p. 84.

locale, sans méconnaître les nécessités industrielles, s'efforce de donner satisfaction au vœu du législateur. Mais elle pourrait aussi admettre que « la journée légale de travail » est constituée par tout ce qui, dans la journée astronomique n'est pas heure de nuit et il faut avouer que dans une commune où les horaires varient c'est la seule interprétation rigoureuse qui soit possible. Et alors rien n'empêcherait la Commission de décider que les cours auront lieu de 7 à 9 heures du soir, en dehors de la durée habituelle de la journée de travail. La confusion provient de ce que l'on a voulu parler de la journée *légale* alors qu'il aurait fallu parler, comme l'avait fait la loi du 22 février 1851, de la journée *effective*, qui doit évidemment ne pas dépasser la journée légale, — ou plutôt, en raison des diversités de pratique, de la journée usuelle, — ou bien encore, si on avait voulu réaliser la pensée exprimée par M. Cohendy, ajouter un paragraphe additionnel spécifiant que la durée journalière du travail exigé de l'enfant soit à l'atelier, au magasin ou au bureau, soit aux cours obligatoires, ne pourra pas dépasser au total le maximum fixé par la loi du 30 mars 1900. A défaut d'une semblable disposition, le principe du demi-temps, s'il arrive à prévaloir, le devra plutôt à la bonne volonté de tous qu'à l'autorité de la loi.

Quant aux jeunes ouvriers ou employés, en dépit d'une rédaction quelque peu défectueuse, ils sont dispensés de suivre les cours et leurs patrons ne sont pas soumis aux obligations légales dans les cas suivants :

1° Lorsqu'ils sont titulaires d'un diplôme ou d'un certificat délivré par une école technique publique ou privée

agréée par l'État ou le Comité départemental de l'enseignement technique (1) ;

2° Lorsqu'après une ou deux années d'études ils auront obtenu le certificat de capacité professionnelle, après un examen, dont les épreuves à la fois théoriques et pratiques seront déterminées par arrêté du ministre du Commerce après avis de la Commission et subies devant un Jury « composé de l'Inspecteur départemental de l'enseignement technique ou à son défaut d'un délégué du préfet, président, des professeurs des cours et d'un nombre égal de patrons et d'ouvriers ou employés de la profession nommés par le préfet, et choisis, autant que possible, parmi les membres de la Commission locale (2) ;

3° Lorsqu'ils suivent les cours d'une école régionale des beaux-arts (3) ;

4° Lorsqu'au bout d'un an au moins d'assiduité au cours, ils auront été reconnus par leurs professeurs, sur la demande de leurs parents ou tuteurs, comme n'ayant

(1) Amendement du Conseil Supérieur du travail, 21 novembre 1906, *loc. cit.*, p. 169.

(2) Il convient de noter que cette disposition qui figurait dans le texte du Gouvernement et dans celui primitivement proposé par M. Astier, sous quelques réserves (n° 48, p. 123), ne se trouve plus dans le texte publié en annexe de l'ouvrage de MM. Astier et Cominal. D'après ce dernier texte, les jeunes gens qui possèderaient déjà un bagage de connaissances supérieur à l'enseignement donné seraient comme les autres astreints à suivre les cours pendant trois ans. Nous faisons remarquer dès maintenant que le règlement (précité) en vigueur à Berlin dispense des cours même la première année les jeunes gens qui prouvent « qu'ils sont déjà parvenus au but que se propose d'atteindre le cours de perfectionnement » Le texte adopté par le conseil supérieur du Travail, et dont le libéralisme se marque une fois de plus, dispensait de même de suivre les cours les jeunes gens qui avaient préalablement subi l'examen d'aptitude prévu par l'art. 68 (22 novembre 1906, p. 177.)

(3) Cette disposition ne figure ni au projet du gouvernement, ni au texte officiel de la Commission, mais seulement au texte déjà cité, publié en annexe de l'ouvrage de MM. Astier et Cominal.

pas les aptitudes nécessaires pour profiter de l'enseignement ;

5^o Lorsque, sans condition de stage, ils auront été jugés incapables de suivre les cours par la Commission locale (1) (art. 59 et 60).

Ajoutons que le dernier paragraphe de l'article 57 permet au Ministre du Commerce, après avis de la Commission locale d'autoriser à faire les cours obligatoires en dehors de « la journée légale de travail ». Un amendement du Conseil supérieur du travail, accepté par M. Astier, exige qu'il soit statué dans le délai d'un mois sur toute demande de dérogation (2).

En vue d'assurer l'assiduité des cours, chaque élève est muni d'un livret, visé par le professeur à chaque leçon et par le patron ou son préposé chaque semaine. En cas d'absences réitérées, les parents ou tuteur de l'enfant et la Commission locale sont avertis, les premiers par le patron, la deuxième par le professeur (art. 58). Le Conseil supérieur du travail, pour ne pas imposer aux patrons une paperasserie étrangère à leur industrie, a proposé de charger le professeur d'aviser les parents et la Commission et M. Astier a accepté cette formule. Remarquons que, pour qu'aucun assujetti n'échappe à l'obligation, il n'eut pas été inutile d'insérer dans le projet de loi une disposition relative à l'inscription des assujettis analogue à celle que nous avons vue en vigueur à Berlin et Francfort et qui est appliquée dans presque toute l'Allemagne ; cette disposition n'eut nullement fait double

(1) Amendement du Conseil supérieur du Travail (22 novembre 1906, p. 175), accepté par M. Astier.

(2) 21 novembre 1906, p. 160.

emploi avec l'article 10 de la loi du 2 novembre 1892, qui nous paraît tout à fait insuffisant.

Des sanctions pénales assurent l'observation des prescriptions ci-dessus indiquées des articles 57 et 58 : à la première infraction commise par le patron, la Commission locale peut ordonner l'affichage pendant 15 jours ou 1 mois à la porte de la mairie de ses nom, prénoms et qualités et de la mention de l'infraction; en cas de récidive dans les 12 mois, l'infraction est justiciable du tribunal de simple police et passible, sauf erreur provenant de la production de fausses pièces, d'autant d'amendes de 5 à 15 francs qu'il y a de jeunes gens ou jeunes filles employés en violation des dispositions légales; une nouvelle récidive dans les 12 mois suivants, amène le délinquant devant le tribunal correctionnel qui prononce des amendes de 16 à 100 francs, lesquelles ne peuvent être abaissées par l'admission des circonstances atténuantes au-dessous de 5 francs, l'affichage du jugement et son insertion dans les journaux aux frais du patron (art. 63, 64, 65 et 66). — Les mêmes pénalités peuvent, d'après l'article 67, être appliquées « aux parents et tuteurs qui empêcheraient leurs enfants ou pupilles de fréquenter les cours professionnels obligatoires ou qui négligeraient de veiller à leur assiduité, après avoir été avertis de leurs absences par le chef d'établissement ». Si le défaut d'assiduité est imputable à « la mauvaise volonté évidente de l'enfant » celui-ci pourra être puni par l'affichage de ses nom et prénoms à la porte de la mairie pendant 15 jours ou 1 mois (art. 67). Le rédacteur du projet de loi serait sans doute surpris si cette dernière sanction avait quelque efficacité; il ne nous dit pas si elle est exclusive des pénalités portées contre les parents, dont la responsabilité, d'ailleurs, dans

les termes de l'article 67, sera le plus souvent difficile à saisir ; mais il semble bien qu'il en soit ainsi : si c'est l'enfant qui est coupable, on comprendrait malaisément que ce soit le père qui soit frappé. Mais alors, qui ne voit qu'une famille désireuse de se soustraire à ses obligations légales trouvera dans ce texte un moyen facile d'échapper à toute répression effective. Et, en dernière analyse, il apparaît que tout l'arsenal repressif imaginé par le gouvernement est, en fait et en dépit des intentions affirmées, exclusivement dirigé contre les patrons.

Ajoutons, pour compléter cette analyse des dispositions légales, que les cours obligatoires devront être gratuits ; mais que la fréquentation d'un cours payant pourra être reconnue équivalente et que les cours prévus par la loi pourront être organisés par les chefs d'établissements industriels et commerciaux à l'intérieur même de leurs établissements (art. 52.)

Après leurs trois années de scolarité, les jeunes gens, et jeunes filles visés par le projet de loi pourront obtenir à la suite d'un examen, un certificat d'études professionnelles (art. 60).

Notons enfin que l'article 68 exige que l'organisation des cours professionnels obligatoires soit achevée dans le délai maximum de 5 années à partir de la promulgation de la loi. Il n'y a là d'ailleurs qu'une simple manifestation platonique et d'où ne résulte aucune obligation pour le gouvernement, puisque ces cours ne doivent exister que dans les communes désignées par arrêtés ministériels. Nous ne croyons pas d'ailleurs que les auteurs de cette formule aient entendu décider par là qu'il ne sera plus créé de cours obligatoires après l'expiration d'un délai de 5 ans.

Le projet de loi dont nous venons d'étudier la partie la plus importante, consacre donc le principe de l'obligation dans ce qu'il y a de plus rigoureux ; le temps des cours, en dépit d'une rédaction défectueuse, doit être prélevé sur la durée de la journée de travail et le patron est tenu sous des peines sévères, de collaborer étroitement à l'application de la loi.

Nous n'hésitons pas à affirmer que, si on parvenait à appliquer avec quelque rigueur les dispositions proposées, à généraliser leur application sur une partie notable du territoire français, si en un mot ces dispositions devaient, dans la pratique, être autre chose qu'une affirmation de principe à peu près platonique, la loi projetée risquerait de porter à notre industrie, dont elle doit assurer le relèvement, un coup irréparable.

Quels sont donc les arguments que l'on invoque en faveur de l'obligation et quelle est leur valeur respective ?

L'exposé des motifs affirme la nécessité d'un enseignement technique approfondi et l'insuffisance des moyens éducatifs dont dispose, à cet effet, notre pays. Nous n'y contredisons pas. Mais est-ce à dire que l'obligation soit de nature à satisfaire le besoin d'enseignement technique qu'éprouve l'industrie moderne ou à remédier à l'insuffisance reconnue ? Éliminons tout d'abord les arguments accessoires que l'on invoque non sans en forcer un peu la portée. Les charges des communes, dit l'exposé des motifs, vont se trouver très largement atténuées par ce fait que les cours existants « constitueront presque partout la base de la nouvelle organisation » et qu'il suffira de les développer. Nous verrons plus loin ce qu'il faut penser de cette affirmation ; mais nous observons dès maintenant qu'il y a peut-être quelque contradiction à arguer de l'in-

suffisance de l'organisation actuelle pour justifier l'obligation, quitte à prétendre ensuite que les charges seront négligeables parce que l'organisation actuelle à peine développée suffira pour faire face aux besoins. — Quant à l'obligation, elle ne constitue pas, dit-on, une sujétion nouvelle pour les chefs d'industrie qui sont « déjà astreints à cette obligation par les dispositions de la loi du 22 février 1851 », qui leur prescrivent d'enseigner progressivement et complètement leur profession à l'apprenti. « Il n'est pas permis de croire, dit l'exposé des motifs, que le temps consacré à l'instruction professionnelle du jeune ouvrier et *soustrait par suite à son travail productif* puisse être inférieur à 2 heures par jour ou à 8 heures par semaine (1) ». Bien plus, le projet de loi créera une situation de faveur pour les industriels : « il aura... pour effet de faciliter singulièrement leur mission, en les dispensant de l'accomplir personnellement, s'ils le désirent, et en les déchargeant ainsi d'une lourde responsabilité. » C'est là un sophisme quelque peu audacieux et qui détonne dans une déclaration gouvernementale : l'article 12 de la loi de 1851 n'exige pas que nous sachions, que le temps consacré par le patron à enseigner le métier à l'apprenti soit « soustrait » à tout travail productif. » Nous ajoutons que ce texte ne s'applique qu'aux cas actuellement très peu nombreux où il y a encore un contrat d'apprentissage et qu'il ne comporte aucune sanction pénale. Nous croyons également pouvoir négliger l'argument de M. Cohendy, d'après lequel l'obligation serait réclamée par la grande majorité des intéressés (2). L'enquête de 1902 a été, en

(1) P. 16.

(2) *Ibid.*, p. 82.

effet, impuissante sur ce point à dégager une opinion bien nette : les avis ont été très partagés et une fraction fort intéressante, qui atteint peut-être la moitié des partisans de l'obligation demande que les cours aient lieu en dehors de la durée légale du travail, en sorte que ce qui se dégage de plus précis de cette consultation, c'est que, si le projet de loi de 1905 eût été soumis à l'enquête, il n'eût pu recueillir une majorité. Ajoutons que, si du côté ouvrier, il paraît susceptible d'obtenir des adhésions, il est douteux qu'il puisse être accepté même par une infime minorité de patrons : pendant la discussion du projet par le Conseil supérieur du Travail, aucun des représentants du patronat n'a pris la parole sans repousser très énergiquement le principe de l'obligation pendant la durée légale du travail.

Reste le grand argument, celui qu'on tire de l'exemple de l'étranger, particulièrement de l'Allemagne. Nous nous sommes déjà expliqué dans notre Chapitre II sur la valeur d'un tel argument. La graine qui a germé dans une région les moissons les plus abondantes restera stérile dans le sol dissemblable du pays voisin. Des principes opposés, obligation en Allemagne, liberté en Angleterre et aux États-Unis, portent les mêmes fruits en égale abondance. Les races germaniques possèdent à un très haut degré, avons-nous dit, un esprit de discipline, un respect de l'autorité, un sens de l'action collective qui nous font tout à fait défaut et dont des habitudes anciennes et jamais abolies augmentent en Allemagne la puissance spontanée (1). Même si l'on fait abstraction du milieu social et des différences de situation et d'évolution économiques, si on ne considère que les textes législatifs, ce serait une erreur de

(1) Voir notamment ce que nous avons dit de la corporation.

croire que l'Allemagne a, du jour au lendemain, appliqué sur la plus grosse part de son territoire le principe de l'obligation. Or c'est bien cela qu'on veut faire en France si les mots ont une signification. Le projet de loi prévoit en effet l'application généralisée du nouveau texte dans un délai maximum de 5 ans, ce qui constitue une bien courte étape dans la vie d'un peuple, mais ce qui est encore une longue attente si l'obligation est pour notre industrie menacée dans ses sources vitales le remède certain, d'efficacité assurée, en dehors duquel il n'est pas de salut. On nous dit qu'on ne procédera que par étapes, qu'on n'établira les cours que là où ils seront reconnus nécessaires. Sans doute, mais nous imaginons que ces étapes seront contenues dans le délai maximum de 5 ans. Quant à la nécessité des cours, elle est générale à peu près partout où le commerce et l'industrie ont quelque importance : le défaut de culture professionnelle de notre main-d'œuvre n'est pas, nous l'avons vu, un mal étroitement localisé. Si, d'ailleurs, on restreint à l'extrême l'application du principe d'obligation, pourra-t-on en attendre un relèvement appréciable de notre industrie ? Nous n'ignorons pas, au surplus, que l'article 57 prévoit des dérogations : mais si, dans le silence des autres documents, nous nous reportons au commentaire de M. Cohendy, nous constatons que ces dérogations, dans la pensée des auteurs du projet de loi, ne joueront que très exceptionnellement et seulement dans les professions dans lesquelles la journée est temporairement ou pendant toute l'année inférieure à 10 heures, c'est-à-dire presque exclusivement dans la banque ou le bâtiment dont le rôle économique est assez limité dans le domaine de la concurrence internationale. Si la foi dans l'obligation que l'on affirme en haut lieu n'est pas tout à

fait dénuée de sincérité, il faut donc à très bref délai et sans aucun tempérament s'attendre à voir imposer l'obligation à toutes nos grandes industries d'exportation.

Est-ce ainsi qu'on a procédé en Allemagne, pays cependant mieux préparé que le nôtre à un régime de corporatisme rigoureux? Non. La loi du 21 juin 1869 marque le premier pas dans la voie de l'obligation : dès cette époque, les patrons sont tenus de laisser à leurs apprentis sur la journée de travail le temps nécessaire pour suivre les cours de perfectionnement. — En 1891, 22 ans après, nouvelle étape : la loi du 1^{er} juin 1891 *autorise* les États particuliers, les communes ou associations de communes à rendre les cours obligatoires pour les jeunes ouvriers et à régler les obligations des parents, tuteurs et patrons. Ce n'est donc pas encore comme dans le projet de loi de 1903, l'obligation absolue laissée à la discrétion du pouvoir central et s'appliquant à tous selon une formule invariable ; c'est au contraire la faculté laissée aux pouvoirs locaux d'instituer l'obligation dans la mesure qu'ils jugeront utile.

Enfin, en 1900, 31 ans après le premier pas fait dans cette voie, on astreint le patron, là où existe une école professionnelle reconnue par l'État ou la commune, à obliger le jeune ouvrier à la fréquenter et à veiller à son assiduité. Et l'autorité centrale n'a exercé aucune pression de nature à diminuer en fait la liberté de droit laissée aux États particuliers et aux communes : les progrès de l'obligation ont été très lents et celle-ci n'a même pas encore donné son plein effet. La législation du plus important des États allemands, la Prusse, n'a pas sanctionné l'obligation ; l'institution d'un régime d'obligation ne date que du 1^{er} avril 1903 à Berlin où il ne s'applique encore

qu'aux jeunes garçons, du 12 mars 1903 à Cologne, où la loi locale qui devait faire de ces cours des cours de demi-temps n'est pas encore, croyons-nous, intervenue. Partout, il semble bien qu'on ait attendu pour instituer l'obligation dans la loi qu'elle soit passée dans les mœurs : à Berlin, dont la population n'est guère que des deux tiers de celle de Paris. en janvier 1904, avant l'établissement du nouveau régime, les cours étaient déjà fréquentés par 32.259 auditeurs, dont 22.813 apprentis et par 5.852 auditrices; si nous admettons que la proportion des assujettis au nombre total de la population soit la même qu'à Paris (1), il ne semble pas que l'application de l'obligation aux jeunes ouvriers et employés puisse amener aux cours berlinois un nombre très considérable de nouvelles recrues. Si Berlin et Cologne étaient en France, si le projet du gouvernement obtenait l'approbation du Parlement et si le nouveau texte était appliqué dans l'esprit où il a été conçu, ces villes connaîtraient un an peut-être après la promulgation de la loi toutes les rigueurs d'un régime que les grandes villes allemandes n'acceptent au bout de 10 ou 15 ans qu'avec de très appréciables atténuations. C'est donc à tort que, pour obtenir l'institution d'un régime sans précédent depuis que la Révolution a rétabli la liberté économique, on invoque l'exemple de l'Allemagne. Celle-ci, bien que l'opinion publique y fut mieux préparée, n'a nullement agi avec la brutalité que laisse apparaître le projet du gouvernement. Ajoutons que, durant le temps pendant lequel elle a parcouru le stade de l'obligation, sa situation économique,

(1) A Paris, d'après le recensement de 1901, le nombre des jeunes employés et ouvriers âgés de 12 à 17 ans n'est que de 41.196.

l'état de la concurrence internationale, lui donnaient toute liberté de réaliser cette réforme sans s'inquiéter, autant que nous sommes obligés de le faire, de ses répercussions possibles. L'Allemagne en était encore à la période de recueillement ; ses industries d'exportation n'avaient pris qu'une faible expansion, elles ne se heurtaient pas au dehors et au dedans à une concurrence extrêmement vive. Il n'en est plus de même aujourd'hui et le heurt des grandes nations industrielles sur tous les marchés du globe a pris une âpreté que ne connaissaient pas il y a quelques années encore les luttes économiques ; actuellement les monopoles de fait les plus solidement établis sont contestés par une concurrence chaque jour plus audacieuse et il paraît fort douteux que l'Allemagne, si l'organisation de son enseignement technique n'était pas vieille d'un quart de siècle, ait aujourd'hui, en pleine bataille, le loisir de mener cet enseignement au degré de perfection auquel il est parvenu.

Nos industries, notre commerce d'exportation, pressés de toute part par les concurrences que nous avons signalées dans notre chapitre 1^{er}, peuvent-elles supporter la surcharge qu'elles vont avoir à subir par la diminution de l'offre de main-d'œuvre adolescente et les difficultés pratiques d'organisation du travail qui résulteront de l'obligation des cours de demi-temps ? Nombreux sont dans notre industrie les enfants ou jeunes ouvriers qui ne sont employés que comme auxiliaires des ouvriers, de telle façon que ceux-ci ne puissent accomplir leur besogne sans le concours de leurs aides : tels sont les bobineurs dans l'industrie textile, les rebrousseurs dans la bonneterie, les garçons maçons, couvreurs, fumistes, dans le bâtiment, etc. Là où les ouvriers travaillent en équipe, on ne peut modi-

fier souvent la composition des équipes sans inconvénient pour le travail. Nombre d'industries vont donc se trouver amenées soit à modifier l'organisation du travail, soit à réduire la journée de travail, soit purement et simplement à congédier leurs apprentis ou jeunes ouvriers. Et il semble bien que, dans la pratique, les nécessités de l'industrie et les difficultés de la concurrence ne laissent place qu'à cette solution. Nous avons montré (chapitre 1^{er}) comment la loi du 30 mars 1900, en instituant un régime différent pour les ateliers d'adultes hommes et les ateliers mixtes avait provoqué de nombreux renvois parmi les jeunes ouvriers ; nous avons indiqué que la loi danoise du 11 avril 1901, en fixant des durées différentes de travail pour les jeunes ouvriers et les ouvriers avait eu un effet semblable. Le gouvernement français, reconnaissant les conséquences néfastes des différences de régime établies par les lois de 1892 et 1900, a déposé en 1906 un projet de loi unifiant la journée de tous les travailleurs hommes, femmes et enfants. Nous pouvons donc affirmer que le projet de loi sur l'enseignement technique, dont la conséquence la plus certaine est la création, pour les mineurs de 18 ans, d'une journée spéciale inférieure à 10 heures, coupée suivant des règles qui ne pourront tenir un compte suffisant des exigences industrielles, ne s'inspire pas des leçons du passé. Les renvois d'apprentis ou de jeunes ouvriers deviendront une nécessité : si, en effet, on conçoit que certaines industries puissent s'accommoder au moins temporairement, de la journée de 10 heures, il ne semble pas qu'il puisse en être ainsi de la journée de 8 heures qu'imposera de façon intermittente le système préconisé. Sous couleur d'accroître la valeur professionnelle de nos jeunes ouvriers, on risque donc de porter un coup irré-

médiabale à leur préparation rationnelle à l'œuvre industrielle : un effort immense aurait été fait, et les résultats se traduiraient par un recul marqué. L'enseignement donné au cours doit, en effet, de toute nécessité, être soutenu par le travail à l'atelier, qui doit être en même temps sa base et son objet : quel profit pourraient en tirer des jeunes gens de 15 à 18 ans, rejetés de façon presque permanente de l'atelier et dont la journée serait livrée à l'oisiveté et au vagabondage ?

En Allemagne, dira-t-on, les renvois que vous redoutez ne se sont pas produits. Nous n'y contredisons pas ; mais l'exemple de la loi de 1900 nous permet d'affirmer qu'ils se produiraient chez nous. On oublie, d'ailleurs, que l'obligation en Allemagne a été le résultat d'une longue adaptation des mœurs et que là où elle a été instituée, elle ne l'a été qu'avec des tempéraments que nous ne retrouvons pas dans le projet de 1903. Les communes où la durée des cours est prélevée sur la durée journalière du travail ne sont encore qu'une très petite minorité et ce régime n'y a été établi dans presque tous les cas, qu'après entente avec les corporations intéressées. Des exemptions rationnelles sont accordées : le paragraphe 4 du règlement de Berlin dispense de la fréquentation des cours tous ceux qui prouvent que leurs connaissances sont au moins équivalentes à celles qu'ils retireraient de cette fréquentation ; dans le dernier état du texte français, au contraire, on impose trois ans de cours à des jeunes gens qui peut-être possèdent des connaissances égales à celles de leurs maîtres. — L'Allemagne laisse à la plupart de ses communes pleine liberté d'instituer l'obligation ou de la repousser. — En Hongrie, seul pays où existe un régime rigoureux d'obligation établi sans l'adhésion des pouvoirs

locaux, la loi ne va pas jusqu'à imposer la fréquentation du cours de demi-temps. — Le régime que l'on veut instituer en France ne se recommande donc que de très loin des systèmes appliqués à l'étranger.

Si d'ailleurs, les cours de perfectionnement ont donné en Allemagne les remarquables résultats que tous reconnaissent, il ne faut pas perdre de vue qu'ils le doivent à ce fait que l'apprentissage y est resté très vivace : le cours et l'atelier collaborent et cette collaboration ne peut être que féconde. Il n'en est pas de même en France et dès lors, pour que l'obligation puisse réaliser la révolution économique qu'on en attend, il faudrait que le cours de perfectionnement doublât l'enseignement théorique par un enseignement manuel conduit scientifiquement. Or il ne semble guère qu'il puisse en être ainsi. Les auteurs du projet de loi ont laissé dans une imprécision préméditée cette question de programme et M. Astier est même allé au-devant des objections financières en spécifiant qu'étude pratique d'un métier ne signifie nullement travail manuel (1).

L'organisation des cours va, en effet, imposer de lourdes charges à l'Etat, mais surtout aux communes. C'est là encore un point sur lequel l'exposé des motifs et les rapports parlementaires se gardent d'apporter des précisions. M. Bouquet, directeur de l'enseignement technique, a cependant déclaré devant le conseil supérieur du Travail que, pour une première organisation dans les centres industriels importants la charge de l'Etat ne serait que de 2 millions et que les communes et les sociétés auraient à faire face à une dépense au moins égale. Mais un des membres du Conseil a fait observer quelques jours plus

(1) Rapport cité, p. 91.

tard qu'en supposant que l'obligation soit instituée dans 10.000 communes sur 36.000 et que la dépense moyenne ne dépasse pas 5.000 francs par commune, il fallait compter sur une dépense de 50 millions et le directeur de l'enseignement technique, dont les services ont préparé le projet de loi, n'a élevé aucune objection contre ce chiffre (1).

Pour Paris, la direction de l'Enseignement primaire de la Seine a procédé à une étude de la question et elle s'est arrêtée à cette conclusion que, tout compte tenu des cours municipaux et privés actuellement existants et en utilisant les abondantes ressources en matériel des écoles primaires, la dépense atteindrait annuellement 1.100.000 f., avec 200.000 francs de frais de premier établissement (2). A quels chiffres n'arriverait-on pas pour la France entière si on voulait joindre à la partie théorique des cours de perfectionnement des démonstrations pratiques, qui exigeraient un personnel spécial et un outillage perfectionné ?

Serait-ce d'ailleurs, dans le maximum de 8 heures par semaine imparti par le projet que cet enseignement pourrait être donné utilement, à défaut d'un apprentissage en voie de disparition ? Nous craignons fort qu'à l'heure même où l'Allemagne s'oriente avec beaucoup de fermeté vers un enseignement professionnalisé, on ne dote purement et simplement la France d'un enseignement primaire complémentaire et obligatoire, qui s'adressera non plus à des enfants sur lesquels l'action du maître s'exerce de façon permanente et avec une autorité au moins rela-

(1) *Loc. cit.*, 14 et 29 novembre 1906, p. 29 et 100.

(2) Voir rapport général de M. Dausset, conseiller municipal de Paris, sur le projet de budget de la Ville de Paris pour 1909, p. 224 et 225 (1908. Imprimé n° 68.)

tive que vient soutenir l'intervention paternelle, mais à des jeunes gens déshabitués de l'obéissance, indisciplinés et sur lesquels les moyens habituels du maître resteront impuissants. Et cette création bâtarde, si lourde pour les finances publiques, si dangereuse pour notre industrie et notre commerce, cette obligation nouvelle, à quel moment prétend-on l'imposer? A l'heure même où apparaît aux yeux des moins prévenus ce que l'on appelle couramment la faillite de l'obligation scolaire. En dépit de la loi du 28 mars 1882 qui a rendu l'enseignement primaire obligatoire, il reste encore actuellement un très-grand nombre d'illettrés : lors du recensement quinquennal de 1901, il y avait encore 4.864.627 français et françaises de plus de 15 ans ne sachant ni lire, ni écrire, dont 560.000 n'avaient pas 30 ans, et par conséquent avaient été soumis au régime d'obligation institué par la loi de 1882. Bien plus, il a été constaté que la proportion des illettrés, qui jusque vers 1900 avait tendu à décroître, restait depuis cette date à peu près stationnaire et semblait même sur le point de remonter : en 1905, le nombre des conscrits ne sachant ni lire ni écrire ou sachant écrire seulement, est tombé à 14.133, mais il est passé à 17.130 en 1906 et 15.352 en 1907, même progression du nombre des conscrits qui ne savent que lire et écrire, tandis que le nombre de ceux qui ont une instruction primaire plus étendue tombe de 253.518 en 1905 à 208.012 en 1906 et 197.847 en 1907. Dans certains départements, le recul prend un relief saisissant : en 1906, le Finistère comptait 241 conscrits ne sachant ni lire ni écrire, le Morbihan 546 ; ils en comptent respectivement 545 et 1361 en 1907 ; le contingent du Calvados comprend, en 1907, 126 illettrés, alors qu'il n'en avait que 79 en 1901. Et dans l'exposé des motifs d'un

projet de loi récent, le Ministre de l'Instruction Publique évalue à 25 ou 30 0/0 la proportion des illettrés et des « lettrés insuffisants, pour qui fut à peu près stérile le temps abrégé de leur scolarité ». Si quelques progrès ont été réalisés jusque vers 1900, ajoute le Ministre, ce n'est pas à l'obligation qu'il faut en faire honneur (1). S'il en est ainsi et s'il résulte à l'évidence de l'examen des faits que l'obligation ne donne que désillusions, que toute réforme qui tient à l'intimité même de l'individu, à sa bonne volonté, ne peut être réalisée que par le progrès des mœurs publiques et par les facilités offertes à l'action des libres initiatives, que signifie le régime de coercition qu'on veut faire peser sur notre pays ?

Mais, dira-t-on, le projet présenté par le gouvernement écarté, que restera-t-il ?

Il restera la liberté, qui a fait ses preuves tout autant pour le moins que le régime d'obligation.

Aussi bien une très vive réaction se dessine-t-elle contre le système de coercition et de repression pénale qu'on prétendait instaurer en France. Les inconvénients de la loi seront ressentis non seulement par les patrons, mais par les ouvriers, qui souvent embauchent eux-mêmes leurs jeunes auxiliaires et qui verront diminuer ou disparaître l'appoint qui constitue pour la famille le salaire de l'enfant. Et il apparait dès maintenant que cette loi, qui ne peut donner de résultats que si son action est secondée par la bonne volonté de tous, aura contre elle l'hostilité de tous. Dans

(1) Projet de loi portant modification de la loi du 28 mars 1882 sur l'Enseignement primaire obligatoire. — Séance de la chambre des Députés du 24 janv. 1907. — Documents parlementaires, annexe n° 681. — Voir aussi dans *le Journal* les articles de MM. Lucien Descaves, 28 juillet 1908, F. Buisson, 6 août 1908, etc.

notre chapitre I^{er} nous avons signalé l'indifférence presque malveillante du prolétariat français pour l'apprentissage. Nous craignons fort que la nouvelle loi ne transforme cette indifférence en franche hostilité. Nous n'en voulons pour preuve que les déclarations très nettes que faisait récemment à ce sujet l'un des chefs du mouvement syndicaliste ouvrier. « L'Etat ici encore n'a rien à voir, a déclaré dans l'enquête du « Mouvement socialiste » M. Delesalle, secrétaire adjoint de la section des Bourses du Travail. Augmenter ses attributions en ce sens, serait aller à l'encontre du but poursuivi. Le Syndicat doit, ici comme dans tous les autres domaines de la production, s'occuper résolument de la question. *Lui, et lui seul, le peut efficacement...* Elle (la question) est intéressante au plus haut point, quand ce ne serait que pour *barrer la route à l'Etat* qui, de ce côté encore semble vouloir élargir ses attributions » (1).

Aussi bien, même dans les milieux officiels, dans les assemblées consultatives, dont la majorité s'inspire le plus directement des idées réformistes et interventionnistes, l'esprit libéral pénètre et gagne du terrain.

Le Conseil supérieur du Travail (2), n'a pas été sans en éprouver l'influence et appelé dans sa session de novembre 1905 à se prononcer sur le projet, alors que celui-ci avait déjà fait l'objet d'un rapport favorable à la Chambre des Députés, il a très nettement, souvent à l'unanimité exprimé son désir de le voir amendé dans un sens plus conforme à l'équité et aux intérêts de l'industrie nationale. Au cours de l'exposé du projet, nous avons men-

(1) *Mouvement socialiste*. « Enquête ouvrière sur la crise de l'apprentissage » (n° du 15 avril 1908, p. 246.)

(2) *Compte rendu*, 1^{er} juillet 1905, p. 129, 16 novembre 1906, p. 60.

tionné quelques-uns des amendements par l'adoption desquels se sont manifestées les tendances libérales du Conseil supérieur du Travail. Ce ne sont pas là les seules manifestations de cet état d'esprit. Mentionnons l'amendement suivant à l'article 52, adopté à l'unanimité : « L'assistance aux cours ne sera pas obligatoire dans les professions pour lesquelles les Chambres syndicales patronales ou ouvrières seront d'accord pour en constater l'inutilité » (1). Il y a là une brèche importante au principe d'après lequel il appartient au Ministre de déterminer les cas dans lesquels les cours sont obligatoires et on peut être assuré que de nombreuses corporations en profiteront pour échapper à l'obligation.

Dans le même esprit, le Conseil, sans d'ailleurs dans sa majorité repousser absolument l'institution de sanctions (2), est passé avec quelque dédain à l'ordre du jour sur les articles 63 à 67, relatifs aux pénalités en adoptant à l'unanimité moins une voix l'ordre du jour suivant :

« Le Conseil supérieur, après avoir examiné le chapitre V du projet de l'enseignement technique, jusques et y compris l'article 62.

« Considérant que le succès de la réforme et du perfectionnement de l'enseignement professionnel dépend plutôt de la bonne volonté concertée des parents et des patrons et du zèle des différentes Commissions départementales et locales, que de la menace des mesures coercitives.

(1) 20 novembre 1906, p. 120.

(2) 13 novembre 1906, p. 19. « Sans gendarme pas de loi possible ; à toute loi il faut une sanction » (déclaration de M. Moreau, secrétaire général de la Fédération Ouvrière des Transports.)

« Considérant qu'il convient surtout de faire appel au sentiment de l'intérêt bien compris des divers intéressés en cause.

« Considérant toutefois qu'il est indispensable de garantir par des sanctions légales le respect de l'obligation légale et de réprimer les mauvaises volontés systématiques.

« Déclare s'en rapporter à la sagesse du Parlement pour la rédaction des autres articles du projet ».

Pour préciser la portée de cette déclaration, il suffira de rappeler que cette motion n'est que la transposition avec addition de motifs d'une proposition déposée par MM. Gide et Jay et que ses auteurs commentaient en ces termes : « On a voté le principe essentiel et l'organisation de l'enseignement, a déclaré M. Gide; il ne reste que les pénalités qui nous apparaissent comme un point beaucoup moins important. M. Groussier l'a très bien dit. Ce n'est pas par les pénalités que nous imposerons la réforme. Personne ici, d'aucun côté, ne peut sérieusement penser que c'est à coup d'amendes qu'on organisera l'enseignement professionnel en France. Il semble donc qu'on pourrait laisser de côté cette question... Je n'ai personnellement aucune confiance dans les sanctions pécuniaires. ... Le vote de la motion voudra dire que le Conseil considère que les pénalités sont d'ordre tout à fait secondaire. »

M. Jay, de son côté, tout en affirmant la nécessité de pénalités, reconnaissait qu'il n'y attachait pas en l'espèce « une importance extrême » et qu'il était disposé sur ce point à se « montrer très large. »

Même défiance contre la repression du côté ouvrier et socialiste. « Ce ne sont pas toujours des pénalités qui

donnent les meilleurs résultats en matière d'application des lois, déclarait M. Groussier, député socialiste », — « Je n'ai pas plus que M. Gide confiance dans les sanctions pécuniaires..... Des deux côtés, on est d'accord pour reconnaître que ce n'est pas surtout sur elles (les pénalités) que l'on compte », confirmaient MM. Briat, rapporteur, délégué des Bourses du Travail et Moreau, de la Fédération ouvrière des Transports (1).

Aucune équivoque n'est donc possible et il ressort à l'évidence de cette discussion que personne, parmi les membres du Conseil supérieur du Travail, dont la plupart savent par la pratique la part qui doit être faite aux nécessités industrielles et commerciales, n'a voulu donner une approbation publique au rigoureux système de pénalités proposé.

Et cet état d'esprit ne paraît pas avoir laissé indifférent le rapporteur de la Chambre des Députés, puisque dans l'étude récente à laquelle plusieurs fois déjà nous avons eu l'occasion de nous reporter, il émet l'opinion que les Chambres s'inspireront des sentiments du Conseil supérieur du Travail « pour atténuer les sanctions proposées en faisant surtout confiance au bon sens des premiers intéressés, patrons et jeunes ouvriers ou apprentis (2).

Le Conseil supérieur du Travail a estimé que ce n'est pas dans la création d'un abondant arsenal de repression qu'il fallait rechercher la rénovation de notre enseignement professionnel. « Il est possible quelquefois d'encourager, de susciter les initiatives », a dit M. Groussier ; et M. Briat, s'adressant aux membres patrons du Conseil, a manifesté

(1) 22 novembre 1906, p. 183, 185 et seq. Voir aussi p. 171.

(2) *Loc. cit.*, p. 357.

ainsi sa confiance dans la bonne volonté de tous : « J'ai confiance dans votre large esprit d'initiative pour encourager les plus récalcitrants à faire un petit effort en faveur des jeunes ouvriers dans la voie de l'enseignement professionnel et j'avoue mon espoir qu'aucun industriel ne tombera sous le coup de la loi parce que tous l'appliqueront avec bonne volonté et surveilleront cet enseignement dans la mesure du possible. »

Et de cette nouvelle conception, le Conseil a fait deux applications, dont l'une au moins est particulièrement originale. D'une part, il a adopté un article 59 *bis*, qui fait bénéficier d'une réduction de patente, (proportionnelle au rapport du nombre des apprentis à l'effectif total du personnel de l'entreprise (1) et qui peut atteindre 20 0/0) les chefs d'établissements industriels et commerciaux qui s'obligeront à enseigner leur profession en se conformant à la loi du 22 février 1851 à des jeunes gens ou jeunes filles de moins de 18 ans et qui leur feront suivre les cours professionnels. Parallèlement et pour encourager les jeunes ouvriers et ouvrières à suivre assidument les cours et à tirer profit de l'enseignement, un article 60 *bis* institue des bourses de voyage et de séjour en France, à l'étranger, aux colonies, qui seront attribuées dans chaque département après concours entre les élèves titulaires du certificat d'études professionnelles.

Il y a là les symptômes d'un très heureux mouvement d'opinion. L'Etat français, ici comme en matière d'apprentissage, n'a eu qu'un médiocre souci de seconder ou de faire naître les initiatives individuelles et quand il est

(1) Il va sans dire que la proportion des apprentis à l'ensemble du personnel ne pourra dépasser un certain taux.

intervenir pour favoriser la création de cours d'adultes, ses encouragements ont été distribués avec plus de parcimonie que de discernement : peut-être s'est-il pour des considérations plus politiques que scolaires, laissé aller à disperser à l'extrême l'effort et a-t-on apporté trop de négligence à suivre l'emploi des subsides accordés et dont le total d'ailleurs reste bien au-dessous de l'étendue des besoins. Parcimonie, répartition défectueuse et indifférence à l'emploi des crédits alloués, telles nous paraissent avoir été les caractéristiques de l'action des pouvoirs publics. Alors que les nations étrangères consacrent des millions à l'enseignement technique complémentaire de l'atelier, c'est à peine si le budget de l'État français contribue aux cours d'adultes pour 1.100.000 francs, sur lesquels la part de l'enseignement professionnel reste au-dessous de 450.000 francs. Il importe que l'Etat fasse un effort plus considérable pour donner à l'enseignement technique tout son essor : pour être en droit de proclamer la faillite du régime de liberté, encore faut-il qu'on lui ait fait donner tout ce qu'il est susceptible de donner. Cet effort devra porter non seulement sur le développement des cours, mais aussi sur la restauration de l'apprentissage, car les deux grands moyens de formation technique sont intimement liés. Et nous espérons que le gouvernement ne sacrifiera pas les intérêts du pays à la crainte de se voir soupçonné d'avoir servi des intérêts privés et qu'il n'hésitera pas à appuyer, au besoin de ses subsides comme l'exemple nous en est donné à l'étranger, les tentatives faites par nos industriels pour accroître la valeur professionnelle de leurs jeunes ouvriers.

Au besoin, qu'il donne l'exemple dans les nombreux établissements industriels qui régissent les ministères de

la Guerre, de la Marine ou des Finances. Qu'il encourage aussi les efforts de nos jeunes ouvriers, qu'il leur fournisse libéralement les moyens d'aller étudier à l'étranger les méthodes auxquelles nos rivaux doivent tant de succès.

Les patrons français comprennent le danger qui les menace, ils se préoccupent des fins d'intérêt général et ils se groupent pour cet objet ; c'est en éveillant les énergies latentes, en les stimulant, en les soutenant de son autorité et de ses ressources plutôt qu'en essayant de se substituer à elles et en faisant appel à la coercition que l'Etat parviendra à améliorer la main-d'œuvre nationale et permettra à notre industrie et à notre commerce de reprendre dans le monde la situation prépondérante que des causes très complexes lui ont fait perdre. « Il n'y a qu'une seule chose au monde dont on puisse dire qu'elle soit absolument bonne, proclamait Kant, c'est la bonne volonté. » C'est là une maxime qui, dans les difficultés de l'heure présente, mérite d'être retenue par les pouvoirs publics.

BIBLIOGRAPHIE

I. — OUVRAGES GÉNÉRAUX

Collection des imprimés de la Chambre des Députés (notamment projet de loi relatif à l'enseignement technique industriel et commercial, n° 2648 de 1903 ; rapports de M. ASTIER sur ce projet, n° 3084, 8^e législature et 48, 9^e législature, 1906).

Collection des imprimés du Conseil municipal de Paris (notamment rapport de M. DAUSSET, sur les règlements des écoles professionnelles, n° 2 de 1904 ; rapport de la Délégation pour l'Etude de l'enseignement professionnel en Suisse, Autriche-Hongrie et Allemagne, 1905 ; rapport de M. Pierre MOREL sur l'enseignement technique et professionnel, n° 29 de 1906).

Exposition universelle de 1900, à Paris, — Rapports du jury international (introduction générale, tome V. — Groupe 1, 6^e partie, classe 6. — Groupe XVI, 1^{re} partie, classe 101).

Exposition universelle de 1900. — A. PICARD, Le bilan d'un siècle, Paris.

Congrès international de l'Enseignement technique commercial et industriel de 1900 (Rapports, discussions, Paris).

Conseil supérieur du Travail. — Rapport de M. BRIAT, enquête et documents sur l'apprentissage, 1902, 2^e rapport de M. BRIAT, 1905.

Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale. — *Annuaire statistique de 1906.*

Annuaire de législation étrangère.

Annuaire de la législation du Travail, Bruxelles.

Bulletin de l'Enseignement technique.

Bulletin de la Société de protection des apprentis et des enfants employés dans les manufactures.

Revue d'économie politique. — *Revue économique internationale.* — *Revue politique et parlementaire.* — *Questions pratiques.* — *La Réforme Sociale.*

Rapports de M. Alfred PICARD, président de la Commission des valeurs de douane, à M. le Ministre du Commerce.

ALFASSA. — *La crise de l'apprentissage* (conférence au Musée social), Paris, 1905.

P. ASTIER et CUMINAL. — *L'enseignement technique industriel et commercial en France et à l'étranger*, Paris, 1909.

P. BRIZON — *L'apprentissage*, Paris, 1908.

G. CHARLIER. — *La question de l'apprentissage*, thèse de Paris, 1906.

Em. COHENDY. — *L'enseignement professionnel obligatoire dans les pays étrangers*, Paris, 1904.

Ch. COPLAND PERRY. — *L'enseignement technique français jugé par un Anglais*, 1899, Grenoble.

CORBAN. — *De l'enseignement professionnel*, Paris, 1848.

M. DEBOLO. — *L'apprentissage à l'atelier*, thèse de province, 1906.

- J. FOUQUÉ. — *La crise de l'apprentissage et les progrès de l'Enseignement professionnel*, thèse de Paris, 1900.
- M. JAY. — *Cours de législation et d'économie industrielles de la Faculté de droit de Paris*, 1906-1907. — Chapitre I^{er}.
- G. LEMARCHAND. — *L'apprentissage et les écoles professionnelles*, Paris, 1905.
- A. LUCET. — *L'apprentissage dans l'industrie*, thèse de province, 1904.
- J. B. PAQUIER. — *L'enseignement professionnel en France* (Paris, 1908).
- Marius VACHON. — *Les Industries d'Art*, Nancy, 1897. — Rapport sur les écoles d'art industriel en Suisse, Prusse, Angleterre, Belgique, Hollande, Danemark, 1886-1890.

II. — OUVRAGES SPÉCIAUX

A. — FRANCE

- Journal Officiel*. — *Moniteur Universel*. — *Assemblée Nationale Constituante* (1848-1849. — Impressions).
- Bulletin Municipal Officiel de la Ville de Paris*. — *Procès-verbaux du Conseil Municipal de Paris*.
- Ministère du Commerce et de l'Industrie et Ministère du Travail et de la Prévoyance Sociale*. — *Comptes rendus des séances du Conseil Supérieur du Travail*. — *Bulletin de l'Office du Travail*. — *Rapports de la Commission Supérieure du Travail sur l'application de la loi du 2 novembre 1892*. — *Rapport sur l'apprentissage dans l'imprimerie, 1899-1901-1902*. — *Rapport sur l'apprentissage dans les industries de l'ameublement*, 1905.
- Ministère du Commerce et de l'Industrie*. — *L'enseignement technique en France*, étude publiée à l'occasion de l'Exposition de 1900.

DU MAROUSSEN. — *Enquête de l'office du travail, salaires et durée du travail. — La petite industrie. — La question ouvrière, 1891 à 1896.*

Comptes généraux de l'administration de la Justice criminelle en France.

Commission de l'enseignement technique. — Enquête sur l'enseignement professionnel en 1863 et 1864, Paris, 1864.

Chambre de Commerce de Paris. — Statistique de l'Industrie à Paris pour les années 1847 et 1848 et pour l'année 1860, Paris, 1851 et 1864.

Bulletin mensuel de la Fédération des Industriels et des Commerçants français.

Mouvement socialiste, 1908.

Musée social. — Annales.

ANDRÉ et GUIBOURG. — *Le Code ouvrier.*

HUBERT BRIE. — *Les Institutions patronales.*

F. BUISSON. — *L'enseignement primaire supérieur et professionnel en France, Paris, 1887.*

CACHEUX. — *État actuel du patronage et de l'Enseignement des apprentis. — Exposition universelle de 1900. — Monographies pédagogiques, Paris, 1900.*

E. CAIL. — *L'Enseignement Industriel et Commercial dans les institutions libres catholiques. — Rapport à l'Exposition Universelle de 1900.*

D. CHATELAIN. — *Les Écoles d'apprentissage à Paris, thèse de Paris, 1888.*

DUVAL-ARNOULD. — *Apprentis et jeunes ouvriers, thèse de Paris, 1888.*

H. JOUÏY. — *L'enfance coupable. — La France criminelle, Paris, 1889.*

- L. LAMBEAU. — *Monographies Municipales. — L'enseignement professionnel à Paris, 1898 à 1900*, Paris.
- LAVERGNE. — *Les Ecoles et les Oeuvres Municipales d'Enseignement de Paris*, Paris, 1900.
- R. LEBLANC. — *L'Enseignement professionnel au début du XX^e siècle*, Paris, 1905. — *La réforme des écoles primaires supérieures*, Paris, 1906.
- M. LEROY. — *Le Ministère du Commerce et l'Enseignement technique*, Paris, 1904.
- Ch. LUCAS. — *L'enseignement professionnel en France depuis 1789*, Paris, 1889.
- F. MARTEL. — *L'Enseignement technique primaire. Où nous en sommes*, Paris, 1889.
- A. MILLERAND. — *L'Enseignement technique ou professionnel*, Paris, 1904.
- P. PIC. — *Traité élémentaire de législation industrielle*, Paris, 1902.
- PROMONDON. — *L'apprentissage dans l'imprimerie*, Paris, 1905.
- Denis POULOT. — *Réflexions sur les écoles d'apprentissage industrielles, commerciales et agricoles et le travail manuel éducatif en France*, Paris, 1891.
- ROTIVAL. — *Étude sur l'Enseignement professionnel. — Organisation, développement, méthode*, Amiens, 1890.
- TRESCA. — *Rapport sur l'organisation de l'enseignement technique*, Paris, 1885.
- M. TURMANN. — *L'Éducation populaire*, Paris, 1906.

B. ALLEMAGNE

- HANDWERKER. — *Enquête de 1895. — Monographie de Verein für Sozial Politik*.

- G. BLONDEL. — *L'Essor industriel et commercial du peuple allemand*, Paris, 1903 — *L'Éducation Économique du peuple allemand*, Paris, 1908.
- BUYSE. — *L'Étude sur les écoles techniques du bâtiment et de l'industrie du Bois en Allemagne. — Les écoles professionnelles en Allemagne et en Autriche*, 1896.
- VON LEXIS. — *Das Unterrichtswesen im Deutschen Reich*, Berlin.
- O. PYFFERSEN. — *Rapport au Ministère de l'Industrie et du Travail de Belgique sur l'enseignement professionnel en Allemagne*, 1897,
- F. ROSE, consul anglais à Stuttgart. — *Rapport au Foreign Office*.
- M. WOLFF. — *L'apprentissage en Allemagne*, Paris, *Die soziale praxis*.

C. ANGLETERRE

- London County Council. — Reports of the technical education board, 1900-1901, 1901-1902, 1902-1903.*
- M. ALFASSA. — *L'enseignement professionnel en Angleterre*, 1902.
- BUYSE. — *Étude sur l'organisation pédagogique, des écoles techniques anglaises*, 1900.
- O. PYFFERSEN. — *Rapport au Ministre de l'Industrie et du Travail de Belgique sur l'Enseignement professionnel en Angleterre*, 1896.
- E. SADLER. — *Continuation schools in England and elsewhere, Manchester*, 1907.

D. AUTRICHE-HONGRIE

- G. KERSCHENSTEINER. — *Beobachtungen and Vergleiche über Einrichtungen für Gewerbliche Erziehungsmassur halb Bayern*, Munich, 1901.

Musée Social. — Novembre 1904, *la corporation Autrichienne*, par Paul LOUIS.

SZTÉRÉNYI. — *L'Enseignement Industriel et professionnel de la Hongrie.*

Zeitschrift für Gewerblichen Unterricht, 21 février 1905, 24 novembre 1904.

E. BELGIQUE

Revue du Travail. — Publication de l'Office du Travail de Belgique.

Ministère de l'Industrie et du Travail. — *Rapport sur la situation de l'enseignement technique en Belgique de 1897 à 1901-1903.*

G. DRÈZE — *Le livre d'Or de l'Exposition de Liège en 1905.*

ROMBANT. — *Rapport sur la situation de l'enseignement industriel et professionnel en Belgique pendant les années 1884 à 1896, Bruxelles, 1897.*

F. ETATS-UNIS

Reports of the Commissioner of labor.

Reports of the Commissioner of Education.

O. BUYSE. — *Méthodes américaines d'éducation générale et technique*, Paris, 1908.

C. D. WRIGHT. — *L'Evolution Industrielle des États-Unis*, trad. Lepelletier.

GENOUD. — *L'Enseignement professionnel pratique à l'Exposition de Chicago.*

G. SUISSE

*Statistisches Jahrbuch der Schweiz, 1904, Unterr. Erz. XIII. —
Jahrbuch des Unterrichtswesens in der Schweiz 1906, Zurich, 1908.*

*Rapports du département fédéral du Commerce, de l'Industrie et de
l'Agriculture.*

*Département et de l'Industrie. — Guide pour les écoles profession-
nelles de perfectionnement, Berne 1901.*

*Exposition Nationale Suisse de Genève, 1896. Catalogue du
groupe 18 à 1.*

A. KOHLY. — *Rapport sur l'application générale de la loi sur la pro-
tection des apprentis et sur les examens professionnels pendant
l'année 1898, La Chaux de Fonds.*

Vu :

Le Doyen,
M. CAUWES.

Vu :

Le Président de la thèse,
Raoul JAY.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
INTRODUCTION.....	1

CHAPITRE PREMIER

La Crise de l'apprentissage

§ I. — Origine et évolution de la crise jusqu'à la loi du 22 février 1851.....	7
§ II. — Projet de loi du 4 mars 1851 et la loi du 22 février 1851.....	13
§ III. — Evolution de la crise à partir de 1851.....	20
§ IV. — Causes de la décadence de l'apprentissage.....	50
§ V. — Conséquences de cette décadence.....	71

CHAPITRE DEUXIÈME

Mesures contre la décadence de l'apprentissage

Mesures visant à restaurer ou développer l'apprentissage à l'atelier.....	103
1° <i>En France :</i>	
a) Prix ou bourses d'apprentissage, concours et examens.....	108
b) Encouragements à l'apprentissage sans concours, bourses, etc.....	122

c) Concours donné par les Sociétés privées aux patrons qui font des tentatives pour renover l'apprentissage à l'atelier.....	129
2° A l'Etranger :	
Allemagne, Autriche-Hongrie, Danemark, Norvège, Angleterre, Etats-Unis, Belgique, Suisse ..	141
Conclusion.....	176

CHAPITRE TROISIÈME

Les Ecoles Industrielles

a) En France	185
b) A l'Etranger.....	232

CHAPITRE QUATRIÈME

Les Cours de perfectionnement industriel

a) En France.....	262
b) A l'Etranger.....	305

CHAPITRE CINQUIÈME

Conclusion. Obligation ou liberté

Le projet de loi du gouvernement français.....	361
--	-----

BIBLIOGRAPHIE.....	401
--------------------	-----

